

FIRST'EXPAT+//RELAIS'EXPAT+

// NOTICE D'INFORMATION VALANT CONDITIONS GÉNÉRALES



SOMMAIRE

1. / PRÉSENTATION D'ASFE ET DE SON GESTIONNAIRE MSH INTERNATIONAL ET OBJET DU CONTRAT	2
1.1. / PRESENTATION DE L'ASFE ET DE SON GESTIONNAIRE (MSH)	2
1.2. / OBJET DU CONTRAT	2
1.3. / DIFFERENTES OPTIONS DE COUVERTURE.....	3
1.4. / DETAILS DES FRANCHISES	4
1.4. / ZONES DE COUVERTURE DU CONTRAT	4
2. / DÉFINITIONS DES GARANTIES SANTÉ	5
3. / GARANTIES SANTÉ : VOS PRESTATIONS EN DÉTAIL.....	12
3.1. / TABLEAU DES GARANTIES POUR LES ASSURES AYANT CHOISI LES ZONES DE COUVERTURE 1, 2, 3 OU 4	12
3.2. / GARANTIES OPTIONNELLES POUR LES ASSURES (ZONE DE COUVERTURE 1, 2, 3 OU 4).....	22
3.3. / GARANTIES SANTE POUR LES ASSURES AYANT CHOISI LA ZONE DE COUVERTURE USA	24
3.4. / GARANTIES OPTIONNELLES POUR LES ASSURES AYANT CHOISI LA ZONE DE COUVERTURE USA	30
4. / EXCLUSIONS DES GARANTIES SANTÉ (CE QUI N'EST PAS COUVERT).....	32
5. / MODALITÉS GÉNÉRALES DE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT	35
5.1. / VOTRE CONTRAT	35
5.2. / LA VIE DE VOTRE CONTRAT	36
5.3. / REMBOURSEMENTS.....	40
5.4. / LA COTISATION DE VOTRE CONTRAT	41
5.5. / INFORMATIONS LEGALES.....	42
6. / DISPOSITIONS GÉNÉRALES DES GARANTIES D'ÉVACUATION MÉDICALE	48
6.1. / GENERALITES	48
6.2. / DESCRIPTION DE NOS PRESTATIONS ET GARANTIES	51
6.3. / CADRE DU CONTRAT.....	52
7. DISPOSITIONS GÉNÉRALES - GARANTIES RESPONSABILITÉ CIVILE VIE PRIVÉE.....	57
7.1. / DEFINITIONS	57
7.2. / GARANTIES.....	57
7.3. / LIMITES DE GARANTIES	58
7.4. / LIMITES TERRITORIALES.....	58
7.5. / CLAUSE EMBARGO	58
7.6. / ACQUISITION ET DUREE DE LA GARANTIE	58
7.7. / APPLICATION DE LA GARANTIE DANS LE TEMPS.....	58
7.8. / GESTION DES PAIEMENTS DES SINISTRES	58
7.9. / DISPOSITIONS DIVERSES	59
7.10. / ANNEXE DEFENSE PENALE ET RECOURS	59
7.11. / LE CONTRAT	61
7.12. / OBLIGATIONS DE L'ASSURE.....	61
8. / DISPOSITIONS GÉNÉRALES DES GARANTIES D'ASSISTANCE JURIDIQUE.....	63
8.1. / L'ASSISTANCE JURIDIQUE DE L'EXPATRIÉ ET DE L'IMPATRIÉ.....	63
8.2. / LES SERVICES ET ASSISTANCES APPORTES AUX EXPATRIÉS ET AUX IMPATRIÉS.....	66
8.3. / EXAMEN DES RECLAMATIONS	67
9. / OPTION D'ASSISTANCE MÉDICALE ET RAPATRIEMENT - DISPOSITIONS GÉNÉRALES DES GARANTIES.....	68
9.1. / QUELQUES CONSEILS... ..	68
9.2. / GENERALITES	69
9.3. /TABLEAU DES GARANTIES ASSISTANCE – OPTION.....	72
9.4. / PRESTATIONS D'ASSISTANCE	73
9.5. / PRESTATIONS D'ASSURANCE	78
9.6. / CADRE DU CONTRAT.....	80
9.7. / PROCEDURE D'ENTENTE PREALABLE POUR « AVANCE DES FRAIS D'HOSPITALISATION » AVEC ASSISTANCE ..	82
10. / CONTACTER MSH	100
11. ANNEXE 1: LISTE DES AFFECTIONS DE LONGUE DUREE	100
12. ANNEXE 2: ACCORD DE PARTAGE DE DONNEES ENTRE MSH ET EUROP ASSISTANCE, RELATIF A LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	101

1. / PRÉSENTATION D'ASFE, DE SON GESTIONNAIRE MSH ET OBJET DU CONTRAT

1.1. / PRÉSENTATION DE L'ASFE ET DE SON GESTIONNAIRE (MSH)

Vous avez choisi une couverture d'assurance santé Internationale souscrite par L'Association of Services for Expatriates (ASFE), auprès de Groupama Gan Vie et gérée par MSH International et nous vous en remercions.

ASFE, Association of Services For Expatriates, créée en 1992, est une Association de loi 1901.

Sa vocation est d'apporter des solutions à tous les expatriés dans le monde entier en matière de couverture santé, prévoyance, assistance médicale / rapatriement, et responsabilité civile. L'ASFE sera ci-après dénommée « ASFE » ou « l'Association contractante ».

MSH International, concepteur et Gestionnaire des contrats ASFE, est l'un des leaders mondiaux de la protection sociale Internationale, avec plus de 500 000 personnes couvertes en situation de mobilité Internationale à travers le Monde. MSH International met à votre service une équipe dédiée disponible pour vous accompagner et vous conseiller au quotidien. MSH International, organisme mandaté par l'Assureur pour gérer le contrat sera ci-après dénommé « MSH International », « le Gestionnaire », « l'Organisme Gestionnaire » chaque fois que ce terme s'inscrit dans le cadre de la gestion administrative du contrat.

Le contrat est souscrit auprès de Groupama Gan Vie - Société anonyme au capital de 1 371 100 605 euros (entièrement versé) - RCS Paris 340 427 616 - APE 6511 Z Siège social: 8-10 rue d'Astorg - 75383 PARIS Cedex 08 - Entreprise régie par le Code des Assurances et soumise à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09 ci-après dénommée « l'Assureur ».

1.2. / OBJET DU CONTRAT

Les Contrats d'assurance souscrits par l'ASFE sont des contrats dit « de groupe ouvert » auquel vous adhérez. Ils proposent une couverture au 1^{er} euro/ au 1^{er} dollar ou en complément des prestations servies par la CFE (Caisse des Français de l'Étranger), à l'exclusion de tout autre régime de protection sociale.

Ils ont pour objet, dans la limite des frais réels, le versement de Prestations, dès le 1^{er} euro / le 1^{er} dollar ou en complément des prestations servies par la CFE, en remboursement des frais de santé engagés par un membre Adhérent de l'ASFE vivant hors de son Pays d'origine, dans un cadre privé ou professionnel, ainsi que par ses éventuels Ayants droit ci-après définis, résidant ou non dans le même pays étranger, s'ils sont inscrits au contrat.

Votre adhésion à l'un de ces contrats sera ci-après désignée sous le terme « Votre adhésion ». Vous et vos éventuels ayants droit inscrits au contrat serez ci-après dénommés « Assuré ».

Chaque contrat prévoit des garanties santé de base qui peuvent être complétées par des garanties optionnelles ainsi que 4 niveaux de prestations, Quartz, Pearl, Sapphire, Diamond (se reporter au paragraphe 1.3/ DIFFERENTES OPTIONS DE COUVERTURE p.3). Chaque contrat comporte également 5 zones de couverture (se reporter au paragraphe 1.5/ ZONES DE COUVERTURE DU CONTRAT p.4).

Ces contrats sont numérotés comme suit :

FIRST' EXPAT (1^{er} euro / 1^{er} dollar):

- n°0210/863689/00010, n° 0210/863689/00020, n° 0210/863689/00030, n° 0210/863689/00040 et n° 0210/863689/55555 ; n° 0210/644144/00000 (1^{er} euro hospitalisation) ;
- n° 0210/863691/00020, N°0210/863691/00030, N° 0210/863691/00040 et N° 0210/863691/55555 ; n° 0210/644144/55555 (1^{er} dollar américain hospitalisation) ;

RELAIS' EXPAT (en complément CFE) :

- n° 0210/863690/00010, n° 0210/863690/00020, n° 0210/863690/00030, n° 0210/863690/00040 et n° 0210/863690/55555 ; n° 0210/644145/00000 (hospitalisation).
- n° 0210/863692/00020, n° 0210/863692/00030, n° 0210/863692/00040 et n° 0210/863692/55555.

Dans le cadre de cette adhésion, vos garanties santé sont systématiquement complétées par des garanties d'assistance médicale. Europ Assistance, entreprise régie par le Code des Assurances, garantit et exécute les Prestations d'Assistance.

Les contrats proposent ainsi une offre très complète et modulable adaptée aux besoins de chacun. Vous pouvez également souscrire des garanties de prévoyance en cas de décès et d'arrêt de travail.

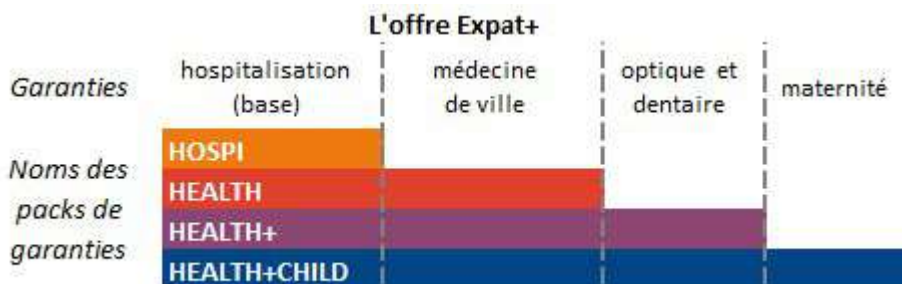
1.3. / DIFFERENTES OPTIONS DE COUVERTURE

Le contrat prévoit :

- Un NIVEAU DE GARANTIE DE BASE (dénommée commercialement HOSPI) relative aux soins d'hospitalisation.
- Trois GARANTIES OPTIONNELLES qui viennent compléter la GARANTIE DE BASE (HOSPI ci-dessus), au choix de chaque Adhérent, relatives à la prise en charge des frais suivants :
 - GARANTIE OPTIONNELLE NIVEAU 1 (dénommée commercialement HEALTH) : Médecine courante, Médecine ambulatoire courante, Médecine préventive et alternative, pharmacie, d'appareillage et de Prothèses médicales,
 - GARANTIE OPTIONNELLE NIVEAU 2 (dénommée commercialement HEALTH+) : Optique et Dentaire
 - GARANTIE OPTIONNELLE NIVEAU 3 (dénommée commercialement HEALTH+CHILD) : Maternité.

Attention :

- Le niveau 2 ne peut être retenu que si la garantie optionnelle Niveau 1 est elle-même retenue.
- Le niveau 3 ne peut être retenu que si la garantie optionnelle Niveau 2 est elle-même retenue



Au sein de chacune de ces garanties, quatre formules - Quartz, Pearl, Sapphire et Diamond - accordant des niveaux de prestations croissants, sont proposées à l'adhésion par chaque Adhérent.

Le contrat prévoit également, au titre de la Garantie de base (HOSPI), et des Garanties optionnelles Niveau 1 (HEALTH) et niveau 2 (HEALTH+) (garantie optionnelle Niveau 3 Maternité exclue), la possibilité pour l'Adhérent de retenir ou non une Franchise telle que définie dans le chapitre 3/ GARANTIES SANTÉ : VOS PRESTATIONS EN DÉTAIL p.12. Outre la possibilité de ne pas avoir de Franchise, quatre montants de Franchise sont proposés :

Franchise exprimée en € (EURO)	Franchise exprimée en \$ (DOLLAR US)
350 €	500 \$
750 €	1 000 \$
2 000 €	2 500 \$
4 000 €	5 000 \$

Voir conditions spécifiques en fonction des zones et formules choisies au paragraphe 1.4/ DETAILS DES FRANCHISES p.4.

Pour la Zone 5 (USA), le contrat propose également différents montants de co-paiement.

Il est précisé que :

- les garanties optionnelles, lorsqu'elles sont retenues par l'Adhérent, s'appliquent également à l'ensemble de ses Ayants droit inscrits sur le Certificat d'adhésion,
- l'Adhérent qui souscrit les garanties optionnelles n'aura la possibilité de résilier ultérieurement son adhésion aux garanties optionnelles qu'une seule fois pendant toute la durée du contrat pour ne retenir que les garanties de base.
- Pour la zone 5 (USA), il n'est pas possible de souscrire à la seule garantie de base HOSPI : les assurés doivent souscrire au minimum à la formule HEALTH.

1.4. / DETAILS DES FRANCHISES

Le contrat prévoit, en fonction des zones et formules choisies, 4 montants de Franchise définis comme suit :

	Franchises			
QUARTZ	350 € / 500 \$	750 € / 1 000 \$	2 000 € / 2 500 \$	4000 € / 5000 \$
Zone 4	OUI	OUI	OUI	NON
Zone 3	OUI	OUI	NON	NON
Zone 2	OUI	OUI	NON	NON
Zone 1	OUI	OUI	NON	NON

PEARL	350 € / 500 \$	750 € / 1 000 \$	2 000 € / 2 500 \$	4000 € / 5000 \$
Zone 5 (USA)	OUI	OUI	OUI	OUI
Zone 4	OUI	OUI	OUI	NON
Zone 3	OUI	OUI	OUI	NON
Zone 2	OUI	OUI	NON	NON
Zone 1	OUI	OUI	NON	NON

SAPPHIRE	350 € / 500 \$	750 € / 1 000 \$	2 000 € / 2 500 \$	4000 € / 5000 \$
Zone 5 (USA)	OUI	OUI	OUI	OUI
Zone 4	OUI	OUI	OUI	OUI
Zone 3	OUI	OUI	OUI	NON
Zone 2	OUI	OUI	NON	NON
Zone 1	OUI	OUI	NON	NON

DIAMOND	350 € / 500 \$	750 € / 1 000 \$	2 000 € / 2 500 \$	4000 € / 5000 \$
Zone 5 (USA)	OUI	OUI	OUI	OUI
Zone 4	OUI	OUI	OUI	OUI
Zone 3	OUI	OUI	OUI	NON
Zone 2	OUI	OUI	OUI	NON
Zone 1	OUI	OUI	OUI	NON

1.5. / ZONES DE COUVERTURE DU CONTRAT

Le contrat prévoit 5 Zones de couverture différentes, définies comme suit :

- Zone 5 : USA et territoires relevant des USA (Porto Rico, Îles Vierges des Etats-Unis, Îles Mariannes du Nord, Îles mineures éloignées des États-Unis, Samoa américaines), ainsi que les pays des Zones 1, 2, 3 et 4,
- Zone 4 : Bahamas, Brésil, Chine, Hong Kong, Jersey, Mexique, Royaume-Uni, Saint-Barthélemy, Saint Martin, Suisse et Singapour ainsi que les pays des Zones 1, 2 et 3,
- Zone 3 : Australie, Autriche, Canada, Émirats Arabes Unis, Espagne, Grèce, Irlande, Israël, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Polynésie Française, Portugal, Qatar, Saint Pierre et Miquelon, Taiwan, Turquie, Russie et Vanuatu, ainsi que les pays des Zones 1 et 2,
- Zone 2 : Afrique du Sud, Andorre, Angola, Allemagne, Arabie Saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bahreïn, Barbade, Belgique, Biélorussie, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, Djibouti, Équateur, Finlande, Géorgie, Guatemala, Hongrie, Islande, Kazakhstan, Koweït, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Luxembourg, Malaisie, Monaco, Mozambique, Norvège, Nigéria, Oman, Panama, Pays-Bas, Pérou, République Dominicaine, République Tchèque, Slovaquie, Suède, Thaïlande, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Vietnam et Wallis et Futuna, ainsi que les pays de la Zone 1,
- Zone 1 : Monde entier (dont la France) hors pays des Zones 2 à 5.

2. / DÉFINITIONS DES GARANTIES SANTÉ

Vous trouverez ci-dessous les définitions des termes utilisés dans ce document (Notice d'information valant Conditions Générales).

Accident: Toute atteinte corporelle, non intentionnelle de la part de la personne qui en est victime provenant de l'action soudaine et imprévisible d'une cause extérieure. Il appartient à l'Assuré d'apporter la preuve de l'Accident et de la relation directe de cause à effet entre celui-ci et les frais engagés.

Accouchement sans complication : Désigne un accouchement ne nécessitant pas un geste chirurgical complémentaire décidé en Urgence : souffrance fœtale pendant le travail, rétention placentaire, hémorragie du post-partum. Toute césarienne non Médicalement nécessaire sera considérée comme Accouchement sans complication.

Acupuncture: Branche de la Médecine chinoise traditionnelle consistant à piquer avec des aiguilles en des points précis de la surface du corps d'un patient pour soulager différentes Maladies ou provoquer un effet analgésique.

Adhérent :

- **pour les assurés ayant choisi le niveau HOSPI :**

Personne, âgée de moins de 61 ans à la date d'adhésion quel que soit le statut, membre d'ASFE ayant présenté une Demande d'adhésion au contrat acceptée par écrit telle que définie à l'article 5.2/ La vie de votre contrat p.21 au chapitre VOTRE ADHESION AU CONTRAT ET LES PERSONNES GARANTIES, pour elle-même et ses éventuels Ayants droit et qui s'engage aux obligations correspondantes, notamment le paiement de la Cotisation prévue à l'adhésion au contrat.

- **pour les assurés ayant choisi les niveaux HEALTH, HEALTH+ ou HEALTH+CHILD :**

Personne, âgée de moins de 71 ans à la date d'adhésion quel que soit le statut, membre d'ASFE ayant présenté une Demande d'adhésion au contrat acceptée par écrit telle que définie à l'article 5.2/ LA VIE DE VOTRE CONTRAT p.37 au chapitre VOTRE ADHESION AU CONTRAT ET LES PERSONNES GARANTIES, pour elle-même et ses éventuels Ayants droit et qui s'engage aux obligations correspondantes, notamment le paiement de la Cotisation prévue à l'adhésion au contrat.

Affection de longue durée : Il s'agit d'affections dont la gravité et/ou le caractère chronique nécessitent un traitement prolongé et une thérapeutique coûteuse. La liste des affections de longue durée ou ALD est définie par l'article D. 322-1 du Code de la Sécurité sociale. Cette liste est reportée en annexe.p.100.

Analyses : Examens y compris les radiographies ou les prises de sang, effectués dans le but de déterminer l'origine des symptômes présentés ou dans le cadre du suivi de la pathologie.

Année d'assurance: L'Année d'assurance couvre la période à compter de la Date d'effet de l'Adhésion au contrat jusqu'au 365^e jour suivant cette date, avec renouvellement à chaque date anniversaire par tacite reconduction.

Appel de cotisation: Un Appel de cotisation (également parfois appelé avis d'échéance) est un document qui vous indique le montant de vos Cotisations d'assurance et la période couverte. C'est à la date fixée par l'Appel de cotisation que le règlement des Cotisations d'assurance s'effectue.

Association contractante : ASFE. Personne morale qui souscrit le contrat afin d'en faire bénéficier ses Adhérents et s'engage aux obligations correspondantes.

Assuré ou bénéficiaire : Désigne de manière générique l'Adhérent et ses Ayants droit inscrits au contrat qui bénéficient des garanties du contrat. Il reçoit la Prestation couverte par l'Assureur au titre d'un sinistre déclaré et garanti par le contrat d'assurance. Dans le contrat, les assurés/bénéficiaires sont également désignés par le terme « Vous ».

Assureur : Dans le contrat, Groupama Gan Vie, entreprise régie par le code des assurances, est l'Assureur des garanties d'assurance du contrat.

Attestation d'assurance: Document ayant vocation à servir de preuve quant à la couverture d'assurance de la personne qui la présente et reprenant les informations suivantes: nom de l'Adhérent et de ses éventuels Ayants droit, Date d'effet de l'adhésion au contrat, numéro et type d'adhésion souscrite, Assureur du contrat, garanties, Zone de couverture sélectionnée et Franchise choisie.

Ayant(s) droit: Peuvent être considérés comme ayant(s) droit, sous réserve qu'ils soient inscrits au contrat: le Conjoint, Partenaire d'un pacte civil de solidarité ou Concubin de l'Adhérent et Enfant(s) à charge tels que définis au présent article.

Auxiliaire médical: Professionnel de santé diplômé qui exerce une profession paramédicale et qui est officiellement agréé, qualifié et reconnu dans le pays dans lequel les actes sont administrés et dans lequel il exerce et qui dispose de l'expérience et des qualifications complémentaires nécessaires à sa pratique. Les auxiliaires médicaux sont les kinésithérapeutes, les infirmiers, les pédicures-podologues, les orthophonistes et les orthoptistes.

Bilans de santé : Examens ou Analyses, réalisés tout au long de la vie, entrepris en l'absence de tout symptôme clinique apparent (se référer au tableau des garanties santé pour connaître la liste exacte des examens pris en charge au titre de cette garantie).

Certificat d'adhésion : Document unique, édité uniquement à l'adhésion, qui constate l'adhésion au contrat de l'Adhérent et précise, outre les nom et adresse de l'Adhérent, ceux des éventuels Ayants droit garantis, la Date d'effet de l'adhésion, les garanties choisies, la Zone de couverture sélectionnée et la Franchise choisies et la Cotisation correspondante. Le Certificat d'adhésion correspond aux conditions particulières de l'adhésion au contrat.

Certificat de radiation: Document fourni afin d'attester de la fin de l'adhésion au contrat. Ce certificat est généralement demandé par votre nouvel organisme d'assurance santé si l'Adhérent change de contrat d'assurance santé.

CFE: Caisse des Français de l'Étranger, organisme français de sécurité sociale, qui a pour vocation et mission d'assurer les expatriés dans le monde entier.

Chambre particulière, semi-particulière ou partagée : Prestation proposée par les établissements de santé, permettant à un patient hospitalisé d'être hébergé dans :

- une chambre individuelle (chambre particulière),
- une chambre pour 2 personnes seulement (chambre semi-particulière),
- ou une chambre pour 3 personnes et plus (chambre partagée).

Les chambres de luxe, VIP et les suites ne sont pas couvertes.

Chiropractie: Méthode thérapeutique visant à soigner différentes affections par manipulations.

Chirurgie ambulatoire: Chirurgie réalisée dans un établissement de santé ou en cabinet médical, le patient arrivant et repartant le même jour.

Chirurgie dentaire: Désigne tout acte médical de Chirurgie dentaire avec anesthésie incluant l'extraction dentaire, la greffe osseuse ou gingivale.

Chirurgie réfractive : Traitements chirurgicaux, généralement par laser, des défauts visuels de myopie, d'hypermétropie, d'astigmatie et de kératocône.

Complications à l'accouchement : Terme servant à désigner les pathologies suivantes susceptibles de survenir durant l'accouchement et pour lesquelles une procédure obstétrique s'avère indispensable : souffrance fœtale pendant le travail, rétention placentaire et hémorragie du post-partum. Elles incluent également la césarienne dès lors que celle-ci est Médicalement nécessaire. Les Complications à l'accouchement ne sont prises en charge que si le Bénéficiaire est couvert par la garantie Maternité (option commercialement connue sous le nom de « HEALTH+CHILD »).

Concubinage : Union de fait caractérisée par une vie commune présentant un caractère de stabilité et de continuité entre deux personnes de sexe différent ou de même sexe qui vivent en couple.

Concubin :

- **pour les assurés ayant choisi le niveau HOSPI :**

Personne âgée de moins de 61 ans à la date d'adhésion, vivant en Concubinage avec l'Adhérent, exerçant ou non une activité professionnelle, si et seulement si l'Adhérent et son Concubin partagent le même domicile et sont libres de tout autre lien de même nature (c'est à dire que chacun est célibataire, veuf, divorcé et n'est pas engagé dans les liens d'un PACS). En cas de concubins multiples, seul le plus âgé sera retenu..

- **pour les assurés ayant choisi les niveaux HEALTH, HEALTH+ ou HEALTH+CHILD :**

Personne âgée de moins de 71 ans à la date d'adhésion, vivant en Concubinage avec l'Adhérent, exerçant ou non une activité professionnelle, si et seulement si : l'Adhérent et son Concubin partagent le même domicile et sont libres de tout autre lien de même nature (c'est à dire que chacun est célibataire, veuf, divorcé et n'est pas engagé dans les liens d'un PACS),

En cas de concubins multiples, seul le plus âgé sera retenu.

Condition médicale préexistante: Les pathologies préexistantes : toute Maladie, affection ou blessure, ou symptômes liés à celles-ci, qui se sont manifesté(e)s avant la date d'adhésion au contrat, dont l'Adhérent ou ses Ayants droit ont eu connaissance, ou auraient raisonnablement pu avoir connaissance.

Conjoint :

- **pour les assurés ayant choisi le niveau HOSPI :**

Conjoint non séparé de corps judiciairement, ni divorcé, exerçant ou non une activité professionnelle et âgé de moins de 61 ans à la date d'adhésion. Pour faciliter la lecture de la présente notice d'information valant conditions générales, le terme « Conjoint » désignera dans celui-ci de manière générique, le Conjoint, partenaire ou Concubin de l'Adhérent.

- **pour les assurés ayant choisi les niveaux HEALTH, HEALTH+ ou HEALTH+CHILD :**

Conjoint non séparé de corps judiciairement, ni divorcé, exerçant ou non une activité professionnelle et âgé de moins de 71 ans à la date d'adhésion. Pour faciliter la lecture de la présente notice d'information valant conditions générales, le terme « Conjoint » désignera dans celui-ci de manière générique, le Conjoint, partenaire ou Concubin de l'Adhérent.

Contrat au 1^{er} Euro/Dollar : Contrat dont le remboursement des frais de santé se fait dès le 1^{er} euro/dollar dépensé (dans la limite des garanties souscrites), c'est à dire sans l'intervention d'un quelconque organisme de base (comme un régime de protection sociale).

Contrat d'assurance de groupe ouvert : Concerne les contrats d'assurance dont l'adhésion est ouverte à titre individuel et facultatif. Les personnes se réunissent alors en groupe à travers une Association contractante, et souscrivent une adhésion au contrat d'assurance.

Co-paiement : Montant fixe défini au contrat par acte ou par visite et qui reste à la charge de l'Adhérent et de ses éventuels Ayants droit, applicable par personne.

Cotisation : Somme payée par l'Adhérent en contrepartie des garanties accordées par l'Assureur.

Coûts usuels et raisonnables : Ne sont considérés comme Coûts usuels et raisonnables et donc remboursés que les frais médicaux raisonnables et généralement facturés dans le pays concerné pour le traitement spécifique reçu, conformément aux procédures médicales standards et généralement reconnues. Les frais médicaux jugés somptuaires, déraisonnables ou inhabituels, compte tenu du pays dans lequel ils ont été engagés, peuvent faire l'objet d'un refus de prise en charge ou d'une limitation du montant de la garantie. L'abréviation CUR sera utilisée dans la présente notice d'information valant conditions générales pour faciliter la lecture.

Date d'effet de l'adhésion : Date spécifiée dans le Certificat d'adhésion à laquelle les garanties prévues au contrat prennent effet.

Date d'effet des garanties : Date spécifiée dans le Certificat d'adhésion à laquelle les garanties prévues au contrat prennent effet, après application des Délais de carence.

Date de résiliation : Date à laquelle les garanties prévues au contrat d'assurance prennent fin, à l'initiative de l'Adhérent, de

l'Assureur ou de l'Association contractante (voir article 5.2/ LA VIE DE VOTRE CONTRAT p.40 au chapitre CESSATION DE L'ADHÉSION ET FIN DES GARANTIES (droit à la résiliation, radiation)).

Date de reconduction annuelle : Chaque date d'anniversaire d'entrée en vigueur de l'adhésion au contrat.

Délai de carence / délai d'attente : Période définie au contrat et reprise dans le Tableau des garanties, pendant laquelle l'adhésion est en vigueur et les garanties ne le sont pas encore. Les Délais de carence s'appliquent à compter de la Date d'effet de l'adhésion de chaque personne garantie par celle-ci.

Délai de renonciation : Un Délai de renonciation est accordé à une personne qui vient d'adhérer à un contrat d'assurance à adhésion facultative. Un Adhérent peut ainsi revenir sur sa décision de souscrire au contrat d'assurance pendant un délai de 14 jours calendaires révolus à compter de la date de l'envoi de son Certificat d'adhésion, sans avoir à justifier de motifs ni à supporter de pénalités (voir article 5.2/ LA VIE DE VOTRE CONTRAT p.38 au chapitre ANNULER L'ADHESION AU CONTRAT AVANT SA PRISE D'EFFET : LE DELAI DE RENONCIATION)

Demande d'adhésion : Désigne le document matérialisant la Demande d'adhésion de l'Adhérent au contrat, et toute autre déclaration faite par l'Adhérent principal pour lui-même et ses éventuels Ayants droit listés dans la Demande d'adhésion.

Demande d'accord préalable : Avant d'engager certains types de frais, de soins ou de Prestations comme l'hospitalisation, les traitements en série, les traitements onéreux ou les Prothèses de toute nature, l'Assuré doit préalablement et obligatoirement demander et disposer de l'accord de l'Assureur ou du Gestionnaire pour obtenir la Prise en charge effective (sur présentation d'un rapport médical détaillé et circonstancié selon les cas et d'un devis chiffré).

Diététicien : Professionnel de santé diplômé expert en nutrition et alimentation qui est officiellement agréé, qualifié et reconnu dans le pays dans lequel il exerce et qui dispose de l'expérience et des qualifications complémentaires nécessaires à sa pratique.

Durée de l'adhésion : Période de couverture du contrat de la date effective de l'adhésion indiquée au certificat d'adhésion à la date de cessation de l'adhésion telle que définie à l'article 5.2/ LA VIE DE VOTRE CONTRAT p.40 au chapitre CESSATION DE L'ADHÉSION ET FIN DES GARANTIES (droit à la résiliation, radiation).

Enfant à charge : Enfant de l'Adhérent, de son Conjoint, Partenaire ou Concubin :

- Dans le cadre d'un contrat FIRST'EXPAT+ (1^{er} Euro/Dollar) : l'enfant, âgé de moins de 26 ans, s'il poursuit des études et est couvert par le contrat sera considéré comme à charge
- Dans le cadre d'un contrat RELAIS'EXPAT+ (complément CFE) : l'enfant âgé de moins de 20 ans, s'il poursuit des études et est couvert par le contrat, sera considéré comme à charge

Dans tous les cas, pour les enfants de plus de 18 ans, qui poursuivent des études et sont inscrits au contrat comme Ayants droit, un certificat de scolarité est requis à l'adhésion et ultérieurement à chaque début d'année universitaire.

Envoi recommandé électronique : Équivalent à l'envoi par lettre recommandée dès lors qu'il satisfait aux exigences de l'article L100 du Code des postes et communications électroniques.

Franchise : Désigne le montant à la charge de l'Adhérent et de ses éventuels Ayants droit, qui est déduit de la somme remboursable, applicable par personne et par Année d'assurance. Si cette option est sélectionnée elle sera indiquée dans le Certificat d'adhésion.

Gestionnaire du contrat (organisme gestionnaire): Désigne MSH International, société française de courtage d'assurance, enregistrée à l'ORIAS sous le n°07 002 751, qui gère les contrats souscrits par ASFE.

Grossesse : Période s'échelonnant entre la date de conception et la date d'accouchement.

Homéopathie : Méthode thérapeutique consistant à prescrire à un malade, sous une forme fortement diluée et dynamisée, une substance capable de produire des troubles semblables à ceux qu'il présente.

Hôpital : Désigne un établissement de soins ou une institution médicale qui est enregistré(e) ou agréé(e) en tant qu'Hôpital médical ou chirurgical au titre de la réglementation locale dans le pays dans lequel il se situe et où l'Assuré est quotidiennement soigné ou sous la surveillance d'un Médecin ou d'une infirmière qualifié(e). **Ne peuvent prétendre au titre d'Hôpitaux les établissements suivants : centres de cure et de remise en forme, centres thermaux, maisons de repos, maisons de retraite, maisons de convalescence.**

Hospitalisation de jour : Soins administrés dans le cadre d'une admission de jour au sein d'un Hôpital ou un centre médical, comprenant l'usage d'une chambre d'Hôpital et les soins infirmiers, mais ne nécessitant pas la garde du patient pendant la nuit, et pour laquelle une autorisation de sortie est délivrée le jour même.

Hospitalisation d'urgence : Soins administrés dans le cadre d'une admission au sein d'un Hôpital ou un centre médical, faisant suite à l'apparition d'un problème de santé soudain et imprévu, suite à Maladie, Accident, infection...

Hospitalisation à domicile : Soins administrés au domicile du patient, comme une alternative à l'hospitalisation classique, avec au minimum le passage d'une infirmière une fois par jour, soumis à l'accord du service médical/entente préalable.

Imagerie médicale : L'imagerie médicale est utilisée à des fins cliniques afin de pouvoir proposer un diagnostic ou un traitement. Il existe plusieurs techniques d'Imagerie médicale : radiologie, échographie, imagerie par résonance magnétique (IRM), endoscopie, scanner, laser, tomographie...

Kinésithérapie : Ensemble des soins dispensés par un kinésithérapeute agréé pour lesquels l'ordonnance d'un Médecin a été délivrée avant le début du traitement. La couverture est limitée au nombre de séances et au plafond de remboursement

spécifique à ce poste, tels qu'indiqué sur le Tableau des Garanties. Si davantage de séances sont requises, un rapport justifiant de la nécessité de prolonger le traitement devra être produit. La kinésithérapie exclut certains traitements dont la fangothérapie, la méthode Pilates, les massages de bien-être, le Rolwing et la thérapie MILTA ainsi que toutes autres méthodes non reconnues par la communauté médicale scientifique.

Maladie : Toute altération de l'état de santé constatée par une autorité médicale compétente.

Maladie inopinée : Toute altération de la santé constatée par une autorité médicale compétente, soudaine et imprévisible nécessitant l'intervention d'un Médecin sous 48h.

Maternité : Grossesse non pathologique, accouchement et ses suites. La Maternité n'est considérée ni comme une Maladie, ni comme un Accident.

Médecin: Professionnel de santé titulaire d'un diplôme de docteur en médecine, autorisé à pratiquer la médecine, conformément aux lois du pays dans lesquels les soins sont administrés, dans les limites prévues par la licence qui lui a été accordée, qui n'est pas membre de la famille d'une personne couverte en vertu de ce contrat.

Médecin conseil : Médecin attaché à un organisme public ou privé (compagnie d'assurances, caisse d'assurance Maladie etc.) chargé de donner à celui-ci un avis médical motivé sur les cas qui lui sont soumis.

Médecin généraliste: Le Médecin généraliste prend en charge le suivi durable, le bien-être et les soins médicaux généraux primaires d'une communauté, sans se limiter à des groupes de Maladies relevant d'un organe, d'un âge, ou d'un sexe particulier. Le Médecin généraliste est donc souvent consulté pour diagnostiquer les symptômes avant de traiter la Maladie ou de référer le patient à un Médecin spécialiste.

Médecin spécialiste : Désigne un Médecin diplômé qui est officiellement agréé, qualifié et reconnu dans le pays dans lequel les soins sont administrés et dans lequel il exerce et qui dispose de l'expérience et des qualifications complémentaires nécessaires à la pratique d'une spécialité médicale reconnue: techniques de diagnostic, de traitement et de prévention spécifiques dans un domaine particulier de la médecine.

Médecine alternative : Désigne ici dans le cadre du contrat: l'Homéopathie, l'Acupuncture et la Médecine chinoise traditionnelle.

Médecine courante : Traitements, hors Soins dentaires courants pratiqués par un Médecin généraliste ou un Médecin spécialiste, titulaire d'un diplôme de docteur en médecine et autorisé à pratiquer la médecine, conformément aux lois du pays dans lesquels les soins sont administrés, dans son cabinet médical ou chirurgical et qui ne nécessitent pas l'admission du patient dans un Hôpital.

Médecine traditionnelle chinoise : Méthode thérapeutique asiatique qui n'établit pas une différence stricte entre le corps et l'esprit et repose sur une approche globale de la personne. Le traitement se base sur cinq piliers principaux : Acupuncture, diététique, thérapie médicamenteuse avec des substances végétales, minérales et animales, des massages et des mouvements.

Médicalement nécessaire / nécessité médicale / nécessité absolue : Désigne au titre de ce contrat, les soins, services, fournitures et matériels recommandés par un professionnel de santé diplômé qui sont définis d'un point de vue médical comme appropriés et nécessaires.

Ils doivent pour cela respecter les critères suivants :

- être nécessaires dans le but de diagnostiquer ou traiter une Maladie et/ou une blessure d'un patient ;
- être appropriés au diagnostic, aux symptômes ou au traitement du patient (dans le sens de la prise en compte de la sécurité du patient et du coût du traitement) ;
- être conformes aux normes et aux connaissances médicales et scientifiques au moment de l'administration des soins;
- n'être pas fournis principalement pour le confort du patient et/ou de son Médecin ;
- être justifiés sur le plan clinique en termes d'ampleur, de durée, d'effet médical prouvé et démontré, de fréquence, de niveau et de type ;
- être dispensés dans un établissement de soins et une salle appropriés et être du niveau de qualité approprié pour traiter l'état médical du patient.

Médicaments prescrits : Désigne l'ensemble des produits (y compris les aiguilles hypodermiques, l'insuline et les seringues) dont la délivrance nécessite une ordonnance délivrée par un Médecin afin de traiter une Maladie dont le diagnostic a été confirmé ou dans l'objectif de compenser une carence dans une substance vitale pour l'organisme. Ces Médicaments prescrits doivent avoir un effet médical prouvé sur la Maladie traitée et être reconnus par les instances de régulation et de surveillance pharmaceutique du pays dans lequel ils ont été prescrits.

Notice d'information valant conditions générales : Le document présent définissant les garanties, les exclusions et les conditions d'utilisation du contrat d'assurance (avec notamment toutes les informations relatives aux procédures de remboursement), et devant être lu conjointement avec le Certificat d'adhésion et le Tableau des garanties.

Orthodontie : L'Orthodontie est une spécialité dentaire vouée à la correction des mauvaises positions des mâchoires et des dents afin d'optimiser la fermeture de la bouche (l'occlusion), pour un fonctionnement et un alignement correct.

Orthophonie : L'Orthophonie est une discipline paramédicale qui traite les personnes présentant des troubles de la communication et du langage parlé ou écrit par des actes de rééducation orthophoniques.

Orthoptie : Spécialité paramédicale ayant pour but d'évaluer et de mesurer les déviations oculaires, puis d'assurer la rééducation des yeux en cas de troubles de la vision binoculaire : strabisme, hétérophorie (déviations des axes visuels) ou insuffisance de convergence.

Ostéodensitométrie : Examen médical visant à la mesure de la densité osseuse par évaluation du contenu minéral des os (essentiellement du calcium), qui s'effectue le plus souvent par un type particulier de radiographie des vertèbres lombaires et/ou du col du fémur. Elle permet le dépistage de l'ostéoporose.

Ostéopathie : Méthode thérapeutique manuelle utilisant des techniques de manipulations vertébrales ou musculaires du système musculo-squelettique et myofascial permettant de soulager certains troubles fonctionnels.

Parodontologie : Traitement dentaire indiqué dans le cas de Maladie de soutènement de la dent (gencive notamment).

Partenaire :

- **pour les assurés ayant choisi le niveau HOSPI** :

Personne âgée de moins de 61 ans à l'adhésion liée à l'Adhérent par un pacte civil de solidarité (PACS). Un pacte civil de solidarité est un contrat conclu par deux personnes physiques majeures, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune (article 515-1 du code civil). Voir aussi *Concubin et Conjoint*.

- **pour les assurés ayant choisi les niveaux HEALTH, HEALTH+ ou HEALTH+CHILD** :

Personne âgée de moins de 71 ans à l'adhésion liée à l'Adhérent par un pacte civil de solidarité (PACS). Un pacte civil de solidarité est un contrat conclu par deux personnes physiques majeures, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune (article 515-1 du code civil). Voir aussi *Concubin et Conjoint*.

Participation aux frais de santé : La participation aux frais de santé représente le pourcentage de chaque demande de remboursement non prise en charge par votre contrat d'assurance.

Participation maximale annuelle aux frais de santé : La participation maximale annuelle aux frais de santé est le montant maximum de participation aux frais de santé que vous devrez régler pendant l'Année d'assurance.

Pays de nationalité : Tout pays dont l'Assuré possède un passeport en cours de validité et dont il est citoyen, ressortissant ou sujet, comme indiqué dans la Demande d'adhésion.

Pays de résidence principale / pays d'expatriation : Pays de résidence indiqué par l'Assuré dans sa Demande d'adhésion et mentionné dans son Certificat d'adhésion, ou porté par écrit à la connaissance de l'Assureur durant la vie du contrat, dans lequel l'Adhérent principal et ses éventuels Ayants droit vivent pendant au moins six mois de l'année. Ce pays ainsi indiqué par l'Adhérent doit correspondre au Pays de résidence principale pris en compte par les autorités de ce pays (notamment par les autorités fiscales). Le Pays de résidence principale sert dans le cadre de ce contrat à déterminer la Zone de couverture minimale devant être souscrite à l'adhésion.

Pays d'origine : Pays pour lequel l'Assuré possède un passeport en cours de validité et/ou vers lequel il souhaiterait le cas échéant être rapatrié.

Pays exclus : En fonction d'événements (guerre civile ou étrangère, insurrection...) qui pourraient s'y dérouler et, en tout état de cause, selon la classification des pays à risque effectuée par le Ministère des Affaires Etrangères Français, la couverture peut être exclue pour certains pays ou zones classifiés fortement déconseillés (zone rouge) ou déconseillé (zone orange) par ce Ministère.

Période de garantie / période de couverture : Période de 365 jours continus au cours de laquelle l'Adhérent et ses éventuels Ayants droit sont couverts en vertu de l'adhésion au contrat. Celle-ci démarre à la date de prise d'effet de l'adhésion au contrat comme indiqué sur le Certificat d'assurance (sauf si celle-ci est résiliée par anticipation et conformément aux règles du contrat 5.2.9 CESSATION DE L'ADHESION ET FIN DES GARANTIES (DROIT A RESILIATION, RADIATION) p.40).

Physiothérapie : Par Physiothérapie, il faut entendre au titre de ce contrat l'ensemble des soins tels qu'ils peuvent être dispensés par un kinésithérapeute agréé. Cela exclut donc au titre de ce contrat certains traitements comme la fangothérapie, la méthode Pilates, les massages, le Rolfing et la thérapie MILTA.

Plafond global (des garanties santé) : Le Tableau des garanties du contrat prévoit 2 types de plafonds de garantie :

- le Plafond global des garanties santé désigne le montant maximal que l'assureur paiera pour l'ensemble des garanties santé (hospitalisation & Médecine courante ainsi que les options Dentaire/Optique et Maternité si souscrites), par Bénéficiaire, par Année d'assurance, pour un niveau de couverture santé sélectionné;

- à ce Plafond global des garanties santé viennent s'ajouter pour certaines garanties en particulier (Médecine courante + options Optique/Dentaire et Maternité) ou certains actes en particulier (consultations, Vaccinations, verres et montures...) des plafonds propres en valeur et/ou en nombre de jours ou d'actes/séances, qui sont appliqués soit par Année d'assurance, soit pour toute la vie du contrat, soit par acte ou consultation, soit par jour. Tous les plafonds s'appliquent par principe par Bénéficiaire et par Année d'assurance, sauf indication contraire dans le Tableau des garanties.

Prise en charge : Accord de Prise en charge effective formalisé par écrit et délivré à l'Assuré par l'Assureur ou le Gestionnaire avant d'engager certains types de frais de soins ou de prestations comme l'hospitalisation, les traitements en série, les traitements onéreux ou les prothèses de toute nature (sur présentation d'un rapport médical détaillé et circonstancié selon les cas et d'un devis chiffré).

Prestation : Toute(s) Prestation(s) indiquée(s) dans le Tableau des garanties du contrat.

Procréation médicalement assistée : Voir Traitement de l'infertilité.

Prothèses, dispositifs chirurgicaux et médicaux internes et externes : Fait référence à tout appareil, prothèse ou dispositif nécessaire ou utilisé dans le cadre d'une opération chirurgicale ou étant considéré comme Médicalement nécessaire au traitement.

Prothèses et implants dentaires : Désigne les appareils de reconstruction ou de réparation collée, bridges, couronnes, dentiers et implants, inlays, onlays, inlays core ainsi que tous les traitements auxiliaires nécessaires.

Psychiatrie : La Psychiatrie est la médecine des Maladies mentales, quelles que soient leurs causes : psychiques, neurologiques ou psychosociologiques. Le psychiatre n'est pas psychanalyste, psychologue ou psychothérapeute (sauf s'il a une formation complémentaire), mais son diplôme de Médecin lui permet de prescrire des médicaments ou de décider d'une hospitalisation psychiatrique. Les consultations et prescriptions de Psychiatrie sont couvertes au titre de ce contrat (avec un Délai de carence de 12 mois).

Questionnaire médical (de santé) : Dans le cadre de la demande d'adhésion au contrat d'assurance, ensemble de questions portant sur la santé de l'Adhérent et de ses éventuels Ayants droit permettant au Médecin conseil de l'Assureur d'évaluer leur état de santé et de fixer les conditions d'assurance. En cas de risques accrus pour l'Assureur, le remplissage du Questionnaire médical de santé peut se traduire par un complément de Cotisation (aussi appelé « surprime ») pour l'Adhérent et/ou l'un de ses ayants-droit, une exclusion de garantie(s) ou un refus total de la Demande d'adhésion au contrat. La durée de validité du Questionnaire Médical est de 4 mois.

Rééducation immédiate suite à hospitalisation : Rééducation s'inscrivant en continuité directe de l'hospitalisation, débutée dans les 30 jours au maximum qui suivent la fin de l'hospitalisation, sous la forme d'une combinaison de thérapies, pouvant comprendre l'ergothérapie, la thérapie physique et l'Orthophonie, dans le but de restaurer une fonction et/ou une forme normale après une blessure ou une Maladie grave.

Réseau médical : Désigne l'ensemble des Hôpitaux ou établissements de soins apparentés ainsi que les praticiens de santé, qui sont officiellement répertoriés par le Gestionnaire de votre contrat (MSH International) ou par les partenaires de service sélectionnés par celui-ci (comme UnitedHealthcare et Optum RX aux États-Unis par exemple) pour recevoir un traitement éligible au contrat.

Résiliation : La Résiliation est la procédure formelle par laquelle l'Assureur, l'Association contractante ou l'Adhérent mettent fin au contrat ou à l'adhésion au contrat qui les lie, voir chapitre 5.2.9 CESSATION DE L'ADHESION ET FIN DES GARANTIES (DROIT A RESILIATION, RADIATION) p.40.

Risque aggravé de santé : Les personnes présentant un Risque aggravé de santé sont les personnes malades, ayant été malades ou particulièrement susceptibles d'être malades et qui présentent un risque de Maladie (morbidity) ou de décès (mortalité) supérieur au risque de la moyenne des personnes de même âge. De ce fait, ces personnes ne peuvent pas être assurées aux conditions habituelles.

Soins (hospitaliers) de jour : Voir Hospitalisation de jour.

Soins dentaires courants : Ensemble des Soins dentaires courants incluant le bilan dentaire annuel, les dévitalisations, le détartrage, le scellement des sillons, le traitement d'une carie (amalgame), l'application de fluor, la radiologie dentaire, à l'exclusion des actes de blanchiment dentaire.

Soins dentaires et ophtalmologiques d'urgence avec hospitalisation : Terme désignant les seuls soins dentaires et ophtalmologiques d'extrême Urgence délivrés suite à un Accident grave ou l'apparition d'une infection soudaine et nécessitant une hospitalisation. Les soins doivent être administrés dans les 24 heures suivant l'Accident ou l'infection. Cette garantie ne couvre pas la Chirurgie dentaire de routine, les soins dentaires de routine, les Prothèses dentaires, les soins ophtalmologiques de routine, les dispositifs de correction visuelle, la correction visuelle au laser ainsi que les soins d'Orthodontie et de Parodontologie (ces soins ne sont couverts qu'au titre de la garantie optionnelle Optique/Dentaire).

Soins dentaires et ophtalmologiques d'urgence sans hospitalisation : Terme désignant les seuls soins dentaires et ophtalmologiques d'extrême Urgence ne nécessitant pas une hospitalisation mais devant être administrés d'Urgence pour faire face à une douleur difficilement supportable. Cette garantie ne couvre pas la Chirurgie dentaire de routine, les soins dentaires de routine, les Prothèses dentaires, les soins ophtalmologiques de routine, les dispositifs de correction visuelle, la correction visuelle au laser ainsi que les soins d'Orthodontie et de Parodontologie (ces soins ne sont couverts qu'au titre de la garantie optionnelle Optique/Dentaire).

Soins d'urgence en dehors de la zone de couverture : Désignent les soins d'Urgence reçus dans une zone supérieure à la Zone de couverture sélectionnée, que ce soit au cours d'un voyage à titre professionnel ou touristique.

La couverture est acquise pour une durée maximale de 60 jours par voyage et limitée au Plafond global et ne prend uniquement en charge que les traitements nécessités en cas d'Accident, ou d'apparition d'une Maladie inopinée soudaine et imprévisible, nécessitant une intervention chirurgicale ou un Traitement médical ne pouvant pas attendre le rapatriement dans le Pays de résidence principale ou de dégradation d'une Maladie grave représentant un danger immédiat et sérieux pour la santé de l'Adhérent et/ou de ses Ayants droit. Les soins dispensés par un Médecin généraliste ou Spécialiste doivent démarrer dans la période de 24 heures faisant suite au début de l'événement déclencheur.

Ne sont donc pas couverts au titre de cette garantie les soins thérapeutiques non urgents, non consécutifs à un Accident ou une maladie inopinée nécessitant une intervention chirurgicale ou un Traitement médical ne pouvant pas attendre le rapatriement dans le Pays de résidence principale ou à une dégradation d'une Maladie grave représentant un danger immédiat et sérieux pour la santé de l'Assuré et les soins de suivi, et ce même dans l'hypothèse où l'Adhérent ou ses éventuels Ayants droit n'étaient pas en mesure de se rendre dans un pays de leur Zone de couverture sélectionnée. Sont également exclus au titre de cette garantie les frais liés à la Grossesse, la Maternité, l'accouchement ou toute autre Complication durant la Grossesse ou l'accouchement. Il est recommandé aux Adhérents et leurs éventuels ayants-droit de contacter le Gestionnaire MSH INTERNATIONAL en cas de déplacements prévus de plus de 60 jours en dehors de la Zone de couverture sélectionnée.

Soins de ville / soins médicaux courants : Ensemble des Prestations de soins dispensées par des professionnels de santé en dehors des cas d'hospitalisation ou d'hébergement dans des établissements de santé ou médico-sociaux. Il s'agit par exemple des consultations en cabinet libéral ou en centre de santé, examens en laboratoire de biologie, actes de radiologie en cabinet... Les consultations dispensées à l'Hôpital en dehors des situations d'hospitalisation (également appelées consultations « en soins externes ») sont généralement considérées comme des Soins de ville.

Soins intensifs : Désigne un service hospitalier spécialisé ayant pour mission de prendre en charge les patients en état critique, c'est-à-dire qui présentent une défaillance d'une ou plusieurs de leurs fonctions vitales, ou qui sont à risque de développer des complications sévères. Le service dispose de moyens techniques très spécialisés. Ceux-ci sont mis en œuvre de façon continue par une équipe multidisciplinaire afin de déceler, prévenir et corriger les déséquilibres aigus et présumés réversibles liés à l'affection sous-jacente (Maladie, chirurgie, traumatisme, intoxication). On parle ainsi notamment d'unités de Soins intensifs, d'unités de soins critiques, d'unités de services intensifs thérapeutiques ou d'unités de traitement intensif.

Soins palliatifs : Désigne, dans le cadre d'une Maladie évolutive et incurable, un traitement qui ne permet pas d'améliorer

sensiblement la condition ou de guérir la pathologie mais qui vise à apaiser les souffrances physiques et psychologiques liées aux symptômes de la Maladie et à maintenir une « qualité de vie » relative. Sont pris en charge au titre de cette garantie les traitements ambulatoires et hospitaliers administrés suite à un diagnostic établissant le caractère terminal et incurable de la Maladie ainsi que le remboursement des soins physiques, des frais de chambre en Hôpital ou en hospice, des soins infirmiers et des médicaments délivrés sur ordonnance.

Soins postnataux : Ensemble des soins médicaux post-partum reçus par la mère dans une période s'étendant jusqu'à six semaines après l'accouchement.

Soins prénataux : Désigne l'ensemble des actions de dépistage et examens de suivi classiques d'usage à l'occasion d'une Grossesse.

S'agissant de maternités pour lesquelles la grossesse est diagnostiquée à risque, les Soins prénataux peuvent inclure:

- les amniocentèses et les Analyses ADN si directement en liaison avec une amniocentèse couverte au titre du contrat d'assurance;
- les tests pour le Spina Bifida;
- les tests triples (Bart's) ou quadruples.

Souscripteur : Par Souscripteur, on entend l'ASFE qui souscrit le présent contrat collectif au bénéfice de ses Adhérents assurés.

Subrogation : Désigne le droit que le Gestionnaire (MSH International) peut exercer au nom de l'assureur afin de recouvrer tous les frais ou coûts auprès d'une autre compagnie d'assurance, de tout régime d'assurance maladie national ou de toute source qui aurait un lien avec le remboursement du traitement assuré au titre de ce contrat.

Tableau des garanties : Document indiquant pour le niveau de couverture santé retenu par l'Adhérent pour lui et ses éventuels Ayants droit, les garanties détaillées dont il(s) bénéficie(nt) au titre du contrat, avec l'indication des plafonds, limites en nombre d'actes, de consultations et/ou de journées couvertes pour une période donnée, Délais de carences, Franchises, Participation aux frais, Montant de participation maximale annuelle et Co-paiements applicables à celles-ci.

Traitement médical : Désigne toute intervention chirurgicale ou Traitement médical effectué par un Médecin, considéré(e) comme Médicalement nécessaire dans le but de diagnostiquer, guérir ou soulager une Maladie ou une blessure.

Traitement de l'infertilité : Les traitements de l'infertilité désignent l'ensemble des méthodes de procréation médicalement assistée (PMA) également appelée assistance médicale à la procréation (AMP) permettant à un couple diagnostiqué infertile d'avoir un enfant. Au titre du contrat, les méthodes prises en charge sont les suivantes : la fécondation in vitro (FIV), l'insémination artificielle, les traitements hormonaux et la chirurgie des trompes.

Traitement du cancer (soins oncologiques) : Désigne les honoraires de spécialistes, les examens, frais de radiothérapie, chimiothérapie et frais hospitaliers occasionnés dans le cadre d'un traitement d'une tumeur, des tissus ou des cellules malins, caractérisés par la croissance incontrôlée et la propagation de cellules malignes qui envahissent les tissus.

Traitements et soins psychiatriques : Gestion et soin d'une personne qui souffre d'un problème de santé mentale sévère, nécessitant l'hospitalisation dans une structure spécialisée.

Transport local en ambulance : Désigne le transport en ambulance d'un patient, requis en cas de Nécessité médicale ou d'Urgence, à destination de l'Hôpital ou de l'établissement médical habilité le plus proche et le mieux adapté à la situation.

Urgence : Désigne la condition médicale ou les symptômes résultant d'une Maladie ou d'une blessure qui surviennent soudainement et qui, de toute évidence, nécessitent un traitement immédiat, généralement dans les 24 heures suivant l'apparition, sans quoi il y a risque de mise en danger de la santé de la personne concernée.

Vaccinations : Désigne l'ensemble des vaccins et rappels exigés par les autorités sanitaires du pays dans lequel la Vaccination est administrée et toute Vaccination médicalement nécessaire avant un voyage dans un pays étranger, ainsi que le traitement préventif anti-paludisme. Les frais relatifs à la consultation et à l'achat du vaccin sont inclus.

Zone de couverture sélectionnée : Désigne la Zone de couverture sélectionnée par l'Adhérent pour lui-même et ses éventuels Ayants droit, et pour laquelle une Cotisation adaptée a été fixée par l'Assureur en fonction des Coûts usuels et raisonnables de santé constatés dans cet ensemble de pays du monde. Moyennant le paiement de la Cotisation adaptée, l'Adhérent peut opter pour lui-même et ses éventuels ayants-droit pour une Zone de couverture sélectionnée plus élevée que celle correspondant à son Pays de résidence principale. Il ne peut en revanche à l'inverse opter pour une Zone de couverture sélectionnée moins élevée que celle correspondant à son Pays de résidence principale. Le contrat prévoit 5 zones de couverture (voir paragraphe 1.5/ ZONES DE COUVERTURE).

3. / GARANTIES SANTÉ : VOS PRESTATIONS EN DÉTAIL

3.1. / TABLEAU DES GARANTIES POUR LES ASSURÉS AYANT CHOISI LES ZONES DE COUVERTURE 1, 2, 3 OU 4¹

3.1.1. NIVEAU DE GARANTIE: HOSPI (HOSPITALISATION)

A la souscription, vous avez le choix entre 4 niveaux de couverture. Vous pouvez également choisir dans quelle devise vous souhaitez payer votre prime d'assurance et vous faire rembourser les frais de soins.

Dans le cas d'un contrat RELAIS'EXPAT+, les garanties ci-dessous sont exprimées avec la part CFE incluse.

4 NIVEAUX DE COUVERTURE AU CHOIX	QUARTZ	PEARL	SAPPHIRE	DIAMOND
PLAFOND GLOBAL DE LA COUVERTURE SANTÉ (€)	500 000 €	1 000 000 €	1 600 000 €	3 000 000 €
PLAFOND GLOBAL DE LA COUVERTURE SANTÉ (\$)	625 000 \$	1 250 000 \$	2 000 000 \$	3 750 000 \$

HOSPITALISATION

Sur la base des Coûts usuels et raisonnables constatés par nos soins (« CUR»), par Bénéficiaire et par Année d'assurance

Pas de délai d'attente pour la garantie hospitalisation, à l'exception des traitements et soins psychiatriques (12 mois) et des soins et frais médicaux liés à la COVID-19 (4 semaines).

Nous prenons en charge les frais hospitaliers lorsque:

- Le bénéficiaire reste à l'Hôpital, que ce soit en Hôpital de jour, ou pour plusieurs jours consécutifs,
- L'indication d'hospitalisation a été établie par un Médecin généraliste ou un Médecin Spécialiste
- La durée de votre séjour est médicalement appropriée, et validée suite à une Demande d'accord préalable.
- Votre traitement est administré ou surveillé par un Médecin généraliste et/ou Spécialiste.

Si vous devez rester à l'Hôpital plus longtemps que la durée prévue dans l'accord préalable, ou si votre traitement évolue, votre Médecin généraliste ou Spécialiste doit nous faire parvenir un rapport médical le plus vite possible. Ce rapport médical doit inclure:

- Le diagnostic,
- Le traitement que vous avez déjà reçu,
- Le traitement dont vous avez besoin,
- La durée encore nécessaire de votre séjour en Hôpital.

Nous ne prenons pas en charge les frais hospitaliers lorsque l'hospitalisation est due à une ou plusieurs des raisons suivantes :

- Convalescence,
- Gestion de la douleur (sauf en cas de soins palliatifs),
- Soins paramédicaux sans traitement de Spécialiste, sauf les soins palliatifs dispensés dans un établissement de soins,
- Services d'aide à la personne, comme l'aide pour se déplacer, faire sa toilette ou préparer ses repas, etc.,
- Soins qui pourraient être assimilés à de la Médecine courante.

	QUARTZ	PEARL	SAPPHIRE	DIAMOND
Chambre d'Hôpital	Chambre Particulière, Semi-particulière ou partagée 100 €/125 \$ par jour	Chambre Particulière, Semi-particulière ou partagée 150 €/190 \$ par jour	Chambre Particulière Semi-particulière ou partagée 250 €/310 \$ par jour	Chambre Particulière Semi-particulière ou partagée 100% CUR
Frais de séjour pour un parent accompagnant un enfant ayant droit de moins de 16 ans à l'Hôpital	100 % CUR jusqu'à 300 €/375 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 400 €/500 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 700 €/875 \$ par an	100 % CUR
Le type de chambre, ainsi que le montant par nuit que nous prenons en charge, sont indiqués par formule dans le présent Tableau des garanties . Nous prenons en charge les frais raisonnables de séjour d'un parent dans le même Hôpital que son enfant Bénéficiaire âgé de moins de 16 ans, en cas d'hospitalisation de plus d'une journée et dans la limite du montant maximum indiqué dans le présent Tableau des garanties .				

¹ Donc hors zone 5, seule zone qui inclut les Etats-Unis

Hospitalisation de jour (dont Chirurgie ambulatoire)	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
	Nous prenons en charge toute dépense hospitalière couverte pour une hospitalisation ne nécessitant pas la garde d'un Bénéficiaire pendant la nuit.			
Hospitalisation d'urgence dans la zone de couverture sélectionnée (y compris ambulance)	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
	Nous prenons en charge les soins administrés dans le cadre d'une hospitalisation au sein d'un Hôpital ou d'un centre médical, faisant suite à l'apparition d'un problème de santé soudain et imprévisible nécessitant un traitement immédiat, sous 24 heures, à seule fin de prévenir un risque vital. Toutes prestations effectuées dans un service d'urgences non suivies d'une hospitalisation seront prises en charge au titre de la médecine courante . Nous devons être prévenus dans les 48 heures qui suivent l'admission pour les hospitalisations d'urgence .			
	QUARTZ	PEARL	SAPPHIRE	DIAMOND
Hospitalisation d'urgence suite à un accident ou à une maladie inopinée soudaine et imprévisible, nécessitant une hospitalisation d'urgence en dehors de la zone de couverture sélectionnée, <u>pour tout déplacement de moins de 30 jours consécutifs</u>	Toutes zones hors États-Unis : 100 % CUR aux États-Unis : 80% CUR (dans la limite de 15 jours d'hospitalisation)	Toutes zones hors États-Unis : 100 % CUR aux États-Unis : 80% CUR (dans la limite de 15 jours d'hospitalisation)	Toutes zones hors États-Unis : 100 % CUR aux États-Unis : 80% CUR (dans la limite de 15 jours d'hospitalisation)	Toutes zones hors États-Unis : 100 % CUR aux États-Unis : 80% CUR (dans la limite de 15 jours d'hospitalisation)
	Les garanties sont également acquises dans le monde entier (hors des Etats-Unis), quelle que soit la zone géographique de couverture, pour les soins d'hospitalisation ou les soins à prodiguer d'urgence lorsqu'ils font suite à un accident ou à une maladie inopinée tel(le) que défini(e) à l'article 2 et surviennent lors d'un séjour ou déplacement ponctuel d'une durée inférieure à 30 jours consécutifs hors de la zone géographique de couverture. Les conditions d'application sont prévues au paragraphe Soins d'urgence en dehors de la zone de couverture .			
	Toutefois, en cas d'urgence lors d'un séjour temporaire ou d'un déplacement ponctuel d'une durée inférieure à 30 jours consécutifs sur le territoire des Etats-Unis, suite à un accident ou à une maladie inopinée soudaine et imprévisible, nécessitant une intervention chirurgicale ou un traitement médical ne pouvant pas attendre le rapatriement dans le Pays de résidence principale ou à une dégradation d'une maladie grave représentant un danger immédiat et sérieux pour la santé de l'Assuré, l'hospitalisation sera prise en charge <u>dans la limite de 15 jours d'hospitalisation</u> et <u>dans la limite d'un montant de dépenses égal à 80% du plafond global de couverture santé prévu au titre de la formule retenue</u> (Quartz, Pearl, Sapphire ou Diamond). A cet égard, vous devez conserver tous justificatifs attestant de la durée de votre séjour temporaire en dehors de votre zone de couverture habituelle, car ceux-ci vous seront réclamés à titre de contrôle par le gestionnaire du contrat en cas de demande de remboursements de soins d'hospitalisation ou de soins à prodiguer d'urgence lorsqu'ils font suite à un accident ou à une maladie inopinée tel(le) que défini(e) à l'article 2 et qu'ils surviennent lors d'un séjour ou déplacement ponctuel d'une durée inférieure à 30 jours consécutifs hors de la zone géographique de couverture. L'assureur pourra refuser le bénéfice des garanties à l'assuré s'il n'est pas en mesure de présenter ces justificatifs.			
	Nous devons être prévenus dans les 24 heures qui suivent l'admission pour les hospitalisations d'urgence hors zone de couverture .			
Hospitalisation - Soins intensifs	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
	Nous prenons en charge les frais hospitaliers en cas de traitement en service de soins intensifs polyvalents ou cardiologiques (y compris en Unité de soins critiques) pour les patients présentant une défaillance vitale ou des risques de complications sévères.			
Hospitalisation - Actes de chirurgie, incluant les honoraires chirurgicaux, de bloc opératoire et d'anesthésie	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
	Nous prenons en charge, en cas d'hospitalisation, les frais de: - bloc opératoire - salle de réveil - médicaments et pansements utilisés dans le bloc opératoire et la salle de réveil - médicaments et pansements utilisés pendant votre séjour en hôpital . Nous prenons en charge les honoraires des chirurgiens et anesthésistes, ainsi que les traitements nécessaires immédiatement avant et après l'opération (le même jour). Cela inclut également les opérations effectuées en hôpital de jour.			
Hospitalisation - Consultations de médecins généralistes et spécialistes effectuées dans le cadre de votre hospitalisation couverte par ce contrat (hors physiothérapie et médecine alternative) incluant également les actes de spécialistes	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
	Nous prenons en charge les consultations de médecins généralistes ou spécialistes pendant votre séjour à l' hôpital suite à un Evénement couvert.			
Hospitalisation - Soins dentaires d'urgence	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR

avec hospitalisation

Nous prenons en charge les soins d'**urgence** dentaires reçus en **hôpital** lorsque ceux-ci sont **médicalement nécessaires** suite à un accident nécessitant une hospitalisation. Ces soins doivent être administrés dans les 24 heures suivant l'Accident.
 Cette garantie ne couvre pas la **chirurgie dentaire** de routine, les soins dentaires de routine, les **prothèses dentaires**, implantologies, les soins d'**orthodontie** et de **parodontologie** (ces soins ne sont couverts qu'au titre de la garantie optionnelle Health+).

	QUARTZ	PEARL	SAPPHIRE	DIAMOND
Hospitalisation - Analyses, IRM, radiologie, scanographie, tomographie	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
Dans le cadre de votre hospitalisation couverte par ce contrat, nous prenons en charge toute dépense liée à des : - actes d' Imagerie médicale , comme les radiologies, les scanners, les IRM, etc., - examens comme par exemple les prises de sang ou les échantillons d'urines... - diagnostics comme les électrocardiogrammes. Si ces examens sont prescrits par votre médecin généraliste ou spécialiste pour aider à diagnostiquer ou à évaluer votre santé pendant votre hospitalisation.				
Hospitalisation - Médicaments prescrits	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
Nous prenons en charge toute dépense de médicaments prescrits par le médecin généraliste ou spécialiste en charge de votre traitement pendant votre hospitalisation.				
Hospitalisation - Dialyse rénale	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
Nous prenons en charge toute dépense liée au traitement de la dialyse rénale, à l'exception des frais de transport vers et depuis l'établissement de soins où celle-ci a lieu.				
Hospitalisation - Soins oncologiques (Traitement du cancer)	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
Nous prenons en charge les traitements médicalement justifiés que vous recevez dans le cadre du traitement d'un cancer , y compris la chimiothérapie, la radiothérapie, les soins oncologiques , les examens diagnostiques et les médicaments, dans le cadre d'une hospitalisation (de jour ou non). Les examens de laboratoire ou d'imagerie préventifs permettant de diagnostiquer le cancer ne seront pas pris en charge.				
Hospitalisation - Traitement du SIDA	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
Nous prenons en charge toute dépense liée au traitement des pathologies liées au VIH.				
Hospitalisation - Prothèses / dispositifs chirurgicaux et médicaux internes	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
Nous prenons en charge les dépenses liées à la mise en place de prothèses, de dispositifs ou d'appareils mis en place lors d'une intervention chirurgicale				
Hospitalisation - Prothèses / dispositifs chirurgicaux et médicaux externes	100 % CUR jusqu'à 1 200 €/1 500 \$	100 % CUR jusqu'à 1 800 €/2 250 \$	100 % CUR jusqu'à 2 500 €/3 100 \$	100 % CUR
Par prothèse - max. 2 prothèses Par prothèse - max. 2 prothèses Par prothèse - max. 2 prothèses Max. 2 prothèses				
Nous prenons en charge : - les prothèses ou dispositifs indispensables dans le cadre des soins suivant immédiatement une opération chirurgicale si médicalement nécessaire. - les prothèses ou les dispositifs médicalement nécessaires et faisant partie du processus de récupération à court terme. Pour les adultes et enfant(s) de plus de 20 ans, nous prenons en charge une prothèse externe par Année d'assurance, et pour les enfants jusqu'à 20 ans, nous prenons en charge la première prothèse et au maximum deux changements de prothèse, dans la limite du montant maximum indiqué pendant toute la durée de l'adhésion contrat.				
Hospitalisation - Soins palliatifs	100 % CUR jusqu'à 10 000€/12 500\$	100 % CUR jusqu'à 15 000€/19 000\$	100 % CUR jusqu'à 25 000€/31 000\$	100 % CUR
Si un bénéficiaire est atteint d'une maladie terminale et qu'il ne peut plus recevoir de traitement en vue d'une guérison, nous prenons en charge les : - frais de chambre d' hôpital ou d'hospice, - frais de soins palliatifs à domicile, - frais d'infirmiers - médicaments prescrits				
Hospitalisation - Greffe d'organe : frais de séjour, de soins et honoraires d'hospitalisation lors d'une greffe d'organe	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
Hospitalisation - Frais médicaux en vue d'une greffe d'organe (y compris pour le donneur d'organe: prise en charge des dépenses médicales et de transport jusqu'au lieu d'hospitalisation)	Non couvert	100 % CUR jusqu'à 3 000 €/3 800 \$ par greffe	100 % CUR jusqu'à 4 500 €/5 600 \$ par greffe	100 % CUR jusqu'à 6 000 €/7 500 \$ par greffe
Nous prenons en charge les frais médicaux en vue d'une greffe d'organe sur un bénéficiaire provenant d'un donneur vérifié et certifié. Nous prenons également en charge les dépenses médicales pour un don de moelle osseuse (en utilisant soit votre propre moelle osseuse soit celle d'un donneur compatible) ou un don de cellules souches, avec ou sans chimiothérapie lorsque ces opérations sont effectuées dans le cadre d'un cancer. Nous prenons en charge les dépenses du donneur suivantes, pour chaque événement nécessitant un don d'organe, que le donneur soit ou non un bénéficiaire du contrat : - transport de l'organe sur un donneur, - les coûts de test de compatibilité des tissus, - les coûts d'opération et d' hôpital du donneur.				
Nous ne prenons pas en charge les frais d'acquisition d'organe et les médicaments				

	QUARTZ	PEARL	SAPPHIRE	DIAMOND
	"antirejet".			
Hospitalisation - Physiothérapie/kinésithérapie, Chiropractie et Ostéopathie	100 % CUR jusqu'à 1 000 €/1 250 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 2 500 €/3 100 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 5 000 €/6 200 \$ par an	100 % CUR
	Nous prenons en charge les consultations et actes de physiothérapie/kinésithérapie , de chiropractie et d' ostéopathie prescrits pendant votre hospitalisation .			
Hospitalisation - Traitements et soins psychiatriques Délai d'attente : 12 mois	Non couvert	100 % CUR jusqu'à 3 500 €/4 400 \$ (dans la limite de 10 jours par an)	100 % CUR jusqu'à 7 000 €/8 750 \$ (dans la limite de 20 jours par an)	100 % CUR (dans la limite de 30 jours par an)
	Nous prenons en charge, après expiration du délai d'attente de 12 mois, les traitements et les soins psychiatriques en Hôpital (de jour ou non), incluant les frais de séjour (dans la limite définie dans la partie 'Chambre d'Hôpital prise en charge') pour traiter l'événement couvert. Par événement couvert, nous entendons au titre de cette garantie tout traitement des maladies et des troubles mentaux.			

SOINS CONSÉCUTIFS À UNE HOSPITALISATION PRISE EN CHARGE

Hospitalisation à domicile (sur prescription)	Non couvert	100 % CUR jusqu'à 1 500 €/1 900 \$ par an	100 % CUR, jusqu'à 20 jours par an	100 % CUR, jusqu'à 30 jours par an
	Nous prenons en charge les soins infirmiers à domicile faisant suite à une hospitalisation prise en charge par le contrat, lorsque ces soins : - sont prescrits par votre médecin spécialiste, - commencent immédiatement après que vous ayez quitté l'Hôpital, - réduisent la durée de votre séjour à l'Hôpital, - sont effectués dans le cadre d'un soin médical, et ne constituent pas une aide à la personne.			
Chirurgie réparatrice suite à un Accident survenant pendant la Période de couverture	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
	Nous prenons en charge toute dépense de chirurgie réparatrice Médicalement nécessaire et validée par notre Médecin conseil faisant suite à un Accident ou une Maladie couverte survenu pendant la période d'assurance			
Rééducation immédiate suite à une hospitalisation, entamée dans les 30 jours qui suivent l'hospitalisation	100 % CUR jusqu'à 20 jours par an	100 % CUR jusqu'à 30 jours par an	100 % CUR jusqu'à 40 jours par an	100 % CUR jusqu'à 50 jours par an
	Nous prenons en charge toute rééducation, incluant les frais de séjour et les soins comme la kinésithérapie, l'ergothérapie ou l' orthophonie qui suivent un événement couvert comme par exemple un Accident cardio-vasculaire.			
	Nous ne prenons pas en charge une dépense ou un soin de rééducation qui ne suit pas une hospitalisation prise en charge par le contrat.			
	Nous prenons en charge la rééducation : - lorsque vous avez reçu notre validation d'accord préalable avant de commencer le traitement - qui débute dans un maximum de 30 jours qui suivent l'hospitalisation. Nous devons recevoir l'ensemble des éléments médicaux de votre Médecin ou chirurgien, incluant le diagnostic, les traitements reçus et prévus, ainsi que votre future date de sortie avant d'établir l'acceptation de notre couverture au titre de cette garantie.			

Des garanties d'évacuation et d'assistance médicale sont incluses avec votre contrat First ou Relais'Expat+.

Pour plus d'informations référez-vous à la section 6-Dispositions générales des garanties d'évacuation médicale, incluses avec votre contrat santé.

Les garanties sont également acquises dans le monde entier (hors des Etats-Unis), quelle que soit la zone géographique de couverture, **pour les soins d'hospitalisation ou les soins à prodiguer d'urgence lorsqu'ils font suite à un accident ou à une maladie inopinée** tel(le) que défini(e) à l'article 2 et surviennent **lors d'un séjour ou déplacement ponctuel d'une durée inférieure à 30 jours consécutifs** hors de la zone géographique de couverture. Les conditions d'application sont prévues au paragraphe **Soins d'urgence en dehors de la zone de couverture**.

Toutefois, en cas d'urgence lors d'un séjour temporaire ou d'un déplacement ponctuel d'une durée inférieure à 30 jours consécutifs sur le territoire des Etats-Unis, suite à un accident ou à une maladie inopinée soudaine et imprévisible, nécessitant une intervention chirurgicale ou un traitement médical ne pouvant pas attendre le rapatriement dans le Pays de résidence principale ou à une dégradation d'une maladie grave représentant un danger immédiat et sérieux pour la santé de l'Assuré, l'hospitalisation sera prise en charge dans la limite de 15 jours d'hospitalisation et dans la limite d'un montant de dépenses égal à

3.1.2. NIVEAU DE GARANTIE : HEALTH (HOSPITALISATION ET MEDECINE AMBULATOIRE)

A la souscription, vous avez le choix entre 4 niveaux de couverture. Vous pouvez également choisir dans quelle devise vous souhaitez payer votre prime d'assurance et vous faire rembourser les frais de soins.

Dans le cas d'un contrat RELAIS'EXPAT+, les garanties ci-dessous sont exprimées avec la part CFE incluse.

4 NIVEAUX DE COUVERTURE AU CHOIX	QUARTZ	PEARL	SAPPHIRE	DIAMOND
PLAFOND GLOBAL DE LA COUVERTURE SANTÉ (€)	500 000 €	1 000 000 €	1 600 000 €	3 000 000 €
PLAFOND GLOBAL DE LA COUVERTURE SANTÉ (\$)	625 000 \$	1 250 000 \$	2 000 000 \$	3 750 000 \$

La couverture de base, c'est-à-dire hors options, inclut une couverture des frais d'hospitalisation ainsi qu'une couverture des frais médicaux courants. Les tableaux ci-dessous détaillent les garanties et les niveaux de couverture pour ces deux catégories de frais remboursables.

HOSPITALISATION

Sur la base des Coûts usuels et raisonnables constatés par nos soins (« CUR»), par Bénéficiaire et par Année d'assurance

Pas de délai d'attente pour la garantie hospitalisation, à l'exception des traitements et soins psychiatriques (12 mois) et des soins et frais médicaux liés à la COVID-19 (4 semaines).

Nous prenons en charge les frais hospitaliers lorsque:

- Le bénéficiaire reste à l'Hôpital, que ce soit en Hôpital de jour, ou pour plusieurs jours consécutifs,
- L'indication d'hospitalisation a été établie par un Médecin généraliste ou un Médecin Spécialiste
- La durée de votre séjour est médicalement appropriée, et validée suite à une Demande d'accord préalable.
- Votre traitement est administré ou surveillé par un Médecin généraliste et/ou Spécialiste.

Si vous devez rester à l'Hôpital plus longtemps que la durée prévue dans l'accord préalable, ou si votre traitement évolue, votre Médecin généraliste ou Spécialiste doit nous faire parvenir un rapport médical le plus vite possible. Ce rapport médical doit inclure:

- Le diagnostic,
- Le traitement que vous avez déjà reçu,
- Le traitement dont vous avez besoin,
- La durée encore nécessaire de votre séjour en Hôpital.

Nous ne prenons pas en charge les frais hospitaliers lorsque l'hospitalisation est due à une ou plusieurs des raisons suivantes :

- Convalescence,
- Gestion de la douleur (sauf en cas de soins palliatifs),
- Soins paramédicaux sans traitement de Spécialiste, sauf les soins palliatifs dispensés dans un établissement de soins,
- Services d'aide à la personne, comme l'aide pour se déplacer, faire sa toilette ou préparer ses repas, etc.,
- Soins qui pourraient être assimilés à de la Médecine courante.

	QUARTZ	PEARL	SAPPHIRE	DIAMOND
Chambre d'Hôpital	Chambre Particulière, Semi-particulière ou partagée 100 €/125 \$ par jour	Chambre Particulière, Semi-particulière ou partagée 150 €/190 \$ par jour	Chambre Particulière Semi-particulière ou partagée 250 €/310 \$ par jour	Chambre Particulière Semi-particulière ou partagée 100% CUR
	Le type de chambre, ainsi que le montant par nuit que nous prenons en charge, sont indiqués par formule dans le présent Tableau des garanties .			
Frais de séjour pour un parent accompagnant un enfant ayant-droit de moins de 16 ans à l'Hôpital	100 % CUR jusqu'à 300 €/375 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 400 €/500 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 700 €/875 \$ par an	100 % CUR
	Nous prenons en charge les frais raisonnables de séjour d'un parent dans le même Hôpital que son enfant Bénéficiaire âgé de moins de 16 ans, en cas d'hospitalisation de plus d'une journée et dans la limite du montant maximum indiqué dans le présent Tableau des garanties .			
Hospitalisation de jour (dont Chirurgie ambulatoire)	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
	Nous prenons en charge toute dépense hospitalière couverte pour une hospitalisation ne nécessitant pas la garde d'un Bénéficiaire pendant la nuit.			
Hospitalisation d'urgence dans la zone de couverture sélectionnée (y compris ambulance)	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
	Nous prenons en charge les soins administrés dans le cadre d'une hospitalisation au sein d'un Hôpital ou d'un centre médical, faisant suite à l'apparition d'un problème de santé soudain et imprévisible nécessitant un traitement immédiat, sous 24 heures, à seule fin de prévenir un risque vital. Toutes prestations effectuées dans un service d'urgences non suivies d'une hospitalisation seront prises en charge au titre de la médecine courante . Nous devons être prévenus dans les 48 heures qui suivent l'admission pour les hospitalisations d'urgence .			

	QUARTZ	PEARL	SAPPHIRE	DIAMOND
Hospitalisation d'urgence dans une zone de couverture supérieure à la zone de couverture sélectionnée, pour tout déplacement de moins de 60 jours consécutifs	100 % CUR jusqu'à 60 jours par an	100 % CUR jusqu'à 60 jours par an	100 % CUR jusqu'à 60 jours par an	100 % CUR jusqu'à 60 jours par an
	<p>Nous prenons en charge tous les frais d'Hospitalisation d'urgence (seulement s'ils font suite à un Accident ou une maladie inopinée soudaine et imprévisible, nécessitant une intervention chirurgicale ou un traitement médical ne pouvant pas attendre le rapatriement dans le pays de résidence principale ou une dégradation d'une maladie grave représentant un danger immédiat et sérieux pour la santé de l'assuré) dans un pays situé dans une zone de couverture supérieure à la zone de couverture sélectionnée, pour tout déplacement de moins de 60 jours consécutifs. Sont exclus de cette couverture tout déplacement pour motif médical, et par conséquent tous les soins programmés dans une zone de couverture supérieure à la zone de couverture sélectionnée (sauf avis du médecin conseil).</p> <p>Il est recommandé aux Adhérents et leurs éventuels ayants droit de contacter le gestionnaire MSH International en cas de déplacements prévus de plus de 60 jours dans une zone de couverture supérieure à la zone de couverture sélectionnée, afin d'adapter le niveau de couverture de l'adhésion au contrat.</p>			
Hospitalisation - Soins intensifs	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
	<p>Nous prenons en charge les frais hospitaliers en cas de traitement en service de soins intensifs polyvalents ou cardiologiques (y compris en Unité de soins critiques) pour les patients présentant une défaillance vitale ou des risques de complications sévères.</p>			
Hospitalisation - Actes de chirurgie, incluant les honoraires chirurgicaux, de bloc opératoire et d'anesthésie	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
	<p>Nous prenons en charge, en cas d'hospitalisation, les frais de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - bloc opératoire - salle de réveil - médicaments et pansements utilisés dans le bloc opératoire et la salle de réveil - médicaments et pansements utilisés pendant votre séjour en hôpital. <p>Nous prenons en charge les honoraires des chirurgiens et anesthésistes, ainsi que les traitements nécessaires immédiatement avant et après l'opération (le même jour). Cela inclut également les opérations effectuées en hôpital de jour.</p>			
Hospitalisation - Consultations de médecins généralistes et spécialistes effectuées dans le cadre de votre hospitalisation couverte par ce contrat (hors physiothérapie et médecine alternative) incluant également les actes de spécialistes	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
	<p>Nous prenons en charge les consultations de médecins généralistes ou spécialistes pendant votre séjour à l'hôpital suite à un Evénement couvert.</p>			
Hospitalisation - Soins dentaires d'urgence avec hospitalisation	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
	<p>Nous prenons en charge les soins d'urgence dentaires reçus en hôpital lorsque ceux-ci sont médicalement nécessaires suite à un accident nécessitant une hospitalisation. Ces soins doivent être administrés dans les 24 heures suivant l'Accident. Cette garantie ne couvre pas la chirurgie dentaire de routine, les soins dentaires de routine, les prothèses dentaires, implantologies, les soins d'orthodontie et de parodontologie (ces soins ne sont couverts qu'au titre de la garantie optionnelle Health+).</p>			
Hospitalisation - Analyses, IRM, radiologie, scanographie, tomographie	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
	<p>Dans le cadre de votre hospitalisation couverte par ce contrat, nous prenons en charge toute dépense liée à des:</p> <ul style="list-style-type: none"> - actes d'Imagerie médicale, comme les radiologies, les scanners, les IRM, etc., - examens comme par exemple les prises de sang ou les échantillons d'urines... - diagnostics comme les électrocardiogrammes. <p>Si ces examens sont prescrits par votre médecin généraliste ou spécialiste pour aider à diagnostiquer ou à évaluer votre santé pendant votre hospitalisation.</p>			
Hospitalisation - Médicaments prescrits	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
	<p>Nous prenons en charge toute dépense de médicaments prescrits par le médecin généraliste ou spécialiste en charge de votre traitement pendant votre hospitalisation.</p>			
Hospitalisation - Dialyse rénale	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
	<p>Nous prenons en charge toute dépense liée au traitement de la dialyse rénale, à l'exception des frais de transport vers et depuis l'établissement de soins où celle-ci a lieu.</p>			

	QUARTZ	PEARL	SAPPHIRE	DIAMOND
Hospitalisation - Soins oncologiques (Traitement du cancer)	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
	Nous prenons en charge les traitements médicalement justifiés que vous recevez dans le cadre du traitement d'un cancer , y compris la chimiothérapie, la radiothérapie, les soins oncologiques , les examens diagnostiques et les médicaments, dans le cadre d'une hospitalisation (de jour ou non). Les examens de suivi à distance seront pris en charge au titre du poste « médecine courante ».			
Hospitalisation - Traitement du SIDA	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
	Nous prenons en charge toute dépense liée au traitement des pathologies liées au VIH.			
Hospitalisation - Prothèses / dispositifs chirurgicaux et médicaux internes	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
	Nous prenons en charge les dépenses liées à la mise en place de prothèses, de dispositifs ou d'appareils mis en place lors d'une intervention chirurgicale			
Hospitalisation - Prothèses / dispositifs chirurgicaux et médicaux externes	100 % CUR jusqu'à 1 200 €/1 500 \$	100 % CUR jusqu'à 1 800 €/2 250 \$	100 % CUR jusqu'à 2 500 €/3 100 \$	100 % CUR
	Par prothèse – max. 2 prothèses	Par prothèse – max. 2 prothèses	Par prothèse – max. 2 prothèses	Max. 2 prothèses
	Nous prenons en charge: - les prothèses ou dispositifs indispensables dans le cadre des soins suivant immédiatement une opération chirurgicale si médicalement nécessaire. - les prothèses ou les dispositifs médicalement nécessaires et faisant partie du processus de récupération à court terme. Pour les adultes et enfant(s) de plus de 20 ans, nous prenons en charge une prothèse externe par Année d'assurance, et pour les enfants jusqu'à 20 ans, nous prenons en charge la première prothèse et au maximum deux changements de prothèse, dans la limite du montant maximum indiqué pendant toute la durée de l'adhésion contrat.			
Hospitalisation - Soins palliatifs	100 % CUR jusqu'à 10 000€/12 500\$	100 % CUR jusqu'à 15 000€/19 000\$	100 % CUR jusqu'à 25 000€/31 000\$	100 % CUR
	Si un bénéficiaire est atteint d'une maladie terminale et qu'il ne peut plus recevoir de traitement en vue d'une guérison, nous prenons en charge les: - frais de chambre d' hôpital ou d'hospice, - frais de soins palliatifs à domicile, - frais d'infirmiers - médicaments prescrits			
Hospitalisation - Greffe d'organe : frais de séjour, de soins et honoraires d'hospitalisation lors d'une greffe d'organe	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
Hospitalisation - Frais médicaux en vue d'une greffe d'organe (y compris pour le donneur d'organe: prise en charge des dépenses médicales et de transport jusqu'au lieu d'hospitalisation)	Non couvert	100 % CUR jusqu'à 3 000 €/3 800 \$ par greffe	100 % CUR jusqu'à 4 500 €/5 600 \$ par greffe	100 % CUR jusqu'à 6 000 €/7 500 \$ par greffe
	Nous prenons en charge les frais médicaux en vue d'une greffe d'organe sur un bénéficiaire provenant d'un donneur vérifié et certifié. Nous prenons également en charge les dépenses médicales pour un don de moelle osseuse (en utilisant soit votre propre moelle osseuse soit celle d'un donneur compatible) ou un don de cellules souches, avec ou sans chimiothérapie lorsque ces opérations sont effectuées dans le cadre d'un cancer. Nous prenons en charge les dépenses du donneur suivantes, pour chaque événement nécessitant un don d'organe, que le donneur soit ou non un bénéficiaire du contrat : - transport de l'organe sur un donneur, - les coûts de test de compatibilité des tissus, - les coûts d'opération et d' hôpital du donneur. Nous ne prenons pas en charge les frais d'acquisition d'organe et les médicaments "antirejet".			
Hospitalisation - Physiothérapie/kinésithérapie, Chiropractie et Ostéopathie	100 % CUR jusqu'à 1 000 €/1 250 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 2 500 €/3 100 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 5 000 €/6200 \$ par an	100 % CUR
	Nous prenons en charge les consultations et actes de physiothérapie/kinésithérapie, de chiropractie et d'ostéopathie prescrits pendant votre hospitalisation .			
Hospitalisation - Traitements et soins psychiatriques Délai d'attente : 12 mois	Non couvert	100 % CUR jusqu'à 3 500 €/4 400 \$ (dans la limite de 10 jours par an)	100 % CUR jusqu'à 7 000 €/8 750 \$ (dans la limite de 20 jours par an)	100 % CUR (dans la limite de 30 jours par an)
	Nous prenons en charge, après expiration du délai d'attente de 12 mois, les traitements et les soins psychiatriques en Hôpital (de jour ou non), incluant les frais de séjour (dans la limite définie dans la partie 'Chambre d'Hôpital prise en charge') pour traiter l'événement couvert. Par événement couvert, nous entendons au titre de cette garantie tout traitement des maladies et des troubles mentaux.			

QUARTZ	PEARL	SAPPHIRE	DIAMOND
--------	-------	----------	---------

SOINS CONSÉCUTIFS À UNE HOSPITALISATION PRISE EN CHARGE

Hospitalisation à domicile (sur prescription)	Non couvert	100 % CUR jusqu'à 1 500 €/1 900 \$ par an	100 % CUR, jusqu'à 20 jours par an	100 % CUR, jusqu'à 30 jours par an
	<p>Nous prenons en charge les soins infirmiers à domicile faisant suite à une hospitalisation prise en charge par le contrat, lorsque ces soins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sont prescrits par votre médecin spécialiste, - commencent immédiatement après que vous ayez quitté l'Hôpital, - réduisent la durée de votre séjour à l'Hôpital, - sont effectués dans le cadre d'un soin médical, et ne constituent pas une aide à la personne. 			
Chirurgie réparatrice suite à un Accident survenant pendant la Période de couverture	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
<p>Nous prenons en charge toute dépense de chirurgie réparatrice Médicalement nécessaire et validée par notre Médecin conseil faisant suite à un Accident ou une Maladie couverte survenu pendant la période d'assurance</p>				
Rééducation immédiate suite à une hospitalisation, entamée dans les 30 jours qui suivent l'hospitalisation	100 % CUR jusqu'à 20 jours par an	100 % CUR jusqu'à 30 jours par an	100 % CUR jusqu'à 40 jours par an	100 % CUR jusqu'à 50 jours par an
	<p>Nous prenons en charge toute rééducation, incluant les frais de séjour et les soins comme la kinésithérapie, l'ergothérapie ou l'orthophonie qui suivent un événement couvert comme par exemple un Accident cardio-vasculaire.</p> <p>Nous ne prenons pas en charge une dépense ou un soin de rééducation qui ne suit pas une hospitalisation prise en charge par le contrat.</p> <p>Nous prenons en charge la rééducation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque vous avez reçu notre validation d'accord préalable avant de commencer le traitement - qui débute dans un maximum de 30 jours qui suivent l'hospitalisation. <p>Nous devons recevoir l'ensemble des éléments médicaux de votre Médecin ou chirurgien, incluant le diagnostic, les traitements reçus et prévus, ainsi que votre future date de sortie avant d'établir l'acceptation de notre couverture au titre de cette garantie.</p>			

MÉDECINE COURANTE

Sur la base des coûts habituels et raisonnables, constatés par nos soins (« CUR»), par Bénéficiaire et par Année d'assurance

Délai d'attente de 4 semaines pour les soins et frais médicaux liés à la COVID-19.

	QUARTZ	PEARL	SAPPHIRE	DIAMOND
Consultations de médecins généralistes et de médecins spécialistes (sauf dentistes et psychiatres), actes de spécialistes	100 % CUR jusqu'à 80 €/100 \$ par acte ou consultation	100 % CUR jusqu'à 130 €/160 \$ par acte ou consultation	100 % CUR jusqu'à 180 €/225 \$ par acte ou consultation	100 % CUR
	<p>Nous prenons en charge les consultations de Médecins généralistes et de Médecins spécialistes (sauf dentistes et psychiatres), ainsi que les actes de Médecins spécialistes. Nous prenons en charge ces consultations au titre de la Médecine courante, qu'elles soient effectuées en cabinet médical, à domicile, ou en milieu hospitalier (en dehors d'une période d'hospitalisation).</p>			
Soins dentaires d'urgence sans hospitalisation	100% CUR Jusqu'à 200 €/250\$ par an	100% CUR Jusqu'à 300 €/375\$ par an	100 % CUR Jusqu'à 500 €/625 \$ par an	100 % CUR Jusqu'à 750 €/950 \$ par an
	<p>Nous prenons en charge les consultations pour des soins dentaires d'Urgence, comme par exemple une rage de dents soudaine, qui ne nécessitent pas une hospitalisation.</p> <p>Les dépenses de frais dentaires non urgents (ex. bilan dentaire, détartrage, prothèses etc.) sont couvertes au titre de l'Option Health+ si vous l'avez souscrite. Les soins dentaires effectués au cours d'une consultation avec un stomatologue seront couverts uniquement au titre de l'option Health+.</p>			
Séances prescrites d'orthophonie, d'orthoptie, d'ergothérapie et de soins infirmiers	100 % CUR jusqu'à 500€/625\$ par an	100 % CUR jusqu'à 1 500€/1 900\$ par an	100 % CUR jusqu'à 2 000€/2 500\$ par an	100 % CUR Limité à 52 séances/an
	<p>Nous prenons en charge les séances prescrites d'Orthophonie, d'Orthoptie, d'ergothérapie et de soins infirmiers.</p> <p>Nous prenons en charge ces séances au titre de la Médecine courante, qu'elles soient effectuées en cabinet médical, à domicile ou en milieu hospitalier (en dehors d'une période d'hospitalisation).</p>			
Kinésithérapie et physiothérapie, sur prescription	100 % CUR jusqu'à 1 000 €/1 250 \$ par an limité à 12 séances par an	100 % CUR jusqu'à 2 000 €/2 500 \$ par an limité à 17 séances par an	100 % CUR jusqu'à 3 500 €/4 400 \$ par an limité à 22 séances par an	100 % CUR limité à 32 séances par an
	<p>Nous prenons en charge les consultations de kinésithérapie/physiothérapie, prescrites au titre de la Médecine courante. La limite du nombre de séances s'entend toutes spécialités confondues.</p>			
Ostéopathie et chiropractie	QUARTZ	PEARL	SAPPHIRE	DIAMOND
	100 % CUR jusqu'à 10 séances, avec un maximum de 50 €/60 \$ par séance	100 % CUR jusqu'à 15 séances, avec un maximum de 100 €/125 \$ par séance	100 % CUR jusqu'à 25 séances, avec un maximum de 150 €/190 \$ par séance	100 % CUR jusqu'à 35 séances
<p>Nous prenons en charge les consultations d'Ostéopathie et Chiropractie sans prescription. La limite du nombre de séances s'entend toutes spécialités confondues.</p>				

Homéopathie, acupuncture, médecine traditionnelle chinoise	100 % CUR jusqu'à 3 séances par an, avec un maximum de 50 €/60 \$ par séance	100 % CUR jusqu'à 5 séances par an, avec un maximum de 100 €/125 \$ par séance	100 % CUR jusqu'à 7 séances par an, avec un maximum de 150 €/190 \$ par séance	100 % CUR jusqu'à 10 séances par an
Nous prenons en charge les séances d'Acupuncture et Médecine traditionnelle chinoise et les consultations avec un Homéopathe . La limite du nombre de séances s'entend toutes spécialités confondues.				
Analyses, IRM, radiologie, scanographie, tomographie et examens diagnostiques physiques dans un cadre ambulatoire	100 % CUR jusqu'à 2 000 €/2 500 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 3 500 €/4 400 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 7 500 €/9 400 \$ par an	100 % CUR
Nous prenons en charge tous les types d'Analyses et d'examen médicaux reconnus par la communauté scientifique médicale, comme par exemple des radiologies, scanners, IRM, prises de sang, etc. prescrits par un Médecin généraliste ou Spécialiste dans un but de diagnostic ou dans le cadre de votre suivi médical.				
Médicaments prescrits	100 % CUR jusqu'à 3 000 €/3 800 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 9 000 €/11 200 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 15 000 €/18 800 \$ par an	100 % CUR
Nous prenons en charge, au titre de la Médecine courante , les dépenses de médicaments: - prescrits par votre Médecin généraliste ou Spécialiste , - qui ne sont utilisés qu'en cas de pathologie ou de blessure.				
Contraception prescrite	100% CUR jusqu'à 80 €/100 \$ par an	100% CUR jusqu'à 100 €/125 \$ par an	100% CUR jusqu'à 200 €/250 \$ par an	100% CUR jusqu'à 300 €/375 \$ par an
Nous prenons en charge les moyens de contraception mécaniques, médicamenteux ou prescrits par un médecin généraliste ou spécialiste. Ceci comprend la pilule, les préservatifs, le diaphragme, le stérilet, les implants et les patches.				
Médicaments sur prescription pour affection de longue durée (ALD) Délai de carence : 12 mois	100 % jusqu'à 10 000 €/12 600 \$ par an, avec max. pour la durée de l'adhésion de 50 000 €/63 000 \$	100 % jusqu'à 15 000 €/18 800 \$ par an, avec maximum pour la durée de l'adhésion de 75 000 €/94 000 \$	100 % jusqu'à 20 000 €/25 000 \$ par an, avec maximum pour la durée de l'adhésion de 100 000 €/126 000 \$	100 % CUR
Nous prenons en charge les médicaments sur prescription pour affection de longue durée après une durée minimale d'adhésion d'un an , et qui ont été prescrits pour une durée minimale de 6 mois. Si l'affection de longue durée est inscrite dans la liste annexée au contrat, un justificatif de votre médecin spécialiste ou généraliste sera demandé. Dans les autres cas l'accord de l'assureur est requis, un rapport médical sera donc demandé précisant : la condition médicale nécessitant la prise de ces médicaments, et la nécessité pour vous de prendre ce traitement pour une durée d'au moins 6 mois. Pendant le délai de carence de 12 mois, le plafond médicaments prescrits peut être utilisé.				
Psychiatrie Délai de carence : 12 mois	100 % CUR Max 5 sessions par an	100 % CUR Max 10 sessions par an	100 % CUR Max 15 sessions par an	100 % CUR Max 20 sessions par an
Nous prenons en charge après expiration du Délai d'attente de 12 mois, les consultations de psychiatre dans la limite du nombre de consultations figurant dans votre Tableau des garanties .				
Vaccinations et traitements préventifs prescrits pour adultes et enfants de 20 ans et plus	100 % CUR jusqu'à 200 €/250 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 350 €/440 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 500 €/625 \$ par an	100 % CUR
Nous prenons en charge les vaccins obligatoires ou recommandés ainsi que les traitements préventifs prescrits dans le cadre de l'expatriation, comme par exemple les antipaludéens ou le vaccin contre la fièvre jaune.				
Vaccinations et traitements préventifs prescrits pour enfants de moins de 20 ans	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR	100 % CUR
Nous prenons en charge tous les vaccins et traitements préventifs prescrits pour les enfants âgés de moins de 20 ans inscrits au contrat.				
Equipement médical prescrit	100 % CUR jusqu'à 1 000 €/1 250 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 1 500 €/1 900 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 2 500 €/3 100 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 4 000 €/5 000 \$ par an
Nous prenons en charge toutes dépenses, d'appareillage et de Prothèses médicales , orthopédiques et auditives. Cela concerne par exemple l'achat d'un appareil auditif en cas de problème d'audition validé par un Médecin généraliste ou Spécialiste . Ceci n'inclut pas les éventuels consommables (pile, batterie, réparation, etc.) liés aux appareillages pris en charge.				

WELLBEING (PRÉVENTION) & WELLNESS (BIEN-ÊTRE)

	QUARTZ	PEARL	SAPPHIRE	DIAMOND
	Non couvert	100 % CUR jusqu'à 150 €/190 \$ tous les 3 ans	100 % CUR jusqu'à 500 €/625 \$ tous les 3 ans	100 % CUR jusqu'à 1 000 €/1 250 \$ tous les 3 ans
Bilan de santé	<p>Nous prenons en charge, pour tout Bénéficiaire âgé de plus de 20 ans, un Bilan de santé. Ce Bilan de santé a pour but de faire le point sur l'état de santé, de privilégier la prévention et se limite aux examens suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prise de sang (formule sanguine complète, Analyse biochimique, bilan lipidique, fonction thyroïdienne, fonction hépatique, fonction rénale) - Examen cardio-vasculaire (examen physique, électrocardiogramme, tension artérielle) - Examen neurologique (examen physique) - Radiologie pulmonaire 			
Prévention, pour tous les actes listés ci-dessous	Non couvert	100 % CUR jusqu'à 500 €/625 \$	100 % CUR jusqu'à 800 €/1 000 \$	100 % CUR
Frottis cervico-utérin (1 par an)	Nous prenons en charge un frottis cervico-utérin par an pour toute Bénéficiaire âgée de 16 ans et plus.			
Mammographie pour les femmes de 45 ans et + (tous les 2 ans)	<p>Nous prenons en charge, à titre préventif c'est-à-dire sans présence d'aucun symptôme ou d'aucune douleur, une mammographie pour le dépistage du cancer du sein ou pour des raisons diagnostiques à partir de 45 ans. Si un examen de mammographie est prescrit par un Médecin généraliste ou Spécialiste en cas de Nécessité médicale, il sera couvert, s'il s'ajoute à cet examen de prévention, au titre de la garantie « Analyses, IRM, radiologie, scanographie, tomographie et examens diagnostiques physiques dans un cadre ambulatoire ».</p>			
Dépistage du cancer de la prostate pour les hommes de 45 ans et + (tous les ans)	Nous prenons en charge un dépistage annuel du cancer de la prostate pour les hommes âgés de 45 ans et +.			
Dépistage du cancer de la cavité buccale (tous les 5 ans)	Nous prenons en charge un dépistage du cancer de la cavité buccale tous les 5 ans, pour tous les Bénéficiaires.			
Dépistage du cancer de la peau (tous les 5 ans)	Nous prenons en charge un dépistage du cancer de la peau tous les 5 ans, pour tous les Bénéficiaires.			
Coloscopie , à partir de 50 ans (tous les 5 ans)	Nous prenons en charge une coloscopie tous les 5 ans, pour tous les Bénéficiaires âgés de 50 ans et plus.			
Test annuel de recherche de sang occulte dans les selles	Nous prenons en charge un test annuel de recherche de sang occulte dans les selles, pour tous les Bénéficiaires.			
Ostéodensitométrie , pour les femmes de 45 ans et + (tous les 5 ans)	Nous prenons en charge une Ostéodensitométrie tous les 5 ans, pour toutes les Bénéficiaires âgées de 45 ans et +.			
Consultations avec un Diététicien	Non couvert	Non couvert	100 % CUR maximum 2 séances par an, jusqu'à 150 €/190 \$ par consultation	100 % CUR maximum 3 séances par an, jusqu'à 200 €/250 \$ par consultation
	Nous ne prenons en charge que la consultation en elle-même, et ne couvrons donc pas des éventuelles cures d'amincissement, ou par exemple toute dépense liée à des compléments alimentaires.			
Substituts nicotiniques	Non couvert	100 % CUR jusqu'à 50 €/60 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 75 €/90 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 100 €/125 \$ par an
	<p>Nous prenons en charge les dépenses liées à l'aide à l'arrêt du tabac suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - patchs nicotiniques - gommes nicotiniques - comprimés nicotiniques 			

3.2. / GARANTIES OPTIONNELLES POUR LES ASSURES (ZONE DE COUVERTURE 1, 2, 3 OU 4²)

3.2.1. OPTION HEALTH+ : GARANTIES DENTAIRE + OPTIQUE

4 NIVEAUX DE COUVERTURE AU CHOIX	QUARTZ	PEARL	SAPPHIRE	DIAMOND
DENTAIRE	Sur la base des coûts habituels et raisonnables, constatés par nos soins («CUR»), par bénéficiaire et par année d'assurance			
PLAFOND ANNUEL GLOBAL DE LA GARANTIE DENTAIRE €/ \$ pour les actes listés ci-dessous (sauf Orthodontie avec plafond propre)	100% CUR jusqu'à 250 € par dent et 1000 € par an ou 310 \$ par dent et 1250 \$ par an	100% CUR jusqu'à 400 € par dent et 1500 € par an ou 500 \$ par dent et 1900 \$ par an	100% CUR jusqu'à 500 € par dent et 2000 € par an ou 625 \$ par dent et 2500 \$ par an	100% CUR jusqu'à 600 € par dent et 3500 € par an ou 750 \$ par dent et 4400 \$ par an
	100% CUR	100% CUR	100% CUR	100% CUR
Soins dentaires courants (dans la limite du plafond annuel global ci-dessus) Délais de carence : 3 mois	Nous prenons en charge, les consultations avec un dentiste ainsi que tous les actes effectués dans le cadre de ces consultations et cités ci-dessous : -Détartrage -Traitement d'une carie (amalgame) -Scellement de sillon -Radiologie dentaire -Inlays / onlays -application de fluor. Le blanchiment des dents n'est pas couvert par le Contrat.			
Prothèses et implants dentaires (dans la limite du plafond annuel global ci-dessus) Délais de carence : 6 mois	100% CUR	100% CUR	100% CUR	100% CUR
	Nous prenons en charge les Inlays core, pivots, bridges, couronnes, dentiers, bases de l'implant. Les facettes ne sont pas prises en charge.			
Chirurgie dentaire (dans la limite du plafond annuel global ci-dessus) Délais de carence : 6 mois	100% CUR	100% CUR	100% CUR	100% CUR
	Nous prenons en charge tout acte chirurgical, avec anesthésie ou non, incluant l'extraction dentaire, la greffe osseuse ou gingivale, la pose d'implant.			
Parodontologie (dans la limite du plafond annuel global ci-dessus) Délais de carence : 3 mois	Non couvert	100% CUR	100% CUR	100% CUR
	Nous prenons en charge tout soin de traitement de la Maladie de tissu de soutien de la dent, notamment de la gencive.			
Orthodontie jusqu'à 16 ans Délais de carence : 12 mois	100% CUR jusqu'à 400€/ 500\$ par an pendant 3 ans	100% CUR jusqu'à 800€/ 1000\$ par an pendant 3 ans	100% CUR jusqu'à 1200€ par an / 1 500\$ par an pendant 3 ans	100% CUR jusqu'à 1500€ par an / 1900\$ par an pendant 3 ans
	Nous prenons en charge l' Orthodontie , pour tout traitement commencé avant l'âge de 16 ans et pendant une durée maximale de 3 ans consécutifs.			
	QUARTZ	PEARL	SAPPHIRE	DIAMOND
OPTIQUE	Sur la base des Coûts habituels et raisonnables, constatés par nos soins (« CUR »), par Bénéficiaire et par Année d'assurance.			
Verres et monture , dans la limite d'une paire tous les 2 ans Délai de carence: 6 mois	100 % CUR jusqu'à 100 €/125 \$	100 % CUR jusqu'à 250 €/310 \$	100 % CUR jusqu'à 400 €/500 \$	100 % CUR jusqu'à 600 €/750 \$
	Nous prenons en charge après expiration du Délai d'attente , les frais de verres et de monture de lunettes de vue prescrites avec correction visuelle, dans la limite d'une paire tous les 2 ans. Les lunettes de protection (solaire ou autres) sans correction visuelle ne sont pas prises en charge			
Frais de traitements chirurgicaux des corrections visuelles – chirurgie réfractive aucun frais de verre ou de lentilles ne sont pris en charge dans l'année qui suit la prise en charge de la chirurgie réfractive Délai de carence: 6 mois	Niveau de couverture et plafond partagé avec la garantie « Verres et montures »	Niveau de couverture et plafond partagé avec la garantie « Verres et montures »	Niveau de couverture et plafond partagé avec garantie « Verres et montures »	Niveau de couverture et plafond partagé avec garantie « Verres et montures »
	Nous prenons en charge après expiration du Délai d'attente , les frais de traitements chirurgicaux de myopie, d'hypermétropie, d'astigmatie et de kératocône. Cette garantie ne peut être utilisée qu'une seule fois par œil pour toute la durée de l'adhésion.			
Lentilles correctrices y compris les lentilles jetables Délai de carence: 6 mois	100 % CUR jusqu'à 100 €/125 \$ / an	100 % CUR jusqu'à 200 €/250 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 300 €/375 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 400 €/500 \$ par an
	Nous prenons en charge après expiration du Délai d'attente , les frais de lentilles de contact correctrices qui ont été prescrites.			

Les pathologies oculaires telles que la cataracte, le détachement de la rétine, glaucome, DLMA etc. sont couvertes au titre de la **Médecine courante** ou de l'hospitalisation si nécessaire.

² Donc hors zone 5, seule zone qui inclut les Etats-Unis

3.2.2. OPTION HEALTH+CHILD: GARANTIES MATERNITÉ

Accessible si la GARANTIE OPTIONNELLE HEALTH+ (DENTAIRE + OPTIQUE) a été souscrite

4 NIVEAUX DE COUVERTURE AU CHOIX	QUARTZ	PEARL	SAPPHIRE	DIAMOND
MATERNITÉ	Sur la base des coûts habituels et raisonnables, constatés par nos soins (« CUR»), par Bénéficiaire et par Année d'assurance			
	100 % CUR jusqu'à 3 500 €/4 400 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 5 000 €/6 250 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 8 000 €/10 000 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 11 000 €/13 800 \$ par an
Maternité et séances de préparation à l'accouchement, soins pré et postnataux reçus par la mère et Soins immédiats du nouveau-né Délai de carence: 10 mois	<p>Nous prenons en charge les coûts de Maternité et d'accouchement.</p> <p>Cela inclut:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les frais d'hospitalisation, les honoraires d'anesthésie et de chirurgie pour un Accouchement sans complication - les Soins postnataux nécessaires immédiatement après l'Accouchement sans complication (ablation des fils dans le cadre d'une épisiotomie...) - les séances de préparation à l'accouchement, - les diagnostics de Maladies chromosomiques, - les soins de routine du nouveau-né dans les 7 jours qui suivent sa naissance <p>Ne sont pas couverts au titre de cette garantie mais pris en charge au sein de la garantie Hospitalisation les traitements dus à:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une croissance anormale de cellules dans l'utérus (Grossesse molaire) - Le fœtus grandissant en dehors de l'utérus (Grossesse extra-utérine). 			
Accouchement (simple ou multiple) sans complication Délai de carence: 10 mois	Niveau de couverture et plafond partagé avec la garantie ci-dessus	Niveau de couverture et plafond partagé avec la garantie ci-dessus	Niveau de couverture et plafond partagé avec la garantie ci-dessus	Niveau de couverture et plafond partagé avec la garantie ci-dessus
	Nous prenons en charge les coûts de sage-femme ou autres Spécialistes pour l'accouchement à domicile ou dans un centre de naissance.			
	Plafond annuel Maternité doublé	Plafond annuel Maternité doublé	Plafond annuel Maternité doublé	Plafond annuel Maternité doublé
Complications à l'accouchement (les césariennes ne sont prises en compte que lorsqu'elles reconnues comme nécessaire et justifiée) Délai de carence: 10 mois	<p>Nous prenons en charge les frais de séjour, les honoraires d'obstétriciens et tout autre frais médical pour un accouchement par césarienne lorsque la césarienne a été reconnue comme médicalement nécessaire et justifiée par exemple lors d'une stagnation du processus classique d'accouchement (dystocie, souffrance fœtale, hémorragie...).</p> <p>Note: si nous sommes dans l'incapacité de déterminer que la césarienne n'était pas médicalement nécessaire et justifiée, nous vous couvrirons dans la limite du plafond de la garantie Maternité.</p>			
	Non couvert	100% CUR 900€/1100\$ par tentative (dans la limite de 3600€/4400\$ pour toute la vie de l'adhésion)	100% CUR 1200€/1500\$ par tentative (dans la limite de 4800€/6000\$ pour toute la vie de l'adhésion)	100% CUR 1500€/1900\$ par tentative (dans la limite de 6000€/7600\$ pour toute la vie de l'adhésion)
Traitement de l'infertilité Délai de carence: 12 mois	<p>Nous prenons en charge, les frais de pharmacie, d'Analyses et d'examen de suivi et de fécondation dans le cadre du Traitement de l'infertilité. Au titre de ce contrat, les traitements de l'infertilité désignent l'ensemble des méthodes de Procréation Médicalement Assistée suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • fécondations in Vitro (FIV), • insémination artificielle, • traitements hormonaux, • chirurgie des trompes, • cryoconservation des ovocytes. 			

Couverture en cas d'urgence

Les garanties sont acquises dans le monde entier pour les seuls soins à prodiguer d'urgence lors de séjours ponctuels (voyage à titre professionnel ou touristique) d'une durée inférieure à 60 jours consécutifs.

Est entendu par urgence médicale, une urgence faisant suite à un accident ou une maladie inopinée soudaine et imprévisible, nécessitant une intervention chirurgicale ou un traitement médical ne pouvant pas attendre le retour dans le pays de résidence principale ou une dégradation d'une maladie grave représentant un danger immédiat et sérieux pour la santé de l'assuré.

En cas d'urgence médicale telle que définie au contrat veuillez prendre contact au plus vite avec votre centre de gestion. Si l'assuré s'est rendu dans une zone de couverture supérieure afin d'y recevoir un traitement, si les symptômes de la pathologie étaient connus du bénéficiaire avant son adhésion au contrat ou si les traitements ne font pas suite à un accident, ou une maladie inopinée soudaine et imprévisible, nécessitant une intervention chirurgicale, les traitements reçus dans cette zone, même en cas d'urgence ne seront pas couverts.

3.3. / GARANTIES SANTE POUR LES ASSURES AYANT CHOISI LA ZONE DE COUVERTURE USA

3.3.1. GARANTIE PRINCIPALE HEALTH : HOSPITALISATION + SOINS MEDICAUX COURANTS POUR LES ASSURES AYANT SOUSCRIT UN CONTRAT EN ZONE 5 (USA)

NB : la garantie de base, HOSPI, n'est pas disponible en zone 5 (USA)

INFORMATION IMPORTANTE POUR LES SOINS REÇUS AUX USA

Si vous avez opté pour la Zone de couverture des États-Unis et que vous devez recevoir un traitement sur place, y être hospitalisé ou consulter un Médecin sur place, votre contrat vous permet de bénéficier des accords spécifiques mis en place par MSH International auprès de 2 partenaires locaux: UnitedHealthcare et Optum RX.

Ces accords vous permettent:

- d'accéder à une sélection d'Hôpitaux et de praticiens de santé (UnitedHealthcare) et de pharmacies (Optum RX),
- d'éviter de procéder à l'avance des frais médicaux et d'obtenir de vos prescriptions médicales sur présentation de la carte UnitedHealthcare/OptumRx/MSH en amont.

IMPORTANT : Votre couverture aux États-Unis vous laisse toujours la liberté de choisir l'hôpital ou la pharmacie qui convient le mieux pour votre traitement (y compris hors réseaux). Toutefois, si vous décidez de recevoir des soins ou d'acheter des médicaments prescrits aux États-Unis auprès d'un prestataire ne faisant pas partie des réseaux, tous les paiements que nous effectuons seront réduits de 20 %.

Néanmoins, dans l'hypothèse où il ne serait matériellement pas possible de passer par un prestataire membre des réseaux, soit pour des raisons géographiques ou en cas d'urgence, la réduction de remboursement prévue au contrat de 20% ne sera pas appliquée. Cette pénalité se cumule avec celle éventuellement applicable lorsque les soins sont reçus sans que la Demande d'accord préalable n'ait été effectuée. L'exception géographique se définit comme les cas où dans un rayon de 50 kilomètres autour du domicile de l'Assuré:

- Il n'y a pas d'Hôpital, de Médecin, de clinique ou de pharmacie des réseaux UnitedHealthcare International et Optum Rx;
- Les soins ou médicaments dont l'Assuré a besoin ne sont pas disponibles dans les Hôpitaux, chez les Médecins et dans les cliniques ou dans les pharmacies des réseaux.

CO-PAIEMENT (POUR ZONE DE COUVERTURE USA UNIQUEMENT)

Un principe de Co-paiement s'applique à certains actes couverts au titre du contrat, pour vos soins reçus aux USA.

Le Co-paiement consiste en un montant fixe défini au contrat par acte ou par visite et qui reste à la charge de l'Adhérent et de chacun de ses éventuels Ayants droit, applicable pour chaque acte ou visite concerné(e).

Il est de la responsabilité de tout Assuré de payer le montant du Co-paiement directement au Médecin, à l'Hôpital ou à la clinique.

Pour connaître dans le détail les actes concernés, reportez-vous au tableau des garanties ci-dessous. Si vous avez opté pour une franchise, celle-ci s'appliquera après le co-paiement. La franchise n'est pas incluse dans la participation aux frais.

PARTICIPATION AUX FRAIS ET PARTICIPATION MAXIMALE ANNUELLE

Un principe de Participation aux frais de santé s'applique aux frais d'hospitalisation, pour vos soins reçus aux USA, sur les formules Pearl et Sapphire, ainsi que sur la formule Diamond pour des soins reçus en dehors du Réseau médical.

La participation aux frais de santé représente le pourcentage de chaque demande de remboursement non pris en charge par votre adhésion au contrat d'assurance.

La participation maximale annuelle aux frais est le montant maximum de participation aux frais de santé que vous devrez régler pendant l'Année d'assurance.

Le montant de la participation aux frais est calculé sous déduction de l'application du co-paiement et d'une éventuelle franchise. Seuls les montants que vous réglez effectivement relatifs à la participation aux frais contribuent à la participation maximale.

3 NIVEAUX DE COUVERTURE AU CHOIX	PEARL		SAPPHIRE		DIAMOND	
PLAFOND GLOBAL COUVERTURE SANTÉ (\$)	1 250 000 \$		2 000 000 \$		3 750 000 \$	
	Au sein du réseau	Hors réseau	Au sein du réseau	Hors réseau	Au sein du réseau	Hors réseau
Participation maximale aux frais, par an	4 000 \$	6 000 \$	2 000 \$	4 000 \$	0 \$	3 000 \$
Co-paiement, par hospitalisation	400 \$	800 \$	200 \$	400 \$	100 \$	200 \$

La couverture de base, c'est-à-dire hors options, inclut une couverture des frais d'hospitalisation ainsi qu'une couverture des frais médicaux courants. Les tableaux ci-dessous détaillent les garanties et les niveaux de couverture pour ces deux catégories de frais remboursables.

HOSPITALISATION

Sur la base des Coûts usuels et raisonnables constatés par nos soins (« CUR »), par Bénéficiaire et par Année d'assurance

Pas de délai d'attente pour la garantie Hospitalisation, à l'exception des traitements et soins psychiatriques (12 mois) et des soins et frais médicaux liés à la COVID-19 (4 semaines).

Nous prenons en charge les frais hospitaliers lorsque :

- Le bénéficiaire reste à l'Hôpital, que ce soit en Hôpital de jour, ou pour plusieurs jours consécutifs,
- L'indication d'hospitalisation a été établie par un Médecin généraliste ou un Médecin Spécialiste
- La durée de votre séjour est médicalement appropriée, et validée suite à une Demande d'accord préalable.
- Votre traitement est administré ou surveillé par un Médecin généraliste et/ou Spécialiste.

Si vous devez rester à l'Hôpital plus longtemps que la durée prévue dans l'accord préalable, ou si votre traitement évolue, votre Médecin généraliste ou Spécialiste doit nous faire parvenir un rapport médical le plus vite possible. Ce rapport médical doit inclure : le diagnostic, le traitement que vous avez déjà reçu, le traitement dont vous avez besoin, la durée encore nécessaire de votre séjour en Hôpital.

Nous ne prenons pas en charge les frais hospitaliers lorsque l'hospitalisation est due à une ou plusieurs des raisons suivantes : Convalescence, Gestion de la douleur (sauf en cas de soins palliatifs), Soins paramédicaux sans traitement de Spécialiste, sauf les soins palliatifs dispensés dans un établissement de soins, Services d'aide à la personne, comme l'aide pour se déplacer, faire sa toilette ou préparer ses repas, etc., Soins qui pourraient être assimilés à de la Médecine courante.

	PEARL		SAPPHIRE		DIAMOND	
	Au sein du réseau	Hors réseau	Au sein du réseau	Hors réseau	Au sein du réseau	Hors réseau
Chambre d'hôpital	Chambre Particulière semi-particulière ou partagée 80 % CUR	Chambre Particulière semi-particulière ou partagée 60 % CUR	Chambre Particulière semi-particulière ou partagée 90 % CUR	Chambre Particulière semi-particulière ou partagée 70 % CUR	Chambre Particulière semi-particulière ou partagée 100 % CUR	Chambre Particulière semi-particulière ou partagée 80 % CUR
	Le type de chambre, ainsi que le montant par nuit que nous prenons en charge, sont indiqués par formule dans le présent tableau de garanties .					
Frais de séjour pour un parent accompagnant un enfant ayant-droit de moins de 16 ans à l'hôpital	80 % CUR jusqu'à 500 \$ par an	60 % CUR jusqu'à 500 \$ par an	90 % CUR jusqu'à 875 \$ par an	70 % CUR jusqu'à 875 \$ par an	100 % CUR	80 % CUR
	Nous prenons en charge les frais raisonnables de séjour d'un parent dans le même hôpital que son enfant bénéficiaire âgé de moins de 16 ans, en cas d'hospitalisation de plus d'une journée et dans la limite du montant maximum indiqué dans le présent tableau de garanties .					
Hospitalisation de jour (dont chirurgie ambulatoire)	80 % CUR	60 % CUR	90 % CUR	70 % CUR	100 % CUR	80 % CUR
	Nous prenons en charge toute dépense hospitalière couverte pour une hospitalisation ne nécessitant pas la garde d'un Bénéficiaire pendant la nuit.					
Hospitalisation d'urgence dans la zone de couverture sélectionnée (y compris ambulance)	80 % CUR	60 % CUR	90 % CUR	70 % CUR	100 % CUR	80 % CUR
	Nous prenons en charge les soins administrés dans le cadre d'une admission au sein d'un Hôpital ou d'un centre médical de jour, faisant suite à l'apparition d'un problème de santé soudain et imprévisible nécessitant un traitement immédiat, sous 24 heures, à seule fin de prévenir un risque vital. Toutes prestations effectuées dans un service d'Urgences non suivies d'une admission seront prises en charge au titre de la médecine courante . Nous devons être prévenus dans les 48 heures qui suivent l'admission pour les hospitalisations d'urgence .					
Hospitalisation - Soins intensifs	80 % CUR	60 % CUR	90 % CUR	70 % CUR	100 % CUR	80 % CUR
	Nous prenons en charge les frais hospitaliers en cas de traitement en Service de soins intensifs polyvalents ou cardiologiques (y compris en Unité de soins critiques) pour les patients présentant une défaillance vitale ou des risques de complications sévères.					
Hospitalisation - Actes de chirurgie, incluant les honoraires chirurgicaux, de bloc opératoire et d'anesthésie	80 % CUR	60 % CUR	90 % CUR	70 % CUR	100 % CUR	80 % CUR
	Nous prenons en charge, en cas d'hospitalisation, les frais de: Bloc opératoire, Salle de réveil, Médicaments et pansements utilisés dans le bloc opératoire et la salle de réveil, Médicaments et pansements utilisés pendant votre séjour en hôpital . Nous prenons en charge les honoraires des chirurgiens et anesthésistes, ainsi que les traitements nécessaires immédiatement avant et après l'opération (le même jour). Cela inclut également les opérations effectuées en hôpital de jour.					
Hospitalisation - Consultations de Médecins généralistes et Spécialistes effectuées dans le cadre de votre hospitalisation couverte par ce contrat (hors Physiothérapie et Médecine alternative) incluant également les actes de Spécialistes	80 % CUR	60 % CUR	90 % CUR	70 % CUR	100 % CUR	80 % CUR
	Nous prenons en charge les consultations de Médecins généralistes ou Spécialistes pendant votre séjour à l' Hôpital suite à un Événement couvert.					

	80 % CUR	60 % CUR	90 % CUR	70 % CUR	100 % CUR	80 % CUR
Hospitalisation - Soins dentaires d'urgence avec hospitalisation	Nous prenons en charge les soins d' urgence dentaires reçus en Hôpital lorsque ceux-ci sont médicalement nécessaires suite à un accident nécessitant une hospitalisation. Ces soins doivent être administrés dans les 24 heures suivant l'Accident. Cette garantie ne couvre pas la chirurgie dentaire de routine, les soins dentaires de routine, les prothèses dentaires, les soins implantologiques, les soins d'Orthodontie et de Parodontologie (ces soins ne sont couverts qu'au titre de la garantie optionnelle Health+).					
	80 % CUR	60 % CUR	90 % CUR	70 % CUR	100 % CUR	80 % CUR
Hospitalisation - Analyses, IRM, radiologie, scanographie, tomographie effectuées dans le cadre de votre hospitalisation couverte par ce contrat	Nous prenons en charge toute dépense liée à des: - actes d' imagerie médicale , comme les radiologies, les scanners, les IRM, etc., - examens comme par exemple les prises de sang ou les échantillons d'urines, - diagnostics comme les électrocardiogrammes. Si ces examens sont prescrits par votre médecin généraliste ou spécialiste pour aider à diagnostiquer ou à évaluer votre santé pendant votre hospitalisation.					
	80 % CUR	60 % CUR	90 % CUR	70 % CUR	100 % CUR	80 % CUR
Hospitalisation - Médicaments prescrits	Nous prenons en charge toute dépense de médicaments prescrits par le médecin généraliste ou spécialiste en charge de votre traitement pendant votre hospitalisation.					
	80 % CUR	60 % CUR	90 % CUR	70 % CUR	100 % CUR	80 % CUR
Hospitalisation - Dialyse rénale	Nous prenons en charge toute dépense liée au traitement de la dialyse rénale, à l'exception des frais de transport vers et depuis l'établissement de soins où celle-ci a lieu.					
	80 % CUR	60 % CUR	90 % CUR	70 % CUR	100 % CUR	80 % CUR
Hospitalisation - Soins oncologiques (Traitement du cancer)	Nous prenons en charge les traitements médicalement justifiés que vous recevez dans le cadre du traitement d'un cancer , y compris la chimiothérapie, la radiothérapie, les soins oncologiques , les examens diagnostiques et les médicaments, dans le cadre d'une hospitalisation (de jour ou non). Les examens de suivi à distance seront pris en charge au titre du poste « médecine courante ».					
	80 % CUR	60 % CUR	90 % CUR	70 % CUR	100 % CUR	80 % CUR
Hospitalisation - Traitement du SIDA	Nous prenons en charge toute dépense liée au traitement des pathologies liées au VIH.					
	80 % CUR	60 % CUR	90 % CUR	70 % CUR	100 % CUR	80 % CUR
Hospitalisation - Prothèses / dispositifs chirurgicaux et médicaux internes	Nous prenons en charge les dépenses liées à la mise en place de prothèses, de dispositifs ou d'appareils mis en place lors d'une intervention chirurgicale					
	80 % CUR jusqu'à 2 250 \$	60 % CUR jusqu'à 2 250 \$	90 % CUR jusqu'à 3 100 \$	70 % CUR jusqu'à 3 100 \$	100 % CUR	80 % CUR
	Par prothèse – max. 2 prothèses					
Hospitalisation - Prothèses / dispositifs chirurgicaux et médicaux externes	Nous prenons en charge: - les prothèses ou dispositifs indispensables dans le cadre des soins suivant immédiatement une opération chirurgicale si Médicalement nécessaire, - les Prothèses ou les dispositifs Médicalement nécessaires et faisant partie du processus de récupération à court terme. Pour les adultes et enfant(s) de plus de 20 ans, nous prenons en charge une prothèse externe par Année d'assurance, et pour les enfants jusqu'à 20 ans, nous prenons en charge la première prothèse et au maximum deux changements de prothèse. Dans la limite du montant maximum indiqué par période de contrat.					
	80 % CUR jusqu'à 19 000 \$	60 % CUR jusqu'à 19 000 \$	90 % CUR jusqu'à 31 000 \$	70 % CUR jusqu'à 31 000 \$	100 % CUR	80 % CUR
Hospitalisation - Soins palliatifs*	Si un bénéficiaire est atteint d'une maladie terminale et qu'il ne peut plus recevoir de traitement en vue d'une guérison, nous prenons en charge les: - frais de chambre d' hôpital ou d'hospice (même si les soins palliatifs à domicile sont également pris en charge), - frais d'infirmiers, - médicaments prescrits					

* Pas de co-paiement à régler pour ces garanties.

	PEARL		SAPPHIRE		DIAMOND	
	Au sein du réseau	Hors réseau	Au sein du réseau	Hors réseau	Au sein du réseau	Hors réseau

Hospitalisation - Greffe d'organe: frais de séjour, de soins et honoraires d'hospitalisation lors d'une greffe d'organe*

80 % CUR	60 % CUR	90 % CUR	70 % CUR	100 % CUR	80 % CUR
80 % CUR jusqu'à 3 800 \$ par greffe	60 % CUR jusqu'à 3 800 \$ par greffe	90 % CUR jusqu'à 5 600 \$ par greffe	70 % CUR jusqu'à 5 600 \$ par greffe	100 % CUR jusqu'à 7 500 \$ par greffe	80 % CUR jusqu'à 7 500 \$ par greffe

Nous prenons en charge les frais médicaux en vue d'une greffe d'organe sur un **bénéficiaire** provenant d'un donneur vérifié et certifié.

Hospitalisation - Frais médicaux en vue d'une greffe d'organe (y/c pour le donneur d'organe: prise en charge des dépenses médicales et de transport jusqu'au lieu d'hospitalisation)*

Nous prenons également en charge les dépenses médicales pour un don de moelle osseuse (en utilisant soit votre propre moelle osseuse soit celle d'un donneur compatible) ou un don de cellules souches, avec ou sans chimiothérapie lorsque ces opérations sont effectuées dans le cadre d'un cancer.

Nous prenons en charge les dépenses du donneur suivantes, pour chaque événement nécessitant un don d'organe, que le donneur soit ou non un **bénéficiaire** du contrat : transport de l'organe sur un donneur, les coûts de test de compatibilité des tissus, les coûts d'opération et d'hôpital du donneur.

Nous ne prenons pas en charge les frais d'acquisition d'organe et les médicaments "antirejet".

Hospitalisation - Physiothérapie/kinésithérapie, chiropractie et ostéopathie*

80 % CUR jusqu'à 3 100 \$ par an	60 % CUR jusqu'à 3 100 \$ par an	90 % CUR jusqu'à 6 200 \$ par an	70 % CUR jusqu'à 6 200 \$ par an	100 % CUR	80 % CUR
----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------	-----------	----------

Nous prenons en charge les consultations et actes de **physiothérapie/kinésithérapie, de chiropractie et d'ostéopathie** prescrits pendant votre hospitalisation.

Traitements et soins psychiatriques*

Délai d'attente : 12 mois

80 % CUR jusqu'à 4 400 \$ (max. 10 jours/an)	60 % CUR jusqu'à 4 400 \$ (max. 10 jours/an)	90 % CUR jusqu'à 8 750 \$ (max. 20 jours par an)	70 % CUR jusqu'à 8 750 \$ (max. 20 jours par an)	100 % CUR (max. 30 jours par an)	80 % CUR (max. 30 jours par an)
--	--	--	--	----------------------------------	---------------------------------

Nous prenons en charge, après expiration du délai d'attente de 12 mois, les **traitements et les soins psychiatriques en hôpital** (de jour ou non), incluant les frais de séjour (dans la limite définie dans la partie 'Chambre d'hôpital prise en charge') pour traiter l'événement couvert. Par événement couvert, nous entendons au titre de cette garantie tout traitement des **maladies** et des troubles mentaux.

SOINS CONSÉCUTIFS À UNE HOSPITALISATION PRISE EN CHARGE

80 % CUR jusqu'à 1 900 \$ par an	60 % CUR jusqu'à 1 900 \$ par an	90 % CUR, jusqu'à 20 jours / an	70 % CUR, jusqu'à 20 jours /an	100 % CUR, jusqu'à 30 jours / an	80 % CUR Jusqu'à 30 jours / an
----------------------------------	----------------------------------	---------------------------------	--------------------------------	----------------------------------	--------------------------------

Hospitalisation à domicile (sur prescription)*

Nous prenons en charge les soins infirmiers à domicile faisant suite à une hospitalisation prise en charge par le contrat, lorsque ces soins:

- sont prescrits par votre **médecin spécialiste**,
- commencent immédiatement après que vous ayez quitté l'**hôpital**,
- réduisent la durée de votre séjour à l'**hôpital**,
- sont effectués dans le cadre d'un soin médical, et ne constituent pas une aide à la personne.

Chirurgie réparatrice suite à un accident survenant pendant la période de couverture*

80 % CUR	60 % CUR	90 % CUR	70 % CUR	100 % CUR	80 % CUR
----------	----------	----------	----------	-----------	----------

Nous prenons en charge toute dépense de chirurgie réparatrice **médicalement nécessaire** et validée par notre Médecin conseil faisant suite à un Accident ou une Maladie couverte survenu pendant la période d'assurance.

Rééducation immédiate suite à une hospitalisation, entamée dans les 30 jours qui suivent l'hospitalisation*

80 % CUR jusqu'à 20 jours par an	60 % CUR jusqu'à 20 jours par an	90 % CUR jusqu'à 30 jours par an	70 % CUR jusqu'à 30 jours par an	100 % CUR jusqu'à 30 jours par an	80 % CUR jusqu'à 30 jours par an
----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------	-----------------------------------	----------------------------------

Nous devons recevoir l'ensemble des éléments médicaux de votre **médecin** ou chirurgien, incluant le diagnostic, les traitements reçus et prévus, ainsi que votre future date de sortie avant d'établir l'acceptation de notre couverture au titre de cette garantie.

Nous prenons en charge toute rééducation, incluant les frais de séjour et les soins comme la kinésithérapie, l'ergothérapie ou l'**orthophonie** qui suivent un événement couvert comme par exemple un Accident cardio-vasculaire.

Nous ne prenons pas en charge une dépense ou un soin de rééducation qui ne suit pas une hospitalisation prise en charge par le contrat.

Nous prenons en charge la rééducation:

- lorsque vous avez reçu notre validation d'accord préalable avant de commencer le traitement
- qui débute dans un maximum de 30 jours qui suivent l'hospitalisation.

* Pas de co-paiement à régler pour ces garanties.

Bon à savoir

Des garanties d'évacuation et d'assistance médicale sont incluses avec votre contrat First'Expat+. Pour plus d'informations référez-vous à la section 6- Dispositions générales des garanties d'évacuation médicale, incluses avec votre contrat santé, p52.

MÉDECINE COURANTE		Sur la base des Coûts habituels et raisonnables, constatés par nos soins (« CUR»), par Bénéficiaire et par Année d'assurance					
Co-paiement, par visite ou par acte	Au sein du réseau	Hors réseau	Au sein du réseau	Hors réseau	Au sein du réseau	Hors réseau	
		35 \$	45 \$	25 \$	35 \$	15 \$	25 \$

Délai d'attente de 4 semaines pour les soins et frais médicaux liés à la COVID-19.

Consultations de médecins généralistes et de médecins spécialistes (sauf dentistes et psychiatres), actes de spécialistes	80 % CUR	60 % CUR	90 % CUR	70 % CUR	100 % CUR	80 % CUR
	Nous prenons en charge les consultations de médecins généralistes et de médecins spécialistes (sauf dentistes, psychiatres), ainsi que les actes de médecins spécialistes . Nous prenons en charge ces consultations au titre de la médecine courante , qu'elles soient effectuées en cabinet médical, à domicile, ou en milieu hospitalier (en dehors d'une période d'hospitalisation).					
Soins dentaires d'urgence sans hospitalisation*	80 % CUR	60 % CUR	90 % CUR	70 % CUR	100 % CUR	80 % CUR
	Nous prenons en charge les consultations pour des soins dentaires d' urgence qui ne nécessitent pas une hospitalisation, comme par exemple une rage de dents soudaine. Les éventuelles dépenses de frais dentaires non urgents (ex. bilan dentaire, détartrage, prothèses etc.) seront couvertes au titre de l'option Health+ si vous l'avez souscrite, et ne seront pas couvertes si vous ne l'avez pas souscrite. Les soins dentaires effectués au cours d'une consultation avec un stomatologue seront couverts uniquement au titre de l'option Health+.					
Séances prescrites d'Orthophonie, d'Orthoptie, d'ergothérapie et de soins infirmiers*	80 % CUR	60 % CUR	90 % CUR	70 % CUR	100 % CUR	80 % CUR
	Nous prenons en charge jusqu'à 52 séances par an prescrites d' orthophonie , d' orthoptie , d' ergothérapie et de soins infirmiers. Nous prenons en charge ces séances au titre de la médecine courante , qu'elles soient effectuées en cabinet médical, à domicile ou en milieu hospitalier (en dehors d'une période d'hospitalisation).					
Kinésithérapie et physiothérapie sur prescription*	80 % CUR limité à 17 séances par an	60 % CUR limité à 17 séances par an	90 % CUR limité à 22 séances par an	70 % CUR limité à 22 séances par an	100 % CUR limité à 32 séances par an	80 % CUR limité à 32 séances par an
	La limite du nombre de séances s'entend toutes spécialités confondues.					
Ostéopathie et chiropractie*	80 % CUR jusqu'à 15 séances	60 % CUR jusqu'à 15 séances	90 % CUR jusqu'à 25 séances	70 % CUR jusqu'à 25 séances	100 % CUR jusqu'à 35 séances	80 % CUR jusqu'à 35 séances
	Nous prenons en charge les consultations d' ostéopathie et chiropractie non prescrites. La limite du nombre de séances s'entend toutes spécialités confondues.					
Homéopathie, Acupuncture, Médecine traditionnelle chinoise*	80 % CUR jusqu'à 5 séances par an	60 % CUR jusqu'à 5 séances par an	90 % CUR jusqu'à 7 séances par an	70 % CUR jusqu'à 7 séances par an	100 % CUR jusqu'à 10 séances par an	80 % CUR jusqu'à 10 séances par an
	Nous prenons en charge les séances d' Acupuncture , homéopathie et médecine traditionnelle chinoise . La limite du nombre de séances s'entend toutes spécialités confondues.					
Analyses, IRM, radiologie, scanographie, tomographie et examens diagnostiques physiques dans un cadre ambulatoire*	80 % CUR	60 % CUR	90 % CUR	70 % CUR	100 % CUR	80 % CUR
	Nous prenons en charge tous les types d'Analyses et d'examens médicaux reconnus par la communauté scientifique médicale, comme par exemple des radiologies, scanners, IRM, prises de sang, etc. prescrits par un médecin généraliste ou spécialiste dans un but de diagnostic ou dans le cadre de votre suivi médical.					
Médicaments prescrits	80 % CUR	60 % CUR	90 % CUR	70 % CUR	100 % CUR	80 % CUR
	Nous prenons en charge, au titre de la médecine courante , les dépenses de médicaments: - prescrits par votre médecin généraliste ou spécialiste , - qui ne sont utilisés qu'en cas de pathologie ou de blessure.					
Contraception prescrite	80 % CUR Jusqu'à 125\$/an	60 % CUR Jusqu'à 125\$/an	90 % CUR Jusqu'à 250\$/an	70 % CUR Jusqu'à 250\$/an	100 % CUR Jusqu'à 375\$/an	80 % CUR Jusqu'à 375\$/an
	Nous prenons en charge les moyens de contraception mécaniques, médicamenteux ou prescrits par un médecin généraliste ou spécialiste. Ceci comprend la pilule, les préservatifs, le diaphragme, le stérilet, les implants et les patches.					

*Pas de co-paiement à régler pour ces garanties.

	PEARL		SAPPHIRE		DIAMOND	
	Au sein du réseau	Hors réseau	Au sein du réseau	Hors réseau	Au sein du réseau	Hors réseau
Psychiatrie Délai de carence : 12 mois	80 % CUR Maximum de 10 consultations par an	60 % CUR Maximum de 10 consultations par an	90 % CUR Maximum de 15 consultations par an	70 % CUR Maximum de 15 consultations par an	100 % CUR Maximum de 20 consultations par an	80 % CUR, Maximum de 20 consultations par an
	Nous prenons en charge, après expiration du Délai d'attente de 12 mois, les consultations de psychiatre dans la limite du nombre de consultations figurant dans votre tableau de garanties .					
Vaccinations et traitements préventifs prescrits pour adultes et enfants de 20 ans et plus	80 % CUR	60 % CUR	90 % CUR	70 % CUR	100 % CUR	80 % CUR
	Nous prenons en charge les vaccins obligatoires ou recommandés ainsi que les traitements préventifs prescrits dans le cadre de l'expatriation, comme par exemple les antipaludéens ou le vaccin contre la fièvre jaune.					
Vaccinations et traitements préventifs prescrits pour enfants de moins de 20 ans	80 % CUR	60 % CUR	90 % CUR	70 % CUR	100 % CUR	80 % CUR
	Nous prenons en charge tous les vaccins et traitements préventifs prescrits pour les enfants âgés de moins de 20 ans inscrits au contrat.					
Équipement médical prescrit	80 % CUR	60 % CUR	90 % CUR	70 % CUR	100 % CUR	80 % CUR
	Nous prenons en charge toutes dépenses, dans la limite prévue dans le tableau de garanties , d'appareillage et de prothèses médicales , orthopédiques et auditives. Cela concerne par exemple l'achat d'un appareil auditif en cas de problème d'audition validé par un médecin généraliste ou spécialiste . Ceci n'inclut pas les éventuels consommables (pile, batterie, réparation, etc.) liés aux appareillages pris en charge.					

WELLBEING (PRÉVENTION) & WELLNESS (BIEN-ÊTRE)

	PEARL		SAPPHIRE		DIAMOND	
	Au sein du réseau	Hors réseau	Au sein du réseau	Hors réseau	Au sein du réseau	Hors réseau
Co-paiement, par visite ou par acte	35 \$	45 \$	25 \$	35 \$	15 \$	25 \$
Bilan de santé	80 % CUR jusqu'à 190 \$ tous les 3 ans	60 % CUR jusqu'à 190 \$ tous les 3 ans	90 % CUR jusqu'à 625 \$ tous les 3 ans	70 % CUR jusqu'à 625 \$ tous les 3 ans	100 % CUR jusqu'à 1 250 \$ tous les 3 ans	80 % CUR jusqu'à 1 250 \$ tous les 3 ans
	Nous prenons en charge, pour tout bénéficiaire âgé de plus de 20 ans, un bilan de santé . Ce bilan de santé a pour but de faire le point sur l'état de santé, de privilégier la prévention et se limite aux examens suivants: Prise de sang (formule sanguine complète, analyse biochimique, bilan lipidique, fonction, thyroïdienne, fonction hépatique, fonction rénale), examen cardio-vasculaire (examen physique, électrocardiogramme, tension artérielle), examen neurologique (examen physique), et radiologie pulmonaire					
Forfait Prévention, pour tous les actes listés ci-dessous	80 % CUR jusqu'à 625 \$	60 % CUR jusqu'à 625 \$	90 % CUR jusqu'à 1 000 \$	70 % CUR jusqu'à 1 000 \$	100 % CUR	80 % CUR
Frottis cervico-utérin (1 par an)	Nous prenons en charge un frottis cervico-utérin par an pour toute bénéficiaire âgée de 16 ans et plus.					
Mammographie pour les femmes de 45 ans et + (tous les 2 ans)	Nous prenons en charge, à titre préventif c'est-à-dire sans présence d'aucun symptôme ou d'aucune douleur, une mammographie pour le dépistage du cancer du sein ou pour des raisons diagnostiques à partir de 45 ans. Si un examen de mammographie est prescrit par un médecin généraliste ou spécialiste en cas de nécessité médicale , il sera couvert, s'il s'ajoute à cet examen de prévention, au titre de la garantie « Analyses, IRM, radiologie, scanographie, tomographie et examens diagnostiques physiques dans un cadre ambulatoire ».					
Dépistage du cancer de la prostate	Tous les ans pour les hommes âgés de 45 ans et plus.					
Dépistage du cancer de la cavité buccale	Tous les 5 ans, pour tous les bénéficiaires .					
Dépistage du cancer de la peau	Tous les 5 ans, pour tous les bénéficiaires .					
Coloscopie, à partir de 50 ans (tous les 5 ans)	Tous les 5 ans, pour tous les bénéficiaires âgés de 50 ans et plus.					
Test annuel de recherche de sang occulte dans les selles	Nous prenons en charge un test annuel de recherche de sang occulte dans les selles, pour tous les bénéficiaires .					
Ostéodensitométrie	Tous les 5 ans, pour toutes les femmes bénéficiaires âgées de 45 ans et plus.					
Diététicien	Non couvert	Non couvert	90 % CUR, 2 séances/an	70 % CUR, 2 séances/an	100 % CUR, 3 séances/an	80 % CUR, 3 séances/an
	Nous prenons en charge les consultations avec un diététicien ayant un diplôme reconnu dans le pays dans lequel il exerce. Nous ne prenons en charge que la consultation en elle-même, et ne couvrons donc pas des éventuelles cures d'amincissement, ou toute dépense liée à des compléments alimentaires.					
	80 % CUR 60 \$ par an	60 % CUR 60 \$ par an	90 % CUR 90 \$ par an	70 % CUR 90 \$ par an	100 % CUR 125 \$ par an	80 % CUR 125 \$ par an
Substituts nicotiniques	Nous prenons en charge les dépenses liées à l'aide à l'arrêt du tabac suivantes: - patchs nicotiniques - gommes nicotiniques - comprimés nicotiniques					

* Pas de co-paiement à régler pour ces garanties.

3.4. / GARANTIES OPTIONNELLES POUR LES ASSURES AYANT CHOISI LA ZONE DE COUVERTURE USA

3.4.1. GARANTIE OPTIONNELLE HEALTH+ : DENTAIRE + OPTIQUE

3 NIVEAUX DE COUVERTURE AU CHOIX	PEARL		SAPPHIRE		DIAMOND	
DENTAIRE	Sur la base des Coûts habituels et raisonnables, constatés par nos soins (« CUR»), par Bénéficiaire et par Année d'assurance					
PLAFOND ANNUEL GLOBAL DE COUVERTURE DENTAIRE POUR LES ACTES LISTÉS CI-DESSOUS (SAUF ORTHODONTIE AVEC PLAFOND PROPRE)	80 % CUR jusqu'à 500 \$ par dent et 1 900 \$ par an	60 % CUR jusqu'à 500 \$ par dent et 1 900 \$ par an	90 % CUR jusqu'à 625 \$ par dent et 2 500 \$ par an	70 % CUR jusqu'à 625 \$ par dent et 2 500 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 750 \$ par dent et 4400 \$ par an	80 % CUR jusqu'à 750 \$ par dent et 4400 \$ par an
Co-paiement, par visite ou par acte	Au sein du réseau	Hors réseau	Au sein du réseau	Hors réseau	Au sein du réseau	Hors réseau
	35 \$	45 \$	25 \$	35 \$	15 \$	25 \$
	80 % CUR	60 % CUR	90 % CUR	70 % CUR	100 % CUR	80 % CUR
Soins dentaires courants Délais de carence : 3 mois	Nous prenons en charge, les consultations avec un dentiste diplômé et apte à exercer dans le pays où il se trouve, ainsi que tous les actes effectués dans le cadre de ces consultations et cités ci-dessous: détartrage, traitement d'une carie (amalgame), scellement de sillons, radiologie dentaire, inlays / onlays, application de fluor. Le blanchiment des dents n'est pas couvert par le contrat.					
Prothèses et implants dentaires Délais de carence : 6 mois	80 % CUR	60 % CUR	90 % CUR	70 % CUR	100 % CUR	80 % CUR
	Nous prenons en charge, les Inlays core, pivots, bridges, couronnes, dentiers, bases de l'implant. Les facettes ne sont pas prises en charge.					
Chirurgie dentaire Délais de carence : 6 mois	80 % CUR	60 % CUR	90 % CUR	70 % CUR	100 % CUR	80 % CUR
	Nous prenons en charge, tout acte chirurgical, avec anesthésie ou non, incluant l'extraction dentaire, la greffe osseuse ou gingivale, la pose d'implant.					
Parodontologie Délais de carence : 3 mois	80 % CUR	60 % CUR	90 % CUR	70 % CUR	100 % CUR	80 % CUR
	Nous prenons en charge, tout soin de traitement de la maladie de tissu de soutènement de la dent, notamment de la gencive.					
Orthodontie jusqu'à 16 ans Délais de carence : 12 mois	80 % CUR jusqu'à 1 000 \$ par an pendant 3 ans	60 % CUR jusqu'à 1 000 \$ par an pendant 3 ans	90 % CUR jusqu'à 1 500 \$ par an pendant 3 ans	70 % CUR jusqu'à 1 500 \$ par an pendant 3 ans	100 % CUR jusqu'à 1 900 \$ par an pendant 3 ans	80 % CUR jusqu'à 1 900 \$ par an pendant 3 ans
	Nous prenons en charge l' orthodontie , pour tout traitement commencé avant l'âge de 16 ans et pendant une durée maximale de 3 ans consécutifs.					
OPTIQUE	Sur la base des Coûts habituels et raisonnables, constatés par nos soins (« CUR»), par bénéficiaire et par année d'assurance.					
Co-paiement, par visite ou par acte	PEARL		SAPPHIRE		DIAMOND	
	Au sein du réseau	Hors réseau	Au sein du réseau	Hors réseau	Au sein du réseau	Hors réseau
	35 \$	45 \$	25 \$	35 \$	15 \$	25 \$
Verres et monture, dans la limite d'une paire tous les 2 ans Délai de carence : 6 mois	80 % CUR jusqu'à 310 \$ par an	60 % CUR jusqu'à 310 \$ par an	90 % CUR jusqu'à 500 \$ par an	70 % CUR jusqu'à 500 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 750 \$ par an	80 % CUR jusqu'à 750 \$ par an
	Nous prenons en charge les frais de verres et de monture de lunettes de vue prescrites avec correction visuelle, dans la limite d'une paire tous les 2 ans. Les lunettes de protection (solaire ou autres) sans correction visuelle ne sont pas prises en charge					
Chirurgie réfractive (frais de traitements chirurgicaux des corrections visuelles) Délai de carence : 6 mois	Niveau de couverture et plafond partagé avec garantie « Verres et montures»	Niveau de couverture et plafond partagé avec garantie « Verres et montures»	Niveau de couverture et plafond partagé avec garantie « Verres et montures»	Niveau de couverture et plafond partagé avec garantie « Verres et montures»	Niveau de couverture et plafond partagé avec garantie « Verres et montures»	Niveau de couverture et plafond partagé avec garantie « Verres et montures»
	Nous prenons en charge les frais de traitements chirurgicaux de myopie, d'hypermétropie, d'astigmatie et de kératocône. Cette garantie ne peut être utilisée qu'une seule fois par œil pour toute la durée du contrat. Aucun frais de verres, de monture ou de lentilles ne seront pris en charge dans l'année qui suit la prise en charge de la chirurgie réfractive.					
Lentilles correctrices y compris les lentilles jetables Délai de carence : 6 mois	80 % CUR jusqu'à 250 \$ par an	60 % CUR jusqu'à 250 \$ par an	90 % CUR jusqu'à 375 \$ par an	70 % CUR jusqu'à 375 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 500 \$ par an	80 % CUR jusqu'à 500 \$ par an
	Nous prenons en charge les frais de lentilles de contact correctrices qui ont été prescrites.					

Les pathologies oculaires telles que la cataracte, le détachement de la rétine, glaucome, DLMA etc. sont couvertes au titre de la **médecine courante** ou de l'hospitalisation si nécessaire.

3.4.2. GARANTIE OPTIONNELLE HEALTH+CHILD : MATERNITÉ

Accessible si la garantie optionnelle HEALTH+ (DENTAIRE + OPTIQUE a été souscrite)

3 NIVEAUX DE COUVERTURE AU CHOIX	PEARL		SAPPHIRE		DIAMOND	
MATERNITÉ	Sur la base des coûts habituels et raisonnables, constatés par nos soins (« CUR»), par Bénéficiaire et par Année d'assurance					
Co-paiement, par visite ou par acte	Au sein du réseau	Hors réseau	Au sein du réseau	Hors réseau	Au sein du réseau	Hors réseau
	35 \$	45 \$	25 \$	35 \$	15 \$	25 \$
	80 % CUR jusqu'à 6250 \$ par an	60 % CUR jusqu'à 6250 \$ par an	90 % CUR jusqu'à 10 000 \$ par an	70 % CUR jusqu'à 10 000 \$ par an	100 % CUR jusqu'à 13 800 \$ par an	80 % CUR jusqu'à 13 800 \$ par an
Maternité et séances de préparation à l'accouchement, soins pré et postnataux reçus par la mère et soins immédiats du nouveau-né Délai de carence: 10 mois	<p>Nous prenons en charge les coûts de Maternité et d'accouchement après expiration du Délai d'attente de 10 mois. Cela inclut:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les frais d'hospitalisation, les honoraires d'anesthésie et de chirurgie pour un Accouchement sans complication - les Soins postnataux nécessaires immédiatement après l'Accouchement sans complication (ablation des fils dans le cadre d'une épisiotomie...) - les séances de préparation à l'accouchement, - les diagnostics de Maladies chromosomiques, - les soins de routine du nouveau-né dans les 7 jours qui suivent sa naissance. <p>Ne sont pas couverts au titre de cette garantie mais pris en charge au sein de la garantie Hospitalisation les traitements dus à:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une croissance anormale de cellules dans l'utérus (Grossesse molaire) - Le fœtus grandissant en dehors de l'utérus (Grossesse extra-utérine). 					
Accouchement sans complication (simple ou multiple) Délai de carence: 10 mois	<p>Niveau de couverture et plafond partagé avec garantie ci-dessus</p> <p>Nous prenons en charge les coûts de sage-femme ou autres Spécialistes pour l'accouchement à domicile ou dans un centre de naissance après expiration du Délai de carence de 10 mois.</p>					
Complications à l'accouchement (les césariennes ne sont prises en compte que lorsqu'elles représentent une nécessité absolue) Délai de carence: 10 mois	<p>Plafond annuel Maternité doublé</p> <p>Veuillez prendre contact avec nous pour un accord préalable dès que possible. Si vous avez besoin d'une admission en Urgence pour un événement dû à votre Grossesse ou l'accouchement merci de nous contacter dans les 48h qui suivent votre admission à l'Hôpital. Nous prenons en charge les frais de séjour, les honoraires d'obstétriciens et tout autre frais médical pour un accouchement par césarienne, après expiration du Délai de carence de 10 mois, lorsque la césarienne a été reconnue comme médicalement nécessaire par exemple lors d'une stagnation du processus classique d'accouchement (dystocie, souffrance fœtale, hémorragie...).</p> <p>Note: si nous sommes dans l'incapacité de déterminer que la césarienne n'était pas Médicalement nécessaire / justifiée, nous vous couvrirons dans la limite du plafond de la garantie Maternité.</p>					
Traitement de l'infertilité Délai de carence: 12 mois	80 % CUR jusqu'à 1100 \$ par tentative (dans la limite de 4400 \$ pour toute la vie)	60 % CUR jusqu'à 1100 \$ par tentative (dans la limite de 4400 \$ pour toute la vie)	90 % CUR jusqu'à 1500 \$ par tentative (dans la limite de 6000 \$ pour toute la vie)	70 % CUR jusqu'à 1500 \$ par tentative (dans la limite de 6000 \$ pour toute la vie)	100 % CUR jusqu'à 1900 \$ par tentative (dans la limite de 7600 \$ pour toute la vie)	80 % CUR jusqu'à 1900 \$ par tentative (dans la limite de 7600 \$ pour toute la vie)
	<p>Nous prenons en charge, après expiration du Délai d'attente de 12 mois, les frais de pharmacie, d'Analyses et d'examens de suivi et de fécondation dans le cadre du Traitement de l'infertilité. Au titre de ce contrat, les Traitements de l'infertilité désignent l'ensemble des méthodes de Procréation Médicalement Assistée suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • fécondations in Vitro (FIV), • insémination artificielle, • traitements hormonaux, chirurgie des trompes. 					

4. / EXCLUSIONS DES GARANTIES SANTÉ (CE QUI N'EST PAS COUVERT)

Bien que prenant en charge la majeure partie des traitements médicalement nécessaires, votre contrat ne couvre pas les dépenses liées aux traitements et procédures médicales indiquées ci-dessous, sauf indication contraire dans le Tableau des garanties ou dans tout autre avenant écrit. En cas de doute sur quelque exclusion répertoriée ci-dessous, merci systématiquement de nous contacter au préalable avant d'engager tout traitement ou procédure médicale.

Sont exclus de l'assurance:

- les frais engagés avant la période d'entrée en vigueur et après celle de cessation des garanties;
- les dépenses de voyage et d'hôtel liées aux soins;
- les dépenses pour frais d'ambulance ou taxi pour des visites planifiées, les retours au domicile après intervention sous anesthésie, hormis dans le cas de la chimiothérapie.
- toute dépense d'ordre médical et chirurgical prescrite par une autorité médicale non reconnue (praticiens, thérapeutes, cliniques, hôpitaux, centres médicaux non reconnus):
 - par les autorités en vigueur dans le pays où le traitement a lieu, comme disposant d'une compétence particulière pour le traitement de l'Accident ou de la maladie concernés,
 - par le Médecin conseil comme correctement qualifiés, compétents ou autorisés à prescrire un traitement et qui en ont été notifiés par écrit par celui-ci;
- les médicaments non prescrits;
- les traitements, consultations, médicaments prescrits par l'Adhérent, ses Ayants droit ou toute personne de sa famille;
- les frais jugés non nécessaires et ou inappropriés par le Médecin conseil de l'Assureur;
- en cas d'hospitalisation, les frais accessoires n'ayant pas une vocation médicale directe tels que les frais de téléphone, de télévision, d'accès internet, les journaux, les frais de taxi, les repas fournis aux visiteurs... ;
- les frais jugés somptueux, déraisonnables ou inhabituels compte tenu du pays dans lequel ils ont été engagés. Ne sont donc ainsi pris en charge et remboursés au titre du contrat que les Coûts usuels et raisonnables, à savoir les frais médicaux raisonnables et généralement facturés dans le pays concerné pour le traitement spécifique reçu, conformément aux procédures médicales standards et généralement reconnues;
- pour la kinésithérapie/physiothérapie, seuls les traitements conventionnels validés par le médecin conseil sont pris en charge. les drainages lymphatiques, les massages, et l'hydrothérapie du colon sont exclus ;
- les coûts d'une hospitalisation en chambre de luxe, chambre VIP et autres suites;
- les traitements ou médicaments expérimentaux, à savoir toutes formes de traitements ou de médicaments qui du point de vue des Médecins conseils ne sont pas conventionnels ou dont l'efficacité n'a pas été prouvée;
- au titre du poste pharmacie, les produits qui ne seraient pas reconnus comme médicaments, tels que les crèmes solaires, les produits de maquillage, la parapharmacie, les laits infantiles, vitamines, probiotiques, produits sans gluten, etc.;
- les frais de traitement cosmétique, esthétique ou de reconstruction prodigués par un chirurgien plasticien, visant à améliorer ou transformer l'apparence - même pour des raisons psychologiques - sauf si ce traitement est lié au rétablissement d'un aspect physique ou d'une fonction faisant suite à un Accident défigurant ou à la suite d'une intervention chirurgicale liée au Traitement d'un cancer, intervenus durant la Période de couverture d'assurance;
- le traitement prophylactique préexposition au HIV (pre-exposure);
- les hormones de croissance sans justificatif médical approuvé par le médecin conseil ;
- médicaments et traitement des troubles de l'érection;
- les traitements et séjours en centres de cure, centres de remise en forme, établissements de convalescence ou maisons de repos, spas et stations thermales, et autres institutions semblables qui ne sont pas reconnues comme des Hôpitaux;
- tous les tests et traitements contre l'obésité/l'anorexie, ou nécessaires en raison de l'obésité ou de l'anorexie, incluant notamment les cours et frais de cure d'amaigrissement/d'engraissement, les aides et prescriptions médicamenteuses contre l'obésité / l'anorexie. Dans certains cas cliniques, après avis du Médecin conseil, peuvent être pris en charge les actes de chirurgie pour obésité morbide (IMC=Indice de Masse Corporelle > 40);
- les produits classés comme vitamines ou minéraux ainsi que les compléments alimentaires (sauf pour traiter une déficience majeure en vitamines), les produits de parapharmacie, les produits cosmétiques;
- les consultations pour des Maladies ou troubles mentaux (hors consultations de Psychiatres, si couverts au titre du contrat et dans la limite du nombre de jours/sessions prévus au contrat) ou troubles du comportement (chapitre V de la Classification Internationale des Maladies version 10 de l'OMS);
- les soins, traitements et toutes les conséquences résultant, soit d'une tentative de suicide, soit de blessures ou Maladies auto-infligées, soit de l'usage de stupéfiants hors prescription médicale;
- toutes consultations de psychologie, psychothérapie et/ou de psychanalyse avec un thérapeute ou conseiller familial (même si ces consultations sont effectuées par un Psychiatre);
- le retard de développement cognitif, sauf pour un enfant de moins de 20 ans n'ayant pas atteint le niveau de développement cognitif prévu pour un enfant de son âge. Les traitements ne sont pas pris en charge lorsque le développement de l'enfant est légèrement ou temporairement en retard. Le retard de développement cognitif doit avoir été mesuré quantitativement par une personne qualifiée;
- l'Orthophonie ne sera couverte que dans la langue maternelle de l'Ayant droit, sauf avis contraire du Médecin conseil;
- les dépenses occasionnées lors de la réception d'un don d'organe ou de l'achat d'un organe, à savoir:
 - les organes mécaniques ou d'origine animale, sauf dans les cas où un dispositif mécanique est temporairement utilisé dans le seul objectif de conserver les fonctions vitales dans l'attente d'une transplantation;
 - tout achat d'organe auprès d'un donneur quelle qu'en soit l'origine;
 - la culture et le stockage de cellules souches, de manière préventive, pour hypothétique utilisation future dans le cas d'une possible Maladie;
- les frais engendrés par des complications causées directement par une blessure ou une Maladie non prise en charge, ou prise en charge partiellement, par le contrat;
- les pathologies préexistantes : toute Maladie, affection ou blessure, ou symptômes liés à celles-ci, qui se sont manifesté(s) avant la date d'adhésion au contrat, dont l'Adhérent ou ses Ayants droit ont eu connaissance, ou auraient raisonnablement pu avoir connaissance et que nous n'avons pas expressément accepté de couvrir;
- les frais de rapatriement, et d'évacuation, y compris l'évacuation médicale depuis un navire vers un centre médical terrestre. Toutefois, certains seront pris en charge par l'assistant aux conditions prévues par les garanties « Evacuation Médicale, Transport Médical» ainsi que par l'option « Assistance Rapatriement» si souscrite;
- les frais d'hospitalisation médicale ou chirurgicale ou de séjour en sanatorium ou préventorium lorsque les

établissements qui ont accueilli l'Assuré ne sont pas agréés par l'autorité publique compétente;

- les soins des pieds par un pédicure ou podologue, tels que: traitements pour cors / durillons, ongles épais et/ou difformes, sauf en cas de Nécessité médicale validée par le Médecin conseil;
- la chirurgie fœtale, c'est-à-dire le traitement ou la chirurgie mise en œuvre dans l'utérus avant la naissance, sauf s'il s'agit du résultat de complications déclarées pendant la Grossesse;
- les frais de GPA (Gestation Pour Autrui), à savoir tous traitements directement liés au recours de mères porteuses (gestation pour autrui), que l'Assurée soit la mère porteuse ou le parent d'accueil;
- l'interruption de grossesse (sauf s'il y a une menace pour la santé de la mère) ;
- tous les dispositifs, opérations et traitements concernant les dysfonctionnements sexuels (déficiences sexuelles, tels que l'impuissance, quelle qu'en soit la cause) ou les troubles liés au genre (troubles liés aux changements de sexe ou de réaffectations de genre);
- les frais de traitements de l'infertilité (et notamment la Procréation médicalement assistée) sauf si la garantie optionnelle Health+Child (Maternité) a été souscrite par l'Adhérent et/ou ses Ayants droit;
- les troubles du sommeil, y compris l'insomnie, sauf s'il est déclaré que l'Assuré souffre d'apnée du sommeil sévère;
- les frais de soins pré et postnataux pendant la période de carence ou lorsque la garantie Maternité n'a pas été souscrite;
- les conséquences de l'infraction à la législation du pays dans lequel séjourne l'Assuré;
- les frais de psychomotricité;
- les troubles de l'articulation temporomandibulaire (ATM), sauf en cas de Nécessité médicale validée par le Médecin conseil;
- les frais pour lesquels la Demande d'accord préalable n'a pas été faite par l'Assuré, le remboursement des soins prévus par le contrat peut être diminué. Le gestionnaire applique une pénalité pouvant aller de 40% à 100% sur le montant de la prestation. Cette pénalité se cumule avec celle éventuellement applicable lorsque les soins sont reçus en zone 5 en dehors du réseau médical UnitedHealthcare International;
- les traitements de maintien en vie, sauf avis contraire du Médecin conseil;
- les frais administratifs;
- les honoraires de Médecin dans un but uniquement administratif (par exemple dans l'obtention d'un visa, pour compléter un formulaire de remboursement, etc.);
- les soins prodigués dans un établissement infirmier ou une maison de retraite, et les frais consécutifs à l'assistance d'une personne dans ses activités quotidiennes, même si cette personne est déclarée en état d'invalidité temporaire ou permanente. De tels services sont considérés comme des soins d'assistance à domicile même s'ils sont prescrits par un Médecin et s'ils sont délivrés par des fournisseurs ayant un statut médical ou paramédical;
- les admissions non médicales ou séjours hospitaliers qui incluent:
 - un traitement qui pourrait avoir lieu en journée ou en ambulatoire,
 - un traitement non médicalement justifié après avis du Médecin conseil,
 - une convalescence.
- le traitement d'une condition sujette à exclusion spécifique. Les exclusions spécifiques sont listées sur votre Certificat d'adhésion;
- les frais qui ont été payés par un autre organisme d'assurance, une personne, une organisation ou un programme public;
- tous soins, traitements et consultations prévus au titre des garanties HEALTH+ (Optique/dentaire) et/ou HEALTH+CHILD (Maternité), si l'Adhérent et ses éventuels Ayants droit n'a pas / n'ont pas souscrit à ces options,
- tous soins, traitements et consultations en dehors de la Zone géographique de couverture sélectionnée si celle-ci est supérieure à la Zone de couverture souscrite, à moins qu'il ne s'agisse d'une Urgence faisant suite à un Accident ou une Maladie inopinée soudaine et imprévisible, nécessitant une intervention chirurgicale ou un Traitement médical ne pouvant pas attendre le rapatriement dans le Pays de résidence principale ou à une dégradation d'une Maladie grave représentant un danger immédiat et sérieux pour la santé de l'Assuré ou que nous en ayons exceptionnellement autorisé le traitement, avec accord auprès du Médecin conseil;
- tous les soins, traitements et consultations reçus au sein d'une Zone de couverture supérieure à la Zone sélectionnée, notamment aux États-Unis dans les cas suivants:
 - Si l'Adhérent n'a pas opté pour la Zone de couverture supérieure correspondant à celle où les soins ont été prodigués, nous ne prendrons pas en charge les soins, traitements et consultations reçus dans cette zone, sauf en cas d'Urgence médicale telle que définie au contrat (urgence faisant suite à un Accident ou une Maladie inopinée soudaine et imprévisible, nécessitant une intervention chirurgicale ou un Traitement médical ne pouvant pas attendre le retour dans le Pays de résidence principale ou une dégradation d'une Maladie grave représentant un danger immédiat et sérieux pour la santé de l'Assuré).
 - Si l'Adhérent a opté pour la Zone de couverture « États-Unis », nous ne prendrons pas en charge les soins, traitements et consultations reçus aux États-Unis s'il est déterminé que l'Adhérent (et ses éventuels Ayants droit) a / ont adhéré au contrat dans l'unique but de se rendre aux États-Unis afin d'y recevoir des soins, traitements et consultations et si les symptômes de la pathologie concernée étaient connus par celui-ci avant son adhésion au contrat.

Sont également exclues de l'assurance les conséquences:

- des faits intentionnels de l'Adhérent ou de l'Ayant droit;
- d'une guerre civile ou étrangère, d'une insurrection, d'une rébellion (avec ou sans déclaration de guerre), d'une émeute, d'un coup d'état militaire ou toute usurpation de pouvoir, d'une loi martiale ou les actes de toute autorité constituée illégalement, quel que soit le lieu où se déroulent les événements et quels que soient les protagonistes, sauf en cas de légitime défense;
- des effets directs ou indirects de la modification de structure du noyau atomique, d'une contamination chimique, de la radioactivité ou de tout matériau nucléaire,
- des explosions et de n'importe quel conflit ou désastre, si l'Assuré s'est mis en danger en entrant dans une zone de conflit reconnue par le Gouvernement du pays de sa nationalité, a activement participé au conflit ou a manifesté un mépris flagrant vis-à-vis de sa propre sécurité;
- d'un usage nocif, dangereux ou addictif de l'alcool, des stupéfiants et/ou des médicaments ainsi que tous traitements découlant d'un usage nocif, dangereux ou addictif de ces substances;
- de l'alcoolémie ou de l'ivresse de l'Adhérent ou Ayant droit;
- de la participation à toutes compétitions sportives et entraînements à ces compétitions, ainsi que de toute pratique de sports dans le cadre d'un club ou d'une fédération;

- de la pratique de sports à titre professionnel
- de la pratique de sports énumérés ci-dessous:
 - les sports extrêmes: saut à l'élastique, spéléologie, canoë ou kayak extrême (sur torrents de classe supérieure à V, rivière de classe supérieure à II, sur mers et océans à plus de deux milles des côtes), voile (transocéanique, navigation en solitaire à plus de 20 milles d'un abri), base jump,
 - les sports de montagne : alpinisme, escalade (hors support artificiel sans sécurité), varappe, randonnée et trek nécessitant un matériel spécifique (cordes, piolets, crampons), saut à ski, bobsleigh, Skeleton, ski (alpin, de fond, snowboard) hors des pistes balisées ouvertes au public, canyoning,
 - les sports aériens: voltige, vol à voile, parachutisme, ULM, deltaplane, parapente, skysurfing,
 - les sports nautiques : plongée avec bouteille dans le cadre d'une compétition sportive ou à titre de loisir, hydro speed, kite surf,
 - les sports de défense et de combat en compétition,
 - les sports automobiles: pilotage d'auto, de moto ou de karting.

Cependant, toute pratique de ces sports, même à titre d'initiation, de loisir ou de « baptême », lorsqu'elle est encadrée par un professionnel ayant les diplômes et compétences requis par l'État, est couverte à l'exception des sports « extrêmes ».

SONT ÉGALEMENT EXCLUS DE L'ASSURANCE LES FRAIS MÉDICAUX JUGÉS SOMPTUAIRES, DÉRAISONNABLES OU INHABITUELS, COMPTE TENU DU PAYS DANS LEQUEL ILS ONT ÉTÉ ENGAGÉS. ILS PEUVENT FAIRE L'OBJET D'UN REFUS DE PRISE EN CHARGE OU, APRÈS AVIS DU MÉDECIN CONSEIL DE L'ASSUREUR, D'UNE LIMITATION DE LA PRISE EN CHARGE EN FONCTION DES RECOMMANDATIONS DE CE MÉDECIN CONSEIL.

5. / MODALITÉS GÉNÉRALES DE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT

5.1. / VOTRE CONTRAT

5.1.1. ELIGIBILITE AU CONTRAT

Adhérent principal

Peut être inscrit à l'assurance, pour une zone de couverture déterminée correspondant à minima à son pays d'expatriation, chaque membre de l'association contractante, sous réserve de l'acceptation par l'assureur et :

- qu'il soit de nationalité différente de son Pays de résidence principale pendant la durée de l'adhésion au contrat,
- qu'il ait dûment complété et signé la Demande d'adhésion et le Questionnaire médical,
- qu'il soit âgé d'au moins 18 ans et de moins de 71 ans (pour les formules HEALTH, HEALTH+ et HEALTH+CHILD)
- qu'il soit âgé d'au moins 18 ans et de moins de 61 ans (pour les formules HOSPI).

Toutefois, certaines activités professionnelles dont la liste en vigueur à la Date d'effet du contrat est indiquée ci-dessous, sont soit soumises à l'acceptation préalable de l'Assureur, soit font l'objet d'un refus.

Les professions soumises à l'acceptation préalable de l'Assureur sont :

- les professions comprenant des activités de protection, de surveillance et de sauvetage de personnes,
- les professions comprenant des activités de surveillance et de gardiennage de biens,
- les professions comprenant des activités de transport ou d'achat de marchandises de valeur, métaux et pierres précieuses, objets d'art et/ou devises,
- les professions ayant pour objet l'enseignement de sports et la pratique de sports,
- toute profession nécessitant le port, l'utilisation ou le transport d'armes de quelque nature que ce soit,
- les professions nécessitant la manipulation de substances radioactives, corrosives ou toxiques,
- les professions ayant pour objet de conduire des enquêtes policières publiques ou privées, de recueillir des informations confidentielles, de négocier la libération d'otages,
- les professions ayant pour objet des activités pétrolières, minières, off-shore ou maritimes,
- les professions ayant pour objet des activités exercées à plus de 20 mètres de hauteur,
- les professions comprenant des activités sur plateformes pétrolières.

Les professions refusées par l'Assureur sont:

- les professions de garde du corps, pompier,
- les professions de convoyeur de fonds,
- les professions comprenant des activités de surveillance de banques, d'ambassades ou de consulats,
- les professions ayant pour objet l'enseignement et/ou la pratique de sports automobile, aérien, maritime, souterrain ou de combat,
- les professions nécessitant des travaux souterrains ou sous l'eau,
- les professions nécessitant la manipulation d'explosifs (dont déminage),
- les professions ayant pour conséquence de prendre part à un conflit (guerre, guerre civile, insurrection, émeute, libération d'otages), quels que soient les protagonistes concernés.

5.1.2. PAYS SPECIFIQUE DE RESIDENCE ET ZONE DE COUVERTURE DU CONTRAT

Le Pays de résidence principale ou d'expatriation de l'Adhérent détermine la Zone de couverture minimale à souscrire, dans laquelle les garanties sont acquises.

Il est précisé que:

- la Zone de couverture sélectionnée doit être la même pour l'Adhérent et ses Ayants droit.
- une Zone de couverture supérieure à celle du Pays de résidence principale ou d'expatriation peut être souscrite, notamment si le Pays d'origine est situé dans une Zone de couverture supérieure.

Le contrat prévoit 5 Zones de couverture différentes, définies comme suit :

- Zone 5 : USA et territoires relevant des USA (Porto Rico, Iles Vierges des Etats-Unis, Îles Mariannes du Nord, Îles mineures éloignées des États-Unis, Samoa américaines), ainsi que les pays des Zones 1, 2, 3 et 4
- Zone 4 : Bahamas, Brésil, Chine, Hong Kong, Jersey, Mexique, Royaume-Uni, Saint-Barthélemy, Saint Martin, Suisse et Singapour + Zones 1, 2, 3
- Zone 3 : Australie, Autriche, Canada, Émirats Arabes Unis, Espagne, Grèce, Irlande, Israël, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Polynésie Française, Portugal, Qatar, Saint Pierre et Miquelon, Taiwan, Turquie, Russie et Vanuatu + Zones 1, 2
- Zone 2 : Afrique du Sud, Andorre, Angola, Allemagne, Arabie Saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bahreïn, Barbade, Belgique, Biélorussie, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, Djibouti, Équateur, Finlande, Géorgie, Guatemala, Hongrie, Islande, Kazakhstan, Koweït, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Luxembourg, Malaisie, Monaco, Mozambique, Norvège, Nigéria, Oman, Panama, Pays-Bas, Pérou, République Dominicaine, République Tchèque, Slovaquie, Suède, Thaïlande, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Vietnam et Wallis et Futuna + Zones 1
- Zone 1 : Monde entier (dont la France) hors pays des Zones 2 à 5

Il est précisé qu'en fonction d'événements (guerre civile ou étrangère, insurrection...) qui pourraient s'y dérouler et, en tout état de cause, selon la classification des pays à risque effectuée par le ministère des affaires étrangères français, la couverture peut être exclue, **tant à l'affiliation qu'au cours de celle-ci**, pour certains pays ou zones classifiés fortement déconseillés (zone rouge) par ce ministère. **En cours d'adhésion, lorsqu'un pays ou zone classifié(e) fortement déconseillés (zone rouge) sera exclu, la couverture sera suspendue pendant toute la durée de la classification en zone rouge par ce ministère. Lors de l'adhésion au contrat, celle-ci sera également soumise à l'acceptation préalable de l'Assureur si le pays est classifié déconseillé sauf pour raison impérative (zone orange) par ce ministère.**

Cette liste de pays ou zones varie et est mise à jour régulièrement par le ministère des affaires étrangères français.

Les garanties sont acquises dans la Zone de couverture sélectionnée. Toutefois, les séjours dans le pays d'origine, si celui-ci est dans la zone de couverture choisie, ne sont couverts que dans la mesure où les séjours n'excèdent pas une durée cumulée de 5 mois par an.

Les garanties sont également acquises, pour les seuls soins à prodiguer d'Urgence dans le monde entier, lors de séjours ponctuels (voyages à titre professionnel ou touristique) d'une durée inférieurs à 60 jours consécutifs, seulement s'ils font suite à un Accident ou une Maladie inopinée soudaine et imprévisible, nécessitant une intervention chirurgicale ou un Traitement médical ne pouvant pas attendre le rapatriement dans le Pays de résidence principale ou à une dégradation d'une Maladie grave représentant un danger immédiat et sérieux pour la santé de l'Assuré.

5.2. / LA VIE DE VOTRE CONTRAT

5.2.1. DATE D'EFFET ET RENOUELEMENT DU CONTRAT ENTRE L'ASFE ET L'ASSUREUR

Le Contrat d'assurance de groupe ouvert conclu entre l'Assureur et l'Association contractante a pris effet le 1^{er} juillet 2015, pour une première période se terminant le 31 décembre 2015. Il se reconduit tacitement le 1^{er} janvier de chaque année, pour des périodes successives d'un an, sauf dénonciation par l'une des parties notifiée deux mois au moins avant chaque date de renouvellement ou en cas d'exercice par l'association contractante de son droit de résiliation infra-annuelle conformément à l'article L.113-15-2 du code des assurances.

La demande de résiliation émanant de l'association contractante doit être adressée à l'assureur par lettre, courrier électronique ou, à défaut, par tout autre moyen prévu à l'article L.113-14 du code des assurances. La résiliation à l'initiative de l'assureur devra être formulée par lettre recommandée.

5.2.2. VOTRE ADHESION AU CONTRAT ET LES PERSONNES GARANTIES

L'adhésion peut être, au choix de l'Adhérent, souscrite pour ce dernier uniquement (Cotisation individuelle) ou pour lui et tout ou partie de ses Ayants droit tels que définis dans le chapitre 2 p.5 (autant de Cotisations individuelles que d'Ayants droit en plus de la Cotisation individuelle de l'Adhérent principal).

L'adhésion peut être également souscrite par l'Adhérent pour le seul compte d'un ou plusieurs enfants à charge, âgés de moins de 18 ans, sous réserve que cet (ces) enfant(s) soi(en)t expatrié(s) hors de son (leur) Pays de nationalité et hors du Pays de résidence de ses (leurs) parents et que la Demande d'adhésion soit dûment complétée et signée par l'Adhérent. Lors de son adhésion, l'Adhérent choisit la formule de garanties santé, de souscrire ou non aux garanties optionnelles, le niveau de garanties et le montant de la Franchise et du Co-paiement.

Il est précisé que pour tous les Ayants droit de l'Adhérent, la formule et le niveau de garantie ainsi que la franchise et les Co-paiement doivent être les mêmes que ceux retenus pour l'Adhérent lui-même, Ainsi:

- lorsqu'une garantie optionnelle est retenue par l'Adhérent, elle s'applique également à l'ensemble de ses Ayants droit inscrits à l'adhésion,
- tous les enfants Ayants droit de l'Adhérent doivent bénéficier des mêmes garanties.

Ces choix sont effectués par l'Adhérent lors de son adhésion au contrat.

Pour être garantis ou en cas de modification(s) des garanties souscrites, l'Adhérent et chaque Ayant droit doit remplir et signer un Questionnaire médical, l'inscription à l'adhésion ou les modifications de garanties étant subordonnées à l'acceptation médicale de l'Assureur.

Après étude du ou des Questionnaires médicaux, le Gestionnaire (MSH International) pourra demander des examens médicaux complémentaires.

Si un Adhérent ou Ayant droit présentait un Risque aggravé de santé, l'Assureur pourrait être amené soit à l'accepter mais à des conditions particulières, soit à le refuser.

Les conditions particulières d'acceptation de l'inscription au contrat ou pathologies déclarées au Questionnaire médical qui font l'objet d'un refus de garantie sont notifiées par lettre recommandée.

La durée minimale de souscription est de 6 mois incompressibles.

En cas de refus par le Gestionnaire (MSH International) d'une demande de modification(s) des garanties en cours d'adhésion, il est précisé que l'Adhérent et ses Ayants droit éventuellement inscrits à l'adhésion demeurent garantis dans les conditions antérieures à la demande de modification.

L'adhésion, ou sa modification, sont constatées par l'émission d'un Certificat d'adhésion sur lequel figurent outre les nom et adresse de l'Adhérent, ceux des Ayants droit garantis ainsi que la Date d'effet de l'adhésion, les garanties choisies, la Zone de couverture sélectionnée, la Franchise, le Co-paiement le cas échéant, la Cotisation correspondante et le cas échéant, la durée fixe de l'adhésion.

5.2.3. AJOUTER UN/DES AYANT(S) DROIT A VOTRE ADHESION AU CONTRAT

Vous pouvez demander l'ajout d'un Ayant droit de votre famille en cours d'adhésion au contrat en complétant la Demande d'adhésion prévue à cet effet. Tout ajout d'Ayant droit donne lieu à un nouveau calcul de la cotisation annuelle telle que défini au paragraphe 5.4.1 Calcul de la cotisation de votre contrat.

Les nouveau-nés peuvent être couverts dès la naissance sans Questionnaire médical de santé (sauf en cas de naissance multiple ou d'adoption d'un enfant placé en centre ou famille d'accueil), à condition que nous en soyons informés dans les 30 jours suivant la date de naissance de l'enfant.

Pour informer de votre intention d'ajouter un nouveau-né à votre contrat, veuillez en faire la demande par écrit dans les 30 jours suivant la naissance de l'enfant, et faire parvenir l'acte de naissance délivré par l'hôpital.

Si l'assureur est informé de l'ajout d'un nouveau-né plus de 30 jours après la naissance, les formalités médicales sont applicables pour cet enfant et ne sera couvert qu'à la date de l'acceptation de l'assureur.

Veuillez noter que tous les enfants issus de naissance multiple, les enfants adoptés, les enfants nés de GPA (gestion pour autrui), seront obligatoirement soumis à acceptation pour être inscrits à votre adhésion.

5.2.4. LES ELEMENTS MATERIALIZANT VOTRE ADHESION

Votre adhésion au contrat FIRST'EXPAT+ ou RELAIS'EXPAT+ est matérialisée par l'ensemble des documents suivants :

- **Votre certificat d'adhésion** : il s'agit d'un document unique, édité à l'adhésion, qui constate l'adhésion au contrat de l'Adhérent et précise, outre les nom et adresse de l'Adhérent, ceux des éventuels Ayants droit garantis, la Date d'effet de l'adhésion, les garanties et formules choisies, la Zone de couverture sélectionnée, les Franchise(s) et Co-paiement(s) le cas échéant et la Cotisation correspondante. Le Certificat d'adhésion correspond aux conditions particulières de votre adhésion au contrat.
- **Votre attestation d'assurance** : il s'agit d'un document pouvant être réédité, ayant vocation à servir de preuve quant à la couverture d'assurance de la personne qui la présente et reprenant les informations suivantes : nom de l'Adhérent et de ses éventuels Ayants droit, Date d'effet de l'adhésion, numéro et type de contrat souscrit, Assureur du contrat, garanties et formules souscrites et Zone de couverture sélectionnée.
- **Votre appel de cotisation** : il s'agit d'un document qui vous indique le montant de votre Cotisation d'assurance et la Période de couverture. C'est à la date fixée par l'Appel de cotisation que le règlement de la Cotisation d'assurance s'effectue.

- **La présente notice d'information valant conditions générales:** il s'agit du présent document définissant les garanties, les exclusions et les conditions d'utilisation du contrat d'assurance (avec notamment toutes les informations relatives aux procédures de remboursements), et devant être lu conjointement avec le Certificat d'adhésion.

IMPORTANT

Lors de votre adhésion, vous avez reçu une lettre d'accueil par email comprenant votre carte MSH International. Conservez-la, elle facilitera vos démarches auprès des professionnels de santé.

5.2.5. OBTENIR UN CERTIFICAT D'ADHESION POUR UN NOUVEL AYANT DROIT

Dès l'inscription d'un nouvel ayant droit, subordonnée le cas échéant à son acceptation suite au processus de formalités médicales par notre Médecin Conseil, nous vous enverrons un nouveau Certificat d'adhésion pour prendre en compte l'ajout du nouvel Ayant droit. Ce certificat remplacera toute autre version en votre possession.

5.2.6. ANNULER VOTRE ADHESION AU CONTRAT AVANT SA PRISE D'EFFET : LE DELAI DE RENONCIATION

• Si l'adhérent a été démarché à son domicile, sa résidence ou sur son lieu de travail :

En application de l'article L.112-9 du Code des Assurances relatif au démarchage à domicile, toute personne physique qui a fait l'objet d'un démarchage à son domicile ou à sa résidence ou sur son lieu de travail, même à sa demande et qui signe dans ce cadre, un contrat à des fins qui n'entrent pas dans le cadre d'une activité commerciale ou professionnelle, a la faculté de renoncer à son adhésion au contrat pendant un délai de 14 jours calendaires révolus à compter de la date d'adhésion au contrat, sans avoir à justifier de motifs ni à supporter de pénalités. La survenance d'un sinistre mettant en jeu la garantie du contrat durant le délai de renonciation de 14 jours, rend impossible l'exercice du droit de renonciation.

• Si l'adhésion a été conclue à distance (par internet, par téléphone, par courrier ou par fax) :

Conformément à l'article L.112-2-1 du Code des Assurances relatif à la vente à distance, l'adhérent bénéficie de la faculté de renoncer à son adhésion au contrat dans un délai de 14 jours révolus à compter soit de la date d'adhésion, soit de la date d'envoi de son certificat d'adhésion si elle est postérieure, sans motif ni pénalité.

La survenance d'un sinistre mettant en jeu la garantie du contrat durant le délai de renonciation de 14 jours, rend impossible l'exercice du droit de renonciation.

• Comment exercer son droit de renonciation dans les deux cas précités ?

L'adhérent peut renoncer par lettre recommandée ou par envoi recommandé électronique, avec demande d'avis de réception adressé à l'assureur selon le modèle de rédaction ci-dessous :

« Je soussigné(e) (nom - prénoms) déclare renoncer expressément à mon adhésion au contrat FIRST' EXPAT ou RELAIS' EXPAT n°210/XXXX (nom du contrat et n° de l'adhésion au contrat à préciser) conclue suite à un démarchage à mon domicile^(*) ou - à distance^(*) le .../... /... et demande le remboursement de la Cotisation versée, déduction faite de la part correspondant à la période durant laquelle le contrat était en vigueur. » (Date et signature). »

^(*) selon la situation

La résiliation de l'adhésion au contrat prend effet à compter de la date de réception de la lettre recommandée ou de l'envoi recommandé électronique par le Gestionnaire MSH International.

En cas de renonciation, l'Adhérent ne peut être tenu qu'au paiement de la partie de Cotisation correspondant à la période pendant laquelle le risque a couru, cette période étant calculée jusqu'à la Date de résiliation.

L'assureur est tenu de lui rembourser le solde des cotisations au plus tard dans les 30 jours suivant la Date de résiliation. Toutefois, l'intégralité de la Cotisation reste due à l'Assureur si le droit de renonciation est exercé alors qu'un sinistre mettant en jeu une des garanties du contrat et dont l'Adhérent n'a pas eu connaissance est intervenu pendant le délai de renonciation.

5.2.7. DEBUT DE L'ADHESION ET PRISE D'EFFET DES GARANTIES

Pour l'Adhérent:

La prise d'effet de l'adhésion est subordonnée à l'acceptation de l'assureur) après réception par ce dernier:

- de la Demande d'adhésion et du ou des Questionnaire(s) médical(aux), dûment complété(s) et signé(s),
- et du règlement total de la première échéance mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle de la Cotisation.

L'adhésion prend effet, le 1^{er} ou le 15 du mois qui suit la date de notification de l'acceptation de l'adhésion. Cette date est indiquée au Certificat d'adhésion.

L'adhésion au contrat est souscrite soit pour une période fixe indiquée sur le Certificat d'adhésion dont la durée ne peut être inférieure à 6 mois soit pour une période annuelle se terminant après 365 jours de couverture, avec renouvellement annuel par tacite reconduction à la date anniversaire de l'adhésion dans les conditions du paragraphe 5.2.8 ci-après et sous réserve du paiement des Cotisations indiquées par l'Assureur.

Lorsque l'adhésion est souscrite par l'Adhérent pour le seul compte d'un ou plusieurs Enfants à charge, âgés de moins de 18 ans, expatrié(s) hors de son (leur) pays de nationalité et hors du Pays de résidence principale de ses (leurs) parents, l'adhésion prend également effet dans les conditions prévues ci-dessus.

Lorsque l'Adhérent demande son adhésion aux garanties optionnelles postérieurement à son adhésion au contrat et, au plus tôt, à la première date anniversaire de la prise d'effet de son adhésion à la Garantie de base, la ou les garanties optionnelles prendra(ont) effet, sous réserve du résultat des formalités médicales, à l'expiration des Délais de carence prévus au paragraphe ci-après. Les délais de carence seront décomptés à compter de la date d'acceptation de la modification par l'Assureur. Avant absorption de ces délais de carence, seules les garanties de base seront accordées à l'Adhérent.

Pour les Ayants droit de l'Adhérent:

Sous réserve de l'acceptation de l'assureur aux vues des formalités médicales demandées, l'inscription à l'adhésion des Ayants droit prend effet:

- à la même date que pour les Adhérents eux-mêmes lorsque leur inscription est demandée à l'origine de l'adhésion,
- lors de la modification de la situation de famille en cas de mariage, de conclusion d'un pacte civil de solidarité, de Concubinage, de naissance ou d'adoption d'enfant, le 1^{er} ou le 15 du mois qui suit la date d'acceptation de ce ou ces nouveaux Ayants droit par l'Assureur, **sous réserve d'une déclaration au Gestionnaire (MSH International) de cette modification dans les 90 jours qui suivent la modification. À défaut, l'inscription de l'Ayant droit concerné sera reportée à la date anniversaire de l'exercice suivant la demande.**

Les garanties prennent effet pour chaque Adhèrent et ses Ayants droit, sous réserve de l'application des Délais de carence suivants:

- immédiatement à la date d'adhésion telle qu'elle est prévue ci-dessus pour :
 - les frais médicaux au titre des garanties Hospitalisation médicale ou chirurgicale - Actes et frais de chirurgie, Médecine générale - Spécialités - Analyses, Pharmacie, Médecines préventives (hors Bilan de santé) et Médecines alternatives (sauf application du délai de carence ci-après pour les soins liés à la COVID-19),
 - les Consultations et soins dentaires/ophtalmologiques lorsqu'ils font suite à un Accident ou à une Maladie inopinée nécessitant une intervention chirurgicale ou un Traitement médical ne pouvant pas attendre l'expiration du Délai de carence,
- Ou après application des Délais de carence suivants (selon les garanties souscrites) détaillés ci-après :

Détail des délais de carence

- Délai de carence de 4 semaines pour les soins et frais médicaux liés à la COVID-19, au titre des garanties Hospitalisation médicale ou chirurgicale - Actes et frais de chirurgie, Médecine générale - Spécialités - Analyses, Pharmacie, Médecines préventives et Médecines alternatives,
- Délai de carence de 3 mois en ce qui concerne les garanties consultations dentaires et soins dentaires/ophtalmologiques courants (hors urgences) et parodontologie,
- Délai de carence de 6 mois en ce qui concerne les garanties Optique et Dentaire (HEALTH+) (hors consultations et soins dentaires): prothèses, implants dentaires, greffes osseuses et chirurgie dentaire,
- Délai de carence de 10 mois en ce qui concerne les garanties Maternité (HEALTH+CHILD) (y compris les soins prénataux et postnataux),
- Délai de carence de 12 mois en ce qui concerne les garanties orthodontie, traitement de l'infertilité (y compris procréation médicalement assistée), Médicaments sur prescription pour affection de longue durée (ALD) (Zone 1 à 4) et traitements et soins psychiatriques.

Lorsque l'adhésion fait suite à un contrat antérieur offrant des garanties équivalentes, tant en termes de garanties souscrites que de niveaux de remboursement, aucun Délai de carence ne sera appliqué. **Cette disposition n'est pas applicable en ce qui concerne les garanties Maternité (y compris les soins prénataux et postnataux) et traitement de l'infertilité, où les Délais de carence : 10 et 12 mois demeurent.**

Il est précisé que l'Assureur ne prend en charge que les dépenses engagées au titre d'actes prescrits à compter de la Date d'effet des garanties.

5.2.8. RENOUELER OU METTRE FIN À VOTRE ADHESION AU CONTRAT

Excepté lorsque l'adhésion est à durée ferme, elle est souscrite pour une première période d'une année.

L'adhésion se reconduit tacitement à chaque date anniversaire pour des périodes successives d'un an, sauf résiliation, par l'une des parties.

L'adhérent peut dénoncer l'adhésion par lettre, courrier électronique ou à défaut, par tout autre moyen prévu à l'article L113-14 du code des assurances :

- 2 mois au moins avant chaque date anniversaire de l'adhésion au contrat, conformément à l'article L113-12 du Code des Assurances,
- à tout moment, à compter d'un an d'assurance révolue conformément à l'article L113-15-2 du Code des Assurances, pour un effet un mois après la date d'expédition ou de remise de la notification à l'assureur.

Autres cas de résiliation :

L'adhésion prend fin en cas de résiliation notifiée conformément aux dispositions prévues ci-dessus ainsi qu'à celles prévues à l'article 5.2.9 « Cessation de l'adhésion et fin des garanties ».

L'assureur peut dénoncer l'adhésion au contrat conformément aux dispositions prévues :

- en cas de non-paiement des cotisations (article 5.4.5),
- en cas de refus de l'évolution de la cotisation (article 5.4.2)
- en cas de constat d'une fausse déclaration (article 5.5.8).

En outre, en cours d'adhésion, les droits et obligations de l'adhérent peuvent être modifiés par des avenants au contrat conclus entre l'association contractante et l'assureur. L'adhérent sera dans ce cas informé des modifications, trois mois au moins avant la date prévue pour leur entrée en vigueur. Si l'adhérent n'accepte pas ces modifications, il peut, dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle il a été informé, dénoncer son adhésion par lettre, courrier électronique, ou à défaut, par tout autre moyen prévu à l'article L.113-14 du Code des Assurances.

5.2.9. CESSATION DE L'ADHESION ET FIN DES GARANTIES (DROIT A RESILIATION, RADIATION)

L'adhésion et les garanties cessent pour chaque Adhèrent et ses Ayants droit:

- **A la Date de résiliation du contrat :** Dans ce cas, l'Assureur proposera à l'Adhèrent un contrat de maintien individuel de garanties, moyennant le paiement de la Cotisation indiquée par l'Assureur.
- Lorsque l'Adhèrent n'adhère plus à l'Association contractante, cette dernière devant en aviser le Gestionnaire (MSH International) dans un délai d'un mois. Cette demande peut intervenir à tout moment mais au plus tôt après 6 mois d'adhésion au contrat.
- à la date d'effet de la dénonciation de l'adhésion telle que mentionnée à l'article 5.2.8 « Renouveler ou mettre fin à votre adhésion au contrat »,
- **En cas de non règlement des cotisations :** si la Cotisation relative à l'adhésion n'est plus réglée.

- **En cours d'année** : dès lors que l'assuré ne remplit plus les conditions d'adhésion au contrat comme par exemple dans le cas d'un retour dans le pays d'origine, l'inscription par l'employeur à un contrat de même nature ou à la sécurité sociale française ou locale ; la résiliation de l'adhésion prendra effet le 1^{er} ou 15 du mois suivant la date de réception du courrier de résiliation accompagné d'un justificatif officiel. Aucune résiliation ne sera prise en compte sans justificatif officiel³. La date de fin de contrat sera déterminée par la date de réception du justificatif et ne pourra être effective avant un préavis minimal d'un mois. Par exemple, nous recevons une demande de résiliation avec un justificatif de retour officiel le 26 janvier, le contrat ne pourra prendre fin avant le 1^{er} mars. Le gestionnaire MSH International se donne le droit de vérifier la véracité des justificatifs officiels. Dans le cas où les justificatifs seraient faux, la résiliation en cours d'année ne pourra avoir lieu et les cotisations resteront dues jusqu'à une éventuelle résiliation infra-annuelle ou une résiliation à la date anniversaire de l'adhésion.
- **En cas de décès de l'Adhérent** : À cette date, son Conjoint, Partenaire ou Concubin survivant, inscrit au contrat, pourra souscrire une adhésion au contrat pour lui-même et, le cas échéant, pour ses Ayants droit ; dans les conditions de la section 5.2.2 VOTRE ADHESION AU CONTRAT ET LES PERSONNES GARANTIES p. 36 au chapitre 5.2/ LA VIE DE VOTRE CONTRAT. Toutefois, aucune formalité médicale ne sera exigée par l'Assureur.

L'adhésion et les garanties cessent en tout état de cause:

- au terme de la durée fixe indiquée au Certificat d'adhésion ou à la fin de la période couverte par la dernière Cotisation réglée, lorsque l'Adhérent demande la résiliation de son adhésion au contrat, notifiée par lettre adressée au Gestionnaire (MSH International) sous réserve d'un préavis de 2 mois. Cette demande peut intervenir à tout moment mais au plus tôt après 12 mois d'adhésion au contrat,
- à la date du retour définitif (séjour continu supérieur à 3 mois) dans le pays d'origine.
- Il est précisé que toute radiation est définitive. La cessation de l'adhésion de l'Adhérent entraîne en tout état de cause et à la même date, la cessation des garanties et la radiation de tous ses Ayants droit.

Lorsque l'adhésion est souscrite par l'Adhérent pour le seul compte d'un ou plusieurs enfants à charge, âgés de moins de 18 ans, expatrié(s) hors de son (leur) pays de nationalité et hors du Pays de résidence principale de ses (leurs) parents, l'adhésion et les garanties cessent, pour chacun des enfants concernés, dès qu'il atteint son 18^e anniversaire. À cette date, cette adhésion pourra être poursuivie, sans nouvelle formalité médicale, l'enfant acquérant la qualité d'Adhérent.

Les garanties prennent fin, en tout état de cause, pour les Ayants droit:

- pour le Conjoint: à la date du jugement définitif en cas de divorce ou de séparation judiciaire,
 - ou pour le Partenaire: à la date de rupture du pacte civil de solidarité,
 - ou pour le Concubin: à la date de cessation du Concubinage,
- pour les enfants: dès qu'ils cessent d'être à la charge de l'Adhérent et, au plus tard, à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle ils atteignent leur 20^e anniversaire ou leur 26^e anniversaire s'ils poursuivent des études et sont couverts par le contrat au 1^{er} euro.

Il est précisé que l'Assureur ne prend en charge que les dépenses engagées au titre d'actes prescrits antérieurement à la date de cessation des garanties.

Le contrat est sans effet lorsque l'exécution de celui-ci, le règlement d'un sinistre ou la fourniture de toute Prestation ou service exposerait l'Assureur à une quelconque sanction, restriction ou prohibition en vertu des résolutions ou de sanctions commerciales ou économiques des Nations Unies ou des lois et règlements de l'Union Européenne, du Royaume Uni ou des États-Unis d'Amérique.

5.2.10. APPORTER DES MODIFICATIONS A VOTRE ADHESION

Nous vous adressons toutes les communications et informations importantes relatives à votre adhésion à l'adresse que vous nous avez indiquée dans le Bulletin d'adhésion (adresse privée de correspondance et adresse e-mail). Si vous souhaitez les modifier, vous pouvez le faire directement via votre **Espace Assuré**, rubrique **Votre Affiliation/Votre situation**. Vous devez nous informer si vous/vos ayants droit changez d'adresse, de pays de résidence principale, ou de nationalité.

- **CHANGEMENT DE LIEU DE RESIDENCE, D'ADRESSE POSTALE OU D'ADRESSE E-MAIL**

Merci de nous informer systématiquement par écrit le plus rapidement possible en cas de:

- changement d'adresse privée de correspondance, y compris si vous restez dans le même Pays de résidence principale.
- changement d'adresse e-mail,
- changement de Pays de résidence principale.

IMPORTANT

Si vous déménagez dans un autre pays, il est de votre responsabilité de nous en informer immédiatement. En effet, votre nouveau Pays de résidence principale peut être caractérisé par des niveaux de coûts de santé différents de votre Pays de résidence principale actuel, nécessitant un ajustement, à la hausse ou à la baisse, de votre zone de couverture et de la Cotisation correspondante.

Aussi, merci de nous tenir informés de tout changement d'adresse qui vous concerne et/ou concerne vos Ayants droit.

- **DECES DE L'ADHERENT PRINCIPAL OU D'UN AYANT DROIT**

Si l'Adhérent principal devait décéder, il conviendrait alors de nous en informer dans un délai d'un mois suivant le décès de celui-ci. Le contrat prendrait alors fin et un remboursement de la Cotisation de l'année en cours serait effectué au prorata.

³ Par Justificatif officiel, nous entendons:

- une copie de l'attestation de l'employeur précisant l'obligation de couverture par l'employeur,
- une attestation d'affiliation au régime de sécurité sociale française ou locale,
- une quittance de loyer, une facture d'électricité ou d'eau de votre résidence principale à votre nom dans le cas d'un retour dans le pays de nationalité.

S'il en exprime le souhait, le premier Ayant droit indiqué sur le Certificat d'adhésion aurait alors la possibilité de nous faire parvenir une demande pour devenir l'Adhérent principal du contrat (s'il a atteint l'âge de 18 ans) et inclure à son contrat les autres Ayants droit. Suite au décès d'un Ayant droit, son adhésion prendra fin et un remboursement de la Cotisation de l'année en cours pour cet Ayant droit sera effectué au prorata.

- **CHANGEMENT DE FORMULE (QUARTZ, PEARL, SAPPHIRE OU DIAMOND)**

Un changement de formule ne peut avoir lieu qu'à la date anniversaire de l'adhésion au contrat. Un seul changement de formule pendant l'ensemble de la durée de l'adhésion au contrat peut être effectué.

- **CHANGEMENT DE FRANCHISE**

Un changement de Franchise (ou la mise en place d'une Franchise dans le cas où l'Adhérent n'en avait pas choisi dans la Demande d'adhésion) ne peut avoir lieu qu'à la date anniversaire de l'adhésion au contrat. **Un seul changement de Franchise pendant l'ensemble de la durée de l'adhésion au contrat peut être effectué.** Dans le cas d'une suppression ou réduction de la franchise, MSH International pourra demander un nouveau questionnaire médical à l'Adhérent principal et le cas échéant ses ayants droit et pourra appliquer de nouvelles restrictions ou exclusions spécifique.

- **CHANGEMENT DE NIVEAU D'INTERVENTION (DES LE 1^{ER} EURO/DOLLAR OU EN COMPLEMENT DE LA CFE)**

Un changement de niveau d'intervention ne peut avoir lieu qu'à la date anniversaire de l'adhésion au contrat. Un seul changement de niveau d'intervention pendant l'ensemble de la durée de l'adhésion au contrat peut être effectué.

- **CHANGEMENT OPTION(S) (HEALTH, HEALTH+ OU HEALTH+CHILD)**

Un changement d'option quel qu'il soit ne peut avoir lieu qu'à la date anniversaire de l'adhésion au contrat. **Un seul changement d'option pendant l'ensemble de la durée de l'adhésion au contrat peut être effectué.**

- **CHANGEMENT DE DEVISE (EURO OU DOLLAR)**

Un changement de devise quel qu'il soit ne peut avoir lieu qu'à la date anniversaire de l'adhésion au contrat. **Un seul changement de devise pendant l'ensemble de la durée de l'adhésion au contrat peut être effectué.**

- **CHANGEMENT DE ZONES DE COUVERTURE (ZONE 1, 2, 3, 4 OU 5) ET AJOUT D'UN AYANT DROIT AU CONTRAT**

Contactez votre centre de gestion pour toute modification de Zone de couverture ainsi que pour ajouter un Ayant droit au contrat.

5.3. / REMBOURSEMENTS

Les frais sont servis dans la limite des frais réels, des Coûts usuels et raisonnables pour le pays concerné et des maxima contractuels (voir article ci-après sur la notion de Coûts usuels et raisonnables).

5.3.1. DATE LIMITE POUR SOUMETTRE UNE DEMANDE DE REMBOURSEMENT

Toutes les demandes de remboursement de soins de santé doivent être adressées à MSH International dans les 24 mois suivant la date des soins (sauf si autre disposition prévue par votre contrat). **Toute demande réceptionnée au-delà de ces 24 mois ne sera pas traitée.**

5.3.2. MONNAIES DE REMBOURSEMENT

Nous vous remboursons dans la devise que vous avez précisée dans votre demande de remboursement, sauf s'il est illégal de procéder à un règlement dans cette devise au titre des réglementations bancaires Internationales. Dans cette hypothèse, nous vous rembourserons dans la devise que vous utilisez habituellement pour régler votre Cotisation.

Si la devise de votre compte bancaire n'est pas celle dans laquelle les soins de santé ont été engagés, le taux de change utilisé pour le calcul de vos remboursements est celui utilisé par les Nations Unies le dernier jour du mois précédant la date des soins.

IMPORTANT : Il ne pourra être procédé à aucun paiement à destination, directe ou indirecte, d'un pays soumis à sanctions, tel qu'édicté, par exemple, par les Nations Unies, l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain ou l'Union Européenne.

Le remboursement peut être effectué:

- soit par chèque,
- ou soit par virement dans la devise de votre compte bancaire.

FRAIS DE VIREMENT BANCAIRES EVENTUELLEMENT APPLICABLES

Vous n'aurez pas de frais de virement bancaire (excepté les frais de tenue de compte), lorsque la devise de votre compte bancaire et de votre remboursement correspondent à la devise du pays où votre compte est domicilié.

5.3.3. REMBOURSEMENT ET FRANCHISES

La Franchise désigne le montant que tout Assuré doit payer pour ses frais médicaux, par Année d'assurance, avant que nous puissions commencer à le rembourser. Il s'agit du montant à la charge de l'Adhérent et de chacun de ses éventuels Ayants droit, qui est déduit de la somme remboursable. La Franchise s'applique par personne et par Année d'assurance. Si cette option a été sélectionnée elle sera indiquée dans le Certificat d'adhésion.

Si la demande de remboursement excède le montant total de la Franchise ou le montant restant de celle-ci (si vous avez déjà soumis des demandes de remboursement n'atteignant pas le montant annuel), nous rembourserons les soins couverts au-delà du montant de Franchise annuelle sélectionné.

5.3.4. REMBOURSEMENT SUITE A UNE DEMANDE D'ACCORD PREALABLE

Si la Demande d'accord préalable n'est pas effectuée ou a été refusée, le remboursement des soins prévu par le Contrat d'assurance de groupe ouvert est diminué. Pour toute demande de remboursement de frais soumis à accord préalable mais n'ayant pas fait l'objet de cette formalité, le Gestionnaire (MSH International) applique une pénalité pouvant aller de 40 % à 100 % sur le montant de la Prestation.

Cette pénalité se cumule avec celle éventuellement applicable lorsque les soins sont reçus en Zone 5 en dehors du Réseau médical UnitedHealthcare International.

Veillez donc bien à systématiquement demander un accord préalable avant d'engager des frais. Nous vous répondrons dans les 72h à réception de votre demande complète.

5.4. / LA COTISATION DE VOTRE CONTRAT

5.4.1. CALCUL DE LA COTISATION DE VOTRE CONTRAT

La Cotisation annuelle est fixée, par personne assurée, en fonction :

- de l'âge de la personne assurée,
- de la Zone de couverture sélectionnée,
- de la formule de garantie souscrite (Quartz, Pearl, Sapphire, Diamond),
- des garanties souscrites (Garanties de base uniquement (HEALTH) ou Garanties de base + Garantie(s) optionnelle(s): Optique/Dentaire (HEALTH+) ou Optique/Dentaire + Maternité (HEALTH+CHILD)*,
- des Franchises et/ou Co-paiements sélectionnés,
- et de la couverture (au 1^{er} euro/dollar ou en complément de la CFE).

Il est précisé que tant que 3 enfants au moins sont garantis au titre de l'adhésion d'un Adhérent assuré, seules les Cotisations de 2 enfants seront dues, les plus élevées en termes de montant, les autres enfants étant garantis sans contrepartie de Cotisation. Autrement dit, à partir du moment où 3 enfants au moins sont couverts au titre de l'adhésion d'un Adhérent assuré, seules les cotisations des deux enfants dont les cotisations les plus élevés seront dues.

Le montant de la Cotisation est revu à chaque date anniversaire de l'adhésion au contrat compte tenu de l'âge de chaque Bénéficiaire et du tarif en vigueur à cette date anniversaire (compte tenu de l'application de la clause d'Ajustement prévue ci-après) tel qu'indiqué au paragraphe 5.4.2 Evolution de la cotisation dans le temps ci-dessous.

5.4.2. EVOLUTION DE LA COTISATION DANS LE TEMPS

- Toute modification au contrat ou à l'adhésion (par exemple un changement d'option ou un ajout d'ayant droit) donne lieu à un nouveau calcul de la cotisation annuelle telle que défini au paragraphe 5.4.1 Calcul de la cotisation de votre contrat.
- Toute taxe qui deviendrait applicable au contrat et dont la récupération ne serait pas interdite serait mise à la charge de l'Adhérent et payable en même temps que la Cotisation.
- Ajustement de la cotisation du Contrat d'assurance de groupe ouvert : Les taux de cotisations sont susceptibles d'être révisés, au 1^{er} janvier de chaque année en fonction des résultats du Contrat d'assurance de groupe ouvert, souscrit par l'association ASFE auprès de Groupama Gan Vie, l'Assureur, enregistrés au cours de l'année civile écoulée et de la dérive des coûts de santé constatés dans le Monde.
- Ajustement de la cotisation de votre adhésion : le montant de la Cotisation de votre adhésion est revu chaque année, à la date anniversaire de celle-ci, compte tenu de l'âge de l'Adhérent et de chacun des Ayants droit garantis et du tarif en vigueur à cette date compte tenu de l'application de la clause d'ajustement prévue ci-avant. Cet ajustement des Cotisations s'applique à votre adhésion au contrat à chaque date d'anniversaire de celle-ci.

5.4.3. MODALITES DE PAIEMENT DE VOTRE COTISATION ET DES FRAIS SUPPLEMENTAIRES

Les Cotisations sont payables à l'ordre d'ASFE mensuellement (si prélèvement sur un compte bancaire en France ou à Monaco), trimestriellement, semestriellement ou annuellement et d'avance, en euros ou dollars US.

Les Appels de cotisation d'ASFE sont envoyés en fonction de la périodicité du paiement que vous avez choisie lors de votre affiliation (mensuelle (si prélèvement sur un compte bancaire en France ou à Monaco), trimestrielle, semestrielle ou annuelle). Pour votre règlement, vous avez le choix entre différents modes de paiement :

- EN LIGNE, PAR CARTE BANCAIRE (VISA – MASTERCARD – AMERICAN EXPRESS) : sur www.msh-intl.com, dans votre Espace assuré, rubrique Paiement en ligne.
- PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE (SUR COMPTE EN FRANCE OU À MONACO UNIQUEMENT) : Complétez et signez l'autorisation de prélèvement automatique fournie avec votre Appel de cotisation (également disponible sur simple demande).
- PAR CHÈQUE BANCAIRE OU POSTAL
Libellez votre chèque à l'ordre d'ASFE et indiquez votre n° d'Adhérent ASFE au dos du chèque (très important pour une bonne imputation du chèque). Merci de respecter la date d'échéance afin d'éviter une procédure de mise en demeure.
- PAR VIREMENT
 - de France : utilisez les références bancaires de MSH International.
 - ou de l'étranger : par Swift, utilisez les IBAN et BIC de MSH International.

Merci de nous contacter pour connaître nos coordonnées bancaires. Indiquez votre n° d'Adhérent ASFE (très important pour une bonne imputation du virement). Les frais afférents à ce mode de paiement seront à votre charge.

5.4.4. INFORMATIONS EN LIGNE SUR LE REGLEMENT DE VOTRE COTISATION

Pour une meilleure information sur le règlement de votre Cotisation, vous recevrez par e-mail, selon la périodicité choisie, un Appel de cotisation ASFE un mois avant chaque échéance due. Nous vous invitons ainsi à toujours réactualiser votre adresse e-mail afin de permettre une meilleure communication et un suivi régulier de vos Cotisations.

5.4.5. PROCEDURE EN CAS DE NON-REGLEMENT DE VOTRE COTISATION

En application des dispositions de l'article L113-3 du Code des Assurances, toute Cotisation exigible reste due et peut être recouvrée par tout moyen de droit.

En cas de non-paiement d'une Cotisation par l'Adhérent, en application des dispositions de l'article L141-3 du Code des Assurances, l'Association contractante doit, au plus tôt, 10 jours après la date d'échéance de la Cotisation impayée, adresser à l'Adhérent, une lettre recommandée de mise en demeure. D'un commun accord entre l'Assureur et l'Association contractante, il est convenu que cette dernière donne mandat à l'Assureur pour établir et adresser cette lettre recommandée. La lettre stipulera qu'à l'issue d'un délai de 40 jours à compter de l'envoi de cette lettre, l'Adhérent est exclu du contrat d'assurance en raison du non-paiement de la Cotisation. L'Adhérent reste redevable de l'intégralité de la Cotisation jusqu'à

sa date de radiation.

5.4.6. FRAIS DE BANQUE

Vous devez vous acquitter des éventuels frais administratifs que votre banque pourrait vous faire supporter dans le cadre du paiement de votre Cotisation.

5.4.7. REMBOURSEMENT DE LA COTISATION

En cas de Résiliation de l'adhésion au contrat (au plus tôt 6 mois après la date d'adhésion), l'adhésion et les garanties sont maintenues jusqu'à la fin de la période couverte par la dernière Cotisation réglée.

5.5. / INFORMATIONS LEGALES

5.5.1. LEGISLATION APPLICABLE ET JURIDICTION

Les Contrats d'assurance de groupe ouvert sont régis par le droit français et par le Code des Assurances français et notamment par ses articles L.141-1 et suivants. Ils relèvent de la branche 2 (Maladie) de l'article R. 321-1 du Code des Assurances.

Les déclarations de l'Association contractante, des Adhérents et des Assurés servent de base aux garanties du contrat. L'Association contractante, l'Assureur, l'Adhérent et l'Assuré déclarent se soumettre à la juridiction des tribunaux français et renoncent à toute procédure dans tout autre pays.

5.5.2. INFORMATION DES ADHERENTS

Le présent Guide de l'Adhérent établi par l'Assureur valant conditions générales est remis à chaque Adhérent par l'Association contractante, accompagné du Certificat d'adhésion valant conditions particulières.

5.5.3. LANGUE APPLICABLE

La langue du contrat d'assurance de groupe est la langue française. En cas de désaccord sur l'interprétation des garanties de ce contrat, seule la version française de ce contrat ne saurait être prise en considération. Les traductions des documents contractuels composant le contrat ne sont mises à la disposition des Adhérents qu'à titre purement informatif, seule la langue française faisant foi.

5.5.4. PRESCRIPTIONS

En application de l'article L114-1 du Code des Assurances, toute action dérivant du contrat est prescrite par 2 ans à compter de l'événement qui y donne naissance. Toutefois, ce délai ne court que du jour où :

- en cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru : l'Assureur en a eu connaissance,
- en cas de sinistre : les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

En application de l'article L114-2 du Code des Assurances, la prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption suivantes :

- la reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel on prescrit (article 2240 du code civil),
- une demande en justice, même en référé, jusqu'à l'extinction de l'instance. Il en est de même lorsque la demande en justice est portée devant une juridiction incompétente ou lorsque l'acte de saisine de la juridiction est annulé par l'effet d'un vice de procédure (articles 2241 et 2242 du code civil). L'interruption est non avenue si le demandeur se désiste de sa demande ou laisse périmer l'instance, ou si sa demande est définitivement rejetée (article 2243 du code civil),
- un acte d'exécution forcée ou une mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles d'exécution (article 2244 du code civil).

Il est rappelé que l'interpellation faite à l'un des débiteurs solidaires par une demande en justice ou par un acte d'exécution forcée ou la reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait interrompt la prescription contre tous les autres, même contre leurs héritiers.

En revanche, l'interpellation faite à l'un des héritiers d'un débiteur solidaire ou la reconnaissance de cet héritier n'interrompt pas le délai de prescription à l'égard des autres cohéritiers, même en cas de créance hypothécaire, si l'obligation est divisible. Cette interpellation ou cette reconnaissance n'interrompt le délai de prescription, à l'égard des autres codébiteurs, que pour la part dont cet héritier est tenu.

Pour interrompre le délai de prescription pour le tout, à l'égard des autres codébiteurs, il faut l'interpellation faite à tous les héritiers du débiteur décédé ou la reconnaissance de tous ces héritiers (article 2245 du code civil).

L'interpellation faite au débiteur principal ou sa reconnaissance interrompt le délai de prescription contre la caution (article 2246 du code civil).

Le délai de prescription est également interrompu par :

- la désignation d'experts à la suite d'un sinistre,
- l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'adhérent en ce qui concerne l'action en paiement de la cotisation et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de la prestation.

Il est précisé que l'adhésion au contrat est sans effet lorsque l'exécution du contrat, le règlement d'un sinistre ou la fourniture de toute prestation ou service exposerait l'assureur à une quelconque sanction, restriction ou prohibition en vertu des résolutions ou de sanctions commerciales ou économiques des Nations Unies ou des lois et règlements de l'Union Européenne, du Royaume Uni ou des États-Unis d'Amérique.

5.5.5. PROCEDURES DE RECLAMATION ET SERVICE DE MEDIATION

En cas de désaccord, l'Adhérent doit avertir MSH International dans les 6 mois qui suivent ce désaccord.

Pour toute demande d'information ou toute réclamation (désaccord, mécontentement) relative au contrat, l'Adhérent ou l'Ayant droit peut s'adresser :

- au Gestionnaire MSH International par écrit à l'adresse suivante : MSH International, Service réclamation, 23 allées

de l'Europe 92 587 Clichy Cedex.

ou

- au service en charge de la relation avec la clientèle de l'Assureur à l'adresse suivante:
Service des relations avec les consommateurs Groupama Gan Vie - Immeuble West Park 2 - 2 Boulevard de Pesaro - 92024 Nanterre - par courriel : src-collectives@ggvie.fr

Si cette première réponse ne satisfait pas le demandeur, la réclamation peut être adressée au service « Réclamations » de l'Assureur à l'adresse suivante :

Groupama Gan Vie - Service Réclamations - TSA 91414 - 35090 Rennes Cedex - <https://reclamations.ggvie.fr>. Dans ces deux cas, l'intéressé recevra un accusé de réception de sa réclamation dans un délai maximum de 10 jours ouvrables suivant sa réception. La réponse définitive à sa réclamation sera apportée au demandeur dans un délai de traitement de 2 mois au plus. En cas de circonstances particulières nécessitant un délai plus long, le demandeur en sera informé.

En dernier lieu sous réserve d'avoir épuisé toutes les voies de recours exposées ci-dessus, l'Adhérent ou l'Ayant droit pourra saisir la Médiation de l'Assurance :

- par courrier : La Médiation de l'Assurance, Pôle PLANETE CSCA, TSA 50110, 75441 PARIS CEDEX 09
- en ligne : <https://www.mediation-assurance.org/Saisir+le+mediateur>
- par email : le.mediateur@mediation-assurance.org

Le détail des modalités de traitement des réclamations est accessible auprès du conseiller habituel et dans la rubrique « Mentions légales » sur le site internet www.gan-eurocourtage.fr.

Si l'avis de la Médiation de l'Assurance ne le satisfait pas, il peut éventuellement saisir la justice.

5.5.6. CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - DEMATERIALISATION DES ECHANGES RELATIFS AU CONTRAT D'ASSURANCE - LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

5.5.6.1. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Des données à caractère personnel sont recueillies par l'assureur à différentes étapes de ses activités commerciales ou d'assurance concernant les affiliés ou les personnes parties ou intéressées aux contrats.

Ces données personnelles sont traitées par l'assureur, en qualité de responsable de traitement, en conformité avec les réglementations en vigueur relatives au traitement de ces données et à la protection de la vie privée, notamment les dispositions de la loi informatiques et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et du Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement 2016/679 du 27 avril 2016).

Les données personnelles sont conservées conformément à la durée nécessaire à l'exécution du contrat, puis archivées jusqu'à l'extinction des délais de prescription légaux applicables.

5.5.6.2. DROITS DES PERSONNES

Les personnes précitées disposent, en justifiant de leur identité :

- du droit de prendre connaissance des informations dont dispose l'assureur et de demander à les compléter ou les corriger (droits d'accès et de rectification) ;
- du droit de demander l'effacement de leurs données ou d'en limiter l'utilisation (droit de suppression des données ou de limitation) ;
- du droit de s'opposer à l'utilisation de leurs données, notamment concernant la prospection commerciale (droit d'opposition) ;
- du droit de récupérer les données qu'elles ont personnellement fournies à l'assureur pour l'exécution de leur contrat ou pour lesquelles elles ont donné leur accord (droit à la portabilité des données) ;
- du droit de définir des directives relatives à la conservation, l'effacement et la communication de leurs données après leur décès.

Ces droits peuvent être exercés par courrier postal, par courriel ou par internet, auprès de Groupama Gan Vie - Direction Risques et Conformité - Délégué Relais à la Protection des Données - Immeuble West Park 2 - 2 boulevard de Pesaro - 92024 Nanterre - contact.dpo@ggvie.fr.

Concernant les données de santé, ces droits s'exercent par courrier postal auprès du Médecin-conseil de l'assureur à **Groupama Gan Vie - Médecin-conseil - Service Médical Collectives - Immeuble West Park 2 - 2 Boulevard de Pesaro - 92024 Nanterre.**

Les personnes concernées peuvent également formuler une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et Libertés (CNIL) si elles estiment que l'assureur a manqué à ses obligations concernant leurs données.

Dans le cadre de ses obligations, l'assureur est tenu de vérifier régulièrement que les données concernant les personnes sont exactes, complètes et à jour. À cette fin, l'assureur peut être amené à solliciter les personnes précitées pour vérifier ou compléter ces informations.

5.5.6.3. POURQUOI L'ASSUREUR COLLECTE-T-IL DES DONNEES PERSONNELLES ?

Leur traitement est nécessaire à la passation, la gestion et l'exécution du contrat et des garanties, à la gestion des relations commerciales et contractuelles, à la gestion du risque de fraude ou à l'exécution de dispositions légales, réglementaires ou administratives en vigueur, selon les finalités détaillées ci-dessous.

Passation, gestion, exécution des contrats et gestion commerciale des clients et prospects

Les données recueillies par l'assureur à différentes étapes de la souscription ou de la gestion des contrats d'assurance sont nécessaires aux objectifs suivants :

- l'étude des besoins en assurance afin de proposer des contrats adaptés à chaque situation ;
- l'examen, l'acceptation, le contrôle et la surveillance du risque ;
- la gestion des contrats (de la phase précontractuelle à la résiliation du contrat), et l'exécution des garanties du contrat ;
- la gestion des clients ;
- l'exercice des recours et la gestion des réclamations et des contentieux ;
- l'élaboration des statistiques et études actuarielles ;
- la mise en place d'actions de prévention ;
- le respect d'obligations légales ou réglementaires ;
- la conduite d'activités de recherche et développement dans le cadre de la vie du contrat.

Ces informations sont destinées, dans la limite de leurs attributions, au conseiller ou contact habituel, aux services de l'assureur en charge de la gestion commerciale ou de la passation, gestion et exécution des contrats et à ses délégataires, intermédiaires, partenaires, mandataires, sous-traitants ou aux autres entités du Groupe Groupama dans le cadre de l'exercice de leurs missions.

Elles peuvent également être transmises s'il y a lieu aux organismes d'assurance des personnes impliquées ou offrant des prestations complémentaires, aux coassureurs, réassureurs, organismes professionnels et fonds de garanties, ainsi qu'à toutes personnes directement ou indirectement intéressées au contrat et à son exécution, et à toutes personnes habilitées au titre de Tiers Autorisés (juridictions, arbitres, médiateurs, ministères concernés, autorités de tutelle et de contrôle et tous organismes publics habilités à les recevoir ainsi qu'aux services en charge du contrôle tels les commissaires aux comptes, auditeurs ainsi que services en charge du contrôle interne).

Des données de santé sont susceptibles d'être traitées dès lors qu'elles sont nécessaires à la passation, la gestion ou l'exécution des contrats d'assurance ou d'assistance. Ces informations sont traitées dans le respect de la confidentialité médicale et avec votre accord. S'agissant de protection sociale, les personnes concernées acceptent expressément ce recueil et les traitements nécessaires.

Elles sont exclusivement destinées aux médecins-conseil de l'assureur ou d'entités du Groupe Groupama en charge de la gestion des garanties, à son service médical ou aux personnes internes ou externes habilitées spécifiquement (notamment ses délégataires ou experts médicaux). Ces informations peuvent également être utilisées par des personnes habilitées au titre de la lutte contre la fraude.

En cas de conclusion d'un contrat, les données sont conservées pour la durée du contrat prolongée de la durée de gestion des éventuels sinistres ou litiges en cours, et jusqu'à expiration des délais légaux de prescription.

En l'absence de conclusion d'un contrat (données prospects) :

- les données de santé sont conservées cinq (5) ans maximum à des fins probatoires ;
- les autres données pourront être conservées trois (3) ans maximum.

Prospection commerciale

L'assureur et les entreprises du Groupe Groupama (Assurances, Banque et Services), ont un intérêt légitime à mener des actions de prospection vers leurs clients ou prospects, et mettent en œuvre des traitements nécessaires à :

- la réalisation d'opérations relatives à la gestion des prospects ;
- l'acquisition des données relatives aux clients ou prospects dans le respect des droits des personnes ;
- la conduite d'activités de recherche et développement dans le cadre des activités de gestion de la clientèle et de prospection.

L'utilisation de certains moyens pour la réalisation des opérations de prospection est faite sous réserve de l'obtention de l'accord des prospects. Il s'agit de :

- l'utilisation de l'adresse email ou du numéro de téléphone pour la prospection électronique ;
- l'utilisation des données de navigation afin de proposer des offres personnalisées (voir notice cookies sur le site internet pour en savoir plus) ;
- la communication des données à des partenaires.

Toute personne peut s'opposer à tout moment à la réception de publicités par courrier, email ou téléphone auprès des services de l'assureur (voir ci-avant Droits des personnes).

Pour la prospection par téléphone ou par voie électronique (mail, SMS/MMS), les personnes précitées peuvent également s'opposer en réglant leurs préférences dans leur espace personnel ou à partir du lien de désabonnement prévu dans les envois de l'assureur.

Pour la prospection par téléphone, elles peuvent aussi s'opposer en s'inscrivant gratuitement sur la liste d'opposition BLOCTEL (www.bloctel.gouv.fr) qui interdit aux professionnels avec lesquels elles n'ont pas de relation contractuelle en cours de les démarcher par téléphone.

Lutte contre la fraude à l'assurance

Les personnes précitées sont également informées que l'assureur met en œuvre un dispositif ayant pour finalité la lutte contre la fraude à l'assurance pouvant, notamment, conduire à l'inscription sur une liste de personnes présentant un risque de fraude, inscription pouvant avoir pour effet un allongement de l'étude de leur dossier, voire la réduction ou le refus du bénéfice d'un droit, d'une prestation, d'un contrat ou service proposés par les entités du Groupe Groupama.

Dans ce cadre, des données personnelles concernant les personnes précitées peuvent être traitées par toutes personnes habilitées intervenant au sein des entités du Groupe Groupama dans le cadre de la lutte contre la fraude. Ces données peuvent également être destinées au personnel habilité des organismes directement concernés par une fraude (autres organismes d'assurance ou intermédiaires ; organismes sociaux ou professionnels ; autorités judiciaires, médiateurs, arbitres, auxiliaires de justice, officiers ministériels ; organismes tiers autorisés par une disposition légale et, le cas échéant, les victimes d'actes de fraude ou leurs représentants).

L'Agence pour la Lutte contre la Fraude à l'Assurance (ALFA) peut être destinataire de données à cette fin.

Les personnes sont également informées qu'ALFA met en œuvre un dispositif mutualisé des données des contrats d'assurance et des sinistres déclarés auprès des assureurs à des fins de lutte contre la fraude. Les droits sur ces données peuvent être exercés à tout moment par courrier à ALFA, 1, rue Jules Lefebvre – 75431 Paris Cedex 09.

Les données traitées pour la lutte contre la fraude sont conservées cinq (5) ans maximum à compter de la clôture du dossier de fraude. En cas de procédure judiciaire, les données seront conservées jusqu'à la fin de la procédure, et à l'expiration des prescriptions applicables.

Les personnes inscrites sur une liste de fraudeurs présumés, seront désinscrites passé le délai de cinq (5) ans à compter de l'inscription sur cette liste.

Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Pour répondre à ses obligations légales, l'assureur met en œuvre des traitements ayant pour finalité la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, ainsi que la mise en œuvre de mesures restrictives et de gel des avoirs. Les données utilisées à cette fin sont conservées cinq (5) ans minimum à compter de la réalisation des opérations ou de la fin de la relation d'affaires. Le droit d'accès aux données relatives aux traitements mis en œuvre aux fins de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme s'exerce auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et Libertés.

Satisfaction/Qualité de services

Dans son intérêt et celui de ses clients, l'assureur mesure et cherche à améliorer continuellement la qualité de ses services et de ses offres. Des enquêtes de satisfaction peuvent notamment être réalisées. Dans ce cadre, les échanges par courrier, e-mail ou téléphone entre l'assureur et les personnes précitées peuvent être enregistrés et analysés. Les enregistrements téléphoniques sont conservés pour une durée maximale de six (6) mois et les autres éléments nécessaires à l'amélioration de la qualité de services sont conservés pour une durée maximale de trois (3) ans.

Études, Statistiques

L'assureur et les entités du Groupe Groupama (ou leurs sous-traitants) sont également susceptibles d'utiliser et exploiter des données à caractère personnel concernant les personnes précitées à des fins statistiques ou d'études, en vue notamment de faire évoluer leurs offres de produits et services, de personnalisation de leurs relations avec l'intéressé. Ces données peuvent être associées, combinées ou inclure des données personnelles concernant les personnes précitées, collectées automatiquement ou communiquées par la personne elle-même. Elles peuvent également être combinées avec des données statistiques ou agrégées issues de différentes sources internes ou externes.

5.5.6.4. TRANSFERTS D'INFORMATIONS HORS DE L'UNION EUROPEENNE

Les données personnelles sont traitées au sein de l'Union Européenne. Toutefois, des données peuvent faire l'objet de transferts vers des pays hors Union Européenne, dans le respect des règles de protection des données et encadrées par des garanties appropriées (ex : clauses contractuelles types de la commission européenne, pays présentant un niveau de protection des données reconnu comme adéquat...).

Ces transferts peuvent être effectués pour l'exécution des contrats, la lutte contre la fraude, le respect d'obligations légales ou réglementaires, la gestion d'actions ou contentieux permettant notamment à l'assureur d'assurer la constatation, l'exercice ou la défense de ses droits en justice ou pour les besoins de la défense des personnes concernées. Certaines données, strictement nécessaires à la mise en œuvre des prestations d'assistance, peuvent aussi être transmises hors de l'Union Européenne dans l'intérêt de la personne concernée ou de la sauvegarde de la vie humaine.

5.5.6.5. DEMATERIALISATION DES ECHANGES RELATIFS AU CONTRAT D'ASSURANCE

Echanges dématérialisés avec l'Association contractante et l'adhérent

S'agissant des informations et documents relatifs à leur contrat, l'Association contractante et l'affilié sont informés que l'assureur peut échanger de façon dématérialisée et notamment leur fournir ou mettre à leur disposition ces informations et documents sur support autre que le papier et notamment par courrier électronique et/ou via leur espace client sécurisé respectif.

Par la communication de leur adresse électronique lors de la souscription ou en cours de contrat, l'Association contractante et l'affilié reconnaissent que cette dématérialisation est adaptée à leur situation.

L'Association contractante et l'affilié peuvent, à tout moment, s'opposer à la dématérialisation et demander à l'assureur, par tout moyen, qu'un support papier soit utilisé et ce, sans frais à leur charge.

Pour ce faire, l'Association contractante et l'affilié, peuvent adresser un courrier ou un courrier électronique à l'assureur ou l'appeler. Ils peuvent également faire leur choix à partir de leur espace client sécurisé.

L'Association contractante et l'affilié s'engagent à informer sans délai l'assureur de toute modification de leur adresse électronique et, plus généralement, de tout changement de leur situation pouvant avoir une quelconque incidence sur la gestion de leur contrat.

Mise à disposition d'un espace client sécurisé

L'assureur peut mettre à disposition de l'Association contractante et de l'affilié un espace client sécurisé permettant à ces derniers :

- de prendre connaissance d'informations et de documents déposés par l'assureur. Il peut s'agir des informations et documents (notamment précontractuels ou contractuels) fournis par l'assureur sur support durable autre que le papier ou sur tout autre support et déposés dans l'espace client sécurisé afin que l'affilié puisse s'y reporter.
- de bénéficier d'un service de consultation et de gestion de son contrat.

Code d'accès

L'accès à l'espace client sécurisé se fait au moyen d'un code d'accès composé d'un identifiant et d'un mot de passe. Le mot de passe est communiqué à l'Association contractante et à l'affilié de façon sécurisée sur la base des éléments d'identification fournis par leurs soins. Ce code d'accès confidentiel, strictement personnel, a pour fonction d'identifier l'Association contractante et l'affilié, permettant ainsi de garantir leur habilitation à consulter et à gérer leur contrat dans l'espace client.

L'Association contractante et l'affilié s'engagent à assurer la confidentialité de leur code d'accès respectif.

En cas de perte ou de vol du code d'accès confidentiel, l'Association contractante et l'affilié doivent impérativement et sans délai en informer l'assureur, afin qu'un nouveau mot de passe leur soit attribué. Les conséquences directes ou indirectes résultant de l'absence d'opposition ou d'une opposition tardive seront de la responsabilité exclusive de l'Association contractante et de l'affilié.

En cas de négligence de leur part, ils sont seuls responsables de la consultation ou de l'accomplissement d'opérations de gestion résultant de l'utilisation frauduleuse, détournée ou non autorisée par un tiers de leur code d'accès confidentiel.

Acceptation des Conditions Générales d'Utilisation (CGU)

Lors de la première connexion à l'espace client sécurisé au moyen de leur code d'accès, l'Association contractante et l'affilié doivent prendre connaissance et accepter les conditions générales d'utilisation dudit espace client pour pouvoir effectuer l'ensemble des opérations de consultation et de gestion de leur contrat et pour prendre connaissance des informations et documents mis à disposition par l'assureur.

Convention de preuve

La présente convention de preuve s'applique :

- à la fourniture par l'assureur d'informations ou de documents par courrier électronique envoyé à l'Association contractante et à l'affilié ;
- à la mise à disposition par l'assureur d'information ou de documents sur l'espace client sécurisé ;
- aux opérations de consultation et de gestion de leur contrat effectuées par l'Association contractante et l'affilié dans leur espace client sécurisé respectif.

L'Association contractante, l'affilié et l'assureur acceptent et reconnaissent mutuellement que :

- toute opération de consultation ou de gestion, et plus généralement toute opération effectuée dans leur espace client sécurisé, après authentification au moyen de leur code d'accès confidentiel sera réputée être effectuée par l'Association contractante et l'affilié ;
- les informations contenues dans les écrans de consultation ou de gestion et liées aux opérations réalisées par l'Association contractante et l'affilié dans leur espace client sécurisé et conservées informatiquement par l'assureur seront opposables à l'Association contractante et l'affilié et auront valeur de preuve ;
- concernant les échanges dématérialisés entre l'Association contractante, l'affilié et l'assureur, les données relatives à ces échanges et enregistrées dans le système d'information de l'assureur seront opposables à l'Association contractante et l'affilié et auront valeur de preuve.

5.5.6.6. LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

En tant qu'entreprise d'assurance, Groupama Gan Vie est assujetti aux dispositions légales et réglementaires relatives à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme des dispositions des articles L.561-1 et suivants du code monétaire et financier. Groupama Gan Vie est ainsi tenu à des obligations d'identification, de connaissance de ses clients et de vigilance constante, qui justifient le recueil d'informations auprès de ses clients.

5.5.7. CAS DE FORCE MAJEURE

L'Assureur ne peut être tenu pour responsable des manquements à l'exécution de ses obligations résultant de cas de force majeure ou des événements suivants: guerres civiles ou étrangères, instabilité politique notoire, mouvements populaires, émeutes, actes de terrorisme, représailles, restriction à la libre circulation des personnes et des biens, grèves, explosions, catastrophes naturelles, désintégration du noyau atomique, ni des retards dans l'exécution des Prestations résultant des mêmes causes.

5.5.8. FRAUDE ET DISSIMULATION DES FAITS - FAUSSE DECLARATION

Conformément aux dispositions de l'article L.113-8 du code des assurances, l'adhésion au contrat est nulle en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle.

Conformément aux dispositions de l'article L.113-9 du code des assurances, toute omission ou déclaration inexacte non intentionnelle dans la déclaration du risque entraîne :

- une augmentation de prime ou la résiliation de l'adhésion au contrat si l'omission ou la déclaration inexacte est constatée avant tout sinistre ;
- une réduction de l'indemnité en proportion du taux de prime qui aurait été réellement due par rapport à la prime payée et une résiliation de l'adhésion au contrat si l'omission ou la déclaration inexacte est constatée après le sinistre.

5.5.8.1. DECHEANCE DES GARANTIES



L'assureur pourra refuser le bénéfice des garanties à l'assuré dès lors qu'il constate que ce dernier a intentionnellement, soit effectué une fausse déclaration de sinistres impactant une garantie du contrat, soit fourni de faux renseignements ou utilisé des documents faux ou dénaturés à l'occasion d'une demande de règlement.

5.5.9. RECOURS SUBROGATOIRE

Il s'agit du droit pour l'assureur de récupérer auprès du responsable d'un sinistre les sommes qu'il a prises en charge.

Lorsque l'adhérent est atteint d'une affection ou est victime d'un accident susceptible d'être indemnisé par un tiers responsable, l'assureur dispose d'un recours subrogatoire contre la personne tenue à réparation ou son assureur. L'adhérent atteint de blessures imputables à un tiers doit impérativement en informer l'assureur lors de la demande de prestations.

Lorsque l'adhérent est victime d'un accident de la circulation (impliquant un véhicule automobile), il doit, sous peine de déchéance, déclarer à l'assureur de l'auteur de l'accident qui le sollicite, le nom de son assureur en tant que tiers payeur.

Conformément au code des assurances, le bénéficiaire des prestations donne subrogation à l'assureur dans ses droits en vue d'engager toute action récursoire à l'encontre de tout tiers responsable.

5.5.10. RESPONSABILITE

La responsabilité de l'Assureur vis-à-vis des personnes assurées se limite aux montants qui figurent dans le Tableau des garanties. En aucun cas, le montant du remboursement, lié aux conditions du contrat, des couvertures médicales publiques ou de toute autre assurance, ne sauraient excéder le montant des frais indiqués sur la facture.

5.5.11. COMMUNICATION AVEC LES AYANTS DROIT

Dans le cadre de l'administration de l'adhésion au contrat d'assurance, le Gestionnaire peut être amené à demander des informations complémentaires à l'Adhérent et à ses Ayants droit. Si le Gestionnaire doit communiquer au sujet d'un Ayant droit (par exemple si des informations supplémentaires sont requises pour traiter une demande de remboursement), le Gestionnaire du contrat pourra contacter l'Adhérent principal, qui agit au nom de et pour le compte de ses Ayants droit, afin que celui-ci transmette les informations nécessaires. De la même manière, dans le but d'administrer les demandes de remboursement, toute information en lien avec une personne couverte par le contrat pourra être envoyée directement à l'Adhérent principal.

6. / DISPOSITIONS GÉNÉRALES DES GARANTIES D'ÉVACUATION MÉDICALE, INCLUSES AVEC VOTRE CONTRAT SANTÉ

6.1. / GENERALITES

6.1.1. OBJET DU CONTRAT

Contrat d'assistance N° 58.224.508 (N° de Conditions Générales / Convention : MH7) souscrite par ASFE auprès d'EUROP ASSISTANCE.

Les présentes Dispositions Générales du contrat « ASFE Inclusion » conclues entre EUROP ASSISTANCE, Entreprise régie par le Code des Assurances, et le Souscripteur, ont pour objet de faire bénéficier les Assurés répondant aux conditions de garantie des prestations d'assistance médicale d'urgence et de transport/évacuation d'urgence souscrites pour leur compte par l'ASFE, le Souscripteur du présent contrat.

Contrat conclu entre :

EUROP ASSISTANCE,

Société Anonyme au capital de 46 926 941 Euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 451 366 405, entreprise régie par le Code des Assurances dont le siège social est sis 1 Promenade de la Bonnette - 92230 GENNEVILLIERS.

Ci-après dénommée "EUROP ASSISTANCE" ou « l'Assisteur »

ET

ASSOCIATION OF SERVICES FOR EXPATRIATES (ASFE),

Association loi 1901,
Season, 39 rue Mstislav Rostropovitch
75815 Paris cedex 17

Ci-après dénommée « le Souscripteur » ou « ASFE »

Par l'intermédiaire de :

MSH INTERNATIONAL

Société par actions simplifiées au capital de 2 500 000 €,
Société de courtage d'assurances immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 352 807 549, inscrite à l'ORIAS sous le n° 07 002 751, numéro de TVA intracommunautaire FR 78 352 807
Ayant son siège social au Season, 39 rue Mstislav Rostropovitch
75815 Paris cedex 17

Ci-après dénommée le « Courtier » ou « le Gestionnaire ».

6.1.2. DEFINITIONS

Au sens du présent contrat, on entend par :

Accident (de la personne) : Un événement soudain et fortuit atteignant l'Assuré, non intentionnel de la part de ce dernier, provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure.

Assuré (vous) : Il s'agit de l'Assuré principal et de ses ayant-droit, adhérents de l'ASFE, qui figurent sur la demande d'adhésion. Dans le présent contrat les Assurés sont également désignés par le terme « vous ».

Assisteur : Dans le présent contrat, la société Europ Assistance est désignée sous le terme « nous ». Les prestations d'assistance sont mises en œuvre par Europ Assistance, entreprise régie par le Code des Assurances, société Anonyme au capital de 46 926 941 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 451 366 405, dont le siège social est sis 1 promenade de la bonnette – 92230 Gennevilliers.

Catastrophe naturelle : Phénomène d'origine naturelle, tel qu'un tremblement de terre, une éruption volcanique, un raz de marée, une inondation ou un cataclysme naturel, ayant eu pour cause l'intensité anormale d'un agent naturel, et reconnu comme tel par les pouvoirs publics du pays de survenance.

Déplacement : Tous vos déplacements privés et professionnels, dans votre Pays d'expatriation quelle qu'en soit la durée et de 180 jours maximums pour les déplacements en dehors de votre Pays d'expatriation, durant la période de validité de votre contrat.

Domicile : Est considéré comme Domicile votre lieu principal et habituel d'habitation figurant comme domicile sur votre avis d'imposition sur le revenu avant votre date de départ en expatriation. Il est situé dans l'un des pays du monde entier.

Les Assurés doivent obligatoirement résider hors de leur pays de Domicile pendant la période de validité du contrat.

Étranger (l') : Le terme Étranger signifie les pays hors de votre pays de Domicile.

Événement : Toute situation prévue par les présentes Dispositions Générales à l'origine d'une demande d'intervention auprès de l'Assisteur.

France : Le terme France signifie France métropolitaine et Principauté de Monaco.

Franchise : Partie du montant des frais restant à votre charge.

Hospitalisation : Toute admission d'un Assuré justifiée par un bulletin d'hospitalisation dans un centre hospitalier (hôpital ou clinique) prescrite par un médecin, consécutive à une Maladie ou à un Accident et comportant au moins une nuit sur place.

Lieu de résidence : Est considéré comme Lieu de résidence, votre lieu d'habitation principal et habituel, situé dans votre Pays d'expatriation.

Maladie : État pathologique dûment constaté par un docteur en médecine, nécessitant des soins médicaux et présentant un caractère soudain et imprévisible.

Membre de la famille : Par Membre de la famille, on entend le conjoint, le pacsé ou le concubin notoire vivant sous le même toit, l'(les) enfant(s) légitime(s), naturel(s) ou adopté(s) de l'Assuré, le père et la mère.

Pays d'expatriation : Est considéré comme Pays d'expatriation, le pays dans lequel vous vivez plus de 180 jours par an. Il est obligatoirement différent du pays de Domicile.

Souscripteur : Par Souscripteur, on entend l'ASFE qui souscrit le présent contrat collectif au bénéfice de ses Adhérents assurés

6.1.3. QUELLE EST LA NATURE DES DEPLACEMENTS COUVERTS ?

Les prestations d'assistance du contrat s'appliquent :

- dans votre Pays d'expatriation, aux déplacements de loisirs aussi bien qu'aux déplacements professionnels,
- hors de votre Pays d'expatriation, au cours de tout déplacement de loisir ou professionnel, d'une durée n'excédant pas 180 jours consécutifs, à la condition que l'Assuré ait souscrit pour les zones géographiques correspondantes.

Il appartient au Souscripteur de vérifier que les Assurés répondent aux conditions d'adhésion définies aux présentes Dispositions Générales.

Les déplacements professionnels prennent effet à compter du moment où l'Assuré quitte son Lieu de résidence ou le lieu dans lequel il exerce habituellement son activité professionnelle dans son Pays d'expatriation, et cesse à compter de son retour au premier rallié des deux.

6.1.4. COUVERTURE GEOGRAPHIQUE DU CONTRAT ET SANCTIONS INTERNATIONALES

6.1.4.1. COUVERTURE TERRITORIALE

LES PRESTATIONS D'ASSISTANCE DECRITES AU CHAPITRE 6.2 CI-APRES S'APPLIQUENT DANS LE MONDE ENTIER, A L'EXCEPTION DES EXCLUSIONS PREVUES PAR LES PRESENTES DISPOSITIONS.

6.1.4.2. EXCLUSIONS TERRITORIALES

EXCLUSIONS : de manière générale, sont exclus les pays **qui à la date du départ en déplacement**, sont en état de guerre civile ou étrangère, d'instabilité politique notoire **ou subissent des catastrophes naturelles**, des mouvements populaires, émeutes, actes de terrorisme, représailles, restriction à la libre circulation des personnes et des biens (quel qu'en soit le motif, notamment sanitaire, de sécurité, météorologique, etc.) ou désintégration du noyau atomique ou toute irradiation provenant d'une source d'énergie présentant un caractère de radioactivité.

6.1.4.3 SANCTIONS INTERNATIONALES

EUROP ASSISTANCE ne fournira aucune couverture, ne prendra en charge les prestations et ne fournira aucun service décrit dans le présent document si cela peut l'exposer à une sanction, à une interdiction ou à une restriction internationale telle que définie par l'Organisation des Nations Unies, ou l'Union européenne, ou les États-Unis d'Amérique. Plus d'informations disponibles sur <https://www.europ-assistance.com/en/who-we-are/international-regulatory-information> (en anglais) ou <https://www.europ-assistance.com/fr/nous-connaître/informations-reglementaires-internationale> (en français).

A ce titre, et cumulativement avec toute autre exclusion territoriale définie dans le présent document, les prestations ne sont pas fournies dans les pays et territoires suivants : Corée du Nord, Syrie, Crimée, Iran et Venezuela.

Pour les ressortissants des États-Unis voyageant à Cuba, l'exécution des services d'assistance ou de paiement de prestation est conditionnée à la fourniture de la preuve que le voyage à destination de Cuba respecte les lois des États-Unis. Les ressortissants Américains sont réputés inclure toute personne, où qu'elle se trouve, qui est un citoyen américain ou réside habituellement aux États-Unis (y compris les titulaires d'une carte verte) ainsi que toute société de capitaux, société de personnes, association ou autre organisation, qu'elles y soient constituées ou y exercent des activités qui sont détenues ou contrôlées par de telles personnes.

6.1.5. CONDITIONS D'INTERVENTION

Nous mettons en œuvre tous les moyens possibles et nécessaires afin de vous porter assistance où que vous vous trouviez dans un des pays du monde entier et conformément aux termes des présentes Dispositions Générales.

Il ne nous sera toutefois possible d'intervenir qu'aux conditions suivantes :

- qu'il ne soit pas porté atteinte à la libre circulation des personnes et des biens, que ce soit par voie terrestre, maritime, ou aérienne, et pour quelque cause que ce soit, notamment, à la suite d'une décision ou recommandation des autorités locales, nationales ou Internationales, ou de la survenance d'une Catastrophe naturelle ou d'une situation de guerre,
- qu'à minima l'aéroport International le plus proche du lieu où vous vous trouvez soit ouvert,
- que la sécurité des personnes qui exécuteront les prestations d'assistance soit assurée, étant entendu qu'il n'est pas de notre ressort d'effectuer des opérations à caractère militaire.

6.1.6. COMMENT UTILISER NOS SERVICES ?

6.1.6.1. SI VOUS AVEZ BESOIN D'ASSISTANCE

En cas d'urgence, il est impératif de contacter les services de secours primaires locaux pour tout problème relevant de leurs compétences.

En tout état de cause, notre intervention ne saurait se substituer aux interventions des services publics locaux ou de tout intervenant auquel nous aurions l'obligation de recourir en vertu de la réglementation locale et/ou Internationale.

Afin de nous permettre d'intervenir :

Nous vous recommandons de préparer votre appel. Nous vous demanderons les informations suivantes :

- vos nom(s) et prénom(s),
- l'endroit précis où vous vous trouvez, l'adresse et le numéro de téléphone où l'on peut vous joindre,
- votre numéro de contrat.

Vous devez impérativement :

- nous appeler sans attendre au n° de téléphone: +33 (0)1 41 85 94 06,
- télécopie: +33 1 41 85 85 71,
- nous contacter par mail à l'adresse : asfeevac@ea-gcs.com,
- obtenir notre accord préalable avant de prendre toute initiative ou d'engager toute dépense,
- vous conformer aux solutions que nous préconisons,
- nous fournir tous les éléments relatifs au contrat souscrit,
- nous fournir tous les justificatifs originaux des dépenses dont le remboursement est demandé.

- **Toute dépense engagée sans notre accord ne donne lieu à aucun remboursement ou prise en charge a posteriori.**

IMPORTANT

Il est rappelé que l'Assuré doit effectuer les démarches auprès de son assurance « frais de santé » GROUPAMA GAN VIE, par l'intermédiaire du Gestionnaire MSH INTERNATIONAL, afin qu'une prise en charge soit délivrée par cette assurance frais de santé auprès de l'établissement hospitalier qui l'a accueilli.

6.1.6.2. QUELLES SONT LES CONDITIONS D'APPLICATION DES PRESTATIONS D'ASSISTANCE ?

Nous nous réservons le droit de demander tous les justificatifs nécessaires à l'appui de toute demande d'assistance (certificat de décès, justificatif du lien de parenté, justificatif de l'âge des parents, justificatif de Domicile ou de Lieu de résidence, justificatif de dépenses, avis d'imposition sous réserve d'avoir préalablement occulté tous les éléments y figurant sauf votre nom, votre adresse et les personnes composant votre foyer fiscal).

Nous intervenons à la condition expresse que l'Événement qui nous amène à fournir la prestation demeurerait incertain au moment de la souscription et au moment du départ.

Ne peut être ainsi couvert un événement trouvant son origine dans une maladie et/ou blessure préexistantes diagnostiquées et/ou traitées ayant fait l'objet d'une hospitalisation continue, ou une hospitalisation de jour, ou une hospitalisation ambulatoire dans les 6 mois précédant la demande d'assistance qu'il s'agisse de la manifestation ou de l'aggravation dudit état.

Dans le cas où EUROP ASSISTANCE serait amenée à déclencher une intervention faute d'élément de vérification, du fait d'éléments insuffisants ou suite à des éléments erronés au regard des informations devant être fournies à EUROP ASSISTANCE, les frais d'intervention ainsi engagés par EUROP ASSISTANCE seront refacturés à l'Assuré et payables à réception de la facture.

6.1.6.3. CUMUL DE GARANTIES

Si les risques couverts par le présent contrat sont couverts par une autre assurance, vous devez nous informer du nom de l'assureur auprès duquel une autre assurance a été souscrite (L121-4 Code des Assurances) dès que cette information a été portée à votre connaissance et au plus tard lors de la déclaration de sinistre.

6.1.6.4. FAUSSES DECLARATIONS

Lorsqu'elles changent l'objet du risque ou en diminuent notre opinion :

- toute réticence ou déclaration intentionnellement fausse, portant sur les éléments constitutifs du risque, entraîne la nullité du contrat. Les primes payées nous demeurent acquises et nous serons en droit d'exiger le paiement des primes échues, tel que prévu au Code des Assurances à l'article L 113-8,
- toute omission ou déclaration inexacte dont la mauvaise foi n'est pas établie entraîne la résiliation du contrat 10 jours après la notification qui vous sera adressée par lettre recommandée et/ou l'application de la réduction des indemnités du Code des Assurances tel que prévu à l'article L 113-9.

6.1.6.5. DECHEANCE DE PRESTATION POUR DECLARATION FRAUDULEUSE

En cas de sinistre ou demande d'intervention au titre des prestations d'assistance (prévues aux présentes Dispositions Générales), si sciemment, vous utilisez comme justificatifs, des documents inexacts ou usez de moyens frauduleux ou faites des déclarations inexacts ou réticentes, vous serez déchu(e) de tout droit aux prestations d'assistance, prévues aux présentes Dispositions Générales, pour lesquelles ces déclarations sont requises.

6.1.7. QUE DEVEZ-VOUS FAIRE DE VOS TITRES DE TRANSPORT ?

Lorsqu'un transport est organisé et pris en charge en application des clauses du contrat, vous vous engagez soit à nous réserver le droit d'utiliser le(s) titre(s) de transport que vous détenez, soit à nous rembourser les montants dont vous obtiendriez le remboursement auprès de l'organisme émetteur de votre (vos) titre(s) de transport.

6.2. / DESCRIPTION DE NOS PRESTATIONS ET GARANTIES

6.2.1. PRESTATIONS D'ASSISTANCE

Etendue des prestations d'assistance pendant votre expatriation.

6.2.1.1. DESCRIPTION DE NOS PRESTATIONS

Transport / rapatriement

Vous êtes malade ou blessé(e), nos médecins se mettent en relation avec le médecin local qui vous a reçu à la suite de la Maladie ou de l'Accident.

Les informations recueillies, auprès du médecin local et éventuellement du médecin traitant habituel, nous permettent, après décision de nos médecins, de déclencher et d'organiser en fonction des seules exigences médicales :

- soit votre retour vers votre Lieu de résidence,
- soit votre transport, le cas échéant sous surveillance médicale, vers un service hospitalier approprié proche dans votre Pays d'expatriation ou dans un pays voisin - par véhicule sanitaire léger, par ambulance, par train (place assise en 1^{re} classe, couchette 1^{re} classe ou wagon-lit), par avion de ligne ou par avion sanitaire.

Dans certains cas, votre situation médicale peut nécessiter un premier transport vers un centre de soins de proximité avant d'envisager un retour vers une structure proche de votre Lieu de résidence.

Seuls votre situation médicale et le respect des règlements sanitaires en vigueur sont pris en considération pour arrêter la décision de transport, le choix du moyen utilisé pour ce transport et le choix du lieu d'hospitalisation éventuel.

ASSISTANCE DANS LE CADRE DE VOTRE GARANTIE HOSPITALISATION: PRISE EN CHARGE PAR L'ASSISTEUR

Evacuation médicale : Transport local en ambulance ou appareil sanitaire aérien vers l'établissement hospitalier approprié le plus proche dans votre Pays d'expatriation ou dans un pays voisin, ou vers votre lieu de résidence habituelle	Lorsqu'un traitement nécessaire n'est pas disponible localement, nous organisons et prenons en charge l'évacuation du Bénéficiaire jusqu'au centre médical le plus proche et qui est capable d'assurer le Traitement médical requis. L'évacuation aura lieu prioritairement en ambulance routière, ou par voie aérienne si le lieu où vous vous trouvez : - est inaccessible par voie routière, - est accessible par voie aérienne, et dont le survol ne comporte aucun danger.
Assistance médicale	Mise en relation des Médecins de notre Assisteur avec les Médecins locaux, voire votre Médecin traitant

IMPORTANT

Il est à cet égard expressément convenu que la décision finale à mettre en œuvre appartient en dernier ressort à nos médecins et ce, afin d'éviter tout conflit d'autorités médicales.

Par ailleurs, dans le cas où vous refuseriez de suivre la décision considérée comme la plus opportune par nos médecins, vous nous déchargez de toute responsabilité, notamment en cas de retour par vos propres moyens ou encore en cas d'aggravation de votre état de santé.

Si un accord préalable de prise en charge n'a pas été délivré auprès de l'établissement hospitalier qui a reçu l'Assuré par son assureur frais de santé, l'Assisteur pourra être dans l'incapacité de délivrer la prestation d'assistance rapatriement tant que les frais médicaux engagés n'auront pas été réglés par l'Assuré lui-même ou l'un de ses proches. Il est également rappelé que la responsabilité de l'Assisteur ne pourra être engagée du fait d'un retard dans l'exécution des prestations résultant des délais de prise en charge inhérents à l'assureur frais de santé ou à tout tiers intervenant dans le règlement des frais médicaux préalables à la mise en œuvre de la garantie «Transport Rapatriement». L'Assisteur ne pourra être tenu responsable dans le cas où l'établissement hospitalier n'aurait pas été réglé des frais engagés consécutivement à l'admission de l'Assuré dans un établissement hospitalier ou du fait de l'insuffisance ou de l'absence de couverture en frais de santé de l'Assuré, le règlement desdits frais étant un préalable au transport rapatriement.

6.2.1.2. CE QUE NOUS EXCLUONS

Nous ne pouvons en aucun cas nous substituer aux organismes locaux de secours d'urgence. Outre les exclusions générales figurant p. 51, sont exclus :

- les conséquences de l'exposition à des agents biologiques infectants diffusés de façon intentionnelle ou accidentelle, à des agents chimiques type gaz de combat, à des agents incapacitants, à des agents neurotoxiques ou à effets neurotoxiques rémanents,
- les conséquences d'actes intentionnels de votre part ou les conséquences d'actes dolosifs, de tentatives de suicide ou suicides,
- les maladies et/ou blessures préexistantes diagnostiquées et/ou traitées ayant fait l'objet d'une hospitalisation continue, d'une hospitalisation de jour ou d'une hospitalisation ambulatoire dans les 6 mois précédant toute demande, qu'il s'agisse de la manifestation ou de l'aggravation dudit état,
- les frais engagés sans notre accord, ou non expressément prévus par les présentes Dispositions Générales du contrat,
- les frais non justifiés par des documents originaux,
- les sinistres survenus dans les pays exclus de la garantie ou en dehors des dates de validité du contrat, et notamment au-delà de la durée de déplacement prévu à l'Étranger,
- les conséquences des incidents survenus au cours d'épreuves, courses, ou compétitions motorisées (ou leurs

essais), soumises par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des pouvoirs publics, lorsque vous y participez en tant que concurrent, ou au cours d'essais sur circuit soumis à homologation préalable des pouvoirs publics, et ce, même si vous utilisez votre propre véhicule,

- les voyages entrepris dans un but de diagnostic et/ou de traitement médical ou d'intervention de chirurgie esthétique, leurs conséquences et les frais en découlant,
- l'organisation et la prise en charge du transport visé au chapitre 6.2.1.1 Description de nos prestations p.55 pour des affections bénignes qui peuvent être traitées sur place et qui ne vous empêchent pas de poursuivre votre déplacement ou votre séjour,
- les demandes d'assistance se rapportant à la procréation médicalement assistée ou à l'interruption volontaire de grossesse, leurs conséquences et les frais en découlant,
- les demandes relatives à la procréation ou la gestation pour le compte d'autrui, ses conséquences, et les frais en découlant,
- les appareillages médicaux et les prothèses (dentaires, auditives, médicales),
- les cures thermales, leurs conséquences et les frais en découlant,
- les frais d'hospitalisation, les frais médicaux (consultations, pharmacie, autres actes), les soins dentaires,
- les hospitalisations prévues, leurs conséquences et les frais en découlant,
- les frais d'optique (lunettes et verres de contact par exemple),
- les vaccins et frais de vaccination,
- les visites médicales de contrôle, leurs conséquences et les frais s'y rapportant,
- les interventions à caractère esthétique, ainsi que leurs éventuelles conséquences et les frais en découlant,
- les séjours dans une maison de repos, leurs conséquences et les frais en découlant,
- les rééducations, kinésithérapies, chiropraxies, leurs conséquences et les frais en découlant,
- les services médicaux ou paramédicaux et l'achat de produits dont le caractère thérapeutique n'est pas reconnu par la législation française, et les frais s'y rapportant,
- les bilans de santé concernant un dépistage à titre de prévention, les traitements ou analyses réguliers, leurs conséquences et les frais en découlant,
- l'organisation des recherches et secours des personnes, notamment en montagne, en mer,
- l'organisation des recherches et secours des personnes dans le désert, et les frais en découlant,
- les frais liés aux excédents de poids des bagages lors d'un transport par avion et les frais d'acheminement des bagages lorsqu'ils ne peuvent être transportés avec vous,
- les frais d'annulation de voyage,
- les frais de restaurant,
- les frais de douane.

6.3. / CADRE DU CONTRAT

Le présent contrat est soumis à la loi française.

6.3.1. OBLIGATIONS DU SOUSCRIPTEUR

6.3.1.1. INFORMATIONS DES ASSURES

Le Souscripteur est tenu de remettre aux Assurés les Dispositions Générales qui définissent notamment les garanties accordées par le présent contrat et leurs modalités d'application. Il doit également leur communiquer le Tableau des Montants de Garanties, les options choisies ainsi que les zones géographiques retenues.

Il est tenu de les informer préalablement et par écrit de toute modification en cours de contrat, des garanties souscrites.

6.3.2. RESPONSABILITE - RECLAMATIONS

Chaque partie assume seule les conséquences découlant de ses fautes et manquements aux obligations lui incombant dans le cadre du contrat.

Ainsi, Europ Assistance assume seule la responsabilité liée à l'exécution des Prestations d'assistance aux Assurés, telles que désignées dans le présent contrat.

A ce titre, Europ Assistance répondra aux éventuelles réclamations qui pourraient être présentées par les Assurés à propos de ses Prestations d'Assistance.

Dans l'hypothèse où le Souscripteur recevrait une réclamation de la part d'un Assuré concernant les Prestations d'assistance, il s'engage à la faire suivre sans délai au Service Qualité d'Europ Assistance, 1 promenade de la Bonnette, 92633 Gennevilliers cedex.

Vis-à-vis des tiers, chacune des parties est seule responsable des actes et prestations lui incombant d'après le présent contrat.

6.3.3. PRESCRIPTION

Conformément à l'article L 114-1 du Code des assurances :

« Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

- En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'Assisteuse en a eu connaissance ;
- En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'Assisteuse a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier. »

Conformément à l'article L114-2 du Code des Assurances :

« La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'Assisteuse à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'Assisteuse en ce qui concerne le règlement de l'indemnité. »

Les causes ordinaires d'interruption de la prescription sont décrites aux articles 2240 à 2246 du Code civil : la reconnaissance par le débiteur du droit contre lequel il prescrivait (article 2240 du Code civil), la demande en justice (articles 2241 à 2243 du Code civil), un acte d'exécution forcée (articles 2244 à 2246 du Code civil).

Conformément à l'article L114-3 du Code des Assurances :

« Par dérogation à l'Article 2254 du Code civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci. »

6.3.4. SUBROGATION

Après avoir engagé des frais dans le cadre de nos garanties d'assurance et/ou prestations d'assistance, à l'exception de celle versée au titre de la garantie « INDIVIDUELLE ACCIDENT DE VOYAGE », nous sommes subrogés dans les droits et actions que le Bénéficiaire pourrait avoir contre les tiers responsables du Sinistre, comme le prévoit l'article L 122-12 du Code des Assurances.

Notre subrogation est limitée au montant des frais que nous avons engagés en exécution du présent contrat.

6.3.5. DROIT ET LANGUES APPLICABLES

Le contrat est régi par le Code des Assurances.

Les relations précontractuelles et le contrat sont régis par le droit français. Tout litige né de l'exécution, de l'inexécution ou de l'interprétation du contrat sera de la compétence des juridictions françaises. La langue utilisée pendant la durée du contrat est la langue française.

En cas de conflit d'interprétation entre la version française et la version traduite en langue étrangère des documents remis à l'Assuré, la version en langue française prévaudra.

6.3.6. PRISE D'EFFET ET DUREE DU CONTRAT ET DES GARANTIES

6.3.6.1. PRISE D'EFFET DU CONTRAT

Le contrat conclu entre le Souscripteur et Europ Assistance prend effet à compter du 1^{er} juillet 2015. Il est conclu pour une durée d'un an à compter de la date d'effet avec possibilité de résiliation annuelle par lettre recommandée, moyennant le respect d'un préavis de 2 mois avant chaque échéance annuelle. A son expiration, il est tacitement reconduit d'année en année, sauf dénonciation par l'Assureur ou par le Souscripteur.

La faculté de résiliation annuelle est ouverte au Souscripteur comme à l'Assureur. Le délai de résiliation court à compter de la date figurant sur le cachet de la poste.

6.3.6.2. PRISE D'EFFET DES GARANTIES

À l'égard des Assurés, sous réserve du paiement de la cotisation correspondante, la durée de validité des garanties correspond aux dates de séjour à l'Étranger, déclarées par l'Assuré au Souscripteur et mentionnées sa demande d'adhésion, avec une durée maximale de 365 jours consécutifs.

La date de prise d'effet des garanties ne peut être antérieure à la date de souscription par le Souscripteur. La durée de validité des garanties pour chaque Assuré ne peut excéder 365 jours consécutifs.

6.3.7. RESILIATION DU CONTRAT ET CESSATION DES GARANTIES

6.3.7.1. RESILIATION DU CONTRAT COLLECTIF ENTRE L'ASSUREUR ET LE SOUSCRIPTEUR

Outre la possibilité de résiliation annuelle précisée ci-avant (au paragraphe «6.3.6 Prise d'effet et durée du contrat et des garanties»), le contrat peut être résilié

① par l'Assureur :

- en cas de non-paiement des cotisations, dans les conditions de l'Article L113-3 du Code des Assurances,
- dans le cas où des omissions ou des inexactitudes apparaissent dans les déclarations du Souscripteur à la souscription ou en cours de contrat (article L113-9 du Code des Assurances),
- en cas d'aggravation du risque dans les conditions de l'Article L113-4 du Code des Assurances.

② par le Souscripteur :

- en cas de résiliation après Sinistre par l'Assureur d'un autre contrat souscrit par le Souscripteur (article R113-10 du Code des Assurances),
- dans les autres cas prévus par le Code des Assurances.

③ de plein droit :

- en cas de retrait de l'agrément administratif de l'Assureur (Article L326-12 du Code des Assurances).

La résiliation doit être effectuée soit par lettre recommandée, soit par déclaration faite contre récépissé au siège social d'Europ Assistance.

Nous devons résilier, quant à nous, par lettre recommandée adressée à votre dernier domicile connu.

6.3.8. CESSATION DES GARANTIES

Vos garanties cessent :

- Pour chaque Assuré
 - le jour où vous cessez de faire partie du groupe assurable dans la mesure où vous ne remplissez plus les conditions d'adhésion (cf- définition Assuré),
 - à la date à laquelle il n'est plus Adhérent de l'ASFÉ,
 - en cas de non-paiement des cotisations par l'Assuré,
 - à la date de résiliation du contrat conclu entre le Souscripteur et nous.
- Pour l'ensemble des Assurés
 - en cas de résiliation du contrat conclu entre le Souscripteur et l'Assureur, le Souscripteur en informera ses Adhérents Assurés.

Dès lors que le contrat se trouve résilié ou suspendu, il ne peut être maintenu dans ses effets pour les Assurés.

6.3.9. QUELLES SONT LES LIMITATIONS EN CAS DE FORCE MAJEURE OU AUTRES EVENEMENTS ASSIMILES ?

Nous ne pouvons en aucun cas nous substituer aux organismes locaux en cas d'urgence.

Nous ne pouvons être tenus pour responsables des manquements, ni des retards dans l'exécution des prestations résultant de cas de force majeure ou d'événements tels que :

- guerres civiles ou étrangères, instabilité politique notoire, mouvements populaires, émeutes, actes de terrorisme,

- représailles,
- recommandations de l'O.M.S. ou des autorités nationales ou Internationales ou restriction à la libre circulation des personnes et des biens, et ce quel qu'en soit le motif notamment sanitaire, de sécurité, météorologique, limitation ou interdiction de trafic aéronautique,
- grèves, explosions, catastrophes naturelles, désintégration du noyau atomique, ou toute irradiation provenant d'une source d'énergie présentant un caractère de radioactivité,
- délais et/ou impossibilité à obtenir les documents administratifs tels que visas d'entrée et de sortie, passeport, etc., nécessaires à votre transport à l'intérieur ou hors du pays où vous vous trouvez ou à votre entrée dans le pays préconisé par nos médecins pour y être hospitalisé(e),
- recours à des services publics locaux ou à des intervenants auxquels nous avons l'obligation de recourir en vertu de la réglementation locale et/ou Internationale,
- inexistence ou indisponibilité de moyens techniques ou humains adaptés au transport (y compris refus d'intervention).

6.3.10. CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES

Les transporteurs de personnes (dont notamment les compagnies aériennes) sont susceptibles d'opposer pour les personnes atteintes de certaines pathologies ou pour les femmes enceintes, des restrictions applicables jusqu'au moment du début du transport, et susceptibles d'être modifiées sans préavis (ainsi pour les compagnies aériennes : examen médical, certificat médical, etc.).

De ce fait, le rapatriement de ces personnes ne pourra être réalisé que sous réserve d'absence de refus du transporteur, et bien évidemment, d'absence d'avis médical défavorable (tel que prévu et suivant les modalités prévues au chapitre 6.2.1.PRESTATIONS D'ASSISTANCE au regard de la santé de l'Assuré ou de l'enfant à naître.)

6.3.11. QUELLES SONT LES EXCLUSIONS GENERALES APPLICABLES AU CONTRAT ?

Les exclusions générales du contrat sont les exclusions communes à l'ensemble des prestations d'assistance décrites aux présentes Dispositions Générales.

Sont exclus :

- les guerres civiles ou étrangères, les émeutes, les mouvements populaires,
- la participation volontaire d'un Assuré à des émeutes ou grèves, rixes ou voies de fait,
- les conséquences de la désintégration du noyau atomique ou toute irradiation provenant d'une source d'énergie présentant un caractère de radioactivité,
- sauf dérogation contractuelle, un tremblement de terre, une éruption volcanique, un raz de marée, une inondation ou un cataclysme naturel sauf dans le cadre des dispositions résultant de la loi N 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles,
- les conséquences de l'usage de médicaments, de drogues, de stupéfiants et produits assimilés non ordonnés médicalement, et de l'usage abusif d'alcool,
- tout acte intentionnel de votre part pouvant entraîner la garantie du contrat.

QUELS SONT LES DELAIS DE PRESCRIPTION ?

Conformément aux dispositions de l'article L 114-1 du Code des Assurances :

« Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance. »

Toutefois, ce délai ne court :

- 1 En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;
- 2 En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'Assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'Assuré ou a été indemnisé par ce dernier. »

Conformément à l'article L114-2 du Code des Assurances :

« La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'Assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'Assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité. »

Les causes ordinaires d'interruption de la prescription sont décrites aux articles 2240 à 2246 du Code civil : la reconnaissance par le débiteur du droit contre lequel il prescrivait (article 2240 du Code civil), la demande en justice (articles 2241 à 2243 du Code civil), un acte d'exécution forcée (articles 2244 à 2246 du Code civil).

Conformément à l'article L114-3 du Code des Assurances :

« Par dérogation à l'Article 2254 du Code civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci. »

6.3.12. RECLAMATIONS ET AUTORITE DE CONTROLE

6.3.12.1. RECLAMATIONS

EUROP ASSISTANCE élit domicile à l'adresse de son siège social.

En cas de réclamation ou de litige, Vous pourrez vous adresser à :

Europ Assistance
Service Réclamations Clients
1 promenade de la Bonnette
92633 Gennevilliers Cedex

Service.qualite@europ-assistance.fr

Si le délai de traitement doit excéder les dix jours ouvrés, une lettre d'attente vous sera adressée dans ce délai. Une réponse écrite à la réclamation sera transmise dans un délai maximum de deux mois à compter de la date de réception de la réclamation initiale.

Si le Bénéficiaire a souscrit son contrat par le biais d'un intermédiaire et que sa demande relève de son devoir de conseil et d'information ou concerne les conditions de commercialisation de son contrat, sa réclamation doit être exclusivement adressée à cet intermédiaire.

Si le litige persiste après examen de sa demande par notre Service Réclamations Clients, il pourra saisir le Médiateur par courrier postal ou par internet :

**La Médiation de l'Assurance
TSA 50110
75441 Paris Cedex 09
<http://www.mediation-assurance.org/>**

Le Bénéficiaire reste libre de saisir, à tout moment, la juridiction compétente.

6.3.12.2. AUTORITE DE CONTROLE

L'Autorité chargée du contrôle est l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09.

6.3.13. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET DROIT D'OPPOSITION AU DEMARCHAGE TELEPHONIQUE

6.3.13.1. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

EUROP ASSISTANCE, entreprise régie par le Code des assurances, ayant son siège social au 1, promenade de la Bonnette - 92633 Gennevilliers cedex (ci-après dénommée « l'Assureur »), agissant en qualité de responsable de traitement, met en œuvre un traitement de données à caractère personnel du Bénéficiaire ayant pour finalités de :

- gérer les demandes d'assistance et d'assurance ;
- organiser des enquêtes de satisfaction auprès des Bénéficiaires ayant bénéficié des services d'assistance et d'assurance ;
- élaborer des statistiques commerciales et des études actuarielles ;
- examiner, accepter, contrôler et surveiller le risque ;
- gérer les contentieux potentiels et mettre en œuvre les dispositions légales ;
- mettre en œuvre les obligations de vigilance dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, les sanctions financières, y inclus le déclenchement d'alertes et les déclarations de suspicion ;
- mettre en œuvre des mesures visées à la lutte contre la fraude à l'assurance ;
- gérer l'enregistrement des conversations téléphoniques avec les salariés de l'Assureur ou ceux de ses sous-traitants aux fins de former et évaluer les salariés et améliorer la qualité du service ainsi que pour gérer des contentieux potentiels.

Le Bénéficiaire est informé et accepte que ses données personnelles soient traitées pour les finalités précitées. Ce traitement est mis en œuvre en application du contrat.

Les données collectées sont obligatoires. En l'absence de communication de ces données, la gestion des demandes d'assistance et d'assurance du Bénéficiaire sera plus difficile voire impossible à gérer.

A cet effet, le Bénéficiaire est informé que ses données personnelles sont destinées à l'Assureur, responsable de traitement, aux sous-traitants, aux filiales et aux mandataires de l'Assureur, ainsi qu'aux prestataires missionnés pour l'exécution de services d'assistance à votre profit (selon les cas, dépanneurs, ambulanciers, compagnies aériennes, taxis etc...).

En vue de satisfaire aux obligations légales et réglementaires, l'Assureur peut être amené à communiquer des informations aux autorités administratives ou judiciaires légalement habilitées.

Les données personnelles du Bénéficiaire sont conservées pour une durée variable selon la finalité poursuivie (2 mois pour les enregistrements téléphoniques), augmentée des durées de conservation obligatoires en matière de comptabilité et de la durée légale de prescription (10 ans pour les traitements de données dans le cadre d'un dossier d'assistance médicale, 5 ans pour les autres traitements).

Le Bénéficiaire est informé et accepte que les données à caractère personnel le concernant soient communiquées à des destinataires, situés dans des pays tiers non membres de l'Union européenne, disposant d'une protection équivalente. Les transferts de données à destination de ces pays tiers sont encadrés par :

- une convention de flux transfrontaliers établie conformément aux clauses contractuelles types de responsables à sous-traitants émises par la Commission européenne et actuellement en vigueur ;
- des contrats d'adhésion des entités de l'Assureur aux règles internes conformes à la recommandation 1/2007 du Groupe de travail de l'Article 29 sur la demande standard d'approbation des règles d'entreprise contraignantes pour le transfert de données personnelles.

Le Bénéficiaire peut demander une copie de ces garanties appropriées encadrant les transferts de données à l'une ou l'autre des adresses indiquées ci-dessous.

Ces flux ont pour finalité la gestion des demandes d'assistance et d'assurance. Les catégories de données suivantes sont concernées :

- données relatives à l'identité (notamment : nom, prénoms, sexe, âge, date de naissance, numéro de téléphone, courrier électronique) et à la vie personnelle (notamment : situation familiale, nombre des enfants),

- données de localisation,
- le cas échéant, données de santé, y compris le numéro de sécurité sociale (NIR) et sur consentement de la personne concernée.

Le Bénéficiaire, en sa qualité de personne concernée par le traitement, est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de ses données, ainsi que d'un droit de limitation du traitement. Il dispose en outre d'un droit d'opposition.

Le Bénéficiaire a le droit de retirer son consentement à tout moment, sans porter atteinte à la licéité du traitement fondé sur le consentement avant le retrait de celui-ci. Par ailleurs, il dispose d'un droit de formuler des directives spécifiques et générales concernant la conservation, l'effacement et la communication de ses données post-mortem.

L'exercice des droits du Bénéficiaire s'effectue, auprès du Délégué à la protection des données, par courrier accompagné de la photocopie d'un titre d'identité signé, à l'une ou l'autre des adresses suivantes :

- soit par voie électronique : protectiondesdonnees@europ-assistance.fr,
- soit par voie postale : EUROP ASSISTANCE – A l'attention du Délégué à la protection des données – 1, promenade de la bonnette – 92633 Gennevilliers

Enfin, le Bénéficiaire est informé qu'il a le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés.

L'accord relatif à la protection des données entre ASFE et EUROP ASSISTANCE figure en Annexe n°2. Il prend effet le 25 mai 2018.

6.3.13.2. DROIT D'OPPOSITION DES CONSOMMATEURS AU DEMARCHAGE TELEPHONIQUE

Europ Assistance informe le Bénéficiaire, conformément à la loi 2014-344 du 17 mars 2014, que s'il ne souhaite pas faire l'objet de prospection commerciale par voie téléphonique de la part d'un professionnel avec lequel il n'a pas de relation contractuelle préexistante, il peut s'inscrire gratuitement sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique par courrier postal ou par internet :

SOCIETE OPPOSETEL - Service Bloctel - 6, rue Nicolas Siret - 10 000 TROYES
www.bloctel.gouv.fr

7. DISPOSITIONS GÉNÉRALES - GARANTIES RESPONSABILITÉ CIVILE VIE PRIVÉE

Les garanties responsabilité civile vie privée décrites ci-après sont incluses avec votre contrat santé.

Police n° FRCANA 19808 souscrite par l'ASFE auprès de CHUBB.

ACE a fait l'acquisition de Chubb, donnant naissance à un leader mondial de l'assurance qui opère sous la marque prestigieuse Chubb. ACE European Group Limited, compagnie d'assurance de droit anglais au capital de 544.741.144£ sise 100 Leadenhall Street, London, EC3A 3BP, immatriculée sous le numéro 01112892 et dont la succursale pour la France est sise Le Colisée, 8, avenue de l'Arche à Courbevoie (92400), numéro d'identification 450 327 374 R.C.S. Nanterre. ACE European Group Limited est soumise au contrôle de la Prudential Regulation Authority PRA (20 Moorgate, London EC2R 6DA, Royaume Uni) et de la Financial Conduct Authority FCA (25 The North Colonnade, Canary Wharf, Londres E14 5HS, Royaume Uni).

Le présent contrat est régi par le Code des Assurances et par la présente notice d'information valant Conditions Générales.

7.1. / DEFINITIONS

Assuré : Par assuré, l'on entend :

L'adhérent de l'ASFE déclaré comme Assuré principal dans la demande d'adhésion. Cet adhérent sera désigné ci-après sous l'appellation générique d'expatrié.

Les membres de la famille partant avec l'expatrié, comprenant son conjoint et ses enfants, son concubin ou sa concubine, les enfants du concubin ou de la concubine ainsi que tout enfant vivant habituellement au foyer et à la charge de l'expatrié. Cette qualité est étendue aux enfants âgés de moins de 26 ans jouissant d'un logement distinct mais demeurant sous la dépendance économique de leurs parents, quel que soit le pays de résidence de ces enfants notamment à l'occasion de leurs études.

Les expatriés qui ne sont pas assurés sur la même adhésion (n'appartenant pas au même foyer) sont considérés comme tiers entre eux.

Assureur:

ACE European Group Limited A Chubb Company

Le Colisée

8 avenue de l'Arche 92419 Courbevoie Cedex

Domage :

- **Domage corporel :** Toute atteinte corporelle ou morale subie par une personne physique et les préjudices qui en découlent pour la victime ou ses ayants droit.
- **Domage matériel :** Toute détérioration, destruction, altération, perte ou vol, d'une chose ou d'une substance, toute atteinte physique à des animaux.
- **Domage immatériel :** Tout Dommage autre qu'un Dommage corporel ou matériel.
- **Domage immatériel consécutif :** Tout Dommage immatériel qui est la conséquence directe d'un Dommage corporel ou matériel garanti par le présent contrat.

Fait dommageable : Fait, acte ou évènement à l'origine des Dommages subis par la victime et faisant l'objet d'une Réclamation.

Franchise : Toute somme que l'Assuré conserve à sa charge pour chaque Sinistre, et au-delà de laquelle s'exerce la garantie de l'Assureur.

Pays d'origine : Est considéré comme pays d'origine celui du domicile habituel de l'Assuré principal.

Réclamation : Mise en cause de votre responsabilité, soit par lettre adressée à l'Assuré ou à l'Assureur, soit par assignation devant un tribunal civil ou administratif. Un même Sinistre peut faire l'objet de plusieurs Réclamations, soit d'une même victime, soit de plusieurs victimes.

Séjour temporaire dans le pays d'origine : Par « Séjour temporaire dans le pays d'origine », il faut entendre uniquement les congés, séjours de formation et les missions se situant à l'intérieur d'une période d'expatriation dans un pays donné. N'entrent pas dans la garantie les séjours se produisant entre deux expatriations.

Sinistre : Tout Dommage ou ensemble de Dommages causés à des Tiers, engageant la responsabilité de l'Assuré, résultant d'un Fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs Réclamations.

Souscripteur : ASFE, Association of Services For Expatriates, association sans but lucratif, régie par la loi de 1901, pour le compte de ses adhérents.

Tiers : Toute personne autre que l'Assuré tel que défini ci-avant.

7.2. / GARANTIES

Par le présent contrat, l'Assureur garantit l'Assuré contre les dommages et les conséquences pécuniaires des risques définis ci-après.

7.2.1. GARANTIES

Sont garanties, à concurrence des sommes fixées au 7.3/ LIMITES DE GARANTIES p.58 ci-après, les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant incomber à l'Assuré en vertu de toute loi ou règlement en vigueur sur le lieu du sinistre. Sont également garanties, les conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'Assuré, en sa qualité de locataire ou occupant à titre gratuit d'un bien immobilier constituant son habitation, peut encourir :

- envers le propriétaire pour les dommages matériels affectant les biens occupés,
- envers le propriétaire pour la perte de loyer de ses locaux et pour la perte d'usage par le propriétaire des locaux occupés,
- envers les voisins et les tiers pour les dommages matériels et immatériels consécutifs résultant d'un événement garanti survenu dans les biens loués ou confiés y compris ceux des colocataires et constituant un trouble de jouissance.

La garantie Responsabilité Locative viendra en complément de la garantie éventuellement souscrite localement, ou, à titre exceptionnel, à défaut d'une obligation locale non souscrite, et dans tous les cas dans les limites des garanties prévues au contrat.

L'Assureur s'engage, en outre :

- à défendre l'Assuré devant toute juridiction ou commission, lorsqu'il est cité à comparaître à la suite d'un dommage garanti au titre du présent contrat
- à réclamer à l'amiable ou devant toute juridiction la réparation d'un préjudice subi par l'Assuré, lorsqu'il est imputable à un tiers et qu'il résulte d'un dommage matériel ou corporel qui aurait été garanti par ce contrat, s'il avait engagé la responsabilité de l'Assuré

Cette garantie comprend les frais et honoraires d'enquête, d'instruction, d'expertise, d'avoué, d'avocat et les frais de procès. Si, en raison du lieu de survenance du dommage, l'Assureur ne peut effectuer lui-même la défense ou le recours de l'Assuré, il s'engage à rembourser les frais engagés par l'Assuré pour sa défense ou son recours, dans les limites prévues au chapitre p.58 du présent contrat.

7.2.2. EXCLUSIONS

Est seule exclue la responsabilité de l'Assuré :

- du fait de l'exercice de sa profession. Toutefois, cette exclusion ne s'applique pas à l'Assuré lorsqu'il utilise des véhicules terrestres sans moteur pour le trajet domicile-lieu de travail, aller et retour. De même, la responsabilité du conjoint de l'Assuré lorsqu'il participe à titre bénévole à des activités éducatives et/ou sportives, est bien garantie.
- du fait de l'usage d'armes à feu lors de tous actes de chasse visés par un obligation locale d'assurance,
- du fait de la conduite de véhicules à moteur, terrestres, aériens, fluviaux et maritimes (dommages causés et/ou subis). Toutefois, cette exclusion ne s'applique pas lorsque lesdits véhicules sont utilisés à l'insu de l'expatrié ou de son conjoint par des personnes dont ils sont civilement responsables et que ces véhicules n'appartiennent à ces derniers ni à l'expatrié ou à son conjoint. La responsabilité encourue par l'utilisateur, même non muni du permis de conduire, est également garantie lorsqu'il s'agit d'un embarcation de moins de 8 mètres, munie ou non d'un moteur inférieur à 5 CV.
- du fait de sa participation en tant que concurrent à des compétitions sportives comportant des obligations légales d'assurance,
- du fait de tout immeuble dont les personnes assurées seraient propriétaires
- du fait des dommages causés par les personnes assurées lorsque ces personnes demeurent dans le pays d'origine, la garantie demeurant acquise pour les séjours temporaires,
- du fait des dommages intentionnellement causés ou provoqués par l'Assuré ou avec sa complicité,
- du fait de la participation active de l'Assuré à des rixes ou bagarres, sauf en cas de légitime défense
- du fait du personnel domestique de l'Assuré, sauf si l'Assuré est recherché en qualité de commettant civilement responsable,
- du fait des pertes et dommages occasionnés aux objets qui lui sont confiés.

7.3. / LIMITES DE GARANTIES

Les garanties sont acquises, par sinistre et par Assuré, à concurrence des sommes suivantes :

NATURE DES GARANTIES	LIMITES DES GARANTIES	FRANCHISES
Dommages corporels	3 000 000 € / 3 000 000 \$ par sinistre	300 € / 300 \$
Dommages matériels	1 500 000 € / 1 500 000 \$ par sinistre	300 € / 300 \$
Dommages immatériels consécutifs	300 000 € / 300 000 \$	300 € / 300 \$
Défense/Recours (hors expatriés aux USA)	16 000 € / 16 000 \$	Néant
Défense/Recours (expatriés aux USA)	30 000 € / 30 000 \$	Néant

7.4. / LIMITES TERRITORIALES

Les garanties s'exercent dans le monde entier.

7.5. / CLAUSE EMBARGO

Les Assureurs ne sont réputés fournir de garantie et ne sont tenus au paiement de tout sinistre ou de toute indemnité en découlant si la fourniture d'une telle garantie, le paiement d'un tel sinistre ou d'une telle indemnité expose les Assureurs ou leur société mère ou la société holding qui les contrôle en dernier ressort à une quelconque sanction, interdiction ou restriction mise en œuvre en application des résolutions des Nations Unies ou des sanctions économiques et commerciales, ou des lois ou règlements de l'Union Européenne, du Royaume-Uni, de la France ou des États-Unis d'Amérique.

7.6. / ACQUISITION ET DUREE DE LA GARANTIE

Les garanties sont acquises pendant toute la période de mobilité Internationale de l'Assuré, et pendant les séjours temporaires dans le pays d'origine ou autres pays où l'Assuré pourrait séjourner à titre privé ou à titre professionnel.

Les garanties sont acquises à compter du jour de départ en mobilité Internationale de l'Assuré et des membres de la famille, et en cas de départ séparé, à compter du jour de chacun desdits départs.

Les garanties cesseront 1 mois après le retour définitif de l'Assuré dans le pays d'origine.

7.7. / APPLICATION DE LA GARANTIE DANS LE TEMPS

La garantie déclenchée par le fait dommageable couvre l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable survient entre la prise d'effet initiale de la garantie et sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs du sinistre.

7.8. / GESTION DES PAIEMENTS DES SINISTRES

L'Assuré doit :

- donner, dès qu'il en a connaissance, et au plus tard dans les cinq jours, avis du sinistre par écrit à MSH International
- faire parvenir à MSH International après sinistre, dans les plus brefs délais, une déclaration indiquant les circonstances du sinistre, ses causes connues ou présumées, la nature et le montant approximatif des dommages
- en cas de sinistre mettant en cause la responsabilité civile de l'Assuré, et si en raison du lieu de survenance du sinistre l'Assureur ne peut assurer la défense de l'Assuré, prendre un avocat local et informer MSH International des

nom et adresse de celui-ci

- transmettre à MSH International dans les meilleurs délais la copie de toutes lettres, convocations, actes judiciaires ou pièces de procédure.

Si l'une de ces formalités n'est pas remplie du fait du comportement fautif ou négligeant de l'Assuré, sauf cas de force majeure, l'Assureur aura le droit de réduire son indemnisation de manière proportionnée au dommage que ce retard pourra lui causer.

L'Assureur ne peut se voir opposer une reconnaissance de responsabilité ou une transaction intervenue en dehors de lui ou sans son accord, l'aveu d'un fait matériel n'étant pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité.

Pour les Dommages entrant dans le cadre des garanties de Responsabilité Civile stipulées dans le présent contrat et dans les limites de celles-ci, l'Assureur peut décider d'assumer seul la direction du procès intenté à l'Assuré et a le libre exercice des voies de recours.

L'Assureur prend à sa charge les frais et honoraires d'enquête, d'instruction, d'expertise, d'avocat ainsi que les frais de défense et de procès. Ces frais et honoraires viendront en déduction du montant de la garantie.

La prise de direction par l'Assureur de la défense de l'Assuré ne vaut pas renonciation pour l'Assureur à se prévaloir de toute exception de garantie dont il n'aurait pas eu connaissance au moment même où il a pris la direction de cette défense. En cas de procès pénal où les intérêts civils sont ou seront recherchés dans le cadre de cette instance ou de toute autre ultérieurement, l'Assuré s'engage à associer l'Assureur à sa défense sans que cet engagement modifie l'étendue de la garantie du présent contrat.

Sous peine de déchéance, l'Assuré ne doit pas s'immiscer dans la direction du procès lorsque l'objet de celui-ci relève des garanties de Responsabilité Civile stipulées dans le présent contrat.

7.9. / DISPOSITIONS DIVERSES

7.9.1. AUTRES ASSURANCES

Dans le cas où il existerait d'autres assurances couvrant les mêmes risques, la présente Police ne jouera qu'en complément des garanties existant par ailleurs, sauf disposition contraire de ces dernières.

7.9.2. PRESCRIPTION

Toutes actions dérivant de la présente police sont prescrites par deux ans à compter de l'évènement qui y donne naissance dans les conditions prévues aux articles L.114-1 et L.114-2 du Code des Assurances.

7.9.3. LOI ET JURIDICTION APPLICABLE

Le présent contrat est régi par la Loi Française. Tout différend résultant de l'application du présent contrat sera de la compétence des Tribunaux Français.

7.9.4. DISPENSE DE TAXE

En application de l'article 1000 du Code Général des Impôts, l'Assuré bénéficie de l'exonération de la taxe spéciale d'assurances. Cependant, en vertu dudit article, il ne peut être fait usage dans le pays d'origine de ce contrat par acte public ou devant toute Autorité constituée que s'il a été préalablement soumis à la formalité du visa pour timbre, formalité donnée moyennant paiement de la taxe.

En conséquence, l'Assuré s'engage à acquitter le cas échéant avec rappel à quelque moment que ce soit, le montant de la taxe d'assurance, soit dans l'hypothèse rappelée au paragraphe ci-dessus, soit dans le cas où les Services de l'enregistrement considéreraient que pour une raison quelconque le présent contrat ne remplit pas les conditions nécessaires à l'exonération. Pour les personnes expatriées en France ne bénéficiant pas de l'exonération des taxes d'assurance prévue par l'article 1000 du Code Général des Impôts, les taxes correspondantes devront être acquittées par le souscripteur.

7.10. / ANNEXE DEFENSE PENALE ET RECOURS

La garantie ci-après définie ne s'exerce que si elle est mentionnée aux Conditions Particulières. La mise en œuvre de cette garantie est confiée au: GIC CIVIS, 90 avenue de Flandre, 75019 PARIS, téléphone +33 (0)1.53.26.25.25, lequel est mandaté par ACE European Group Ltd, a Chubb Company, pour délivrer les prestations garanties.

7.10.1. OBJET DE LA GARANTIE

La présente garantie a pour objet d'apporter à l'Assuré les moyens juridiques et financiers qui sont nécessaires :

① Pour réclamer amiablement, et au besoin, judiciairement, la réparation pécuniaire des Dommages subis par l'Assuré, à la triple condition :

- qu'il s'agisse de Dommages garantis, engageant la responsabilité d'une personne physique ou morale n'ayant pas la qualité d'Assuré au titre du présent contrat,
- que ces Dommages soient survenus dans des circonstances où la garantie Responsabilité Civile du présent contrat aurait été acquise à l'Assuré s'il en avait été l'auteur au préjudice d'un Tiers,
- que ces Dommages soient d'un montant égal ou supérieur au seuil d'intervention fixé aux Conditions Particulières.

② Pour défendre l'Assuré devant les juridictions répressives et les commissions administratives, s'il est poursuivi pour contravention ou délit à la suite d'un évènement couvert par la garantie Responsabilité Civile du présent contrat.

7.10.2. PRESTATIONS GARANTIES

L'Assureur s'engage, sous les conditions de mise en œuvre précisées au paragraphe « Mise en œuvre de la garantie » :

① à procurer à l'Assuré tous renseignements sur l'étendue de ses droits et la manière de les faire valoir, et à mettre en œuvre toutes interventions, démarches et moyens juridiques tendant à mettre fin au différend*

② à saisir l'avocat désigné par l'Assuré et, à défaut de libre choix, à lui en fournir un :

- lorsqu'il faut défendre, représenter ou servir les intérêts de l'Assuré devant une juridiction ou une commission,
- en cas de conflit d'intérêts, c'est-à-dire si le GIE CIVIS doit simultanément défendre des intérêts liés à ceux de l'adversaire de l'Assuré.

③ à prendre en charge les honoraires des mandataires (avocat, correspondant, huissier, expert) et tout autre frais nécessaire, dans la mesure où ces frais et honoraires incombent à l'Assuré, pour faire reconnaître ses droits et les faire exécuter, ceci dans la limite fixée aux Conditions Particulières.

Ne sont pas pris en charge :

- les amendes et pénalités de toute nature que l'Assuré devrait en définitive payer ou rembourser à la partie adverse,
- les enquêtes pour identifier ou retrouver l'adversaire,
- les honoraires de résultat.

7.10.3. ÉTENDUE GEOGRAPHIQUE DE LA GARANTIE

La garantie s'exerce dans le Monde Entier.

7.10.4. MISE EN ŒUVRE DE LA GARANTIE

7.10.4.1. DECLARATION

Tout évènement susceptible d'entraîner la mise en jeu de la présente garantie doit être déclaré par écrit au GIE CIVIS.

IMPORTANT

Sous peine de déchéance et sans préjudice des dispositions du paragraphe « Accord préalable de prise en charge » ci-après, l'Assuré doit, sauf cas fortuit ou de force majeure, faire cette déclaration avant toute saisine d'avocat ou tout engagement d'action judiciaire.

7.10.4.2. CONSTITUTION DU DOSSIER

L'Assuré doit communiquer, lors de la déclaration, et ultérieurement, dès réception, toutes pièces, informations et éléments de preuve se rapportant au différend, et utiles à la vérification de la garantie, à l'instruction du dossier et à la recherche de sa solution. L'Assuré doit notamment fournir tous renseignements permettant d'identifier et de retrouver son adversaire et de chiffrer et de justifier sa Réclamation, ainsi que tous renseignements concernant les autres assurances dont il pourrait éventuellement bénéficier à l'occasion des événements déclarés.

IMPORTANT

L'Assuré sera déchu de tout droit à garantie et tenu de rembourser les frais déjà exposés s'il fait sciemment des déclarations inexactes (ne serait-ce qu'en dissimulant certains documents ou renseignements) sur la nature, les causes ou les conséquences du différend ou tout élément concernant la recherche de sa solution.

7.10.4.3. ACCORD PREALABLE DE PRISE EN CHARGE

La conduite du dossier, les saisines de mandataire et les actions à entreprendre sont décidées d'un commun accord entre l'Assuré et le GIE CIVIS.

En cas de désaccord, l'Assuré peut demander l'arbitrage mais il peut aussi, après en avoir informé le GIE CIVIS par écrit, exercer lui-même l'action contestée. S'il obtient une solution définitive plus favorable, le GIE CIVIS remboursera sur justification et dans les limites de la garantie, les frais qu'il aura exposés et dont le montant n'aura pas été mis à la charge de l'adversaire.

IMPORTANT

Sous réserve de ce cas particulier, les initiatives que l'Assuré pourrait prendre sans l'accord préalable du GIE CIVIS resteront à sa charge sauf s'il s'agit de mesures conservatoires réellement urgentes pour lesquelles l'Assuré a été dans l'impossibilité de joindre le GIE CIVIS, ne serait-ce que téléphoniquement, et pour autant que ces mesures se révèlent appropriées.

7.10.4.4. CHOIX ET SAISIE DE L'AVOCAT

S'il convient de constituer un avocat, l'Assuré a le droit de le choisir (c'est-à-dire de le désigner au GIE CIVIS).

Lorsque l'Assuré choisit son avocat, il ne doit jamais le saisir directement, mais confier ce soin au GIE CIVIS. Le montant de la prise en charge de l'Assureur est évalué de gré à gré entre le GIE CIVIS et l'Assuré ou, à défaut, en fonction de la nature et des difficultés du dossier.

L'Assureur ne prend pas en charge les frais supplémentaires découlant de l'intervention d'un avocat non territorialement compétent (frais de déplacement, frais de postulation etc.).

Lorsque la prise en charge de l'Assureur est inférieure aux honoraires de l'avocat, ou à l'évaluation qui a pu être faite, l'Assuré peut désigner un autre avocat ou maintenir son choix initial en conservant à sa charge le dépassement d'honoraire.

7.10.4.5. PAIEMENT DES SOMMES ET SUBROGATION

Le GIE CIVIS règlera directement les honoraires et frais garantis sans que l'Assuré ait à en faire l'avance, sauf si l'Assuré récupère la taxe sur la valeur ajoutée, auquel cas le GIE CIVIS lui remboursera, sur justificatifs, le montant hors taxes de ces frais et honoraires.

Le GIE CIVIS reversera à l'Assuré les sommes et indemnités obtenues à son profit dans les trente jours de la date à laquelle il les aura lui-même encaissées.

De son côté, il appartient à l'Assuré de verser les consignations, cautions ou provisions qui seraient éventuellement requises pour faire face à des charges non garanties.

L'Assureur est subrogé conformément à l'article L. 121-12 du Code dans les droits et actions de l'Assuré contre les Tiers à concurrence des sommes qu'il a réglées.

L'Assuré s'engage à préserver ces droits et, s'il y a lieu, à reverser à l'Assureur les sommes qui auraient été directement perçues à ce titre, notamment celles obtenues au titre de l'article 700 du code de procédure civile ou de tout autre texte équivalent.

7.10.5. RESOLUTION DES CONFLITS SURGISSANT ENTRE LE GIE CIVIS ET L'ASSURE

Sur simple demande de l'Assuré, tout désaccord survenant entre le GIE CIVIS et l'Assuré à propos de la mise en œuvre de la présente garantie sera soumis par voie de requête conjointe au Président du Tribunal d'Instance du domicile de l'Assuré, ce magistrat statuant à l'amiable compositeur.

Cette requête conjointe est prise en charge par l'Assureur et n'interdit pas à l'Assuré de recourir à ses frais à tout autre moyen de droit.

7.11. / LE CONTRAT

7.11.1. LA FORMATION DU CONTRAT

Le contrat d'assurance est formé dès l'accord des parties. Signé par elles, il constate leur engagement réciproque. La garantie est acquise à compter de la date d'effet indiquée aux Conditions Particulières.

7.11.2. DUREE DU CONTRAT

Sauf convention contraire, le contrat est conclu pour une durée d'un an. A son expiration, il est reconduit automatiquement d'année en année, sauf résiliation par l'une ou l'autre des parties, selon l'une des modalités prévues ci-après, deux mois au moins avant l'échéance annuelle de la prime. Ce délai court à partir de la date figurant sur le cachet de la poste.

En cours de contrat, les parties peuvent le résilier dans les cas prévus à l'article « Résiliation ».

7.11.3. RESILIATION

7.11.3.1. CAS DE RESILIATION

Le contrat peut être résilié :

① Par le Souscripteur ou l'Assureur :

- Chaque année, à la date d'échéance principale de la prime annuelle, moyennant un préavis de deux mois au moins,

② Par l'Assureur :

- En cas de non-paiement des primes (article L. 113-3 du Code),
- En cas d'aggravation du risque (article L. 113-4 du Code),
- En cas d'omission ou d'inexactitude dans les réponses ou déclarations spontanées faites à l'Assureur lors de la souscription du contrat, ou en cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration des circonstances nouvelles en cours de contrat (article L. 113-9 du Code),
- Après Sinistre, le Souscripteur ayant alors droit de résilier les autres contrats souscrits par lui auprès de l'Assureur (article R. 113-10 du Code).

③ Par le Souscripteur :

- En cas de diminution des risques couverts par la police si l'Assureur refuse de réduire la prime en conséquence (article L. 113-4 du Code),
- En cas de résiliation par l'Assureur d'un autre contrat du Souscripteur après Sinistre (article R. 113-10 du Code),
- En cas de majoration de la prime,
- En cas de cessation de commerce ou dissolution de société.

④ De plein droit :

- En cas de retrait total de l'agrément de l'Assureur (article L. 326-12 du Code),

7.11.3.2. MODALITES DE RESILIATION

Lorsque le Souscripteur a la faculté de résilier le contrat, il peut le faire à son choix, soit par lettre recommandée, soit par une déclaration faite contre récépissé au siège social de l'Assureur ou chez son représentant dans la localité, soit par acte extrajudiciaire.

La résiliation par l'Assureur doit être notifiée au Souscripteur par lettre recommandée adressée au dernier domicile connu de celui-ci. En cas d'envoi d'une lettre recommandée, tout délai de préavis de résiliation [sauf dans le cas du 7.11.3.1 « Par l'assureur », premier tiret] se décompte à partir de la date figurant sur le cachet de la poste.

Dans le cas de résiliation au cours d'une Année d'assurance, la portion de prime pour la période restante est remboursée à l'Assuré, si elle est perçue d'avance. Toutefois, si le contrat est résilié par l'Assureur pour non-paiement de la prime, l'Assureur a droit à une indemnité de résiliation égale à la portion de la prime annuelle afférente à la période postérieure à la date d'effet de la résiliation.

7.12. / OBLIGATIONS DE L'ASSURE

7.12.1. À LA SOUSCRIPTION DU CONTRAT

7.12.1.1. DECLARER LE RISQUE

Le contrat est établi sur la base des réponses faites par l'Assuré aux questions qui lui sont posées par l'Assureur et la prime fixée en conséquence.

L'Assuré doit donc répondre exactement aux questions qui lui sont posées par l'Assureur conformément à l'article L. 113-2 du Code.

7.12.1.2. DECLARER LES AUTRES ASSURANCES

Si les risques garantis par le présent contrat sont couverts par une autre assurance, le Souscripteur doit le déclarer à l'Assureur (article L. 121-4 du Code).

Incidences d'une réticence ou déclaration inexacte :

Toute réticence ou fausse déclaration intentionnelle commise par le Souscripteur ou l'Assuré dans les réponses faites à l'Assureur entraîne la nullité du contrat dans les conditions prévues à l'article L. 113-8 du Code, les primes échues restant acquises à l'Assureur à titre de Dommages et intérêts.

Toute omission ou déclaration inexacte dans les réponses faites à l'Assureur par le Souscripteur ou l'Assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie donne droit à l'Assureur :

- Si elle est constatée avant tout Sinistre, soit de maintenir le contrat en vigueur moyennant une augmentation de prime acceptée par le Souscripteur, soit de résilier le contrat dans les délais et conditions prévus par l'article L. 113-9 du Code ;
- Si elle n'est constatée qu'après Sinistre, de réduire l'indemnité en proportion du taux des primes payées par rapport au taux des primes qui auraient été dues si les risques avaient été complètement et exactement déclarés.

7.12.2. EN COURS DE CONTRAT

7.12.2.1. PAYER LA PRIME (COTISATION)

Le Souscripteur s'engage à payer à l'Assureur les primes et, éventuellement, les frais accessoires dont le montant est fixé aux Conditions Particulières, ainsi que les impôts et taxes en vigueur.

Ces sommes sont payables au siège de l'Assureur, sauf indication aux Conditions Générales d'une mention de portabilité en un autre lieu.

Le paiement des primes se fait suivant celle des dispositions ci-après choisie par les parties :

- prime forfaitaire : la prime est payable d'avance à la date d'échéance prévue aux Conditions Générales,
- prime ajustable : il est stipulé un minimum de prime payable annuellement et d'avance à la date fixée aux Conditions Générales, complété en fin d'Année d'Assurance, par application du taux de prime convenu.

Calcul et paiement de la prime ajustable

Pour les besoins du calcul de la prime ajustable, le Souscripteur s'engage :

- À adresser, dans les trois mois qui suivent l'expiration de chaque Année d'Assurance, le relevé des éléments prévus aux Conditions Particulières pour le calcul de la prime et ce, dans le cadre de la totalité des activités déclarées et couvertes par le présent contrat,
- À payer la prime complémentaire en découlant, s'il y a lieu, sur simple réclamation.

Le Souscripteur s'engage à mettre à la disposition des représentants de l'Assureur, sur simple demande de leur part, pendant la durée du contrat et les deux années suivant son expiration, toutes pièces justificatives qu'ils jugeraient utile de consulter, sans que l'émission et le paiement de primes comportent décharge de cette obligation.

À défaut de fourniture par le Souscripteur des éléments prévus aux Conditions Générales dans le délai convenu, l'Assureur peut mettre en demeure le Souscripteur, par lettre recommandée, de satisfaire à cette obligation dans les dix jours de la réception de la mise en demeure. Si, passé ce délai, la déclaration n'a pas été transmise, l'Assureur peut mettre en recouvrement une quittance provisoire correspondant à une fois et demie le montant de la dernière prime, sans qu'il puisse résulter de ce seul fait une majoration de la prime qui serait due en définitive. Au cas où cette quittance provisoire ne serait pas réglée, l'Assureur pourrait suspendre la garantie puis résilier le contrat ou en poursuivre l'exécution en justice dans les conditions prévues à l'article L. 113-3 du Code.

Lorsque l'Assureur aura reçu ladite déclaration, il sera procédé à la régularisation des sommes dues par le Souscripteur. En cas d'erreur ou d'omission dans la déclaration, le Souscripteur devra payer, outre le montant de la prime, une indemnité égale à 50 % de la prime correspondant aux déclarations omises.

Lorsque les erreurs ou omissions auront par leur nature, leur importance ou leur répétition, un caractère frauduleux, l'Assureur sera en droit d'exiger le remboursement des Sinistres payés, et ce indépendamment de l'indemnité prévue ci-dessus (article L. 113-10 du Code).

Défaut du paiement de la prime

À défaut de paiement d'une prime ou d'une fraction de prime dans les dix jours de son échéance, l'Assureur, indépendamment de son droit de poursuivre l'exécution du contrat en justice, peut par lettre recommandée valant mise en demeure, adressée au Souscripteur ou à la personne chargée du paiement des primes à leur dernier domicile connu, suspendre la garantie trente jours après l'envoi de cette lettre.

La suspension de la garantie signifie que l'Assureur est libéré de tout engagement à l'égard de l'Assuré dans le cas où un Sinistre survient pendant cette période de suspension; elle ne dispense pas le Souscripteur de l'obligation de payer les primes venues à leur échéance.

L'Assureur a le droit de résilier le contrat dix jours après l'expiration du délai de trente jours visé ci-dessus; dans ce cas la portion de prime pour la période restante est due à l'Assureur.

Si la prime annuelle est payable en plusieurs fractions, le non-paiement d'une fraction de prime à l'échéance fixée entraîne l'exigibilité de la totalité des fractions de prime restant dues au titre de l'Année d'assurance en cours.

7.12.2.2. DECLARER LES MODIFICATIONS APPORTEES AU RISQUE

Le Souscripteur doit déclarer à l'Assureur, par lettre recommandée et dans un délai de quinze jours à partir du moment où il en a eu connaissance, les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence, soit d'aggraver les risques, soit d'en créer de nouveaux, et rendent de ce fait inexacts ou caduques les réponses faites à l'Assureur lors de la déclaration initiale du risque.

L'Assureur pourra opposer à l'Assuré une déchéance pour déclaration tardive, sauf cas fortuit ou de force majeure, s'il établit que ce retard lui a causé un préjudice.

Lorsque cette modification constitue une aggravation telle que, si le nouvel état de choses avait existé lors de la souscription du contrat ou de son renouvellement, l'Assureur n'aurait pas contracté ou ne l'aurait fait que moyennant une prime plus élevée, la déclaration doit être faite, sous peine des sanctions prévues aux articles L. 113-8 et L. 113-9 du Code, et l'Assureur peut, dans les conditions prévues à l'article L. 113-4 du Code, soit résilier le contrat par lettre recommandée moyennant préavis de dix jours, soit proposer un nouveau taux de prime. Si le Souscripteur n'accepte pas le nouveau taux de prime, l'Assureur peut résilier le contrat.

8. / DISPOSITIONS GÉNÉRALES DES GARANTIES D'ASSISTANCE JURIDIQUE

Les garanties d'assistance juridique sont incluses avec votre contrat santé.
Police n°08152901Z souscrite par l'ASFE auprès d'AREAS CIVIS.

8.1. / L'ASSISTANCE JURIDIQUE DE L'EXPATRIÉ ET DE L'IMPATRIÉ

8.1.1. INFORMATIONS JURIDIQUES ET FISCALES

Pour vous informer au regard de la loi française, nous mettons à votre disposition notre service d'information « ASFE INFORMATION JURIDIQUE »

Ses juristes répondent à vos questions d'ordre juridique à caractère documentaire et vie quotidienne relatives aux domaines suivants :

- Droit de la consommation : l'achat, la location, le financement, la propriété et la vente de biens mobiliers et de services destinés à votre usage privatif.
- Droit immobilier, concernant votre habitation en France: mise en location durant votre expatriation, copropriété, relations avec votre bailleur en votre qualité de locataire, voisinage, travaux d'entretien ou de réparation, assurance...
- Droit des transports : déménagement, transport de bagages, responsabilité du transporteur...
- Droit fiscal : informations à propos de la déclaration de revenu, impôt sur le revenu des personnes physiques, taxe sur la valeur ajoutée relatives à des biens et services destinés à votre usage privatif, procédures fiscales...
- Droit douanier : dédouanement...

IMPORTANT

Ce service est accessible 24 H / 24, 7j/7 :
Par téléphone : +331 53 26 25 25.
Par internet: <http://www.civis.fr>.

8.1.2. ASSISTANCE JURIDIQUE

8.1.2.1. OBJET DE VOTRE GARANTIE

Nous mettons à votre disposition les moyens juridiques et financiers qui vous sont nécessaires pour vous renseigner, vous assister et vous défendre en cas de litige garanti afin de faire valoir vos droits et les faire exécuter.

8.1.2.2. QUAND INTERVENONS-NOUS ?

Quand un litige vous oppose à un tiers dans les domaines suivants, que ce litige relève d'un tribunal de la République française ou d'un autre État :

- Droit de la consommation: en cas de litige découlant de l'achat, la location, le financement, la propriété ou la vente de biens mobiliers et de services destinés à votre usage privatif.
- Droit des transports : en cas de litige découlant du transport de vos biens mobiliers destinés à un usage privatif et de vos effets personnels (déménagement, transport de bagages, ...).
- Droit immobilier: en cas de litige vous opposant en votre qualité de locataire à votre bailleur à propos de votre habitation dans votre État d'expatriation: en ce qui concerne les expatriés depuis la France vers un autre État, en cas de litige se rapportant à votre habitation en France: mise en location durant votre expatriation, copropriété, voisinage, travaux d'entretien ou de réparation, assurance, ...
- Droit social: en cas de litige vous opposant en votre qualité de salarié à votre employeur à propos de la conclusion, de l'exécution ou de la cessation de votre contrat de travail,
- Droit pénal: pour vous défendre en cas de procédure pénale (audition, garde à vue, mise en examen ou poursuite devant une juridiction répressive), lorsque l'intervention d'un avocat est rendue nécessaire par la procédure du pays concerné, ainsi qu'en assurant l'avance d'une caution pénale en cas de nécessité.
- Droit administratif: en cas de litige vous opposant à votre État d'expatriation en matière administrative (réglementation, litige avec une administration, litige douanier, ...) hors litige de nature fiscale.

Quand un litige vous oppose à l'administration fiscale de la République française en matière de Droit fiscal : impôt sur le revenu des personnes physiques, taxe sur la valeur ajoutée relative à des biens ou services destinés à un usage privatif, etc.

8.1.2.3. NOUS N'INTERVENONS PAS

- Lorsque l'événement préjudiciable, ou l'acte répréhensible, à l'origine du litige est porté à votre connaissance avant votre adhésion au contrat souscrit par l'ASFE, ou après la cessation de votre adhésion.
- Lorsque votre demande est juridiquement insoutenable, prescrite ou lorsque son enjeu est inférieur au seuil d'intervention, fixé à 200€/250 \$,
- Lorsque le litige découle de votre responsabilité civile quand elle couverte par un contrat d'assurances,
- Lorsque le litige découle :
 - de l'expression par vous d'opinions politiques, syndicales ou religieuses,
 - de la protection de vos brevets, titres de propriété industrielle ou droits d'auteur,
 - de votre qualité de donneur d'aval, de caution ou cessionnaire de droits,
 - de la protection de vos brevets, titres de propriété industrielle ou droits d'auteur,
 - de poursuites pénales, mesure d'instruction ou réclamation diligentée à votre rencontre, dans l'espace de l'Union Economique Européenne pour un crime ou pour un délit impliquant la volonté de causer un dommage, ou pour rixe ou injure,
 - de l'exercice d'une activité professionnelle non salariée, en ce qui concerne vos rapports avec

l'administration fiscale en France ou l'administration de l'État d'expatriation, - de l'application du livre I du Code Civil (divorce, filiation, nationalité...) ainsi que des régimes matrimoniaux, successions et donations entre vifs,

- de la guerre civile ou étrangère,
- de l'application du présent contrat.

8.1.2.4. EN CAS DE SURVENANCE D'UN LITIGE

Dans le cadre de cette garantie, vous bénéficiez des prestations de juristes qui interviendront dans les conditions suivantes :

8.1.2.5. DECLARATION DE VOTRE LITIGE

Dès que vous avez connaissance d'un litige, vous devez solliciter notre intervention en nous contactant par téléphone ou via notre site Internet. Vous nous communiquerez ultérieurement si nécessaire toutes informations, pièces permettant l'instruction du litige et la recherche de sa solution amiable.

Cette déclaration devra nous parvenir avant tout engagement d'action judiciaire et avant toute saisine d'avocat, d'huissier ou d'expert sauf mesures conservatoires urgentes et appropriées.

En cas de déclaration inexacte et de mauvaise foi sur les faits, les événements ou la situation qui sont à l'origine du litige ou plus généralement sur tout élément pouvant servir à sa solution, la déchéance de garantie est encourue.

8.1.2.6. GESTION DE VOTRE LITIGE

Nous nous engageons à rechercher une solution amiable à votre litige le plus rapidement possible.

À cette fin, des juristes vous renseigneront dans un premier temps sur vos droits et ensuite mettront en œuvre, avec votre accord, toutes interventions, démarches, pourparlers, tendant à aboutir à l'issue amiable de votre litige :

- Pour les litiges ne nécessitant pas de procédure judiciaire et pour lesquels votre situation spécifique d'expatrié ne nous permet pas de vous fournir les renseignements sollicités, nous organisons et prenons en charge une consultation par un avocat.
- Vous pourrez ainsi rencontrer un avocat de votre choix, et sur demande écrite de votre part, nous pourrions vous mettre en relation avec un avocat correspondant ou recommandé par les services consulaires.
- Cette possibilité de consulter un avocat vous est ouverte à raison de deux consultations au plus par année d'assurance, dans la limite de 450 €/560\$ TTC par consultation au titre des honoraires et frais de l'avocat.
- Pour les autres litiges, et seulement dans le ressort de l'Union européenne, si vous êtes informé que le tiers est assisté à l'amiable d'un avocat, ou si nous en sommes nous-mêmes informés, vous devrez également être assisté d'un avocat. Nous vous proposerons de le choisir, et nous pourrions à votre demande écrite vous mettre en relation avec l'un de nos avocats habituels. Nous réglerons directement les honoraires et frais de cet avocat, dans la limite de 450 euros/550 dollars TTC par litige au titre de cette phase amiable.
- Si votre litige entre en phase judiciaire devant un tribunal français ou étranger, ou en cas de conflit d'intérêts, nous vous proposerons de saisir un avocat de votre choix, et sur demande écrite de votre part, nous pourrions vous mettre en relation avec un avocat correspondant ou recommandé par les services consulaires.

Vous aurez, avec notre assistance si vous le souhaitez, la maîtrise des directives ou des mesures pouvant s'avérer nécessaires durant la procédure. Dans tous les cas, il sera nécessaire d'obtenir notre accord préalable sur la prise en charge des frais et honoraires liés aux actions ou voies de recours que vous entendrez exercer afin de nous permettre au travers de la communication de toutes pièces utiles d'en examiner le bien-fondé et l'opportunité. Il en sera de même pour l'acceptation d'une transaction.

Il vous appartiendra de votre côté de verser toutes sommes, provisions ou cautions qui seraient éventuellement requises pour faire face à des charges non garanties.

Nous réglerons directement les honoraires et frais des mandataires, **à concurrence des montants indiqués dans le tableau ci-après concernant l'avocat intervenant pour votre compte**, et tous autres frais nécessaires à la solution du litige.

Cette garantie vous est accordée dans la limite de deux litiges par année d'assurance, l'ensemble de nos règlements par litige ne pouvant excéder 5000€/6 250 \$ TTC, le montant de l'éventuelle consultation précédemment effectuée et afférente au même litige s'imputant sur ce montant.

Les sommes allouées au titre des frais et dépens ainsi que des frais irrépétibles seront affectées prioritairement aux frais que vous auriez personnellement exposés. Au-delà de vos propres frais, nous serons subrogés dans vos droits et actions pour la récupération de ces sommes à concurrence des sommes réglées par nos soins.

CE QUE NOUS RÉGLERONS À L'AVOCAT INTERVENANT POUR VOTRE COMPTE		CE QUE NOUS NE RÉGLERONS PAS
Consultation	450 €/550 \$	<p>- Les amendes et les sommes de toute nature que vous seriez dans l'obligation de régler ou rembourser au(x) tiers.</p> <p>- Les frais et dépens engagés par le (les) tiers et mis à votre charge.</p> <p>- Les honoraires de résultat.</p> <p>- Les frais et interventions rendus nécessaires ou aggravés de votre seul fait.</p> <p>- Les enquêtes pour identifier ou retrouver le (les) tiers.</p> <p>- Les frais engagés sans notre accord.</p>
Assistance au stade amiable (en cas d'assistance du tiers par un avocat)	450 €/550 \$	
Commission administrative, Juge de proximité (au pénal), Tribunal de Police (1 ^e à 4 ^e classe). Médiation pénale, Tribunal de Police (5 ^e classe), Correctionnel, référé	450 €/550 \$	
Constitution de partie civile	380 €/475 \$	
Liquidation des intérêts civils	460 €/575 \$	
Autres procédures	450 €/550 \$	
Assistance à expertise, mesure d'instruction	245 €/305 \$	
Tribunal d'Instance, Juge de proximité (au civil) Tribunal des Affaires Sociales, Tribunal de Grande Instance, de Commerce,	800 €/1000 \$	
Administratif		
Conseil de Prud'hommes		
- Conciliation	305 €/380 \$	
- Bureau de jugement	580 €/725 \$	
- Juge départiteur	380 €/475 \$	
Cour d'Appel		
- Défense en matière pénale	580 €/725 \$	
- autre	800 €/1 000 \$	
Cour de Cassation, Conseil d'État		
- pourvoi en défense	1500 €/1 900 \$	
- pourvoi en demande	2000 €/2 500 \$	
- Cour d'Assises	1525 €/1 900 \$	
Transaction au stade judiciaire :		
- sans rédaction d'un procès-verbal	50 % du plafond prévu pour la juridiction concernée	
- avec rédaction d'un procès-verbal	100 % du plafond prévu pour la juridiction concernée	
<p>Ces montants incluent, outre les honoraires, la TVA, ainsi que les frais, droits divers, débours ou émoluments (notamment de postulation devant le Tribunal de Grande Instance).</p> <p>Ils n'incluent pas les frais d'actes d'huissiers de justice ainsi que, le cas échéant, les frais de mandataire devant le Tribunal de Commerce.</p> <p>Ces montants sont applicables par ordonnance, jugement ou arrêt ainsi qu'en cas de pluralité d'avocats, c'est-à-dire lorsqu'un avocat succède, à votre demande, à un autre avocat pour la défense de vos intérêts, ou si vous faites le choix de plusieurs avocats.</p> <p>Si le litige relève d'une juridiction étrangère, le montant applicable est celui de la juridiction française équivalente, et à défaut, celui du niveau de juridiction concerné.</p>		

8.1.2.7. ARBITRAGE EN CAS DE DESACCORD :

Si notre désaccord est lié à notre refus de prendre en charge une procédure que vous souhaitez engager, et que nous estimons non fondée dans le cadre des dispositions prévues au paragraphe EN CAS DE PROCEDURE, vous pourrez :

- soit exercer à vos frais l'action contestée par nous, après nous en avoir informé par écrit.
- si vous obtenez une décision définitive favorable à vos intérêts, nous vous rembourserons sur justificatifs et selon les termes de la garantie, les frais et honoraires que vous aurez exposés et dont le montant n'aura pas été mis à la charge du (des) tiers.
- soit demander la mise en œuvre d'une procédure d'arbitrage selon les modalités prévues ci-dessous

Si notre désaccord est lié aux mesures à prendre pour régler le litige :

- cette difficulté peut être soumise à l'appréciation d'une tierce personne, arbitre désigné d'un commun accord parmi les professionnels habilités à donner du conseil juridique (notaires, avocats, professeur de faculté, ...) ou, à défaut d'accord, par le Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés. Nous prendrons en charge les frais exposés pour la mise en œuvre de cette faculté, dans la limite de 800 €/1 000 \$ TTC.

Toutefois, le Président du Tribunal de Grande Instance, statuant en la forme des référés, peut en décider autrement lorsque vous avez mis en œuvre cette faculté dans des conditions abusives.

Si vous avez engagé à vos frais une procédure contentieuse et obtenez une solution plus favorable que celle proposée par nous-même ou la tierce personne arbitre, nous vous indemnisons des frais exposés pour l'exercice de cette action, dans la limite du montant de la garantie.

8.1.3. CAUTION PENALE

En cas de procédure vous impliquant et exigeant la constitution d'une caution pénale, nous ferons parvenir à titre d'avance la caution pénale, dans la limite de 16 000 €/20 000 \$. Pour les procédures à l'étranger, notre envoi interviendra auprès d'un intermédiaire identifié par le Consulat de France et expressément mandaté par vos soins. Ce mandat devra nous parvenir par télécopie ou par e-mail accompagné du montant de la somme (chiffres et lettres) par le biais d'une antenne diplomatique française dans le pays dans lequel vous séjournez.

Note verusement à titre d'avance interviendra selon les modalités suivantes :

- En cas d'urgence, dans un délai de 24h00 à compter de la date de la demande, nous adresserons la somme de 8000€/10 000 \$ par transfert de fonds sous forme de cash, et le complément, soit 8 000 €/10 000 \$ par virement International dans un délai de 5 jours à compter de la demande, auprès de l'intermédiaire désigné ci-dessus.
- Ou bien par virement International, la somme de 16 000 €/20 000 \$ auprès de cet intermédiaire dans un délai de 5 jours à compter de la demande.

Ces prestations s'exécuteront sous réserve de la législation du contrôle des changes du pays dans lequel vous séjournez.

8.1.4. LEXIQUE

Conflit d'intérêts : Lorsque nous devons simultanément défendre vos intérêts et ceux du (des) tiers.

Déchéance : Perte du droit à la garantie.

Dépens : Frais de justice entraînés par le procès, ne comprenant pas les honoraires d'avocat.

Expatrié : Toute personne résidant en dehors de son pays d'origine et adhérente de l'ASFE, souscripteur du contrat.

Frais irrépétibles : Sommes exposées par une partie dans une instance judiciaire, non comprises dans les dépens et compensées par une indemnité au titre de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile ou de l'article 475-1 du Code de Procédure Pénale ou de l'article L 8.1 du Code des Tribunaux Administratifs et des Cours Administratives d'Appel.

Juridiquement insoutenable : Caractère non défendable de votre position ou de votre litige au regard de la loi et de la jurisprudence en vigueur.

Impatrié : Toute personne ne bénéficiant pas de la nationalité française, résidant en France, non assujettie à la sécurité sociale ou à un régime assimilé, et adhérente de l'ASFE, souscripteur du contrat.

Litige : Situation conflictuelle causée par un événement préjudiciable ou un acte répréhensible vous opposant à un (des) tiers et vous conduisant à faire valoir un droit contesté, à résister à une prétention ou à vous défendre devant toute juridiction.

Nous : Le GIE CIVIS agissant pour le compte de l'assureur GIE CIVIS 90 avenue de Flandre 75019 PARIS
Tél. : 01.53.26.25.25 - Fax: 01.53.26.36.34.

Seuil d'intervention : Enjeu financier du litige en principal en dessous duquel nous n'intervenons pas et dont le montant est fixé à 200€/250 \$.

Tiers : Personne physique ou morale non assurée par le présent contrat et qui vous est opposée.

Vous : L'Assuré, c'est-à-dire l'Adhérent de l'association ASFE souscripteur du contrat, en sa qualité d'expatrié ou d'impatrié, son conjoint ou assimilé non séparé de corps ou de fait et les enfants à leur charge au sens fiscal du terme.

8.2. / LES SERVICES ET ASSISTANCES APPORTES AUX EXPATRIES ET AUX IMPATRIES

En cas de perte, de vol ou d'altération technique des moyens de paiement :

① L'avance d'espèces

Cette avance de fonds pourra se faire dans un délai de 3h00 7j/7 de 10h00 à 17h00 heures françaises pour une somme maximale de 800 €/1 000 \$ dans la limite de deux avances par an.

② La réservation et/ou le paiement sous forme d'avance des nuitées d'hôtels à travers le monde.

Cette réservation ou le paiement à titre d'avance des nuitées d'hôtels se fera par l'intermédiaire du réseau ACCOR, notre partenaire dans ces prestations hôtelières. Pour les autres hôtels, nous nous chargerons de la prise en charge de la facture auprès de l'hôtel dont vous nous précisez les coordonnées. Cette avance interviendra pour une somme maximale de 800 €/1 000 \$ dans la limite de deux avances par an.

③ La réservation ou le paiement sous forme d'avance de billets d'avions pour aider à la poursuite du voyage.

Cette réservation ou le paiement des billets d'avion à titre d'avance se fera par l'intermédiaire du réseau AIR France. Cette avance se fera sur la base d'un billet en classe économique pour une somme maximale de 800€/1 000 \$ dans la limite de deux avances par an.

En toutes circonstances :

④ L'acheminement par des coursiers internationaux en fonction des délais d'urgence impartis (Chronopost/UPS/Federal Express/Jet Service/coursier attitré du GIE CIVIS) des éléments suivants :

- documents administratifs
- billets d'avions,
- voyageurs chèques
- médicaments,
- palets bruts des verres correctifs.

Nous nous engageons, dans le cadre de cette garantie, à vous faire parvenir par tous moyens ces éléments dès lors qu'ils présentent un caractère indispensable et n'ont pu être acheminés par le jeu des garanties souscrites dans le cadre de vos

contrats d'assistance.

⑤ L'accompagnement des enfants de - 6 ans et des personnes dépendantes voyageant seuls.

Dans le cadre d'un transport aérien entre le pays d'expatriation et la France (expatrié) ou entre la France et votre pays d'origine (impatrié), nous nous chargerons de faire appel à un réseau d'accompagnateurs pour vos enfants de - 6 ans et les personnes dépendantes à votre charge au sens fiscal du terme, sous réserve d'une demande formulée 72h00 au moins à l'avance auprès du numéro d'appel unique, des disponibilités en places d'avions aux dates choisies et des délais d'acheminement.

A ce titre, nous prenons en charge une fois par an le prix du billet d'avion d'un accompagnateur. Au-delà de cette garantie annuelle, l'accompagnement donnera lieu à la facturation d'un billet d'avion A/R en classe économique

⑥ En matière de transport aérien et en cas de surbooking, nous nous engageons à rechercher à votre attention des solutions alternatives auprès d'autres transporteurs et à vous avancer le montant des frais induits par cette situation de surbooking (hôtellerie, transports annexes...) à hauteur de 800€/1 000 \$.

⑦ Les prestations d'avance d'espèces seront exécutées sous réserve de la législation du contrôle des changes du pays dans lequel vous séjournez. Vous en assurerez le remboursement dans un délai de deux mois à compter de leur exécution.

⑧ En cas de besoin de travaux d'amélioration et/ou de rénovation de votre habitation privative en France métropolitaine : service de mise en relation avec un (ou plusieurs) artisan(s) du bâtiment et de contrôle du (des) devis établi(s) par cet (ces) artisan(s) : Nous intervenons afin de vous délivrer téléphoniquement la prestation suivante, lorsque vous souhaitez faire réaliser des travaux d'amélioration et/ou de rénovation de votre habitation privative, située en France métropolitaine, travaux faisant appel au(x) corps d'état suivant(s) : plâtrerie - peinture - revêtement de sol, menuiserie (PVC, bois, aluminium), serrurerie, miroiterie, électricité, plomberie - chauffage) :

- identification avec vous des travaux que vous entendez faire réaliser, et du (des) corps d'état requis par les dits travaux,
- mise en relation avec une entreprise du bâtiment requise en fonction des travaux visés par le client (ou les entreprises, si plusieurs sont requises),
- contrôle du devis de l'entreprise, ou des devis, par corps d'état, obtenu(s), avec retour auprès de vous afin de vous faire part de nos observations éventuelles.

Cette prestation intervient uniquement téléphoniquement, à distance, sans visite des lieux par nous-même ni suivi de travaux. La commande, le suivi et le règlement des travaux vous incombent. La réalisation des travaux, les travaux et leurs conséquences, y compris la conformité des installations, relèvent de la seule responsabilité de (des) l'entreprise(s) qui en a (ont) la charge, nous n'encourons pas de responsabilité de ce fait.

DÉLAI DE TRAITEMENT

La communication des coordonnées de l'entreprise du bâtiment et la mise en relation interviennent en temps réel ou bien dans le cadre d'un rendez-vous téléphonique avec vous, au plus tard 24h00 après votre appel (jour ouvré).

Le contrôle de devis et le retour téléphonique auprès de vous interviennent dans un délai de cinq jours ouvrés à compter de la réception du devis par nos services.

8.3. / EXAMEN DES RECLAMATIONS

En cas de réclamation portant sur la mise en œuvre de votre contrat ou sur la qualité du service, vous pourrez vous adresser à notre Service Qualité qui veillera à vous répondre dans les meilleurs délais :
GIE CIVIS QUALITY DEPARTMENT — 90 AVENUE DE FLANDRE — 75019 PARIS.

Sur simple demande de votre part et si votre réclamation persiste après la réponse de notre Service Qualité, les modalités d'accès au médiateur vous seront précisées si vous souhaitez recueillir son avis.

9. / OPTION D'ASSISTANCE MÉDICALE ET RAPATRIEMENT - DISPOSITIONS GÉNÉRALES DES GARANTIES

Contrat d'assistance N° 58.662.558 (N° de Conditions Générales / Convention : 346) souscrite par ASFE auprès d'EUROP ASSISTANCE.

Les présentes Dispositions Générales des garanties d'assistance médicale - rapatriement optionnelles conclues entre EUROP ASSISTANCE, Entreprise régie par le Code des Assurances, et le Souscripteur, ont pour objet de faire bénéficier les Assurés répondant aux conditions de garantie des prestations d'assistance souscrites pour leur compte par ASFE, le Souscripteur du présent contrat.

Contrat conclu entre :

EUROP ASSISTANCE,

Société Anonyme au capital de 46 926 941 Euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 451 366 405, entreprise régie par le Code des Assurances dont le siège social est sis 1 Promenade de la Bonnette - 92230 GENNEVILLIERS.

Ci-après dénommée "EUROP ASSISTANCE" ou « l'Assisteur »

ET

ASSOCIATION OF SERVICES FOR EXPATRIATES (ASFE),

Association loi 1901,
Season, 39 rue Mstislav Rostropovitch
75815 Paris cedex 17

Ci-après dénommée « le Souscripteur » ou « ASFE »

Par l'intermédiaire de :

MSH

Société par actions simplifiées au capital de 2 500 000 €,
Société de courtage d'assurances immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 352 807 549, inscrite à l'ORIAS sous le n° 07 002 751, numéro de TVA intracommunautaire FR 78 352 807
Ayant son siège social au Season, 39 rue Mstislav Rostropovitch
75815 Paris cedex 17

Ci-après dénommée le « Courtier » ou « le Gestionnaire ».

IMPORTANT

Avant de prendre toute initiative ou engager toute dépense en cas d'assistance rapatriement, contactez sans attendre Europ Assistance, 24h/24 afin d'obtenir un accord préalable :

- Par téléphone au + 33 1 41 85 84 46 Par fax au +33 1 41 85 85 71
- Par e-mail : service-medical@europ-assistance.fr

Et communiquez-leur :

- Vos noms & prénoms.
- Le nom de votre contrat: ASFE.
- Le numéro de téléphone d'où vous appelez ou à quel endroit vous pouvez être joint.
- Le nom, le lieu et le numéro de téléphone de la structure médicale où vous vous trouvez ainsi que le nom du médecin qui vous a pris en charge.

9.1. / QUELQUES CONSEILS...

9.1.1. AVANT DE PARTIR A L'ETRANGER

- 1 Vérifiez que votre contrat vous couvre pour le pays concerné et pour la durée de votre expatriation.
- 2 Pensez à vous munir de formulaires adaptés à la durée et à la nature de votre voyage ainsi qu'au pays dans lequel vous vous rendez (il existe une législation spécifique pour l'Espace Economique Européen). Ces différents formulaires sont délivrés par la Caisse d'Assurance Maladie à laquelle vous êtes affilié(e) afin de bénéficier, en cas de maladie ou d'accident, d'une prise en charge directe de vos frais médicaux par cet organisme.
- 3 Pour bénéficier de la prestation « Avance sur frais d'hospitalisation », vous devrez produire à nos services une attestation de votre assurance couvrant les frais de santé.
- 4 Si vous êtes sous traitement, n'oubliez pas d'emporter vos médicaments et renseignez-vous sur les conditions de transport de ceux-ci en fonction de vos moyens de transport et de votre destination.
- 5 Dans la mesure où nous ne pouvons nous substituer aux secours d'urgence, nous vous conseillons, particulièrement si

vous pratiquez une activité physique ou motrice à risque, ou si vous vous déplacez dans une zone isolée, de vous assurer au préalable qu'un dispositif de secours d'urgence a été mis en place par les autorités compétentes du pays concerné pour répondre à une éventuelle demande de secours.

6 En cas de perte ou de vol de vos clés, il peut être important d'en connaître les numéros. Prenez la précaution de noter ces références.

7 De même, en cas de perte ou de vol de vos papiers d'identité ou de vos moyens de paiement, il est plus aisé de reconstituer ces documents si vous avez pris la peine d'en faire des photocopies et de noter les numéros de votre passeport, carte d'identité et carte bancaire, que vous conserverez séparément

9.1.2. SUR PLACE

Si vous êtes malade ou blessé(e), contactez-nous dans les plus brefs délais, après avoir pris soin de faire appel aux secours d'urgence (SAMU, pompiers, etc.) auxquels nous ne pouvons nous substituer.

IMPORTANT

Certaines pathologies peuvent constituer une limite aux conditions d'application du contrat. Nous vous conseillons de lire attentivement les Dispositions Générales du contrat.

Votre contrat ASFE ASSISTANCE se compose des 2 éléments suivants :

- les présentes Dispositions Générales : elles ont pour objet de définir les conditions et modalités d'application des prestations d'assistance et des garanties d'assurance ainsi que les exclusions y afférentes, à l'égard des Assurés bénéficiaires du contrat ASFE ASSISTANCE souscrit pour leur compte par le Souscripteur,
- les Dispositions Particulières: elles retracent les éléments déclarés par le Souscripteur, les garanties et les zones souscrites ainsi que les montants de garanties applicables aux Assurés.

Pour en connaître le détail, renseignez-vous auprès du Souscripteur qui est en charge de vous communiquer ces informations. Afin de pouvoir être mises en œuvre, les prestations et les garanties décrites ci-après doivent avoir été souscrites et indiquées aux Dispositions Particulières.

9.2. / GENERALITES

9.2.1. OBJET DU CONTRAT

Les présentes Dispositions Générales du contrat d'assurance et d'assistance, ASFE ASSISTANCE, conclu entre EUROP ASSISTANCE, Entreprise régie par le Code des Assurances, et l'ASSOCIATION OF SERVICES FOR EXPATRIATES (ASFE), ont pour objet de faire bénéficier les Assurés répondant aux conditions de garantie des prestations d'assistance et/ou des garanties d'assurance souscrites pour leur compte par le Souscripteur du présent contrat.

9.2.2. DEFINITIONS

9.2.2.1. DEFINITIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES PRESTATIONS D'ASSISTANCE ET GARANTIES D'ASSURANCE

Au sens du présent contrat, on entend par :

Accident (de la personne) : Un événement soudain et fortuit atteignant l'Assuré, non intentionnel de la part de ce dernier, provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure.

Agression : Toute atteinte corporelle, non intentionnelle de la part de la personne assurée, provenant d'une action volontaire, soudaine et brutale, d'une autre personne ou d'un groupe de personnes.

Assuré ou bénéficiaire (vous) : Les adhérents de l'ASFE ayant souscrit l'option « Assistance/rapatriement ». Dans le présent contrat, les Assurés sont également désignés par le terme « Vous ».

Assureur/Assisteur : Dans le présent contrat, la société Europ Assistance est désignée sous le terme « Nous ». Les garanties d'assurance et prestations d'assistance sont garanties et mises en œuvre par Europ Assistance, entreprise régie par le Code des Assurances, Société Anonyme au capital de 35 402 786 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 451 366 405, dont le siège social est sis 1 promenade de la bonnette - 92230 GENNEVILLIERS.

Attentat : Tout acte de violence, constituant une attaque criminelle ou illégale, intervenu contre des personnes et/ou des biens, dans le pays dans lequel vous voyagez, ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation et la terreur, et faisant l'objet d'une médiatisation.

Cet Attentat devra être recensé par le Ministère des Affaires étrangères et européennes français.

Catastrophe naturelle : Phénomène d'origine naturelle, tel qu'un tremblement de terre, une éruption volcanique, un raz de marée, une inondation ou un cataclysme naturel, ayant eu pour cause l'intensité anormale d'un agent naturel, et reconnu comme tel par les pouvoirs publics du pays de survenance.

Déplacement : Tous vos déplacements, dans et hors votre Pays d'expatriation, ne dépassant pas 12 mois consécutifs.

Domicile : Est considéré comme Domicile votre lieu principal et habituel d'habitation figurant comme domicile sur votre avis d'imposition sur le revenu avant votre date de départ en expatriation. Il est situé dans l'un des pays du Monde entier. Les assurés doivent obligatoirement résider hors de leur pays de Domicile pendant la période de validité du contrat.

Étranger : Le terme Étranger signifie les pays qui sont hors de votre Pays de Domicile.

Évènement : Toute situation prévue par les présentes Dispositions Générales à l'origine d'une demande d'intervention auprès de l'Assureur/Assisteur.

France : Le terme France signifie France métropolitaine et Principauté de Monaco.

Franchise : Partie du montant des frais restant à votre charge.

Hospitalisation : Toute admission d'un Assuré justifiée par un bulletin d'hospitalisation dans un centre hospitalier (hôpital

ou clinique) prescrite par un médecin, consécutive à une Maladie ou à un Accident et comportant au moins une nuit sur place.

Lieu de résidence : Est considéré comme Lieu de résidence, votre lieu d'habitation principal et habituel, situé dans votre Pays de résidence.

Maladie : Etat pathologique dûment constaté par un docteur en médecine, nécessitant des soins médicaux et présentant un caractère soudain et imprévisible.

Membre de la famille : Par Membre de la famille, on entend le conjoint, le pacsé ou le concubin notoire vivant sous le même toit, l'(les) enfant(s) légitime(s), naturel(s) ou adopté(s) de l'Assuré, un frère ou une sœur, le père, la mère, un des beaux parents.

Pays de résidence : Est considéré comme Pays de résidence, le pays d'expatriation où vous avez votre résidence principale et habituelle.

Pays d'origine : Est considéré comme Pays d'origine celui dont vous êtes ressortissant figurant sur votre pièce d'identité, ou le pays de résidence habituel précédent le départ à l'étranger du Bénéficiaire tel que déclaré sur le certificat d'adhésion au présent contrat pour lequel le Bénéficiaire détient un passeport.

Sinistre dans le Lieu de résidence : Incendie, cambriolage ou dégât des eaux survenu, en votre absence, dans votre Lieu de résidence alors que vous êtes en Déplacement, et justifié par les documents prévus dans le cadre de la prestation « RETOUR ANTICIPÉ EN CAS DE SINISTRE SURVENU DANS VOTRE LIEU DE RÉSIDENCE LORS D'UN DÉPLACEMENT ».

Souscripteur : Par Souscripteur, on entend l'ASFE pour le compte de ses adhérents Assurés du présent Contrat.

9.2.2.2. DEFINITIONS SPECIFIQUES AUX GARANTIES D'ASSURANCE

Accident grave : Un événement soudain et fortuit atteignant toute personne physique, non intentionnel de la part de la victime, provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure et lui interdisant tout déplacement par ses propres moyens.

Domage matériel : Toute détérioration ou destruction accidentelle d'un bien.

Domage corporel : Toute atteinte corporelle (blessure, décès) subie involontairement par une personne physique.

Domage immatériel consécutif : Tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien, de la perte d'un bénéfice et qui est la conséquence d'un dommage corporel ou matériel garanti.

Evènement collectif : Un seul et même évènement trouvant son origine dans une même cause (même lieu, même date) donnant lieu à un cumul de sinistres pour les Assurés d'un même Souscripteur.

Sinistre : On entend par Sinistre tout événement à caractère aléatoire, de nature à engager la garantie du présent contrat pour un Assuré.

Usure : Dépréciation de la valeur d'un bien causée par l'usage, ou ses conditions d'entretien, au jour du Sinistre.

Vétusté : Dépréciation de la valeur d'un bien causée par le temps au jour du Sinistre.

9.2.3. QUELLE EST LA NATURE DES DEPLACEMENTS COUVERTS ?

Les prestations d'assistance et les garanties d'assurance du contrat s'appliquent à tout séjour à l'Etranger dans le cadre de déplacements professionnels ou déplacements privés, d'une durée minimum de 6 mois, à tacite reconduction, pendant la période de couverture du Bénéficiaire.

Il appartient au Souscripteur de vérifier que les Assurés répondent aux conditions d'adhésion définies aux présentes Dispositions Générales.

9.2.4. COUVERTURE GEOGRAPHIQUE DU CONTRAT

9.2.4.1. COUVERTURE TERRITORIALE

LES PRESTATIONS D'ASSISTANCE ET LES GARANTIES D'ASSURANCE DECRITES AU CHAPITRE 10 CI-APRES S'APPLIQUENT DANS LE MONDE ENTIER, A L'EXCEPTION DES EXCLUSIONS PREVUES PAR LES PRESENTES DISPOSITIONS.

9.2.4.2. EXCLUSIONS TERRITORIALES

EXCLUSIONS : Les pays en état de guerre civile ou étrangère, d'instabilité politique notoire, ou subissant des catastrophes naturelles, des mouvements populaires, émeutes, actes de terrorisme, représailles, restriction à la libre circulation des personnes et des biens (quel qu'en soit le motif, notamment sanitaire, de sécurité, météorologique, etc.), ou désintégration du noyau atomique, ou toute irradiation provenant d'une source d'énergie, présentant un caractère de radioactivité.

9.2.5. SANCTIONS INTERNATIONALES

EUROP ASSISTANCE ne fournira aucune couverture, ne prendra en charge les prestations et ne fournira aucun service décrit dans le présent document si cela peut l'exposer à une sanction, à une interdiction ou à une restriction internationale telle que définie par l'Organisation des Nations Unies, ou l'Union européenne, ou les États-Unis d'Amérique. Plus d'informations disponibles sur <https://www.europ-assistance.com/en/who-we-are/international-regulatory-information> (en anglais) ou <https://www.europ-assistance.com/fr/nous-connaître/informations-reglementaires-internationale> en français)

A ce titre, et cumulativement avec toute autre exclusion territoriale définie dans le présent document, les prestations ne sont pas fournies dans les pays et territoires suivants : Corée du Nord, Syrie, Crimée, Iran et Venezuela.

Pour les ressortissants des États-Unis voyageant à Cuba, l'exécution des services d'assistance ou de paiement de prestation est conditionnée à la fourniture de la preuve que le voyage à destination de Cuba respecte les lois des États-Unis. Les ressortissants Américains sont réputés inclure toute personne, où qu'elle se trouve, qui est un citoyen américain ou réside habituellement aux États-Unis (y compris les titulaires d'une carte verte) ainsi que toute société de capitaux, société de personnes, association ou autre organisation, qu'elles y soient constituées ou y exercent des activités qui sont détenues ou contrôlées par de telles personnes.»

9.2.6. CONDITIONS D'INTERVENTION

Nous mettons en œuvre tous les moyens possibles et nécessaires afin de vous porter assistance où que vous vous trouviez dans la zone définie aux Dispositions Particulières et conformément aux termes des présentes Dispositions Générales.

Il ne nous sera toutefois possible d'intervenir qu'aux conditions suivantes :

- qu'il ne soit pas porté atteinte à la libre circulation des personnes et des biens, que ce soit par voie terrestre, maritime, ou aérienne, et pour quelque cause que ce soit, notamment, à la suite d'une décision ou recommandation des autorités locales, nationales ou Internationales, ou de la survenance d'une Catastrophe naturelle ou d'une situation de guerre,
- qu'à minima l'aéroport International le plus proche du lieu où vous vous trouvez soit ouvert,
- que la sécurité des personnes qui exécuteront les prestations d'assistance soit assurée, étant entendu qu'il n'est pas de notre ressort d'effectuer des opérations à caractère militaire.

9.2.7. COMMENT UTILISER LES SERVICES D'EUROP ASSISTANCE ? (QUAND L'OPTION A ETE SOUSCRITE)

9.2.7.1. VOUS AVEZ BESOIN D'ASSISTANCE

En cas d'urgence, il est impératif de contacter les services de secours primaires locaux pour tout problème relevant de leurs compétences.

En tout état de cause, notre intervention ne saurait se substituer aux interventions des services publics locaux ou de tout intervenant auquel nous aurions l'obligation de recourir en vertu de la réglementation locale et/ou Internationale.

Afin de nous permettre d'intervenir :

- ➊ Nous vous recommandons de préparer votre appel.
- ➋ Nous vous demanderons les informations suivantes :
 - vos nom(s) et prénom(s),
 - l'endroit précis où vous vous trouvez, l'adresse et le numéro de téléphone où l'on peut vous joindre,
 - votre numéro de contrat.
- ➌ Vous devez impérativement :
 - nous appeler sans attendre au n° de téléphone en France: 01 41 85 84 46 (depuis l'étranger le +33 1 41 85 84 46),
 - mail : ASFE@EA-GCS.COM
 - télécopie: 01 41 85 85 71 (+33 1 41 85 85 71 depuis l'étranger).
 - obtenir notre accord préalable avant de prendre toute initiative ou d'engager toute dépense,
 - vous conformer aux solutions que nous préconisons,
 - nous fournir tous les éléments relatifs au contrat souscrit,
 - nous fournir tous les justificatifs originaux des dépenses dont le remboursement est demandé.

9.2.7.2. QUELLES SONT LES CONDITIONS D'APPLICATION DES PRESTATIONS D'ASSISTANCE ET DES GARANTIES D'ASSURANCE

Nous nous réservons le droit de demander tous les justificatifs nécessaires à l'appui de toute demande d'assistance ou d'assurance (certificat de décès, justificatif du lien de parenté, justificatif de l'âge des parents, justificatif de Domicile ou de Lieu de résidence, justificatif de dépenses, avis d'imposition sous réserve d'avoir préalablement occulté tous les éléments y figurant sauf votre nom, votre adresse et les personnes composant votre foyer fiscal).

S'agissant de la prestation / PROCÉDURE D'ENTENTE PRÉALABLE POUR « AVANCE DES FRAIS D'HOSPITALISATION» AVEC ASSISTANCE chapitre 9.7 p. 82, la production de certains documents et justificatifs sera exigée préalablement à toute avance.

Nous intervenons à la condition expresse que l'Événement qui nous amène à fournir la prestation demeure incertain au moment de la souscription et au moment du départ.

Ne peut être ainsi couvert un événement trouvant son origine dans une maladie et/ou blessure préexistantes diagnostiquées et/ou traitées ayant fait l'objet d'une hospitalisation continue, ou une hospitalisation de jour, ou une hospitalisation ambulatoire dans les 6 mois précédant la demande d'assistance qu'il s'agisse de la manifestation ou de l'aggravation dudit état.

Dans le cas où EUROP ASSISTANCE serait amenée à déclencher une intervention faute d'élément de vérification, du fait d'éléments insuffisants ou suite à des éléments erronés au regard des informations devant être fournies à EUROP

ASSISTANCE, les frais d'intervention ainsi engagés par EUROP ASSISTANCE seront refacturés au Souscripteur et payables à réception de la facture, à charge pour le Souscripteur s'il le souhaite, de récupérer le montant auprès du demandeur de l'assistance si ce dernier n'est pas l'Assuré.

9.2.7.3. VOUS SOUHAITEZ DECLARER UN SINISTRE COUVERT

Dans les 2 jours ouvrés, à partir du moment où vous avez connaissance du Sinistre pour les garanties ayant pour origine un vol, et dans les 5 jours dans tous les autres cas, vous ou toute personne agissant en votre nom, devez déclarer le Sinistre à :

EUROP ASSISTANCE
Service Indemnisations
1, promenade de la Bonnette 92633 Gennevilliers cedex
Fax : 01 41 85 85 61 / E-mail : asfe@ea-gcs.com
Ou en ligne sur notre site : <https://sinistre.europ-assistance.fr/>

9.2.7.4. CUMUL DE GARANTIES

Si les risques couverts par le présent contrat sont couverts par une autre assurance, vous devez nous informer du nom de l'assureur auprès duquel une autre assurance a été souscrite (L121-4 Code des Assurances) dès que cette information a été portée à votre connaissance et au plus tard lors de la déclaration de sinistre.

9.2.7.5. FAUSSES DECLARATIONS

Lorsqu'elles changent l'objet du risque ou en diminuent notre opinion :

- toute réticence ou déclaration intentionnellement fautive, de la part du Souscripteur ou de la vôtre, portant sur les éléments constitutifs du risque, entraîne la nullité du contrat. Les primes payées nous demeurent acquises et nous serons en droit d'exiger le paiement des primes échues, tel que prévu au Code des Assurances à l'article L 113-8,
- toute omission ou déclaration inexacte, de la part du Souscripteur ou de la vôtre, dont la mauvaise foi n'est pas établie entraîne la résiliation du contrat 10 jours après la notification qui vous sera adressée par lettre recommandée et/ou l'application de la réduction des indemnités du Code des Assurances tel que prévu à l'article L 113-9.

9.2.7.6. DECHEANCE DE PRESTATION ET DE GARANTIE POUR DECLARATION FRAUDULEUSE

En cas de Sinistre ou demande d'intervention au titre des prestations d'assistance et/ou des garanties d'assurance (prévues aux présentes Dispositions Générales), si sciemment, vous utilisez comme justificatifs, des documents inexacts ou usez de moyens frauduleux ou faites des déclarations inexacts ou réticentes, vous serez déchu(e) de tout droit aux prestations d'assistance et garanties d'assurance, prévues aux présentes Dispositions Générales, pour lesquelles ces déclarations sont requises.

9.2.8. QUE DEVEZ-VOUS FAIRE DE VOS TITRES DE TRANSPORT ?

Lorsqu'un transport est organisé et pris en charge en application des clauses du contrat, vous vous engagez soit à nous réserver le droit d'utiliser le(s) titre(s) de transport que vous détenez, soit à nous rembourser les montants dont vous obtiendriez le remboursement auprès de l'organisme émetteur de votre (vos) titre(s) de transport.

9.3. / TABLEAU DES GARANTIES ASSISTANCE – OPTION

PRESTATIONS D'ASSISTANCE	MONTANTS MAX. TTC PAR PERSONNE, VALABLES POUR LA DURÉE DU CONTRAT
ASSISTANCE AUX PERSONNES EN CAS DE MALADIE OU BLESSURE	
- Informations médicales et recommandations d'urgence (hôpitaux, cliniques...)	Informations
- Contact médical	Mise en relation avec le médecin sur place
- Prolongation de Séjour de l'Assuré ou d'un accompagnant assuré	Hôtel 150 €/190 \$ par nuit (max.1 500 €/1 900 \$)
- Retour d'un accompagnant assuré	Billet retour
OU	
- Présence Hospitalisation	Billet AR + 150 €/190 \$ par nuit (max.1 500 €/1 900 \$)
- Accompagnement des enfants de moins de 18 ans :	
· Organisation et prise en charge du voyage d'un proche ou d'une hôtesse	Billet A/R
· Hébergement	Hôtel 150 €/190 \$ par nuit (max.2 nuits)
- Retour sur le Lieu de résidence (dans les 2 mois suivant le rapatriement)	Billet retour
- Retour anticipé en cas d'Hospitalisation d'un membre de votre famille	Billet A/R (max 1 par an par Assuré)
- Second avis médical	Aide à l'organisation
- Soutien psychologique en cas d'Accident, Agression ou tentative d'agression, décès d'un membre de la famille, Attentat ou Catastrophe naturelle	3 entretiens téléphoniques
ASSISTANCE AU RETOUR AU DOMICILE APRÈS RAPATRIEMENT (France)	
- Garde d'enfants	Billets A/R
- Aide-ménagère	10 heures
- Garde des animaux de compagnie (chiens/chats)	Transport + hébergement de 155 €/195 \$
- Confort hospitalier: location de télévision	80 €/100 \$
AVANCE SUR FRAIS D'HOSPITALISATION	Dans la limite du plan de santé souscrit auprès de l'ASFE
ASSISTANCE EN CAS DE DÉCÈS	
- Transport de corps	Frais réels
- Frais de cercueil ou d'urne	2 000 €/2 500 \$
- Reconnaissance de corps et formalités décès	2 billets AR et hôtel 150 €/190 \$ par nuit par personne (max 2 nuits)
- Retour anticipé en cas de décès d'un membre de votre famille	Billet A/R

- Retour d'un accompagnant assuré	Billet retour
ASSISTANCE VOYAGE	
- Retour anticipé en cas de Sinistre dans le Lieu de résidence	Billet retour
- Retour anticipé ou transport en zone sécurisée en cas d'Attentat	Billet retour ou A/R en zone sécurisée
- Retour anticipé ou transport en zone sécurisée en cas de Catastrophe Naturelle	Billet retour ou A/R en zone sécurisée
- Transmission de messages urgents	
- Envoi de médicaments	Frais d'envoi
- Assistance en cas de vol, perte ou destruction des documents d'identité ou des moyens de paiement :	Informations
· Informations démarches administratives	
· Avance de fonds	2 300 €/2 880 \$
· Hébergement	150 €/190 \$ par nuit (max.1 500 €/1 900 \$)
- Informations santé	Informations
- Informations voyage	Informations
- Assistance modification de voyage en cas d'imprévu	Organisation
- Frais de recherche et de secours en mer, en montagne et dans le désert	
- Accès 123 Classez, le service de coffre-fort d'Europ Assistance	15 000 €/18 750 \$
LIMITATION GLOBALE DE GARANTIES AU TITRE DES PRESTATIONS D'ASSISTANCE EN CAS D'ATTENTAT ET D'ACTE DE TERRORISME	700 000 €/ 875 000 \$ événement pour l'ensemble des Assurés
BAGAGES ET EFFETS PERSONNELS	
- Vol, destruction totale ou partielle, perte pendant l'acheminement par une entreprise de transport	2 000 €/2 500 \$
- Limitation pour certains objets (cf. Dispositions Générales)	50 % du montant de la garantie
- <i>Franchise pour les dommages aux valises</i>	25 €/32 \$ par Sinistre
- <i>Franchise applicable aux portables informatiques</i>	10 %
- Indemnités pour retard de livraison des bagages	Indemnité forfaitaire de 300 €/380 \$
- Frais de reconstitution des documents d'identité en cas de vol uniquement	150 €/190 \$
INCIDENT DE VOYAGE	
- Retard aérien entraînant une rupture de correspondance, pour des raisons techniques ou atmosphériques	Versement d'une indemnité forfaitaire de 300 €/380 \$

9.4. / PRESTATIONS D'ASSISTANCE

9.4.1. ASSISTANCE AUX PERSONNES EN CAS DE MALADIE OU DE BLESSURE

9.4.1.1. PROLONGATION DE SEJOUR DE L'ASSURE OU D'UN ACCOMPAGNANT ASSURE

Si au cours d'un Déplacement, vous êtes hospitalisé(e) et que nos médecins jugent à partir des informations communiquées par les médecins locaux que cette Hospitalisation est nécessaire au-delà de votre date initiale de retour sur votre Lieu de résidence, nous prenons en charge les frais d'hébergement d'un accompagnant assuré, à concurrence de 150 euros/190 dollars par nuit et pour un montant maximum de 1 500 euros/1 900 dollars, afin qu'il reste auprès de vous jusqu'à ce que vous soyez en état de revenir dans votre Lieu de résidence.

Si au cours d'un Déplacement, vous êtes Immobilisé et dans l'obligation de prolonger votre séjour sur place et que nos médecins jugent à partir des informations communiquées par les médecins locaux que votre état de santé ne nécessite pas votre Hospitalisation, nous prenons en charge vos frais de prolongation de séjour à concurrence de 150 euros/190 dollars par nuit et pour un montant maximum de 1 500 euros/1 900 dollars.

Notre prise en charge cesse à compter du jour où nos médecins jugent, à partir des informations communiquées par les médecins locaux, que vous êtes en mesure de rentrer dans votre pays de Domicile.

Cette prestation n'est pas cumulable avec la prestation « PRÉSENCE HOSPITALISATION ».

9.4.1.2. RETOUR D'UN ACCOMPAGNANT ASSURE

Lorsque vous êtes rapatrié(e) par nos soins, selon avis de notre Service Médical, nous organisons le transport d'une personne assurée qui se déplaçait avec vous afin, si possible, de vous accompagner lors de votre retour.

Ce transport se fera :

- soit avec vous,
- soit individuellement.

Nous prenons en charge le transport de cette personne assurée, par train 1^{re} classe ou avion classe économique.

Cette prestation n'est pas cumulable avec la prestation « PRÉSENCE HOSPITALISATION ».

9.4.1.3. PRESENCE HOSPITALISATION

Lorsque vous êtes hospitalisé(e) sur le lieu de votre Maladie ou de votre Accident et que nos médecins jugent à partir des informations communiquées par les médecins locaux que votre retour ne peut se faire avant 5 jours, nous organisons et prenons en charge le voyage aller-retour depuis votre pays de Domicile ou votre Pays d'expatriation par train 1^{re} classe ou par avion classe économique d'une personne de votre choix afin qu'elle se rende à votre chevet.

Nous prenons en charge également les frais d'hôtel de la personne (chambre et petit-déjeuner), à concurrence de 150 euros/190 dollars par nuit et pour un montant maximum de 1 500 euros/1 900 dollars.

Cette prestation n'est pas cumulable avec les prestations RETOUR D'UN ACCOMPAGNANT ASSURÉ et PROLONGATION DE SÉJOUR DE L'ASSURÉ OU D'UN ACCOMPAGNANT ASSURÉ.

9.4.1.4. ACCOMPAGNEMENT DE VOS ENFANTS

Lorsque, malade ou blessé(e), vous vous trouvez dans l'impossibilité de vous occuper de vos enfants assurés de moins de 18 ans vivant avec vous, nous organisons et prenons en charge le voyage aller-retour par train 1^{re} classe ou avion classe économique depuis votre Pays d'expatriation ou depuis votre pays de Domicile, d'une personne de votre choix ou d'une

hôtesse afin de ramener vos enfants jusqu'à votre Lieu de résidence dans votre Pays d'expatriation ou au domicile d'une personne désignée par vous dans votre pays de Domicile choisi par vous par train 1^{re} classe ou par avion classe économique. Les billets des enfants restent à votre charge.

Nous prenons en charge également les frais d'hôtel de la personne (chambre et petit-déjeuner), à concurrence de 150 euros/190 dollars par nuit et pour 2 nuits maximum.

9.4.1.5. RETOUR ANTICIPE EN CAS D'HOSPITALISATION D'UN MEMBRE DE VOTRE FAMILLE

Vous apprenez l'hospitalisation grave et imprévue pour une durée minimum de 5 jours d'un Membre de votre famille survenue dans votre Pays d'expatriation ou dans votre pays de Domicile.

Afin que vous vous rendiez au chevet de la personne hospitalisée dans votre Pays d'expatriation ou dans votre pays de Domicile, nous organisons votre voyage aller-retour, (dans la limite d'un seul billet aller-retour par personne assurée).

A défaut de présentation de justificatifs (bulletin d'hospitalisation, justificatif du lien de parenté) dans un délai de 30 jours suivant l'hospitalisation, nous nous réservons le droit de vous facturer l'intégralité de la prestation.

La date d'admission à l'hôpital de ce Membre de votre famille doit être postérieure à votre date de départ ou en expatriation.

9.4.1.6. RETOUR SUR LE LIEU DE RESIDENCE

Vous avez été transporté(e) dans les conditions définies au chapitre 9/ DISPOSITIONS GÉNÉRALES DES GARANTIES D'ASSISTANCE MÉDICALE - RAPATRIEMENT OPTIONNELLE p. 68 de ce guide. Lorsque votre état de santé vous permet de voyager seul(e) dans les conditions normales de transport en plein accord avec les médecins traitants et notre équipe médicale, nous organisons et prenons en charge votre retour, par train 1^{re} classe ou avion classe économique, vers votre Lieu de résidence.

Le retour devra être effectué dans les 2 mois qui suivent la date du transport/rapatriement.

9.4.1.7. SECOND AVIS MEDICAL

Vous êtes, durant votre expatriation, confronté(e) à un problème de santé susceptible de nécessiter une prise en charge médicale et/ou chirurgicale spécialisée.

A la suite d'une première consultation, vous souhaitez avoir un 2^e avis médical.

Notre service d'assistance se tient à votre disposition pour vous aider à organiser une seconde consultation spécialisée dans votre Pays d'expatriation (ou dans un pays proche).

Il est entendu que, tant en ce qui concerne le bilan pré-expatriation que le second avis médical, le choix du praticien et la décision finale vous appartient ; vous restez libre de suivre ou non l'avis proposé par le praticien consulté.

9.4.1.8. SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

En cas d'Accident (y compris à bord d'un véhicule), d'Aggression ou de tentative d'Aggression, de décès d'un Membre de votre famille, d'Attentat ou de Catastrophe naturelle, entraînant un traumatisme psychologique, nous mettons à votre disposition, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et 365 jours par an, un service Ecoute et Accueil Psychologique vous permettant de contacter par téléphone des psychologues cliniciens. L'(les) entretien(s) téléphonique(s), mené(s) par des professionnels qui garderont une écoute neutre et attentive, vous permettra de vous confier et de clarifier la situation à laquelle vous êtes confronté(e) suite à cet événement.

Les psychologues interviennent dans le strict respect du Code de Déontologie applicable à la profession de psychologue, et ne s'autoriseront en aucun cas à débiter une psychothérapie par téléphone.

Nous assurons l'organisation et la prise en charge de 3 entretiens téléphoniques.

Il est précisé que ces entretiens téléphoniques ne se déroulent qu'en langue française et que le coût des communications téléphoniques reste à votre charge.

En fonction de votre situation et de votre attente, un rendez-vous pourra être aménagé afin de rencontrer près de chez vous, un psychologue diplômé d'Etat choisi par vous parmi 3 noms de praticiens que nous vous aurons communiqués. Nous assurons l'organisation de ce rendez-vous après vous avoir proposé le choix entre plusieurs praticiens proches de votre Domicile, situé en France.

Le choix du praticien appartient à vous seul et les frais de cette consultation sont à votre charge.

Il est précisé que ces rendez-vous ne peuvent avoir lieu qu'en France, pendant la période de validité du contrat.

9.4.1.9. AVANCE SUR FRAIS D'HOSPITALISATION

Si nécessaire et après accord préalable auprès de l'ASFÉ, EUROP ASSISTANCE procède à l'avance des frais d'hospitalisation ou à un règlement direct au centre hospitalier à l'étranger, à concurrence des garanties souscrites par l'Assuré auprès de l'ASFÉ. Les sommes avancées par EUROP ASSISTANCE, au nom et pour le compte de l'ASFÉ, seront refacturées à l'ASFÉ, conformément aux dispositions de la procédure au chapitre 9.7 p. 82 du présent Contrat.

9.4.2. ASSISTANCE AU RETOUR AU DOMICILE APRES RAPATRIEMENT (FRANCE UNIQUEMENT)

9.4.2.1. GARDE D'ENFANTS

En cas d'immobilisation à votre Domicile de plus de 8 jours et/ou d'Hospitalisation de plus de 8 jours, nous organisons et prenons en charge l'une des prestations suivantes :

- Soit la garde de l'enfant malade de moins de 18 ans à son Domicile à concurrence de 20 heures maximum par une personne compétente recherchée par nous. La personne que nous enverrons au Domicile de l'enfant bénéficiaire prendra et quittera ses fonctions en présence d'un parent. Le service est accessible du lundi au vendredi entre 8 heures et 19 heures, hors jours fériés, à raison de 4 heures par jour minimum et de 10 heures maximum ;
- Soit la prise en charge d'un déplacement aller/retour de vos enfants pour se rendre chez un de vos proches désigné par l'Assuré, résidant en France métropolitaine. Ils seront accompagnés par une hôtesse mandatée par nos services.

9.4.2.2. AIDE-MENAGERE

Nous organisons la mise à disposition d'une aide-ménagère, pour effectuer les travaux ménagers à votre Domicile, soit dès votre retour de l'hôpital, soit dès la date de votre Hospitalisation, soit durant votre immobilisation au Domicile.

Nous prenons en charge le coût de l'aide-ménagère à concurrence de 10 heures, réparties à votre convenance pendant le mois qui suit la date de votre Hospitalisation ou de votre retour à Domicile ou pendant votre immobilisation au domicile (minimum de 2 heures à la fois).

À défaut de la présentation des justificatifs (attestation d'hospitalisation, certificat médical), nous nous réservons le droit de vous refacturer l'intégralité de la prestation.

9.4.2.3. GARDE D'ANIMAUX

Nous organisons le transport de vos animaux de compagnie (chien ou chat) jusqu'à un établissement de garde approprié

proche de votre Domicile ou jusqu'à la destination de votre choix située en France et à moins de 50 km de votre lieu d'Hospitalisation.

Nous prenons en charge le transport de vos animaux ainsi que leurs frais d'hébergement dans l'établissement de garde à concurrence de 155 euros/195 dollars pendant la durée de votre séjour à l'hôpital ou pendant votre immobilisation au Domicile.

Cette prestation est soumise au respect des conditions de transport, d'accueil et d'hébergement définies par les prestataires et établissements de garde (vaccinations à jour, caution éventuelle, etc.).

Cette prestation ne peut être fournie que si vous, ou une personne autorisée par vous, peut accueillir le prestataire choisi afin de lui confier les animaux.

9.4.2.4. CONFORT HOSPITALIER

Si vous êtes hospitalisé(e) dans les conditions visées ci-dessus, nous prenons en charge les frais de location d'un téléviseur à concurrence de 80 euros/100 dollars pour la durée de votre séjour à l'hôpital.

9.4.3. ASSISTANCE EN CAS DE DECES

9.4.3.1. TRANSPORT DE CORPS ET FRAIS DE CERCUEIL EN CAS DE DECES D'UN ASSURE

L'Assuré décède : nous organisons et prenons en charge le transport du défunt assuré jusqu'au lieu des obsèques dans son pays de Domicile.

Nous prenons également en charge l'intégralité des frais nécessités par les soins de préparation et les aménagements spécifiques au transport exclusivement, à l'exclusion de tous les autres frais. De plus, nous participons aux frais de cercueil ou frais d'urne, que la famille se procure auprès du prestataire funéraire de son choix, à concurrence de 2 000 euros/2 500 dollars, et sur présentation de la facture originale.

Les autres frais (notamment de cérémonie, convois locaux, inhumation, crémation, concession) restent à la charge de la famille. L'organisation des obsèques incombe aux membres de la famille.

9.4.3.2. RETOUR D'UN ACCOMPAGNANT ASSURE

Nous organisons, le cas échéant, et prenons en charge le retour d'un accompagnant assuré jusqu'au lieu des obsèques par train 1^{re} classe ou avion classe économique.

9.4.3.3. RECONNAISSANCE DE CORPS ET FORMALITES DE DECES

Si l'Assuré décède alors qu'il se trouvait seul sur place, et si la présence de 2 Membres de sa famille ou de 2 proches est nécessaire pour effectuer la reconnaissance du corps et les formalités de rapatriement ou d'incinération, sur le lieu du décès, nous organisons et prenons en charge le déplacement aller-retour en train 1^{re} classe ou avion classe économique de ces 2 personnes depuis le Pays de résidence ou depuis le pays de Domicile de l'Assuré défunt, jusqu'au lieu du décès ainsi que leurs frais d'hébergement, à concurrence de 150 euros/190 dollars par nuit et par personne et pour 2 nuits maximum.

9.4.3.4. RETOUR ANTICIPE EN CAS DE DECES D'UN MEMBRE DE VOTRE FAMILLE

Vous apprenez le décès d'un Membre de votre famille survenu dans votre Pays d'expatriation ou dans votre pays de Domicile. Afin que vous puissiez assister aux obsèques du défunt dans votre Pays d'expatriation ou dans votre pays de Domicile, nous organisons votre voyage aller-retour et prenons en charge le(s) billet(s) de train 1^{re} classe ou d'avion classe économique jusque dans votre Pays d'expatriation ou dans votre pays de Domicile.

A défaut de présentation de justificatifs (certificat de décès, justificatif du lien de parenté) dans un délai de 30 jours suivant le décès, nous nous réservons le droit de vous facturer l'intégralité de la prestation.

Cette prestation est accordée dès lors que la date des obsèques est antérieure à la date initialement prévue pour votre retour.

9.4.4. ASSISTANCE VOYAGE

9.4.4.1. RETOUR ANTICIPE EN CAS DE SINISTRE SURVENU DANS VOTRE LIEU DE RESIDENCE

Au cours d'un Déplacement, vous apprenez la survenance d'un Sinistre dans votre Lieu de résidence et que votre présence sur place est indispensable pour y effectuer des démarches administratives. Nous organisons et prenons en charge votre voyage retour, par train 1^{re} classe ou avion classe économique, du lieu de séjour jusqu'à votre Lieu de résidence.

A défaut de présentation de justificatifs (déclaration de sinistre auprès de l'assureur, rapport d'expertise, procès-verbal de plainte, etc.) dans un délai maximal de 30 jours suivant le sinistre, nous nous réservons le droit de vous facturer l'intégralité de la prestation.

Cette prestation est étendue au Local professionnel dans le cas où l'Assuré en Déplacement est le dirigeant de l'entreprise.

9.4.4.2. RETOUR ANTICIPE OU TRANSPORT VERS UNE ZONE SECURISEE EN CAS D'ATTENTAT

Pendant votre Déplacement, survient un Attentat dans un rayon maximal de 100 km autour du lieu où vous séjournez. Si vous souhaitez écourter votre Déplacement, nous organisons et prenons en charge votre voyage par train 1^{re} classe ou avion classe économique du lieu de votre Déplacement, soit jusqu'à votre Domicile, soit jusqu'à une zone sécurisée, si les conditions d'accueil et de sécurité y sont jugées satisfaisantes. La demande de retour anticipé au Domicile doit être formulée dans un délai maximal de 72 heures suivant l'Attentat.

Si vous optez pour le transport vers une zone sécurisée, nous organisons et prenons aussi en charge votre voyage retour sur votre lieu d'expatriation lorsque ce dernier est redevenu plus sûr, sous réserve que cette demande soit mise en œuvre dans un délai maximal de 8 jours suivant l'Attentat.

Par zone sécurisée, on entend la partie du territoire définie par les autorités du pays où vous effectuez votre séjour ou définie par les services diplomatiques de votre pays de Domicile, située dans un rayon de 100 km autour du lieu où vous séjournez.

9.4.4.3. RETOUR ANTICIPE OU TRANSPORT VERS UNE ZONE SECURISEE EN CAS DE CATASTROPHE NATURELLE

Pendant votre Déplacement, survient une Catastrophe naturelle à l'endroit où vous vous trouvez. Vous n'êtes pas blessé(e), mais vous souhaitez écourter votre Déplacement. Nous organisons et prenons en charge votre voyage par train 1^{re} classe ou avion classe économique du lieu de votre Déplacement soit jusqu'à votre Domicile, soit jusqu'à une zone sécurisée, si les conditions d'accueil et de sécurité y sont jugées satisfaisantes. La demande de retour anticipé doit être formulée dans un délai maximal de 72 heures suivant la survenance de la Catastrophe naturelle.

Si vous optez pour le transport vers une zone sécurisée, nous organisons et prenons aussi en charge votre voyage retour sur votre lieu de Déplacement lorsque ce dernier est redevenu plus sûr, sous réserve que cette demande soit mise en œuvre dans un délai maximal de 15 jours suivant la Catastrophe naturelle.

Par zone sécurisée, on entend la partie du territoire définie par les autorités du pays où vous êtes en Déplacement ou définie par les services diplomatiques de votre pays de Domicile, située dans un rayon de 100 km autour du lieu où vous séjournez.

9.4.5. TRANSMISSION DE MESSAGES URGENTS

Au cours de votre expatriation, si vous êtes dans l'impossibilité de contacter une personne qui se trouve dans votre pays de Domicile, nous transmettons, à l'heure et au jour que vous avez choisis, le message que vous nous aurez communiqué par téléphone.

IMPORTANT

Ce service ne permet pas l'usage du PCV. Le contenu de vos messages, ne saurait, par ailleurs, en aucun cas engager notre responsabilité, et reste soumis à la législation française, notamment pénale et administrative. Le non-respect de cette législation peut entraîner le refus de communiquer le message.

9.4.6. ENVOI DE MEDICAMENTS A L'ETRANGER

Vous êtes dans votre Pays d'expatriation ou en Déplacement à l'Etranger et vos médicaments indispensables à la poursuite de votre traitement et dont l'interruption vous fait courir, selon avis de nos médecins, un risque pour votre santé, sont perdus ou volés, nous recherchons des médicaments équivalents sur place, et dans ce cas, organisons une visite médicale avec un médecin local qui pourra vous les prescrire. Les frais médicaux et de médicaments restent à votre charge.

S'il n'existe pas de médicaments équivalents sur place, nous organisons à partir de la France uniquement, l'envoi des médicaments prescrits par votre médecin traitant sous réserve que ce dernier adresse à nos médecins un duplicata de l'ordonnance qu'il vous a remise et que ces médicaments soient disponibles dans les pharmacies de ville.

Nous prenons en charge les frais d'expédition et vous refacturons les frais de douane et le coût d'achat des médicaments que vous vous engagez à nous rembourser à réception de facture.

Ces envois sont soumis aux conditions générales des sociétés de transport que nous utilisons. Dans tous les cas, ils sont soumis à la réglementation et aux conditions imposées par la France et les législations nationales de chacun des pays en matière d'importation et d'exportation des médicaments.

Nous dégageons toute responsabilité pour les pertes, vols des médicaments et restrictions réglementaires qui pourraient retarder ou rendre impossible le transport des médicaments, ainsi que pour les conséquences en découlant. Dans tous les cas, sont exclus les envois de produits sanguins et dérivés du sang, les produits réservés à l'usage hospitalier ou les produits nécessitant des conditions particulières de conservation, notamment frigorifiques et de façon plus générale les produits non disponibles en officine de pharmacie en France.

Par ailleurs, l'abandon de la fabrication des médicaments, le retrait du marché ou la non disponibilité en France constituent des cas de force majeure qui peuvent retarder ou rendre impossible l'exécution de la prestation.

9.4.7. ASSISTANCE EN CAS DE VOL, PERTE OU DESTRUCTION DE VOS DOCUMENTS D'IDENTITE OU DE VOS MOYENS DE PAIEMENT

Informations sur les démarches

Vous perdez ou vous vous faites voler vos documents d'identité. Tous les jours, de 8 h 00 à 19 h 30 (heures françaises) sauf les dimanches et les jours fériés, sur simple appel vers notre service « Informations », nous vous informons quant aux démarches à accomplir (dépôt de plainte, renouvellement des documents d'identité, etc.).

Ces informations constituent des renseignements à caractère documentaire visés par l'article 66.1 de la loi modifiée du 31/12/71. Il ne peut en aucun cas s'agir de consultation juridique. Selon les cas nous vous orienterons vers des organismes ou catégories de professionnels susceptibles de vous répondre. Nous ne pouvons en aucun cas être tenus responsables ni de l'interprétation ni de l'utilisation que vous pourrez faire des informations communiquées.

Mise à disposition de fonds

En cas de perte ou de vol de vos moyens de paiements, carte(s) de crédit, chéquier(s) et sous réserve d'une attestation de perte ou de vol délivrée par les autorités locales, nous vous faisons parvenir, une avance de fonds jusqu'à concurrence de 2 300 euros/2 880 dollars afin que vous puissiez faire face à vos dépenses de première nécessité, aux conditions préalables suivantes:

- soit du versement par un tiers par débit sur carte bancaire de la somme correspondante,
- soit du versement par votre établissement bancaire de la somme correspondante. Vous signerez un reçu lors de la remise des fonds.

Prolongation de séjour

Lors d'un Déplacement, vous perdez ou vous vous faites voler vos documents d'identité et vous êtes dans l'impossibilité de quitter le territoire du pays où vous vous trouvez à la date initiale de retour. Nous prenons en charge vos frais d'hébergement, jusqu'à la date à laquelle vous obtenez la délivrance de nouveaux documents d'identité et dans tous les cas, à concurrence de 150 euros/190 dollars par nuit et pour un montant maximum de 1 500 euros/1 900 dollars.

Par frais d'hébergement, on entend ici les frais d'hôtel consécutifs à un évènement garanti, à l'exclusion des frais de restauration et de boissons. Vous devrez joindre à votre demande les justificatifs originaux relatifs aux frais d'hébergement réellement engagés ainsi que la déclaration de perte ou le dépôt de plainte en cas de vol.

Informations ⁴

Tous les jours de 8h00 à 19h30, heures françaises, sauf dimanches et jours fériés)

Prestation délivrée uniquement en langue française

À votre demande, nous pouvons vous fournir des informations concernant :

- les précautions médicales à prendre avant d'entreprendre un voyage (vaccins, médicaments, etc.),
- les formalités administratives à accomplir avant un voyage ou en cours de voyage (visas, etc.),
- les conditions de voyage (possibilités de transport, horaires d'avion, etc.),

⁴ Cette prestation est également accessible avant votre départ en expatriation.

- les conditions de vie locale (température, climat, nourriture, etc.).

9.4.8. INFORMATIONS SANTE

Ce service est conçu pour vous écouter, orienter et informer. En cas d'urgence médicale, le premier réflexe doit être d'appeler les secours prévus localement.

Sur simple appel téléphonique 24 h/24, 7 j/7, nous nous efforçons de rechercher les renseignements à caractère documentaire destinés à vous orienter dans le domaine de la santé.

Si une réponse ne peut vous être apportée immédiatement, nous effectuons les recherches nécessaires et vous rappelons dans les meilleurs délais. Les informations sont données dans le respect de la déontologie médicale.

L'objet du service n'est en aucun cas de délivrer une consultation ou une prescription médicale téléphonique personnalisée, de favoriser une automédication ou de remettre en cause les choix thérapeutiques de praticiens. Si telle était votre demande, nous vous conseillerions de consulter un médecin local ou votre médecin traitant.

Nous apportons aux questions que vous nous posez une réponse objective à partir d'éléments officiels et ne pouvons être tenus pour responsables de l'interprétation que vous pourrez en faire ni de ses conséquences éventuelles.

9.4.9. ASSISTANCE EN CAS DE MODIFICATION DE VOYAGE

Lors d'un Déplacement, un événement imprévu suivant : grève, détournement d'avion, accident ou maladie ne nécessitant pas votre transport/rapatriement, modifie le déroulement de votre déplacement. Nous pouvons, à votre demande, et selon vos instructions, faire procéder à des changements de vos réservations d'avion(s) et d'hôtel(s).

Les frais de modification ou les frais supplémentaires engagés à votre demande restent à votre charge.

9.4.10. FRAIS DE RECHERCHE ET DE SECOURS EN MER, EN MONTAGNE ET DANS LE DESERT

Nous prenons en charge les frais de recherche et de secours en mer, en montagne (y compris ski hors-piste) et dans le désert engagés pour vous localiser à la suite d'un événement survenu au cours de votre Déplacement, à concurrence de 15 000 euros/18 750 dollars.

Seuls les frais facturés par une société dûment agréée pour ces activités peuvent être remboursés. En aucun cas nous ne serons tenus à l'organisation des secours.

Vous, ou vos ayants droit, devez nous faire parvenir :

- la déclaration de sinistre circonstanciée,
- la facture acquittée émise par l'organisme ayant procédé à l'intervention, et mentionnant la date, la nature et les motifs de l'intervention,
- le certificat médical, le constat des autorités de police, ou le certificat de décès suivant le cas.

9.4.11. ACCES A « 123CLASSEZ» ABONNEMENT CLASSIC (SERVICE DE COFFRE-FORT ELECTRONIQUE D'EUROP ASSISTANCE)

Vous ne pouvez bénéficier du service « 123Classez » version « CLASSIC » proposé par EUROP ASSISTANCE, qu'à la condition que votre contrat soit en cours de validité et que vous adhérez à ce service dans les conditions prévues ci-après.

EUROP ASSISTANCE vous offre ce service à titre gratuit.

Pour accéder à ce service, vous devez vous munir du code partenaire qu'EUROP ASSISTANCE vous aura préalablement communiqué, afin de pouvoir procéder à votre inscription en ligne sur le site Internet www.123classez.com/classic et souscrire aux Conditions Générales d'Utilisation accessibles sur le site. Vous disposerez ensuite d'un compte d'utilisateur accessible sur ce site, vous permettant d'archiver, de consulter et de gérer vos documents pendant toute la durée de votre abonnement. Le service « 123Classez » version CLASSIC est rendu aux conditions et limites exposées aux Conditions Générales d'Utilisation de l'abonnement « CLASSIC », disponibles sur le site.

Vous êtes informé(e) que l'archivage électronique de vos documents ne saurait se substituer à la conservation du document original sous format papier, qui possède une valeur probatoire supérieure aux documents copiés et dont la production pourrait s'avérer nécessaire. En conséquence, vous reconnaissez que le service « 123Classez » version CLASSIC n'a pas vocation à vous permettre de détruire vos documents papier.

9.4.12. CE QUE NOUS EXCLUONS

Nous ne pouvons en aucun cas nous substituer aux organismes locaux de secours d'urgence. Outre les exclusions générales figurant p.71 au paragraphe 9.2.6. CONDITIONS D'INTERVENTION, sont exclus :

- les conséquences d'actes intentionnels de votre part ou les conséquences d'actes dolosifs, de tentatives de suicide ou suicides,
- les maladies et/ou blessures préexistantes diagnostiquées et/ou traitées ayant fait l'objet d'une hospitalisation continue, d'une hospitalisation de jour ou d'une hospitalisation ambulatoire dans les 6 mois précédant toute demande, qu'il s'agisse de la manifestation ou de l'aggravation dudit état,
- les frais engagés sans notre accord, ou non expressément prévus par les présentes Dispositions Générales du contrat,
- les frais non justifiés par des documents originaux,
- les sinistres survenus dans les pays exclus de la garantie ou en dehors des dates de validité du contrat, et notamment au-delà de la durée de déplacement prévu à l'Etranger,
- les conséquences des incidents survenus au cours d'épreuves, courses, ou compétitions motorisées (ou leurs essais), soumises par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des pouvoirs publics, lorsque vous y participez en tant que concurrent, ou au cours d'essais sur circuit soumis à homologation préalable des pouvoirs publics, et ce, même si vous utilisez votre propre véhicule,
- les voyages entrepris dans un but de diagnostic et/ou de traitement médical ou d'intervention de chirurgie esthétique, leurs conséquences et les frais en découlant,
- l'organisation et la prise en charge du transport visé au chapitre 9/ DISPOSITIONS GÉNÉRALES DES GARANTIES D'ASSISTANCE MÉDICALE - RAPATRIEMENT OPTIONNELLE p. 68 de ce guide pour des affections bénignes qui peuvent être traitées sur place et qui ne vous empêchent pas de poursuivre votre déplacement ou votre séjour,
- les demandes d'assistance se rapportant à la procréation médicalement assistée ou à l'interruption volontaire de grossesse, leurs conséquences et les frais en découlant,
- les demandes relatives à la procréation ou la gestation pour le compte d'autrui, ses conséquences, et les frais en découlant,

- les appareillages médicaux et les prothèses (dentaires, auditives, médicales),
- les cures thermales, leurs conséquences et les frais en découlant,
- les frais d'hospitalisation, les frais médicaux (consultations, pharmacie, autres actes), les soins dentaires,
- les hospitalisations prévues, leurs conséquences et les frais en découlant,
- les frais d'optique (lunettes et verres de contact par exemple),
- les vaccins et frais de vaccination,
- les visites médicales de contrôle, leurs conséquences et les frais s'y rapportant,
- les interventions à caractère esthétique, ainsi que leurs éventuelles conséquences et les frais en découlant,
- les séjours dans une maison de repos, leurs conséquences et les frais en découlant,
- les rééducations, kinésithérapies, chiropraxies, leurs conséquences et les frais en découlant,
- les services médicaux ou paramédicaux et l'achat de produits dont le caractère thérapeutique n'est pas reconnu par la législation française, et les frais s'y rapportant,
- les bilans de santé concernant un dépistage à titre de prévention, les traitements ou analyses réguliers, leurs conséquences et les frais en découlant,
- l'organisation des recherches et secours des personnes, notamment en montagne, en mer,
- l'organisation des recherches et secours des personnes dans le désert,
- les frais liés aux excédents de poids des bagages lors d'un transport par avion et les frais d'acheminement des bagages lorsqu'ils ne peuvent être transportés avec vous,
- les frais d'annulation de voyage,
- les frais de restaurant,
- les frais de douane.

9.5. / PRESTATIONS D'ASSURANCE

9.5.1. / ASSURANCE BAGAGES ET EFFETS PERSONNELS

9.5.1.1. CE QUE NOUS GARANTISSONS

Disparition et/ou détérioration accidentelle des bagages, objets et effets personnels

Dans le cadre de votre expatriation, nous garantissons, à concurrence de 2 000 euros / 2 500 dollars, vos bagages, objets et effets personnels, que vous avez emporté avec vous lors de votre expatriation, contre :

- le vol,
- la destruction totale ou partielle,
- la perte pendant l'acheminement par une entreprise de transport.

Limitation de remboursement pour certains objets

Pour les objets précieuses, perles, bijoux et montres portés, fourrures, portables informatiques, la valeur de remboursement ne pourra en aucun cas excéder 50 % du montant d'assurance garanti indiqué au Tableau des Montants de Garanties. En outre, les objets énumérés ci-dessus ne sont garantis que contre le vol.

Si vous utilisez une voiture particulière, les risques de vol sont couverts à condition que les bagages et effets personnels soient contenus dans le coffre du véhicule fermé à clé et à l'abri de tout regard. Seul le vol par effraction est couvert. Si le véhicule stationne sur la voie publique, la garantie n'est acquise qu'entre 7h00 et 22h00 (heures locales).

9.5.1.2. RETARD DE LIVRAISON DE BAGAGES

Dans le cadre de votre expatriation, dans le cas où vos bagages personnels enregistrés auprès de la compagnie qui vous a transporté, ne vous seraient pas remis à l'aéroport de destination de votre voyage aller et s'ils vous sont restitués avec plus de 12 heures de retard, vous percevrez une indemnité forfaitaire de 300 euros / 380 dollars, afin de participer au remboursement des frais que vous avez engagés lors de l'achat d'effets de première nécessité.

Cette indemnité ne se cumule pas avec la garantie principale de 2 000 euros / 2 500 dollars.

9.5.1.3. VOL DE VOS PIÈCES D'IDENTITÉ

Dans le cadre de votre expatriation, dans le cas où vos passeports, carte d'identité (ou de séjour), carte grise ou permis de conduire, vous auraient été volés pendant votre Mission, nous vous remboursons les frais de reconstitution de ces documents, sur présentation des justificatifs, à concurrence de 150 euros / 190 dollars.

9.5.1.4. CE QUE NOUS EXCLUONS

Outre les exclusions générales figurant p.80, sont exclus :

- le vol des bagages, effets et objets personnels laissés sans surveillance dans un lieu public ou entreposés dans un local mis à la disposition commune de plusieurs personnes,
- l'oubli, la perte (sauf par une entreprise de transport), l'échange,
- le vol sans effraction dûment constaté et verbalisé par une autorité (police, gendarmerie, compagnie de transport, commissaire de bord, etc.),
- le vol commis par votre personnel durant l'exercice de ses fonctions,
- les dommages accidentels dus au coulage des liquides, de matières grasses, colorantes ou corrosives et contenus dans vos bagages,
- la confiscation des biens par les autorités (douane, police),
- les dommages occasionnés par les mites et/ou rongeurs ainsi que par les brûlures de cigarettes ou par une source de chaleur non incandescente,
- le vol commis dans une voiture décapotable et/ou break ou autre véhicule ne comportant pas un coffre ; la garantie reste acquise à la condition de l'utilisation du couvre bagage livré avec le véhicule,
- les collections, échantillons professionnels,
- le vol, la perte, l'oubli ou la détérioration des espèces, documents, livres, titre de transport et cartes de crédit,
- le vol des bijoux lorsqu'ils n'ont pas été placés dans un coffre fermé à clé ou qu'ils ne sont pas portés,
- le bris des objets fragiles tels qu'objets en porcelaine, verre, ivoire, poterie, marbre,
- les dommages indirects tels que dépréciation et privation de jouissance,
- les objets désignés ci-après : toute prothèse, appareillage de toute nature, les vélos, les remorques, les titres de valeur, les tableaux, les lunettes, les lentilles de contact,
- les clés de toute sorte (sauf celles du Domicile), les documents enregistrés sur bandes ou films ainsi que le matériel professionnel (autre que les portables informatiques), les téléphones portables, les CD, les DVD, tout matériel multimédia (MP3, MP4, PDA, etc.), les GPS, les articles de sport, les instruments de musique, les produits

alimentaires, les briquets, les stylos, les cigarettes, les alcools, les objets d'art, les cannes à pêche, les produits de beauté, les pellicules photos et les objets achetés au cours de votre expatriation.

9.5.1.5. POUR QUEL MONTANT INTERVENONS-NOUS ?

Le montant indiqué au Tableau des Montants de Garanties constitue le maximum de remboursement pour tous les Sinistres survenus pendant la période de garantie.

Une Franchise (uniquement pour les dommages aux bagages : valises, sacs, etc.) de 25 euros/32 dollars sera retenue par Sinistre.

9.5.1.6. COMMENT VOTRE INDEMNITE EST-ELLE CALCULEE ?

Vous serez indemnisé(e) sur la base de la valeur de remplacement par des objets équivalents et de même nature, Vétusté, Usure et Franchise déduites. En aucun cas, il ne sera fait application de la règle proportionnelle prévue à l'article L 121-5 du Code des Assurances.

9.5.1.7. QUELLES SONT LES PIECES A FOURNIR EN CAS DE SINISTRE ?

Votre déclaration de sinistre devra être accompagnée des éléments suivants :

- le récépissé d'un dépôt de plainte ou de déclaration de vol effectuée dans les 48 heures auprès d'une autorité (police, gendarmerie, compagnie de transport, commissaire de bord, etc.) lorsqu'il s'agit de vol ou de perte,
- les bulletins de réserve auprès du transporteur (maritime, aérien, ferroviaire, routier) lorsque vos bagages ou objets se sont égarés pendant la période où ils se trouvaient sous la garde juridique du transporteur,
- le ticket d'enregistrement du bagage livré avec retard par la compagnie de transport et le justificatif de la livraison tardive. En cas de non présentation de ces documents nous serons en droit de vous réclamer une indemnité égale au préjudice qui en sera résulté pour nous. Les sommes assurées ne peuvent être considérées comme preuve de la valeur des biens pour lesquels vous demandez indemnisation, ni comme preuve de l'existence de ces biens.

Vous êtes tenu(e) de justifier, par tout moyen en votre pouvoir et par tout document en votre possession, de l'existence et de la valeur de ces biens au moment du Sinistre, ainsi que de l'importance des dommages. Pour les matériels professionnels, notamment les portables informatiques, il pourra être demandé à la société dont vous dépendez d'attester de la valeur et du transport de ces éléments avec vous lors de votre départ.

Si vous avez parallèlement effectué une demande d'indemnisation auprès du transporteur, vous devez nous en aviser lors de la déclaration de sinistre.

9.5.1.8. DECHEANCE DE GARANTIE POUR DECLARATION FRAUDULEUSE :

Si sciemment, vous utilisez comme justificatifs, des documents inexacts ou usez de moyens frauduleux ou faites des déclarations inexactes ou réticentes, vous serez déchu(e) de tout droit à indemnité.

9.5.1.9. QUE SE PASSE-T-IL SI VOUS RECUPEREZ TOUT OU PARTIE DES OBJETS VOLES COUVERTS PAR UNE GARANTIE BAGAGES ?

Vous devez nous en aviser immédiatement par lettre recommandée dès que vous en êtes informé(e).

Si nous ne vous avons pas encore réglé l'indemnité, vous devrez reprendre possession des objets, nous ne serons alors tenus qu'au paiement des détériorations ou manquants éventuels.

Si nous vous avons déjà indemnisé, vous pouvez opter dans un délai de 15 jours :

- soit pour le délaissement,
- soit pour la reprise des objets moyennant la restitution de l'indemnité que vous avez reçue sous déduction des détériorations ou des manquants.

Si vous n'avez pas choisi dans un délai de 15 jours, nous considérons que vous optez pour le délaissement.

9.5.2. / ASSURANCE INCIDENT DE VOYAGE

9.5.2.1. CE QUE NOUS GARANTISSONS

Cette garantie est valable sur :

- les vols réguliers des compagnies aériennes aller/ou retour dont les horaires sont publiés,
- les vols charters aller et/ou retour dont les horaires sont indiqués sur le billet d'avion aller.

Suite à un retard à l'arrivée de l'avion de l'Assuré de plus de 4 heures, par rapport à l'heure initialement prévue et entraînant une rupture de correspondance, nous vous indemnisons à concurrence du montant indiqué au Tableau des Montants de Garanties.

Pour le calcul de l'indemnité, les heures de retard du vol aller ne s'additionnent pas avec les heures de retard du vol retour, elles ne concernent qu'un trajet simple. Cependant, la garantie peut jouer sur le vol aller et sur le vol retour, si pour chaque trajet le retard est supérieur à 4 heures et entraîne une rupture de correspondance. La garantie prend effet à la date et l'heure indiquées sur le billet d'avion et expire dès l'arrivée à l'aéroport de destination

Cette garantie ne s'applique pas si vous êtes transférée sur une autre compagnie dans les horaires initialement prévus.

9.5.2.2. CE QUE NOUS EXCLUONS

- la guerre civile ou étrangère, émeutes, mouvements populaires, grèves, actes de terrorisme, prise d'otage ou de sabotage, manifestation quelconque de la radioactivité, tout effet d'origine nucléaire ou causé par toute source de rayonnement ionisant dans le pays de départ, de transfert et de destination,
- tout évènement mettant en péril la sécurité de votre voyage dès lors que votre destination est déconseillée par le Ministère des Affaires étrangères français,
- une décision des autorités aéroportuaires, des autorités de l'aviation civile ou de toute autre autorité en ayant fait l'annonce 24 heures avant la date de départ de votre voyage,
- les évènements survenus entre la date de réservation de votre voyage et la date de souscription du présent contrat,
- le manquement du vol sur lequel votre réservation était confirmée quelle qu'en soit la raison,
- la non-admission à bord consécutive au non-respect de l'heure limite d'enregistrement des bagages et/ou présentation à l'embarquement.

9.5.2.3. QUELLES SONT VOS OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRE VOUS DEVEZ :

- compléter et/ou faire tamponner une déclaration de retard auprès d'une personne compétente de la compagnie aérienne sur laquelle vous voyagez ou auprès d'une personne compétente de l'aéroport,
- nous transmettre, dès votre retour et au plus tard dans les 156 jours suivants, la déclaration de retard dûment complétée, la photocopie de votre billet d'avion, la facture d'achat du billet garanti et le talon de la carte d'embarquement.

9.6. / CADRE DU CONTRAT

Le présent contrat est soumis à la loi française.

9.6.1. PRISE D'EFFET ET DUREE

Le contrat prend effet à la date portée aux Dispositions Particulières, laquelle ne peut être antérieure à la date de souscription.

Sauf convention contraire mentionnée aux Dispositions Particulières, le contrat est conclu pour une durée d'un an à compter de la date d'effet portée aux Dispositions Particulières. A son expiration, il est tacitement reconduit d'année en année, sauf dénonciation par l'Assureur ou par le Souscripteur dans les conditions prévues aux Dispositions Particulières.

9.6.2. CESSATION DES GARANTIES

Vos garanties cessent :

- le jour où vous cessez de faire partie du groupe assurable dans la mesure où vous ne remplissez plus les conditions d'adhésion (cf. définition Assuré),
- en cas de non-paiement des cotisations par le Souscripteur,
- à la date de résiliation du contrat conclu entre le Souscripteur et nous,

Dès lors que le contrat se trouve résilié ou suspendu, il ne peut être maintenu dans ses effets pour les Assurés.

9.6.3. QUELLES SONT LES LIMITATIONS EN CAS DE FORCE MAJEURE OU AUTRES EVENEMENTS ASSIMILES ?

Nous ne pouvons en aucun cas nous substituer aux organismes locaux en cas d'urgence.

Nous ne pouvons être tenus pour responsables des manquements, ni des retards dans l'exécution des prestations résultant de cas de force majeure ou d'événements tels que :

- guerres civiles ou étrangères, instabilité politique notoire, mouvements populaires, émeutes, actes de terrorisme, représailles,
- recommandations de l'O.M.S. ou des autorités nationales ou Internationales ou restriction à la libre circulation des personnes et des biens, et ce quel qu'en soit le motif notamment sanitaire, de sécurité, météorologique, limitation ou interdiction de trafic aéronautique,
- grèves, explosions, catastrophes naturelles, désintégration du noyau atomique, ou toute irradiation provenant d'une source d'énergie présentant un caractère de radioactivité,
- délais et/ou impossibilité à obtenir les documents administratifs tels que visas d'entrée et de sortie, passeport, etc., nécessaires à votre transport à l'intérieur ou hors du pays où vous vous trouvez ou à votre entrée dans le pays préconisé par nos médecins pour y être hospitalisé(e),
- recours à des services publics locaux ou à des intervenants auxquels nous avons l'obligation de recourir en vertu de la réglementation locale et/ou Internationale,
- inexistence ou indisponibilité de moyens techniques ou humains adaptés au transport (y compris refus d'intervention).

9.6.4. CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES

Les transporteurs de personnes (dont notamment les compagnies aériennes) sont susceptibles d'opposer pour les personnes atteintes de certaines pathologies ou pour les femmes enceintes, des restrictions applicables jusqu'au moment du début du transport, et susceptibles d'être modifiées sans préavis (ainsi pour les compagnies aériennes : examen médical, certificat médical, etc.).

De ce fait, le rapatriement de ces personnes ne pourra être réalisé que sous réserve d'absence de refus du transporteur, et bien évidemment, d'absence d'avis médical défavorable (tel que prévu et suivant les modalités prévues au chapitre 9/ DISPOSITIONS GÉNÉRALES DES GARANTIES D'ASSISTANCE MÉDICALE - RAPATRIEMENT OPTIONNELLE p.68 au regard de la santé de l'Assuré ou de l'enfant à naître.

9.6.5. QUELLES SONT LES EXCLUSIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AU CONTRAT ?

Les exclusions générales du contrat sont les exclusions communes à l'ensemble des prestations d'assistance et garanties d'assurance décrites aux présentes Dispositions Générales.

Sont exclus :

- les guerres civiles ou étrangères, les émeutes, les mouvements populaires,
- la participation volontaire d'un Assuré à des émeutes ou grèves, rixes ou voies de fait,
- les conséquences de la désintégration du noyau atomique ou toute irradiation provenant d'une source d'énergie présentant un caractère de radioactivité,
- sauf dérogation contractuelle (prestations 9.4.4.3. RETOUR ANTICIPÉ OU TRANSPORT VERS UNE ZONE SÉCURISÉE EN CAS DE CATASTROPHE NATURELLE p.75), un tremblement de terre, une éruption volcanique, un raz de marée, une inondation ou un cataclysme naturel sauf dans le cadre des dispositions résultant de la loi N 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (pour les garanties d'assurance),
- les conséquences de l'usage de médicaments, de drogues, de stupéfiants et produits assimilés non ordonnés médicalement, et de l'usage abusif d'alcool,
- tout acte intentionnel de votre part pouvant entraîner la garantie du contrat.

9.6.6. COMMENT SONT EXPERTISÉS LES DOMMAGES MATÉRIELS COUVERTS PAR LES GARANTIES D'ASSURANCE ?

Si les dommages ne peuvent être déterminés de gré à gré, ils sont évalués par la voie d'une expertise amiable et obligatoire, sous réserve de nos droits respectifs.

Chacun de nous choisit son expert. Si ces experts ne sont pas d'accord entre eux, ils font appel à un 3^e et tous les 3 opèrent en commun et à la majorité des voix.

Faute par l'un de nous de nommer un expert ou par les 2 experts de s'entendre sur le choix d'un 3^e, la nomination est faite par le Président du Tribunal de Grande Instance du lieu où le Sinistre s'est produit. Cette nomination est faite sur simple requête signée au moins par l'un d'entre nous, celui n'ayant pas signé est convoqué à l'expertise par lettre recommandée. Chacun prend à sa charge les frais et honoraires de son expert et le cas échéant, la moitié de ceux du 3^e.

9.6.7. GARANTIES D'ASSURANCE : DANS QUELS DÉLAIS SEREZ-VOUS INDEMNISÉ(E) ?

Concernant les garanties d'assurance, le règlement interviendra dans un délai de 5 jours à partir de l'accord qui interviendra entre nous ou de la décision judiciaire exécutoire.

9.6.8. SUBROGATION

Après avoir engagé des frais dans le cadre de nos garanties d'assurance et/ou prestations d'assistance. Nous sommes subrogés dans les droits et actions que vous pouvez avoir contre les tiers responsables du Sinistre, comme le prévoit l'article

L 121-12 du Code des Assurances.

Notre subrogation est limitée au montant des frais que nous avons engagés en exécution du présent contrat.

9.6.9. QUELS SONT LES DELAIS DE PRESCRIPTION ?

Conformément aux dispositions de l'article L 114-1 du Code des Assurances :

« Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

① En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;

② En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là. Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier. »

Conformément à l'article L114-2 du Code des Assurances :

« La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité. »

Les causes ordinaires d'interruption de la prescription sont décrites aux articles 2240 à 2246 du Code civil : la reconnaissance par le débiteur du droit contre lequel il prescrivait (article 2240 du Code civil), la demande en justice (articles 2241 à 2243 du Code civil), un acte d'exécution forcée (articles 2244 à 2246 du Code civil).

Conformément à l'article L114-3 du Code des Assurances :

« Par dérogation à l'Article 2254 du Code civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci. »

9.6.10. RECLAMATIONS

EUROP ASSISTANCE élit domicile à l'adresse de son siège social.

En cas de réclamation ou de litige, vous pourrez vous adresser au service « Remontée Clients » d'Europ Assistance, 1 promenade de la Bonnette, 92633 Gennevilliers cedex.

Si le délai de traitement doit excéder les dix jours ouvrés, une lettre d'attente vous sera adressée dans ce délai. Une réponse écrite à la réclamation sera transmise dans un délai maximum de deux mois à compter de la date de réception de la réclamation initiale.

9.6.11. AUTORITE DE CONTROLE

L'Autorité chargée du contrôle est l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution – A.C.P.R. – 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09.

9.6.12. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET DROIT D'OPPOSITION AU DEMARCHAGE TELEPHONIQUE

9.6.12.1. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

EUROP ASSISTANCE, entreprise régie par le Code des assurances, ayant son siège social au 1, promenade de la Bonnette - 92633 Gennevilliers cedex (ci-après dénommée « l'Assureur »), agissant en qualité de responsable de traitement, met en œuvre un traitement de données à caractère personnel du Bénéficiaire ayant pour finalités de :

- gérer les demandes d'assistance et d'assurance ;
- organiser des enquêtes de satisfaction auprès des Bénéficiaires ayant bénéficié des services d'assistance et d'assurance ;
- élaborer des statistiques commerciales et des études actuarielles ;
- examiner, accepter, contrôler et surveiller le risque ;
- gérer les contentieux potentiels et mettre en œuvre les dispositions légales ;
- mettre en œuvre les obligations de vigilance dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, les sanctions financières, y inclus le déclenchement d'alertes et les déclarations de suspicion ;
- mettre en œuvre des mesures visées à la lutte contre la fraude à l'assurance ;
- gérer l'enregistrement des conversations téléphoniques avec les salariés de l'Assureur ou ceux de ses sous-traitants aux fins de former et évaluer les salariés et améliorer la qualité du service ainsi que pour gérer des contentieux potentiels.

Le Bénéficiaire est informé et accepte que ses données personnelles soient traitées pour les finalités précitées. Ce traitement est mis en œuvre en application du contrat.

Les données collectées sont obligatoires. En l'absence de communication de ces données, la gestion des demandes d'assistance et d'assurance du Bénéficiaire sera plus difficile voire impossible à gérer.

A cet effet, le Bénéficiaire est informé que ses données personnelles sont destinées à l'Assureur, responsable de traitement, aux sous-traitants, aux filiales et aux mandataires de l'Assureur, ainsi qu'aux prestataires missionnés pour l'exécution de services d'assistance à votre profit (selon les cas, dépanneurs, ambulanciers, compagnies aériennes, taxis etc...).

En vue de satisfaire aux obligations légales et réglementaires, l'Assureur peut être amené à communiquer des informations aux autorités administratives ou judiciaires légalement habilitées.

Les données personnelles du Bénéficiaire sont conservées pour une durée variable selon la finalité poursuivie (2 mois pour les enregistrements téléphoniques), augmentée des durées de conservation obligatoires en matière de comptabilité et de la durée légale de prescription (10 ans pour les traitements de données dans le cadre d'un dossier d'assistance médicale, 5 ans pour les autres traitements).

Le Bénéficiaire est informé et accepte que les données à caractère personnel le concernant soient communiquées à des destinataires, situés dans des pays tiers non membres de l'Union européenne, disposant d'une protection équivalente. Les transferts de données à destination de ces pays tiers sont encadrés par :

- une convention de flux transfrontaliers établie conformément aux clauses contractuelles types de responsables à sous-traitants émises par la Commission européenne et actuellement en vigueur ;
- des contrats d'adhésion des entités de l'Assureur aux règles internes conformes à la recommandation 1/2007 du

Groupe de travail de l'Article 29 sur la demande standard d'approbation des règles d'entreprise contraignantes pour le transfert de données personnelles.

Le Bénéficiaire peut demander une copie de ces garanties appropriées encadrant les transferts de données à l'une ou l'autre des adresses indiquées ci-dessous.

Ces flux ont pour finalité la gestion des demandes d'assistance et d'assurance. Les catégories de données suivantes sont concernées :

- données relatives à l'identité (notamment : nom, prénoms, sexe, âge, date de naissance, numéro de téléphone, courrier électronique) et à la vie personnelle (notamment : situation familiale, nombre des enfants),
- données de localisation,
- le cas échéant, données de santé, y compris le numéro de sécurité sociale (NIR) et sur consentement de la personne concernée.

Le Bénéficiaire, en sa qualité de personne concernée par le traitement, est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de ses données, ainsi que d'un droit de limitation du traitement. Il dispose en outre d'un droit d'opposition.

Le Bénéficiaire a le droit de retirer son consentement à tout moment, sans porter atteinte à la licéité du traitement fondé sur le consentement avant le retrait de celui-ci. Par ailleurs, il dispose d'un droit de formuler des directives spécifiques et générales concernant la conservation, l'effacement et la communication de ses données post-mortem.

L'exercice des droits du Bénéficiaire s'effectue, auprès du Délégué à la protection des données, par courrier accompagné de la photocopie d'un titre d'identité signé, à l'une ou l'autre des adresses suivantes :

- soit par voie électronique : protectiondesdonnees@europ-assistance.fr,
- soit par voie postale : EUROP ASSISTANCE - A l'attention du Délégué à la protection des données - 1, promenade de la bonnette - 92633 Gennevilliers

Enfin, le Bénéficiaire est informé qu'il a le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés.

9.6.13. DROIT D'OPPOSITION DES CONSOMMATEURS AU DEMARCHAGE TELEPHONIQUE

Europ Assistance informe le Bénéficiaire, conformément à la loi 2014-344 du 17 mars 2014, que s'il ne souhaite pas faire l'objet de prospection commerciale par voie téléphonique de la part d'un professionnel avec lequel il n'a pas de relation contractuelle préexistante, il peut s'inscrire gratuitement sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique par courrier postal ou par internet :

SOCIETE OPPOSETEL - Service Bloctel - 6, rue Nicolas Siret - 10 000 TROYES - www.bloctel.gouv.fr

9.7. / PROCEDURE D'ENTENTE PREALABLE POUR « AVANCE DES FRAIS D'HOSPITALISATION » AVEC ASSISTANCE

BÉNÉFICIAIRE : Tout adhérent ayant souscrit au présent contrat.

LE GESTIONNAIRE :

MSH
ASFE Prise en charge ASFE Gestion
23 allées de l'Europe, 92587 Clichy Cedex - France
Tél. : +33 (0)1 44 20 48 07
Fax : +33 (0)1 44 20 48 79
E-mail : admineurope@asfe-expat.com

L'ASSISTEUR :

EUROP ASSISTANCE
1 promenade de la bonnette 92633 GENNEVILLIERS
Tél. : +33 (0)1 41 85 84 46
Fax : +33 (0)1 41 85 85 71

9.7.1. PROCEDURE OPERATIONNELLE ENTRE LES PARTIES

9.7.1.1. LE BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire contacte EUROP ASSISTANCE, au 01 41 85 84 46 pour demander une entente préalable concernant l'avance des frais d'hospitalisation (minimum une nuit d'Hospitalisation). Il doit indiquer les noms et coordonnées complètes de l'établissement de soins et si possible sa date d'entrée.

9.7.1.2. EUROP ASSISTANCE

Pour toutes les demandes d'avance sur frais d'hospitalisation couplées à une assistance, EUROP ASSISTANCE adresse systématiquement à l'ASFE, par mail à l'adresse : admineurope@asfe-expat.com ou par télécopie au +33 (0) 1 44 20 48 79, l'imprimé d'entente préalable dûment renseigné.

Toute demande d'entente préalable est valable pour une durée de 10 jours. Une nouvelle entente préalable devra être formulée passé ce délai.

Par ailleurs, un nouvel accord doit être obtenu pour toute nouvelle entrée d'un Bénéficiaire dans un autre service ou un autre centre hospitalier, ou lors de toute modification de pathologie.

9.7.1.3. MSH / ASFE PRISE EN CHARGE

Dès réception de ces informations, MSH / ASFE Prise en charge communique à EUROP ASSISTANCE son accord ainsi que le montant de prise en charge accordé en lui retournant par télécopie au 01 41 85 85 71, l'imprimé d'entente préalable dûment complété.

En tout état de cause cet accord n'est valable que pour une durée de 10 jours et devra être validé systématiquement après expiration de ce délai.

Dans le cas où l'accord auprès de MSH / ASFE Prise en charge ne pourrait être effectué étant donné le caractère d'urgence de la demande, MSH / ASFE Prise en charge mandate EUROP ASSISTANCE d'engager en son nom et pour son compte les avances nécessaires, sous réserve du contrôle ultérieur des droits au service du demandeur.

9.7.1.4. EUROP ASSISTANCE

EUROP ASSISTANCE peut alors régler la facture des soins dans la limite des garanties définies par MSH / ASFE Prise en charge.

Les factures réglées par EUROP ASSISTANCE sont intégralement refacturées et transmises à MSH / ASFE Prise en charge comme suit :

- une facture par dossier,
- factures originales de frais médicaux jointes avec la mention « payé / paid » sans le cachet d'EUROP ASSISTANCE.

9.7.1.5. MODALITES DE REMBOURSEMENT DES AVANCES SUR FRAIS D'HOSPITALISATION

MSH International/ASFE s'engage à rembourser EUROP ASSISTANCE des avances sur frais d'Hospitalisation effectuées en son nom et pour son compte dans un délai de 1 mois, à réception de la facture correspondante. Le taux de change appliqué pour la facturation des frais médicaux sera celui du jour du paiement de l'hôpital.

10. / CONTACTER MSH

OBTENTION DE VOS IDENTIFIANTS

- 1 Connectez-vous sur www.msh-intl.com dans votre Espace Assuré.
- 2 Sur l'écran d'authentification, cliquez sur « Obtenir vos identifiants ».
- 3 Renseignez les informations demandées et cliquez sur « Envoyer »- Vous recevrez vos login et mot de passe directement par e-mail.

Pour toute demande, contactez-nous 7j/7, 24h/24 :

AMÉRIQUE

MSH
Suite 300, 999 - 8th Street S.W. Calgary, Alberta T2R 1N7
CANADA
Tél. : +1 403 538 2365
Fax : +1 403 265 9425
adminamerica@asfe-expat.com

EUROPE

MSH
23 allées de l'Europe
92587 Clichy cedex FRANCE Tél. : +33 (0)1 44 20 48 07
Fax : +33 (0)1 44 20 48 79
admineurope@asfe-expat.com

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE

MSH
19th Floor, One by Omnyat, Business Bay
P.O. BOX: 506537 Dubaï - UAE
Tél. : +971 4 365 1305
Fax : +971 4 363 7327
adminmea@asfe-expat.com

ASIE

MSH
5/F, North Tower, Building 9, Lujiazui Software Park, Lane 91,
E Shan Rd,
Shanghai - P.R. CHINA, 200127 Tél. : +86 21 6187 0593
Fax : +86 21 6160 0153

11. ANNEXE 1: LISTE DES AFFECTIONS DE LONGUE DUREE

Les médicaments sur prescription pour une affection longue durée sont prescrits pour les affections de longue durée listées ci-dessous :

- accident vasculaire cérébral invalidant
- insuffisances médullaires et autres cytopénies chroniques
- artériopathies chroniques avec manifestations ischémiques
- bilharziose compliquée
- insuffisance cardiaque grave, troubles du rythme graves, cardiopathies valvulaires graves, cardiopathies congénitales graves
- maladies chroniques actives du foie et cirrhoses
- déficit immunitaire primitif grave nécessitant un traitement prolongé, infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH)
- diabète de type 1 et diabète de type 2
- formes graves des affections neurologiques et musculaires (dont myopathie), épilepsie grave
- hémoglobinopathies, hémolyses, chroniques constitutionnelles et acquises sévères
- hémophilies et affections constitutionnelles de l'hémostase graves
- maladie coronaire
- insuffisance respiratoire chronique grave
- maladie d'Alzheimer et autres démences 2,3
- maladie de Parkinson 3
- maladies métaboliques héréditaires nécessitant un traitement prolongé spécialisé
- mucoviscidose
- néphropathie chronique grave et syndrome néphrotique primitif
- paraplégie
- vascularites, lupus érythémateux systémique, sclérodermie systémique
- polyarthrite rhumatoïde évolutive
- rectocolite hémorragique et maladie de Crohn évolutives
- sclérose en plaques 3
- scoliose idiopathique structurale évolutive (dont l'angle est égal ou supérieur à 25 degrés) jusqu'à maturation rachidienne
- spondylarthrite grave
- suites de transplantation d'organe
- tuberculose active, lèpre
- tumeur maligne, affection maligne du tissu lymphatique ou hématopoïétique.

12. ANNEXE 2: ACCORD DE PARTAGE DE DONNEES ENTRE MSH ET EUROP ASSISTANCE, RELATIF A LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après « RGPD »).

A. DEFINITIONS

Donnée à caractère personnel : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée «**Personne concernée**»); est réputée être une «personne physique identifiable» une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

Données à caractère personnel de l'Assureur : Données à caractère personnel contenues dans les documents, données et fichiers, quel qu'en soit le support, papier ou informatique, communiqués par l'Assureur au Souscripteur ou au Courtier, ou auxquels celui-ci aura accès chez l'Assureur ou dans ses systèmes, y compris par accès à distance, ou qu'il aura collectées directement et/ou traitées de toute autre manière pour le compte de l'Assureur dans le cadre de la réalisation des Prestations prévues par la présente Convention.

Traitement : toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliqués à des Données à caractère personnel ou des ensembles de Données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.

Violation de Données à caractère personnel : toute violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de Données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

Législations européennes sur la protection des données personnelles : le RGPD ainsi que toute loi ou réglementation des Etats membres de l'EEE y afférent.

Loi informatique et libertés : la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiées, y compris ses modifications postérieures à la conclusion de la Convention.

RGPD : Règlement (UE) n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive n°95/46/CE.

Responsable de traitement : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du Traitement.

Sous-traitant : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des Données à caractère personnel pour le compte du Responsable du traitement.

B. TRAITEMENT ET ROLE DES PARTIES

Le Souscripteur et le Courtier exercent l'activité d'intermédiaire en assurance et est, pour la réalisation des Prestations, amené à traiter des Données à caractère personnel relatives aux clients et assurés de l'Assureur, pour le compte de ce dernier. A ce titre et dans le cadre de la Convention, l'Assureur est Responsable de traitement et le Souscripteur ainsi que le Courtier sont Sous-traitant.

Les Parties se conforment au RGPD et à la Loi informatique et libertés.

Les Traitements autorisés sont : [Collecte, Enregistrement, Organisation, Structuration, Conservation, Adaptation, Modification, Extraction, Consultation, Utilisation, Communication et toute forme de mise à disposition, Limitation, Effacement, Destruction.]

L'objet du traitement est : [gestion des sinistres et au traitement des réclamations dans les conditions décrites à la Convention]

La durée du(des) Traitement(s) est [____de 24 mois____]

Les catégories de personnes concernées sont : les assurés/ bénéficiaires des Programmes____souscrits par l'ASFE_____

Les Types de Données à caractère personnel sont (cocher):

Identité Nationale / Officielle / Sociale	X	Qualification et Performance		Affiliation syndicale	
Origine raciale ou ethnique		Identité émise par la société	X	Données/comptes relatives à la facturation et au paiement	X
Infractions ou condamnations pénales		Opinions politiques		Données médicales et relatives à la santé	X
Autorisations, pouvoirs	X	Données contractuelles		Situation économique	
Croyances religieuses ou philosophiques		Données de contact privé-identifiants physiques en ligne		Données biométriques	
Vie sexuelle ou orientation sexuelle		Identification véhicules		Données génétiques	
Données relatives aux véhicules opérés		Localisation / données mouvement	X	Enregistrements d'images ou de voix	X
Autre :		Données bancaires (numéro de cartes de crédit ou de débit, numéro de comptes, etc...)	X	Données de contact y compris adresses, numéros de téléphone, etc.	X

Toutes les Données à caractère personnel de l'Assureur constituent des Informations confidentielles qui restent la propriété de l'Assureur et qui sont couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal).

Conformément à la Loi informatique et libertés et au RGPD, le Souscripteur et le Courtier s'engagent à n'agir sur les Données à caractère personnel de l'Assureur que sur instruction documentée de l'Assureur agissant en qualité de Sous-traitant du Responsable de traitement de ces données. Cependant, le Souscripteur et le Courtier s'engagent à informer l'Assureur sans délai si, selon lui, une instruction de l'Assureur constitue une violation du RGPD ou de la Loi informatique et libertés ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit français concernant les Données à caractère personnel.

Le Souscripteur et le Courtier sont en revanche seuls Responsables des traitements de Données à caractère personnel qu'ils effectuent pour leur propre compte.

C. OBLIGATIONS DE L'ASSUREUR

Il appartient au Responsable des traitements, pour les Données à caractère personnel faisant l'objet de Traitements dans le cadre de la Convention, à :

- respecter les dispositions de la Loi informatique et libertés et du RGPD et notamment à traiter les Données à caractère personnel de manière licite, en particulier en recueillant le consentement des personnes concernées lorsque nécessaire ;
- fournir aux personnes concernées les informations prévues par la Loi informatique et libertés et le RGPD ;
- permettre aux personnes concernées d'exercer les droits que leur confèrent la Loi informatique et libertés et le RGPD et donner suite à ces demandes ;
- tenir un registre des activités de Traitement conformément à la Loi informatique et libertés et au RGPD.

D. OBLIGATIONS DU SOUSCRIPTEUR ET DU COURTIER

Le Souscripteur et le Courtier s'engagent à prendre toutes mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de préserver la sécurité des Données à caractère personnel de l'Assureur et garantir leur confidentialité, et notamment d'empêcher qu'elles ne soient détruites, perdues, altérées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Souscripteur et le Courtier s'engagent également à respecter les obligations suivantes, et à les faire respecter par ses préposés et Sous-traitants :

- a) Prendre toutes mesures appropriées pour que toute personne agissant sous son autorité et ayant accès aux Données à caractère personnel de l'Assureur, ne traite ces données que conformément aux instructions de l'Assureur, et veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les Données à caractère personnel de l'Assureur : (i) reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des Données à caractère personnel, (ii) s'engagent à en respecter la confidentialité, notamment par le biais d'une clause appropriée dans leur contrat, et (iii) soient liées par une obligation de secret professionnel.
- b) Prendre toutes mesures de sécurité appropriées, notamment matérielles, pour assurer la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité des Données à caractère personnel de l'Assureur et éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des Données à caractère personnel de l'Assureur.
- c) Restituer sans frais à l'Assureur toutes les Données à caractère personnel de l'Assureur à tout moment dans un délai de huit (8) jours à compter de la première demande de l'Assureur.
- d) Au terme de la Convention, au plus tard dans les huit (8) jours suivant ce terme, au choix de l'Assureur : à restituer sans frais à l'Assureur toutes les Données à caractère personnel de l'Assureur et à n'en garder

aucune copie, enregistrement ou reproduction, ou à la demande écrite expresse l'Assureur, à détruire intégralement toutes les Données à caractère personnel de l'Assureur, au plus tard dans les 30 jours suivant ce terme, et à n'en garder aucune copie, enregistrement ou reproduction et, dans tous les cas, à fournir à l'Assureur la preuve écrite de la destruction des données.

Nonobstant ce qui précède, le Souscripteur et le Courtier pourront toujours garder copie des données nécessaires au respect par lui de ses obligations légales et réglementaires et à la défense de ses intérêts, et ce, jusqu'à ce que lesdites obligations soient prescrites.

- e) Prendre toutes mesures et garanties appropriées pour que les Données à caractère personnel de l'Assureur ne puissent être conservées ou faire l'objet de Traitements sous une forme permettant l'identification des personnes concernées au-delà du temps nécessaire aux finalités pour lesquelles elles ont été communiquées ou rendues accessibles au Souscripteur et au Courtier par l'Assureur telles que définies dans l'annexe « **Instructions relatives au traitement des données personnelles** » des Annexes relatives aux Programmes.
- f) Ne pas transférer ou permettre l'accès aux Données à caractère personnel de l'Assureur en dehors de l'Union européenne sans l'accord préalable écrit de l'Assureur, tant sur le(s) pays vers lesquels les Données à caractère personnel doivent être transférés, que sur les destinataires de ces données, y compris en cas de sous-traitance comme prévu ci-après.
- g) Ne traiter les Données à caractère personnel de l'Assureur que conformément aux instructions écrites de l'Assureur et s'abstenir :
 - de tout usage personnel, y compris à des fins commerciales, et de toute autre opération ou exploitation sans autorisation préalable écrite de l'Assureur ;
 - et
 - de permettre ou faciliter leur utilisation par des tiers, des Sous-traitants ou toute personne agissant sous l'autorité ou pour le compte du Souscripteur et du Courtier, pour d'autres finalités que l'exécution des Prestations, sans autorisation préalable écrite de l'Assureur.
- h) En cas de découverte d'une Violation de données à caractère personnel de l'Assureur, le Souscripteur et le Courtier s'engagent à :
 - informer l'Assureur, sans délai, et au plus tard dans les quarante-huit (48) heures de la découverte de cette violation ;
 - transmettre, sans délai, à l'Assureur toutes les informations requises ;
 - collaborer activement avec l'Assureur pour lui permettre ou permettre au Responsable des traitements, notamment de remplir ses obligations de notification à l'autorité de contrôle et aux personnes concernées ;
 - mettre en œuvre sans délai, à ses frais, toutes les mesures nécessaires pour faire cesser la Violation de Données à caractère personnel de l'Assureur sur les Traitements réalisés par lui et en informer l'Assureur.
- i) Aider l'Assureur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées le saisissent en vue d'exercer leurs droits, et notamment en cas de demande de droit d'accès, afin de permettre à l'Assureur de transmettre à la personne concernée ses Données à caractère personnel traitées par le Souscripteur ou le Courtier, et informer sans délai l'Assureur de toute demande émanant des personnes concernées ou d'une autorité de protection des données ou de toute autre autorité de régulation ou de contrôle, sans pour autant y répondre directement, à moins d'avoir été autorisé par l'Assureur, afin de permettre à ce dernier d'apprécier la suite à y accorder.
- j) Informer l'Assureur de toute demande d'accès ou de communication directe émanant d'un tiers se prévalant d'une autorisation découlant de l'application de dispositions légales ou réglementaires contraignantes ou d'une décision de justice, d'une procédure ou enquête judiciaire ou administrative, et, avant tout accès ou communication, procéder aux vérifications nécessaires quant au bien-fondé de la demande de communication, et solliciter l'accord de l'Assureur.
- k) Informer l'Assureur sans délai en cas de contrôle de la CNIL ou de toute autre autorité de contrôle dont ferait l'objet le Souscripteur ou le Courtier en rapport avec les Prestations fournies.
- l) Communiquer sans délai à l'Assureur toutes les informations nécessaires, et notamment toute documentation et toute procédure, ainsi que leurs mises à jour, démontrant le respect par le Souscripteur et le Courtier de ses obligations relatives à la protection des Données à caractère personnel de l'Assureur, ainsi que toutes les informations nécessaires, et notamment toute documentation et toute procédure, relatives aux Traitements réalisés par le Souscripteur et le Courtier dans le cadre de la Convention, permettant à l'Assureur de démontrer le respect de ses obligations prévues par le RGPD et par la Loi informatique et libertés.
- m) Tenir un registre écrit de toutes les catégories d'activités de Traitement effectuées pour le compte de l'Assureur, comprenant les informations prévues par le RGPD et la Loi informatique et libertés.

Le Souscripteur et le Courtier s'engagent à informer l'Assureur de toute difficulté qu'il pourrait rencontrer dans la mise en œuvre de ses obligations relatives à la protection des Données à caractère Personnel de l'Assureur.

E. DUREE DE VALIDITE

Le terme de la Convention n'aura pas pour effet de dégager le Souscripteur et le Courtier de leur obligation de respecter les dispositions de la présente Annexe concernant l'utilisation et la protection des Données à caractère personnel de l'Assureur, les obligations contenues dans les stipulations de la présente Annexe restant en vigueur pendant cinq (5) ans après la date de résiliation ou d'expiration de la Convention.

F. SOUS TRAITANCE

Le Souscripteur et le Courtier ne pourront pas faire appel à un Sous-traitant, au sens de la Loi informatique et libertés et du RGPD, pour effectuer des Traitements de toute ou partie des Données à caractère personnel de l'Assureur sans l'accord préalable spécifique écrit de l'Assureur. Le Souscripteur et le Courtier devront solliciter l'Assureur par courrier au moins 60 (soixante) jours avant la date de mise en œuvre de la sous-traitance envisagée en indiquant a minima le nom et les coordonnées du Sous-traitant choisi, les Traitements concernés et les mesures techniques et organisationnelles mises en place pour garantir la conformité des dits Traitements. En aucun cas, l'absence de réponse de l'Assureur ne pourra être considérée comme un accord tacite. Le Souscripteur et le Courtier s'engagent également à informer l'Assureur en cas de résiliation d'un Sous-traitant.

La liste des Sous-traitants autorisés par l'Assureur figure ci-dessous et/ou le cas échéant, dans l'Annexe « protection des données à caractère personnel » des Annexes relatives aux Programmes. Cette liste fera l'objet d'une mise à jour en cas d'ajout ou de suppression d'un Sous-traitant.

Aucune sous-traitance des Données à caractère personnel de l'Assureur ne pourra intervenir sans la signature d'un contrat écrit entre Le Souscripteur, le Courtier et le Sous-traitant, soumettant ce dernier à des conditions de protection des Données à caractère personnel de l'Assureur identiques à celles de la présente Annexe, afin de garantir un niveau de protection équivalent à celui de la présente Annexe ; le dit contrat devant définir a minima l'objet et la nature du(des) Traitement(s), le type de Données à caractère personnel traitées et les catégories de personnes concernées, ainsi que les droits du Responsable des traitements. En outre, le Souscripteur et le Courtier devront veiller à ce que le Sous-traitant choisi présente des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le(s) Traitement(s) réponde(nt) aux exigences de la Loi informatique et libertés et du RGPD et devra pouvoir en justifier auprès de l'Assureur.

Dans tous les cas, le Souscripteur et le Courtier assumeront l'entière responsabilité des actions ou omissions de leurs Sous-traitants et veilleront à ce que les obligations de confidentialité et de protection des Données à caractère personnel de l'Assureur, soient dûment observées par ceux-ci.

Liste des sous-traitants autorisés par l'Assureur :

- Sendinblue, 7 rue de Madrid, 75008 Paris, France

G. CONTROLE

Dans le cadre d'un contrôle de l'Assureur par une autorité de régulation ou de contrôle, selon les modalités définies par cette autorité, le Souscripteur et le Courtier s'engagent à collaborer avec l'Assureur et à mettre à la disposition de toute personne mandatée par l'Assureur, soumis à une obligation de confidentialité, toute information nécessaire pour démontrer le respect par le Souscripteur et le Courtier obligations décrites dans la présente Annexe.

Dans le cadre d'un audit, selon les stipulations relatives à l'audit de la Convention, le Souscripteur et le Courtier s'engagent à mettre à la disposition de l'Assureur et à toute personne mandatée par l'Assureur, tenus par une obligation de confidentialité, toute information nécessaire pour démontrer le respect par le Souscripteur et le Courtier des obligations décrites dans la présente Annexe.

H. RESPONSABILITE

Le respect des stipulations Annexe « accord sur la protection des Données à caractère personnel » de l'Assureur constitue une condition essentielle de la Convention sans laquelle l'Assureur n'aurait pas contracté.

En cas de non-respect des stipulations de la présente Annexe sur la protection des Données à caractère personnel de l'Assureur et à la confidentialité de ces données, la responsabilité du Souscripteur et du Courtier pourra être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du Code pénal. En outre, en cas de violation par le Souscripteur et le Courtier du secret professionnel ou de non-respect par le Souscripteur ou le Courtier de l'une quelconque des stipulations précitées, l'Assureur pourra prononcer la résiliation de la Convention aux torts exclusifs du Souscripteur ou du Courtier, selon les stipulations de résiliation prévues par celle-ci, sans indemnité en faveur du Souscripteur ou du Courtier. En outre des dommages et intérêts destinés à compenser le préjudice en résultant seront dus à l'Assureur.

Nonobstant toute stipulation contraire dans la Convention, la responsabilité du Souscripteur et du Courtier ne sera pas plafonnée pour les dommages directs subis par l'Assureur au titre du, ou en lien avec, la Convention résultant d'un manquement par le Souscripteur ou du Courtier à ses obligations de confidentialité ou à ses obligations relatives à la protection des Données à caractère personnel de l'Assureur prévues par la Convention.

Le Souscripteur et le Courtier ne pourront pas être tenus pour responsable des dommages causés par l'inexécution par l'Assureur de ses propres obligations en tant que Responsable de traitement.

Chaque Partie s'engage à garantir l'autre contre toute demande d'indemnisation d'un tiers à la Convention, et notamment contre toute demande d'une personne concernée ayant subi un dommage, quel qu'il soit, matériel ou moral, du fait d'une violation par une Partie des stipulations de la présente Annexe ou d'une violation des dispositions du RGPD ou de la Loi informatique et libertés. La Partie mise en cause sera exonérée de responsabilité si elle prouve que le fait qui a provoqué le dommage ne lui est en aucune façon imputable.

I. CONTACT

Pour toute question relative à la présente Annexe sur la protection des Données à caractère personnel de l'Assureur, notamment pour toute question de sous-traitance, le Souscripteur et le Courtier devront solliciter le contact de l'Assureur, L'Assureur pourra de même solliciter le contact dédié du Souscripteur ou du Courtier, dont les noms et les coordonnées figurent dans la même annexe, pour toute demande relative à la protection des Données à caractère personnel de l'Assureur.

ASFE, Association of Services For Expatriates, créée en 1992, est une association de loi 1901.

Sa vocation est d'apporter des solutions à tous les expatriés dans le monde entier en matière de couverture santé, prévoyance, assistance médicale /rapatriement, et responsabilité civile.

MSH, concepteur et gestionnaire des contrats ASFE, est l'un des leaders mondiaux de la protection sociale Internationale, avec plus de 500 000 personnes couvertes en situation de mobilité Internationale à travers le monde. MSH met à votre service une équipe dédiée, disponible pour vous accompagner et vous conseiller au quotidien.

VOS CONTACTS

MSH

Pour de plus amples informations ou pour souscrire, vous pouvez nous contacter via les coordonnées suivantes

- Tél. : +33 (0)1 44 20 48 77
- E-mail : sales@msh-intl.com
- Site web: www.msh-intl.com

01/2023



pour le compte de



MSH, société française de courtage d'assurance, société par actions simplifiées au capital de 2 500 000 euros, dont le siège social est au 39 rue Mstislav Rostropovitch - 75815 Paris cedex 17, Cedex 17 France. Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° 352 807 549, inscrite à l'ORIAS sous le n° 07 002 751, numéro de TVA intracommunautaire FR 78 352 807 549. MSH est régie par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

Groupama Gan Vie, Société Anonyme au capital de 1 371 100 605 € – RCS Paris 340 427 616 APE 6511 Z, Siège social : 8-10, rue d'Astorg – 75383 Paris Cedex 08 – Tél. : 01.44.56.77.77, Entreprise régie par le Code des Assurances et soumise à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution –) - 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09, France.

Les produits d'assurances distribués sous la marque Gan Eurocourtage via les courtiers sont ceux de Groupama Gan Vie. www.gan-eurocourtage.fr – contact-collectives@gan.fr

Europ Assistance, entreprise régie par le Code des Assurances, société Anonyme au capital de 35 402 786 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 451 366 405, dont le siège social est 1 promenade de la bonnette – 92230 GENNEVILLIERS